PARTI SOCIALISTE – SFIO
42ème Congrès national des 26 - 27- 28 et 29 mai 1950

Sommaire

Le président (Edouard Depreux) 2
Guy Mollet 2
Rodolfo Llopis 3
Friedrich Heine 6
Heirene White 8
Alexandre Bracke 10
Louis Debroucker 12
Daniel Mayer 18
Léon Boutbien 28
Camille Delabre 38
Guy Mollet 41
Le président (Lamine Gueye) 60
M. Renaudel 61
Francis Leenhardt 64
François Tanguy-Prigent 71
Albert Gazier 83
Arthur Notebart 88
Roger Clair 92
Benoit 95
Guy Mollet 99
Sarah Weil-Reynal 99
Weitz 104
Le président (Albert Gazier) 108
Berthe Fouchère 109
Cordonnier 113
Courtois 114
Mireille Ausmain 116
Ballot (Saône-et-Loire) 117
Marceau-Pivert 120
Rachel Lempereur 121
Georges Brutel 121
Pierre Commin 123
Gaston Defferre 124
Antoine Mazier 126
Le délégué de la Cochinchine 126
Gaston Defferre 128
Jean Charlot 129
Paul Alduy 130
André Bidet 132
Maurice Deixonne 133

Fondation Jean-Jaurès

Weill 136
André Philip 139
Barenton 142
Jules Moch 146
Léon Boutbien 148
Mosse 149
Jules Moch 150
Le président 153

Séance du dimanche 28 mai (après-midi)

Pierre Commin - Camarades, le Bureau, pour la séance de cet après-midi est ainsi constitué :
Président, notre camarade Edouard Depreux, Assesseurs, Andrée Viennot, Rousset (Gard), Loiseau (Seine-et-Oise), Cersot (Rhône), Bégarra (Oran).

Le président (Edouard Depreux)

Camarades, la séance est ouverte, l'ordre du jour comporte l'audition des délégués fraternels.
Je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, avant que nous entendions les camarades qui représentent ici les différentes sections fraternelles de l'ancienne Internationale Ouvrière, aujourd'hui du COMISCO, avant, dis-je, de les entendre, je crois que nous avons tous un devoir à remplir.
Hier, ces camarades ont, par leur présence, tenu à s'associer à l'hommage que nous rendions à celui des nôtres qui, dans l'année, est disparu.
Nous avons aujourd'hui un devoir semblable à remplir à la mémoire de notre camarade Harold Laski et à la mémoire de notre camarade Karl Seitz.
Laski, je ne rappelle que de deux mots ce qu'il fut, probablement l'un des meilleurs penseurs du Socialisme anglais ; son apport a été considérable, le rôle, pour discret qu'il fût, qu'il a joué dans la vie du Socialisme de Grande-Bretagne, dans l'établissement de la pensée socialiste internationale a été gigantesque et si l'on pense à la véritable admiration, à l'affection profonde qui unissaient autour de lui tous ceux qu'en Angleterre, les "rank and file ", tous les militants que, trop souvent, en France, on appelle "de base", on comprend encore mieux son rôle.
Je sais être l'interprète auprès de la section anglaise, auprès du Labour Party, du Parti Socialiste français tout entier, je sais être l'interprète aussi auprès de toutes les sections de l'Internationale, en disant ici l'hommage de la SFIO à Harold Laski.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Je serai volontairement aussi bref en ce qui concerne la mémoire de notre camarade Karl Seitz, bourgmestre socialiste de Vienne, car raconter la vie de Seitz, ce serait raconter la vie de toute la social-démocratie viennoise !
Il a été le premier député socialiste à entrer à 1'Assemblée de Vienne, mais le titre auquel il tenait le plus, celui qui faisait de lui l'homme le plus aimé de la social-démocratie autrichienne, c'est qu'il a été avec quelques autres comme Tandler, Bretner, Dannenberg, le fondateur de "Vienne la Rouge " de cette Vienne qui reste l'orgueil des socialistes du monde, de cette Vienne que n'ont jamais pu anéantir, ni les canons de Dolfuss, ni les SS de Hitler, et qui revit aujourd'hui sous la conduite du successeur de Seitz, le général socialiste Korner, lequel a comme adjoint Karl Honay, présent dans cette salle et qui représente ici la social-démocratie viennoise.
(Applaudissements)
Je vous demande, camarades, de vous associer à cet hommage et de vouloir bien vous lever pour respecter une minute de silence.

Le président - Camarades, après cet hommage émouvant à deux des morts les plus prestigieux de ce qui reste dans nos coeurs d'Internationale Socialiste, et appartenant, l'un et l'autre, à deux sections bien vivantes, dans les pays libres, je vais donner la parole, au nom du Parti Socialiste Ouvrier espagnol, et par delà aussi, au nom de tous les partis actuellement en exil, victimes de la dictature fasciste ou stalinienne, à notre excellent ami Rodolfo Llopis, Secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier espagnol, ancien Président du gouvernement républicain en exil.
(Applaudissements)

Rodolfo Llopis

Vous savez tous, camarades, ma joie de venir une fois de plus vous apporter le salut fraternel des Socialistes espagnols, non seulement de ces Socialistes espagnols que vous connaissez tous si bien, parce qu'ils sont éparpillés dans tous les départements de France et qu'ils travaillent souvent avec vous, dans vos sections, mais au nom de ces Socialistes espagnols qui, depuis onze ans, restés en Espagne, n'ont pas perdu la foi et continuent la lutte contre la dictature fasciste de Franco.
Vous savez l'intérêt que nous portons à vos délibérations, car s'il est vrai que dans vos Congrès, vous vous penchez surtout devant vos angoissants problèmes nationaux, vous avez la vertu de ne pas traiter les problèmes nationaux sans avoir toujours une préoccupation internationale.
Vous avez raison, non seulement parce qu'il n'y a plus de problèmes spécifiquement nationaux, mais parce que vous êtes dans la bonne tradition du Parti Socialiste français qui a toujours été un parti internationaliste, et parce qu'après tout, on ne peut pas être Socialiste si on n'est pas en même temps - c'est la raison d'être du Socialisme - internationaliste.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Ce caractère internationaliste du Socialisme, vous avez raison de le souligner, chaque jour il faudra le souligner davantage.
C'est vrai qu'en ce moment tout le monde se réclame des idées internationalistes, c'est vrai que jamais nous n'avons connu une floraison si forte que maintenant d'organismes internationaux, mais c'est grâce à nos idées, c'est grâce à notre campagne qu'on a pu créer cet Etat d'esprit ; toutefois, prenons garde, ce sont nos ennemis qui sont en train de prendre nos idées, de faire semblant de les développer, quand, au fond, c'est pour les discréditer.
Ce sont les Socialistes qui ont le devoir de développer justement ce caractère internationaliste des organismes que nous avons aidé à créer. Mais, en même temps, jamais comme maintenant un nationalisme agressif n'a essayé de pénétrer toutes les couches sociales, de tous les pays du monde.
On n'a pas fait encore la révolution que nous attendions, comme conséquence d'avoir fait la guerre et de l'avoir gagnée, que, déjà, nous sommes obligés de nous défendre contre la "contre-révolution" que l'on observe dans tous les pays. Car, hélas, cette contre-révolution existe, s'installe et, dans certains pays, c'est déjà une véritable réalité.
Certes, les Communistes, les partis communistes, avec cette politique insensée qu'ils sont en train de faire et qui constituent, dans chaque pays, une véritable légion étrangère, ces Communistes donnent le prétexte à la réaction, et c'est ainsi que nous voyons actuellement cette politique réactionnaire du capitalisme international qui est en train d'accomplir, à mon avis, la faute politique la plus grave qu'on puisse commettre : C'est celle de vouloir s'appuyer sur le fascisme international pour combattre le fascisme !
Nous, Socialistes, nous sommes obligés de dénoncer cela et de le combattre. C'est le drame du peuple espagnol : deux dictateurs, un Allemand, l'autre, Italien, ont instauré en Espagne la dictature franquiste.
Je peux vous le dire ici - je viens de le dire à Hambourg, comme je l'ai dit, il y a un an, en Italie - voyez-vous, quand la guerre nous a délivrés de ces deux dictateurs, nous pensions que Franco, leur disciple, allait comparaître devant le tribunal de Nüremberg en tant que criminel de guerre.
(Applaudissements)
Or, il continue l'esclavage du peuple espagnol, et pourquoi ? Parce que notre dictateur est appuyé ; Staline, avec la politique insensée qu'il est en train de faire, a créé cette psychose de guerre, cette psychose de panique de par le monde et les soi-disant démocraties, par peur de Staline, préfèrent s'appuyer sur la sanglante dictature fasciste de Franco pour pouvoir défendre, éventuellement, une agression de l'autre dictateur !
(Applaudissements)
Vous voyez notre tragédie ! Nous sommes victimes d'abord de deux dictateurs et nous continuons à être la victime maintenant d'un troisième dictateur !
Pour nous, Socialistes, le problème est simple :
Nous sommes contre toutes les dictatures, nous sommes aussi bien contre la dictature moscovitch que contre la dictature de Franco, que contre celle de Salazar.

(Applaudissements)
Nous sommes contre les dictatures sans oublier jamais que la dictature, c'est l'expression la plus agressive du capitalisme international et nous sommes contre ce capitalisme agresseur, contre ses complices, contre ses instruments d'oppression.
Je sais qu'à vous, Socialistes français, je n'ai pas besoin de rappeler vos déboires. Je sais que chaque fois que mon parti s'est adressé à votre Comité directeur pour rester vigilant, vous avez répondu "présent", et quelquefois même, vous m'avez devancé vous-mêmes dans cette vigilance. Mais je tiens à vous remercier maintenant, Comité directeur, des dernières démarches que vous avez faites quand nous étions si inquiets pour la réunion des Etats-majors à La Haye et pour la prochaine réunion de Londres. Je remercie, non seulement le Comité directeur, mais aussi notre camarade Lapie qui, en votre nom, jeudi dernier, a posé la question au ministre Schuman. Grâce à vous, Comité directeur, grâce à vous, camarade Lapie, vous avez pu arracher à Schuman la déclaration officielle qu'à Londres, il ne sera pas question de l'intégration de l'Espagne dans le plan Atlantique.
Grâce à vous, nous avons depuis jeudi la déclaration de Schuman, en tant que ministre des Affaires Etrangères, que la politique du gouvernement de la France n'a pas changé envers Franco et que vous vous en tenez à la résolution de 1946 de l'Assemblée générale des Nations Unies.
Merci, camarades du Comité Directeur, merci Parti Socialiste SFIO. Mais restons vigilants !
Dans un moment très difficile, au nom de mon parti, je me suis adressé à deux hommes qui, à l'époque, représentaient pour nous la conscience la plus pure du Socialisme international, à notre regretté Blum et à notre admirable Debroucker. Debroucker m'a répondu tout de suite ; Blum m'avait promis de le faire, mais m'avait demandé d'attendre justement la réunion de Londres pour lancer le message et rappeler aux ministres des Affaires Etrangères qui allaient se réunir leur devoir envers la démocratie et envers Franco.
Malheureusement, nous avons perdu Blum, et quand je dis "nous", c'est parce que ce n'est pas seulement vous, Français, qui avez perdu Blum, c'est le Socialisme international, c'est la démocratie universelle qui a perdu cette belle figure de Léon Blum… (applaudissements)… et c'est pour cela que nous avons pu vous envoyer, lors de la disparition de Blum, un télégramme vous disant :
"La mort de Léon Blum nous a produit consternation profonde, le souvenir de sa vie exemplaire vivra éternellement en nous. Vous avez perdu votre guide le plus éclairé, le Socialisme international son plus noble représentant, l'humanité sa conscience la plus pure, et nous-mêmes, nous Socialistes espagnols, notre plus fidèle ami et notre conseiller le meilleur, et dans des heures les plus tristes pour nous".
Vous ne manquerez pas à votre devoir, mais restez vigilants, camarades. Hier, aujourd'hui, j'ai entendu parler de crise de doctrine, de crise du Socialisme ; peut-être est-ce vrai, mais demandez-vous, camarades, en consultant votre conscience, si ce qu'il y a surtout, ce n'est pas un manque de confiance en nous-

Fondation Jean Jaurès

mêmes, en nous en tant que Socialistes, en nous en tant qu'hommes, en nous en tant que citoyens.
Nous sommes obligés de créer une mystique nouvelle parmi les Socialistes. Il ne suffit pas que les Socialistes accomplissent leur devoir, il faut qu'ils l'accomplissent en plus avec enthousiasme. Il faut que cette nouvelle morale, cette morale de l'enthousiasme, nous imprègne tous et, conscients de notre force, sûrs de la mission historique du Socialisme, faisons dans chaque pays un grand Parti Socialiste et, tous ensemble, une grande Internationale, pour abattre les dictatures et pour faire que la liberté, la justice et le Socialisme règnent dans le monde.
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, je voudrais dire à Llopis combien il a trouvé le chemin de notre coeur, lorsqu' il a dit que la mort de Léon Blum constituait un deuil, non seulement pour les Socialistes français, mais pour les hommes libres du monde entier, et singulièrement pour les Socialistes espagnols.
Je voudrais assurer Llopis, au nom du Parti unanime, que dans le magnifique patrimoine intellectuel qui nous a été légué par Léon Blum, il y a la défense de la République espagnole et que sur ce point nous serons toujours dignes de Léon Blum.
(Applaudissements)
Maintenant, je donne la parole, au nom du Parti Social-démocrate allemand, à notre camarade Friedrich Heine, membre de l'exécutif du SPD, responsable des services de la presse et de la propagande du Parti, émigré politique dès 1933… (applaudissements)… et membre du Comité Social-démocrate en exil, d'abord à Prague, 1933-1938, puis, sur l'invitation de Léon Blum, à Paris et Marseille, 1938-1941, où il participa à l'action d'un réseau américain chargé de l'évacuation des réfugiés politiques, et enfin à Londres, 1941-1945. Le Camarade Heine, comme nous, a mené la bataille contre Hitler dès la première minute.
(Applaudissements)

Friedrich Heine

Chers camarades, je suis chargé de remettre à votre Congrès national les voeux et salutations les plus cordiaux du Parti Social-démocrate allemand.
Nous avons accueilli avec joie votre invitation et l'avons acceptée volontiers. Dans les jours passés, trois réunions socialistes importantes se sont déroulées et se dérouleront encore, où l'on essaiera de trouver une politique européenne commune. Je reviens de notre Congrès national d'Hambourg, où l'on a discuté les problèmes les plus importants de la politique intérieure et extérieure. On a aussi pris quelques décisions assez importantes.
La question franco-allemande a joué un rôle de premier plan dans tous les domaines de la politique extérieure, et, en partie, aussi de la politique intérieure.
Le Congrès allemand a dit, tout le monde debout, un dernier adieu à Léon Blum, le grand chef de la SFIO et le représentant d'un Socialisme libre et démocratique. Nous pleurons avec vous la mort d'un homme qui fut l'un des plus

Fondation Jean Jaurès

valeureux de notre époque. Nous étions bien contents d'avoir pu accueillir à Hambourg le camarade Grumbach, comme représentant de la SFIO ; nous l'avons accueilli avec beaucoup d'applaudissements et avons beaucoup apprécié son allocution. Nos applaudissements furent également l'expression de nos sentiments amicaux pour le Parti frère Socialiste français.

Les Partis Socialistes français et allemand ont, sur quelques questions de la politique intérieure et extérieure allemande, des opinions différentes. Nous le regrettons et espérons que ces différends ne dureront pas longtemps. Nous autres Socialistes allemands, tenons à dire que nous nous sentons étroitement liés au peuple français et à tous les autres peuples européens.

Nous savons que la politique extérieure de notre Parti n'a pas toujours été approuvée par les autres partis socialistes. Mais nous suivons attentivement la critique de nos amis Socialistes pour examiner sérieusement s'il y a des fautes à corriger.

Il nous semble que souvent cette critique est fondée sur des informations inexactes et incomplètes. C'est la presse capitaliste et communiste qui porte assez souvent la responsabilité de ces informations erronées. Mais, il faut le dire franchement, il s'agit souvent de vrais conflits d'intérêts et nous devons tout faire pour aboutir, par des entretiens amicaux, à des accords, ou du moins, à des compromis acceptables pour tous. Notre bonne volonté n'y manquera pas, et nous ne doutons pas que cette volonté existe également chez les autres partis socialistes, afin que l'on puisse s'entendre finalement.

Nous avons refusé d'adhérer au Conseil de l'Europe de Strasbourg. Cette proposition du Comité directeur a été approuvée par le Congrès de Hambourg à une majorité massive.

Je voudrais faire, au sujet de cette décision, un bref commentaire. Nous pensons que la façon par laquelle on a voulu engager l'Allemagne à venir à Strasbourg ne correspond ni à l'intérêt allemand, ni à celui de l'Europe. Notre "non" à Strasbourg n'est pas un "non" à l'Europe, mais plutôt, nous le pensons sincèrement, un "oui". Nous appartenons et nous voulons appartenir à l'Europe ; il n'y a pas de discussion sur cela. Pour nous autres, Social-démocrates allemands, l'alternative orientale n'existe pas.

Nous sommes le seul parti, en Allemagne, pour lequel le jeu avec la carte orientale est incompatible avec la qualité de membre de notre Parti.

Nous sommes prêts, Kurt Schumacher l'a déclaré au nom du Parti à Hambourg, à renoncer à certaines parties de notre souveraineté en faveur de l'Europe, comme le feront les autres nations européennes.

Nous avons accueilli avec le plus grand intérêt les propositions de votre ministre des Affaires Etrangères. Nous y sommes favorables, en principe, parce que c'est le premier essai de remplacer les déclarations par une réalisation dans le domaine économique. Mais les propositions ne sont qu'un cadre ; pour pouvoir prendre une décision définitive, nous voudrions savoir comment ce cadre doit être rempli. En France et en Allemagne, il y a des politiques de droite qui veulent abuser de ces propositions en faveur de leurs buts capitalistes, afin

d'empêcher le plein emploi et les salaires élevés, comme cela a été mentionné par Pertinax.
Dans ce cas, les propositions Schuman seraient inacceptables pour nous et certainement pour tout Socialiste. Nous désirons le plein emploi et des salaires élevés pour l'ouvrier allemand, britannique et français comme pour les ouvriers du monde entier. Et si le plan Schuman servait à empêcher la socialisation, nous dirions également "non".
Pour nous, comme pour tout Socialiste, la socialisation est, non seulement, une mesure économique utile, mais aussi la meilleure politique pour la liberté et pour la paix.
Pour nous Socialistes allemands vient une troisième préoccupation : Nous ne voudrions pas que le plan Schuman nous réduisît à des partenaires de deuxième rang. Nous pensons qu'une coopération durable sur le plan international n'est possible que si tous les partenaires sont égaux en fait.
Lors des derniers débats de politique extérieure à Bonn, l'orateur de notre Parti a demandé que des négociations économiques avec la France soient immédiatement entamées en vue d'aboutir à un accord franco-allemand. L'essentiel d'un tel accord consisterait, selon nous, à conclure des accords économiques qui dépasseraient de beaucoup le cadre des accords commerciaux actuels. Nous serions bien contents si le plan Schuman contribuait à la réalisation de ces idées. Le Parti Social démocrate allemand est disposé à étudier sérieusement les propositions du ministre des Affaires Etrangères et il a tout intérêt à participer aux pourparlers comme membre responsable et comme partenaire égal. Nous nous réjouissons tout particulièrement d'être pleinement d'accord avec la SFIO - et, espérons-le également, avec le Labour Party - dans cette question peut-être décisive pour la destinée de nos deux pays et même de l'Europe.
Nous avons la conviction que votre Congrès marquera un grand pas en avant. Nous faisons des voeux pour que votre parti joue un rôle décisif dans la détermination de la politique de votre pays, car il est le garant le plus sûr pour le maintien de la liberté et de la paix.
Vive le Congrès du Parti SFIO.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Heirene White, au nom du Parti Travailliste de Grande-Bretagne, député aux Communes, membre de l'exécutif du Labour Party.
(Vifs applaudissements)

Heirene White

Chers camarades, c'est avec grand plaisir que je me trouve parmi vous pour assister, encore une fois, à votre Conférence annuelle. J'ai de très bons souvenirs de votre accueil en 1947, à Lyon.
Aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous présenter les salutations fraternelles du Labour Party britannique. Mes camarades de Grande Bretagne m'ont priée de

vous dire avec combien d'intérêt et de sympathie ils suivent vos efforts dans la situation actuelle de la politique française.
Nous pleurons avec vous la mort d'un camarade socialiste éminent, Léon Blum. Il était pour nous, comme pour vous, un de ces hommes à l'esprit si noble, à l'intelligence si rare et si forte qu'ils inspirent toute une époque politique. Léon Blum n'a pu résoudre tous nos problèmes. Avant la guerre, il a fait face à des difficultés pratiques formidables ; puis à Riom, et depuis 1945, il a montré un courage et une sagesse tels qu'il a mérité l'hommage et l'admiration de tous. Je suis fière de participer avec vous à la commémoration d'un grand homme. (Applaudissements)
Nous aussi, avons perdu un camarade, bien connu de beaucoup des vôtres ; il ne se trouvait pas sur un rang politique si élevé que Léon Blum, mais comme lui, il manifestait les qualités intellectuelles et philosophiques les plus nobles de sa race ; ce camarade était Harold Laski.
Je voudrais aussi mentionner un événement commun à nos pays : La visite de Monsieur le Président et Madame Auriol. La joie spontanée avec laquelle on les a reçus à Londres, fut un hommage remarquable de la part du peuple anglais au peuple français. En Socialistes, nous étions fiers de nous rappeler que Monsieur Auriol était des nôtres.
Je suis persuadée que beaucoup d'entre vous aimeraient entendre quelque chose sur la position du Labour Party. Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, notre position est un peu difficile, nous avons reçu plus de voix aux dernières élections qu'aucun autre parti politique jusqu'ici en Grande-Bretagne, mais néanmoins, notre majorité à la Chambre n'est que de 6 voix. Peut-être croyez-vous que cela est assez solide, mais nous n'avons, chez nous, ni "boites" ni "boitiers".
(Rires)
Nous votons en personne, de sorte que si quelques uns de nos membres sont malades, nous perdons notre majorité.
Nous pourrions, c'est vrai, adopter votre système mais, voyez-vous, il serait plus facile de nationaliser dix industries importantes que de changer rapidement les traditions de Westminster.
(Rires)
Avec une majorité aussi minime, il nous est impossible d'entreprendre aucune législation qui ne puisse être controversée et cela n'est pas dans notre tradition nationale ; mais nous sommes à même d'exercer une administration forte, et nous espérons améliorer notre position aux élections qui, sans doute, auront lieu sous peu.
Je voudrais conclure en faisant mention de la suggestion Schuman pour l'intégration de la métallurgie et du charbon dans un plan européen.
Nous faisons, en principe, bon accueil à ce plan et nous accueillons avec plaisir l'initiative française. Cependant, en Socialistes, nous, comme vous, devons être sur nos gardes jusqu'à ce qu'on connaisse les détails et qu'on soit sûrs que le plan protégera nos principes socialistes.
(Applaudissements)

Il y a deux conditions essentielles pour le succès du plan Schuman : d'abord que l'Angleterre y participe avec la France et l'Allemagne ; ensuite que le plan Schuman soit intégré dans un système d'économie générale expansionniste et non pas dans le cadre d'une économie de restriction capitaliste.
Il nous est impossible d'accepter un cartel capitaliste déguisé, quel que soit son appellation. Avec des sauvegardes, ce plan offre de bonnes perspectives pour une unité vraie de l'Europe Occidentale. Soyons vigilants, camarades, pour de telles affaires pratiques, dans un effort sincère pour réaliser le Socialisme, l'unité et la paix.
(Applaudissements)

(La salle, debout, acclame Heirene White).

Le président - Je voudrais dire à notre camarade Heirene White que quand elle nous parle des difficultés socialistes britanniques, nous les comprenons parfaitement, mais que les Socialistes français se contenteraient volontiers d'une petite majorité de six voix, même sans boitiers !
(Applaudissements)
Je voudrais qu'elle retourne en Angleterre en disant à nos camarades que lorsqu'elle a parlé du plan Schuman, sujet controversé entre Socialistes français, elle a très exactement réalisé l'unanimité enthousiaste des Socialistes français et que nous sommes tous pour un plan Schuman dans lequel la camarade Heirene White aurait son mot à dire et ses conclusions à apporter.
(Applaudissements)
Camarades, ce matin, on vous avait annoncé une surprise. Il y a plusieurs jours que la presse annonce que dans tous les Congrès démocratiques, il doit y avoir une surprise, nous sommes à l'heure de cette surprise, ce n'est peut-être pas exactement celle qu'on attendait, mais je donne la parole à Guy Mollet pour la révéler.

Guy Mollet - Camarades, la surprise sera pour certains d'entre vous, elle sera encore plus pour l'intéressé !
Nous devions, mardi prochain, à Copenhague, les divers représentants des Partis Socialistes d'Europe, dire à l'un des meilleurs des nôtres toute notre affection à l'occasion de ses 80 ans. Il est aujourd'hui parmi nous et il ne sera pas à Copenhague ; Bracke, au nom de la SFIO, va dire à notre camarade Debroucker notre hommage.
(Très vifs applaudissements)

(La salle, debout, acclame le camarade Debroucker)

Alexandre Bracke

Camarades, je suis dans un Etat d'émotion tout particulier, je me donne en ce moment trois mandats à la fois pour parler à Louis Debroucker, et pour lui dire

Contribution Jean Jaurès

avec quels sentiments, non seulement de sympathie, mais d'amitié profonde, nous voulons aujourd'hui révéler son âge.
Je suis obligé de retourner en arrière pour me dire : "Oui, c'est vrai, il y a vingt ans, les camarades de Belgique ont fêté Louis Debroucker, pour son 60ème anniversaire seulement" !
(Rires)
Il représentait déjà quelque chose de tout particulier dans le Socialisme de la Belgique, dans le Socialisme de la France aussi, et dans le Socialisme international, à savoir à la fois un homme qui, depuis sa jeunesse, n'a cessé de travailler en militant, comme le ferait un militant obscur, faisant la besogne de tous les jours comme un modèle, et en même temps étant parmi les plus anciens déjà un guide pour le Socialisme international.
C'est pourquoi je vous disais que je me sens en ce moment, quand j'essaie de dire à Louis, au grand Louis, à mon vieil ami Louis - je suis bien obligé pour une fois de lui dire qu'il est vieux… (applaudissements)… parce que, 1'Etat-civil est le même dans tous les pays, il est impitoyable ! - ce que nous pensons, en possession de trois mandats : l'un du Parti Socialiste SFIO, le second, forcément, de l'Internationale - l'Internationale ne m'a pas dit : tu vas prendre la parole pour moi, mais je suis toujours le chargé d'affaires de l'Internationale que j'ai été quelquefois, quand il s'agit de dire à Louis Debroucker ce que nous lui devons tous, à savoir l'exemple d'un homme qui, non seulement a toujours rempli son devoir envers les classes des travailleurs de tous les pays, mais qui a fait quelque chose de plus difficile, qui est, ce devoir, de le connaître toujours et de le faire connaître aux autres.
(Applaudissements)
Et le troisième mandat, c'est un mandat d'ami, mon cher, c'est un mandat que vous m'avez donné vous-même la première fois que je suis allé avec un mot de présentation pour vous, dire au chimiste Louis Debroucker que le petit professeur de lettres avait avec lui un point commun, qui était le désir de servir toute sa vie la classe ouvrière à laquelle il se donnait tout entier. (Applaudissements)
Mes camarades ont voulu vous laisser un souvenir de votre visite ; ce souvenir, c'est peut-être une des choses qui est capable de vous faire plaisir ; d'abord ce sont des livres,… (rires)… et les livres ça n'a jamais été pour nous une chose morte ! (Applaudissements)
Cela a toujours été un outil dont nous apprenions à nous servir pour devenir un peu meilleurs dans la besogne que nous accomplissions avec tous les autres, à notre rang, et je dois dire que quant à vous, vous n'avez jamais été de ceux qui essayaient que ce rang fût d'un pas plus avancé qu'il n'avait été la veille : A quelque place que vous ayez été, vous avez toujours rempli votre devoir, non pas seulement avec dévouement, non pas seulement avec une grande intelligence, recevant la lumière de tous les côtés, et, par conséquent, des livres, mais en faisant profiter, et les grandes assemblées internationales où l'on préparait la victoire du prolétariat dans tous les pays, et aussi la plus petite réunion de camarades modestes qui travaillent tous les jours à leur

affranchissement en faisant la besogne préparée le matin pour que le lendemain ils puissent s'éveiller en disant : "J'ai bien travaillé hier, puisque j'ai travaillé avec tous les camarades".
(Applaudissements)
Nous vous offrons des livres qui représentent le pays de la SFIO, d'abord parce que l'auteur s'appelle France, nous vous offrons les oeuvres d'Anatole France, nous vous les offrons brochées, mais je n'ai pas besoin de vous dire que nous nous chargeons de les faire relier de façon solide, car nous sommes sûrs que jamais un livre ne sera dans votre bibliothèque comme si c'était dans un musée ouvert une fois ou deux par an pour les visiteurs, mais que là aussi vous irez, je ne dirai presque pas chercher, mais vous irez apporter votre propre lumière à celle que l'auteur pourra vous donner. Et puis, c'est à peu près le meilleur de ce que la pensée Socialiste a pu donner, dans un cerveau de notre pays, pour représenter le progrès d'une âme éveillée peut-être plus tard qu'on le croit généralement, mais éveillée complètement au devoir de travailler pour une humanité capable de faire la paix pour elle et pour les générations futures.
(Vifs applaudissements)
Elève Louis Debroucker, permettez au vieux professeur de vous donner votre prix.
(Applaudissements)

(La salle, debout, acclame le camarade Debroucker et chante l'Internationale)

Le président - Je signale que le redoutable trésorier du Parti a ponctué par un assentiment de la tête formel l'affirmation de Bracke que la reliure des livres serait prise en charge par la SFIO.
Ceci dit, je donne la parole à notre camarade Debroucker, ministre d'Etat, ancien président de l'Internationale Ouvrière Socialiste.
(Applaudissements)

Louis Debroucker

Mes chers camarades, vous me voyez en ce moment, à la fois très heureux, très confus et très ému.
Très heureux des témoignages d'amitié que vous voulez bien me donner et auxquels, croyez-le bien, je suis profondément sensible. Très confus en raison de ces éloges qu'on me décerne et des récompenses qu'on me donne.
Le professeur, mon collègue en professorat, a bien voulu, tout à l'heure, parler de distribution des prix. Je ne suis pas habitué aux distributions de prix, d'abord parce que mes années scolaires sont bien lointaines, et puis, voyez-vous, parce qu'à l'école j'étais un cancre… (rires)… et j'ai d'ailleurs eu peu d'occasions de faire des études régulières, ayant été chassé du lycée pour mes idées socialistes quand j'avais 14 ans, et ayant ensuite été chassé de la faculté, obligé de venir à Paris terminer mes études irrégulières, réalisant ainsi une chose un peu paradoxale : quand on m'a expulsé de l'Université de Bruxelles, j'ai eu l'insolence de dire au recteur : "vous me chassez comme étudiant, mais je

reviendrai comme professeur"… (applaudissements)… et j'ai pu revenir comme professeur, mais n'ayant pas fait d'études comme tout le monde, je n'ai jamais été docteur et je n'ai aucun titre académique.
Et, enfin, je suis profondément ému, non pas parce que j'ai 80 ans, mon Dieu, ce n'est pas difficile d'avoir 80 ans… (rires)… il suffit d'être né en 1870, mais parce qu'en me rappelant mes 80 ans, vous m'avez rappelé mes idées de jeunesse, et cette longue lutte à laquelle j'ai été, dans mon pays, et parfois en dehors de mon pays, en effet, étroitement et journellement mêlé.
Quand je rappelle mes souvenirs du Parti, ils remontent à 1888, mais mes souvenirs socialistes sont plus anciens, puisque c'est déjà en 1884 que j'ai été renvoyé, et il est vrai que toute cette longue lutte du prolétariat de mon pays, j'y ai été mêlé ; et quand, dans un instant, je vous parlerai de lui, car c'est de lui qu'il doit être question et pas de moi, je vous dirai ce qu'il a fait ce prolétariat !
D'habitude, dans un Congrès français, dans un Congrès du Parti, on voit un grand nombre de délégués belges ; nous avons parfois le manque de discrétion d'en envoyer une demi-douzaine et quand ils sont arrivés, on voit à la porte du Congrès des voitures, des bus entiers pleins de camarades qui sont venus de Belgique et qui se faufilent, tout au moins dans les galeries. C'est que, voyez-vous, les choses de France ont, en Belgique, un profond retentissement. Entre nos deux pays, il y a beaucoup de liens et de mauvais plaisants disent parfois, faisant allusion à notre parler difficile : "Belges et Français se ressemblent en toutes choses, sauf par le langage".
Mais, cette fois, je suis seul, et j'ai failli ne pas venir, je suis seul, parce que mon pays se trouve dans des circonstances graves et que nous avons besoin de l'action, et de l'action quotidienne de tous, pour nous défendre contre un immense danger.
Nous sommes, en effet, à huit jours d'une élection dont je ne dirai pas que le sort du pays peut dépendre, mais qui sera un épisode important dans une lutte décisive, où la démocratie belge mourra, à moins qu'elle ne soit victorieuse… (applaudissements)… mais, rassurez-vous, elle sera victorieuse !
(Applaudissements)
Je ne voudrais pas vous parler longtemps et indûment des choses de mon pays, mais permettez-moi de résumer, aussi brièvement que possible, la situation chez nous, et de la résumer en citant un certain nombre de faits.
Après la guerre, chez nous, comme ailleurs, nous avons eu à traiter le problème de l'incivisme qui avait pris dans certaines de nos provinces un développement considérable. Un grand nombre des inciviques se trouvent dans nos prisons, mais ils s'y trouvent comme un parti organisé et le chef intellectuel de l'incivisme, M. Ramset, du fond de sa prison de Gand, écrivait, il y a quelques mois, une lettre qui a paru dans tous nos journaux et où il parlait de la lutte qui s'engage. Il disait : "Après la victoire alliée, nous autres, nous avons été vaincus et nous payons notre défaite, mais nous aurons notre revanche quand le Roi rentrera, nous aurons notre revanche sur la Résistance" - sur ceux qu'ils appellent "ceux de Londres" - et il concluait en disant : "1950 verra un grand changement, c'est nous qui ferons le procès de ceux de Londres".

Ces inciviques sont organisés en parti. Il y a quelques semaines, s'est passé chez nous cette chose incroyable que le Parti Social Chrétien, dans plusieurs de nos provinces, a fait alliance officielle avec eux, admettant les inciviques sur ses listes, à condition que les inciviques votent pour le Parti Catholique, et nous avons assisté à un autre phénomène : il y a quelques jours, Monseigneur de Malines, le Primat de Belgique, publiait un mandement lu dans toutes les églises et dans lequel il était formellement déclaré que sous peine de manquer à un devoir essentiel, les catholiques devaient, en conscience, voter pour ces listes-là.
Oh ! Je ne viens pas vous dire que Monseigneur de Malines et son maître, là-bas, au Vatican, sont des inciviques, je n'aurai pas cette injustice. Nous nous souvenons de ce Parti Démocrate Chrétien dans lequel il y avait un nombre considérable de démocrates sincères, et nous nous souvenons que ce n'est pas la première fois dans l'histoire de notre pays que pareille situation se présente. Nous savons qu'au moment où nous avons conquis notre indépendance, en 1830, nous n'avons pu le faire que par l'alliance étroite de la démocratie révolutionnaire avec ce qui était alors la démocratie chrétienne et, comme l'on disait alors, faisant allusion aux coiffures des deux partis, par "l'alliance du bonnet rouge et du bonnet carré". Mais l'alliance n'a pas duré longtemps et la constitution libérale que cette démocratie chrétienne avait, autant que la démocratie révolutionnaire, contribué à faire, était, un certain nombre d'années plus tard, dénoncée par Pie IX comme une "charretée d'ordures".
Après la guerre, nous avons connu une démocratie chrétienne sincère, décidée à faire des réformes profondes avec nous, mais, bien vite, nous avons vu que malgré la bonne volonté de beaucoup de ses membres, elle obéissait à un ordre supérieur, qu'elle avait besoin pour se maintenir d'influences puissantes, qu'elle avait besoin de l'incivisme et du capitalisme et qu'elle traitait avec eux.
Nous en sommes au point que la coalition à laquelle nous avons à faire est la coalition de l'incivisme et de l'église, avec, derrière elle, des forces peut-être moins apparentes, mais plus agissantes, avec toutes les forces vives du capitalisme, et à la tête de cette coalition, nous avons, oui, je le déclare, nous avons la douleur de voir un chef et de voir que ce chef est le fils d'Albert.
Mais les faits sont là et cette coalition a besoin de ce chef, par ce chef seul elle peut être plus ample et c'est seulement en la servant que ce fils là peut être rétabli dans ses prérogatives royales.
Oh ! Pour lui non plus, je ne serai pas injuste ; c'est un libéral, un député libéral qui, un jour, à déclaré : "Léopold III est le premier des inciviques". Je ne répéterai pas ces paroles pour deux raisons : La première, parce que je connais suffisamment Léopold III pour savoir qu'il ne sera jamais le premier nulle part… (applaudissements)… la seconde, parce qu'il n'est pas foncièrement un incivique, mais simplement un homme qui, probablement, en conscience, en bonne conscience, croit, comme les philosophes du parti auquel maintenant il appartient, que le règne de la démocratie constitutionnelle est finie et que nous entrons dans une phase nouvelle, qui croit, comme le principal philosophe du Parti, M. Decorte, Professeur de Liège, et comme le principal homme politique du Parti, M. Van Zeland, que la Belgique ne peut être heureuse que sous un

régime analogue à celui du Portugal et que nous devons accepter le régime de Salazar.
Voilà la situation devant laquelle nous sommes, voilà ce qu'on veut nous imposer, et je suis sûr de parler au nom de l'unanimité, non seulement des Socialistes, mais des travailleurs véritablement organisés de mon pays, en disant que cela, nous ne l'accepterons jamais.
(Applaudissements)
Pourquoi sommes-nous dans cette situation ? Est-ce notre faute ?
Oui, dans une certaine mesure, c'est notre faute, c'est parce que nous avons obtenu de trop grands succès. Un jeune professeur de l'Université de Liège, Lambert publiait, il y a peu de temps, une étude dans laquelle il montrait, comparant la situation des travailleurs belges à la fin du 18ème siècle et cette même situation au lendemain de la guerre franco-allemande, que malgré le progrès immense de la production, la puissance d'achat des travailleurs était restée la même. Oui, la société avait progressé, oui, la richesse était devenue immense, mais de cet accroissement immense de richesses, aucune part n'avait été concédée aux travailleurs.
En 1885 la situation était encore la même ; et maintenant, le mouvement ouvrier - presque aussi vieux que moi - au bout de ce long effort, à quoi est-il arrivé ?
Maintenant, alors que la Belgique méritait au début ce qu'en disait Marx, qu'elle était l'enfer des travailleurs, qu'ils y étaient dans la misère, dans l'ignorance et sous une domination politique abjecte, maintenant leurs salaires sont suffisamment élevés pour que lorsqu'on parle chez nous de l'Europe, nos capitalistes nous disent : "Pour entrer dans une Europe organisée, il faudra d'abord que vous consentiez à diminuer vos salaires au niveau des autres pays", et ils parlent de les diminuer de 20 ou 30%.
Maintenant, les travailleurs sont instruits, et non seulement tout le monde sait lire, mais dans nos facultés, nous voyons augmenter chaque jour le nombre de ceux qui viennent de la classe ouvrière et qui sont en train de conquérir la situation intellectuellement, comme ils cherchent à la conquérir matériellement.
Maintenant, non seulement ils ont leurs droits politiques, mais chaque fois qu'on appelle, au Conseil, des spécialistes des forces économiques, si les patrons sont représentés, les syndicats aussi sur un pied d'égalité total au point de vue numérique, et ils font l'effort nécessaire pour avoir aussi l'égalité intellectuelle.
Tout cela a effrayé notre bourgeoisie, et ce qui l'effraie peut-être davantage encore, c'est que lorsqu'ils en raisonnent avec nous, ils voient que nous formulons des revendications nouvelles, des revendications plus hardies et que nous ne nous arrêtons pas ; ce qui les effraie sans doute davantage encore, c'est de constater que nous ne sommes pas des impossibilistes, que nous tenons compte des réalités, mais que nous voulons qu'à chaque instant, en faisant le possible, on fasse tout le possible et que ce possible s'élargisse sans cesse par la bonne volonté des gouvernants et de ceux qui nous sont opposés.
(Applaudissements)

Alors, ils ne veulent pas, ils luttent pour leur vie, pour leur vie sociale, pour leur vie économique et ils sont prêts à lutter avec toute la férocité que donne la défense de leurs intérêts.
Oui, nous savons que nous avons à faire à forte partie, et nous ne venons pas chanter les victoires que nous remporterons demain. Nous sommes disposés, s'il le faut, et préparés à perdre les premières batailles, mais ce que nous savons, c'est que nous ne perdrons pas la guerre, parce que nous avons cet élément qui permet toujours de gagner la guerre, la guerre économique comme l'autre : la volonté de ne jamais nous laisser abattre.
(Applaudissements)
Le plus mesuré de tous, notre ami Spaack, a pris l'habitude de terminer, depuis de longs mois, tous ses discours en disant : "Nous ne céderons jamais". Je crois qu'en parlant ainsi, il rend bien la pensée de l'unanimité du Parti Socialiste.
Nous ne nous dissimulons pas leur force. Nous savons qu'ils sont forts, mais nous aussi, nous sommes forts! Nous sommes forts, d'abord, parce que nous avons les forces de notre Parti et sa vieille expérience, et des conquêtes qu'il a faites, et de la confiance que cela lui a donné en lui-même, nous sommes forts, parce qu'aux 150.000 membres de notre Parti, - et nous comptons les membres en divisant le nombre des timbres par douze, parce qu'il y a douze mois dans l'année!... (applaudissements)… viennent se joindre les 600 000 membres de nos syndicats qui sont dans la lutte et qui affichent en ce moment même, sur les murs de toute la ville, des affiches disant : "les candidats présentés le sont à la fois, et avec la même responsabilité, par le Parti et par les syndicats".
(Applaudissements)
Puis, nous avons nos Sociétés de secours mutuels avec un million de membres, dont la plupart, à côté des 8 frs par mois de cotisation obligatoire, s'imposent
15 frs belges de cotisation supplémentaire pour avoir des hôpitaux modèles, pour que le travailleur malade puisse entrer dans ces maisons de repos avec la conscience d'être au milieu de camarades et avec la certitude d'être soigné aussi bien que la science permet de soigner un homme.
Nous avons nos coopératives, nos coopératives qui ont eu tant de malheur, mais qui ont résisté et ont conservé la confiance de la classe ouvrière, et qui, à leur activité économique, ajoutent maintenant une grande activité intellectuelle. Rien qu'à Liège, si vous allez voir les institutions, vous verrez un monument considérable, consacré uniquement à l'éducation coopérative et abritant les 300 étudiants qui, pendant l'année entière, étudient les méthodes coopératives et les résultats qu'elles peuvent donner.
Nous avons un faisceau de forces considérable, et, avant tout, nous avons notre volonté de vaincre, et, je le répète, l'expérience que nous avons acquise.
Je faisais allusion tout à l'heure à notre parler difficile en Belgique, mais "parler belge", voyez-vous, dans le mouvement Socialiste, cela a un sens particulier. Il y a cinquante ans, lorsqu'il s'agissait pour nous de conquérir, avec le suffrage universel, la démocratie et que nous étions seuls à lutter pour obtenir cette démocratie que nous avons conquise, nous employions des méthodes nouvelles, et nous mettions en oeuvre toutes les ressources de l'action directe et indirecte, à

telle enseigne qu'à l'étranger, un certain nombre de nos Camarades, parlant de ces méthodes là disaient : "Ils parlent belge !".
Et Victor Adler, à Vienne, menaçant son gouvernement de la résistance ouvrière s'il ne donnait pas le suffrage universel, disait : "Nous autres Viennois, si le gouvernement ne cède pas, nous parlerons belge !".
Aujourd'hui, nous sommes de nouveau dans la lutte. Nous sommes dans la lutte, non plus pour conquérir la démocratie, mais pour la conserver.
Oh ! N'allez pas croire cependant que nous livrons une bataille purement défensive, nos adversaires seraient trop contents s'il s'agissait de savoir simplement s'ils détruiront la démocratie, ou si nous parviendrons à la sauver. Ils ne détruiront pas la démocratie, parce qu'ils seront les plus faibles à la fin, mais quand nous aurons la victoire, ce ne sera pas pour rétablir la démocratie ancienne, mais une démocratie étendue, élargie et capable, dans une Europe régénérée, d'établir enfin un Socialisme véritable.
Oui, à leur désir de nous ramener en arrière correspond un désir égal chez nous d'aller en avant, et nous progresserons. Peut-être sera-ce difficile, peut-être sortirons-nous des méthodes habituelles, beaucoup de nos camarades, en Belgique, le pensent, et ce qui me cause une joie profonde, c'est que ces perspectives de lutte, loin d'effrayer, enthousiasment nos camarades. Jamais je n'ai vu dans le mouvement un enthousiasme comparable à celui d'aujourd'hui.
J'ai fini, Camarades, de vous donner le message que j'étais chargé de vous apporter. Je terminerai simplement en résumant ce que je viens de dire et en répétant : le Parti Socialiste belge sera digne de son passé et digne de la classe ouvrière ! Dans cette lutte qui s'engage, il part avec la volonté de la victoire. Quoi qu'il arrive, il ne reculera pas, et si nos adversaires nous y obligent, fallut-il pour cela continuer la lutte pendant cinq ans, pendant dix ans, pendant vingt ans, nous continuerons à parler belge jusqu'à la victoire.
(Vifs applaudissements)

(La salle, debout, acclame Louis Debroucker)

Le président - Camarades, 1'étudiant Debroucker nous a démontré qu'il avait bien mérité son titre, un beau prix relié, mais je voudrais lui confirmer que dans les Congrès Socialistes, il n'y a jamais eu besoin d'être chassé comme élève avant de parler avec autorité, comme professeur.
(Applaudissements)
Nous avons toujours beaucoup aimé notre camarade Debroucker, les liens se sont encore resserrés entre lui et nous depuis qu'il a été à nos côtés dans un jour récent de deuil pour le Socialisme international tout entier.
Il vient de nous montrer l'énergie indomptable de nos camarades belges, inutile de lui dire que nous sommes de tout coeur à leurs côtés et que le Parti français, lui aussi, saura, s'il le faut, parler belge.
(Applaudissements)
L'ordre du jour porte maintenant : Suite du débat, et la parole est à Daniel Mayer, du Comité directeur.

Daniel Mayer

Camarades, je ne sais si vous partagez mon sentiment, mais j'aurais voulu, contrairement au règlement du Congrès, que pendant quelques instants nos adversaires aient pu y assister. J'aurais voulu que les militants sceptiques ou pessimistes de province qui ne croient pas à leur propre force, ou ceux qui pensent que nous sommes sans cesse en train de discuter exclusivement d'arithmétique parlementaire, aient assisté à notre Congrès pendant quelques instants. Ils auraient mieux compris peut-être, ils auraient compris que le Socialisme, que le Parti Socialiste, que les membres du Parti Socialiste ne sont pas des gens qui, exclusivement, cherchent à se quereller entre eux ou recherchent des places ou des postes dans la République, indépendamment de l'efficacité que ces postes peuvent apporter.

Les minutes que nous venons de vivre, après les minutes que nous avons vécues hier après-midi, marquent à la fois la puissance, l'amitié et l'unité du Parti Socialiste… (applaudissements)… unité, et puis aussi, si j'ai bien entendu les orateurs des autres séances, quelque chose qui ressemble singulièrement à de l'unanimité.

Il parait que nous devions discuter de la participation ministérielle, des rapports du Parti avec les autres partis, et que des hommes seraient venus ici dire : " Non plus jamais de participation", répondant à d'autres qui auraient dit : "Mais il faut qu'après-demain, nous ayons de nouveau un certain nombre de portefeuilles, et si possible, d'ailleurs, les mêmes portefeuilles que nous avions il y a quelques mois".

J'ai suivi attentivement la discussion, je n'ai entendu personne tenir l'un ou l'autre de ces langages, et je sais bien qu'après moi, personne ne tiendra l'un ou l'autre de ces langages, et lorsque nous avons, à mon sens, avec beaucoup de sagesse, écarté hier la représentation proportionnelle pour l'élection au Comité directeur, j'ai un peu 1'impression que pour ce Congrès, en particulier, nous avons, du même coup, écarté une difficulté supplémentaire.

Sur quel sujet nous serions-nous divisés ? Nous avons été divisés dans le passé, mais je crois que dans le passé, un certain nombre de faits sont acquis. Il fut, certes, des Congrès où des camarades venaient nous dire : "Nous sommes partisans de l'unité ouvrière avec le Parti Communiste", il fut des Congrès où l'on nous proposait comme prélude à l'unité organique l'unité d'action du Parti Communiste et du Parti Socialiste. Mais, camarades, je vais peut-être énormément vous choquer : je crois que l'on a toujours eu raison de dire cela et je crois que s'il y a, en ce moment, en France, un parti ouvrier qui veut sincèrement l'unité, l'unité du monde ouvrier, dans l'intérêt du monde du travail, c'est le Parti Socialiste SFIO.

(Applaudissements)

Il y a encore aujourd'hui deux moyens de faire l'unité ouvrière : Le premier moyen - mais je ne me fais aucune illusion sur le voeu que je suis en train d'émettre - c'est que le Parti Communiste affirme publiquement qu'il n'y a plus

aucun lien de subordination entre le Comité central du PC et les dirigeants du Kremlin moscovite.
(Applaudissements)
Le deuxième moyen - celui dans lequel je crois pour ma part, et celui pour lequel je vous demanderai de vous associer, non seulement à mes propos maintenant, mais par votre action demain à l'action de tout le Parti, c'est de faire l'unité de la classe ouvrière par le retour des militants communistes égarés à l'intérieur du Parti Communiste.
(Applaudissements)
Mais en attendant, personne, sans aucun doute, ne viendra nous demander aujourd'hui de préciser notre position à l'égard du Parti Communiste autrement qu'en dénonçant sa politique de subordination à un gouvernement étranger.
Sur un autre plan, c'est aussi terminé, n'est-ce pas, camarades, le langage ou les espoirs qu'ont pu professer un certain nombre de nos camarades qui pensaient, par amitié, ou par souvenir de la résistance que le Général de Gaulle "n'était pas tellement si mal que ça", et je sais que même ceux de nos camarades, maires de quelques communes de la banlieue parisienne qui ont accepté d'être élus maires avec les voix du RPF sont les premiers aujourd'hui, et je les en félicite, à signer des résolutions qu'ils soumettent au Congrès national de notre Parti, dénonçant la collaboration de classe sous toutes ses formes.
(Applaudissements)
De plus, je crois que certaines difficultés dans le vote du budget qu'ils présentent à leur Conseil municipal leur ont montré que, peut-être, ils avaient commis certaines erreurs à ce moment-là. Toujours est-il, n'est-ce pas, et nous sommes bien d'accord là-dessus, que personne, tant en ce qui concerne le Parti Communiste qu'en ce qui concerne le Rassemblement prétendu du Peuple Français, personne ne pense à autre chose qu'à les combattre les uns après les autres, et sur les deux fronts, pour défendre les institutions républicaines, non point seulement d'ailleurs comme moyen de conquête des esprits, préludant à un moyen d'utilisation pour aboutir à la conquête du pouvoir, mais parce que la forme politique que le Socialisme lui-même se donnerait après sa propre conquête du pouvoir, et après la transformation économique qui en résulterait, serait la forme républicaine elle-même.
La difficulté aujourd'hui, par conséquent, pour nous, ce n'est pas de préciser la position de notre Parti à l'égard d'hommes considérés désormais et unanimement par nous comme des adversaires, c'est de préciser notre position à l'égard de nos alliés, à l'égard de ceux avec qui nous nous sommes groupés contre les deux premiers adversaires que j'ai nommés tout à l'heure.
Une première difficulté tout de suite est présente à nos esprits : il faut à la fois resserrer l'union de tous les républicains, c'est-à-dire resserrer l'union des membres du Parti Socialiste, et du Parti Socialiste lui-même pris comme entité, avec les autres partis de la majorité républicaine et, en même temps, marquer plus profondément que jamais à l'intérieur de cette majorité républicaine l'originalité du Socialisme, l'autonomie du Socialisme, la forme qui fait que le

Parti Socialiste, malgré les apparences, n'est pas totalement un parti comme les autres.
(Applaudissements)
La non participation, vous savez, cela n'a pas été une querelle personnelle entre le ministre des Finances ou le Président du conseil d'octobre et le ministre du travail de l'époque, ça n'a pas été une querelle personnelle entre le ministre de l'Intérieur et le Président du conseil de février, cela a été tout simplement une incompatibilité, non pas d'humeur, mais de doctrine et de compréhension sur le plan social, cela a été un problème de lutte de classe à l'intérieur du gouvernement, comme il y a un problème de lutte de classe - on l'oublie bien souvent dans les sections, hélas - sur le terrain de la vie quotidienne.
Mais si nous ne participons plus aujourd'hui, nous sommes cependant totalement solidaires de l'action passée, de l'action menée, et rassurez-vous, nous sommes tous solidaires, y compris ceux qui n'étaient pas partisans de la participation à l'époque, nous sommes solidaires d'abord, parce qu'il vaut mieux avoir raison ou tort tous ensemble que d'avoir raison à quelques uns contre d'autres. Nous sommes solidaires, parce que cette action au gouvernement, nous l'avons menée et qu'elle s'inscrit à l'actif, ou au passif, vous avez le droit de penser ce que vous voulez, de l'action générale du Parti Socialiste. Et nous sommes solidaires aussi parce que les difficultés que nous avons éprouvées au pouvoir créent en quelque sorte chez nous une sorte de loyauté supplémentaire à l'égard de nos associés, et je sais bien qu'aucun d'entre nous n'acceptera demain, dans la résolution finale, de notre Congrès, de réclamer quelque chose que nous aurions refusé hier ou que nous considérerions comme impossible.
Par conséquent, nous sommes solidaires de l'action passée et la difficulté d'aujourd'hui réside essentiellement dans la substitution à une politique qui est désormais terminée, d'une politique dont nous avons bien le droit de dire que le Parti Socialiste ne l'a pas encore définie.
Lorsque les membres Socialistes du gouvernement de coalition ont quitté le pouvoir, il y a eu dans tout le Parti un sentiment de satisfaction, un sentiment de soulagement ; on se sentait plus libre, je dirai même que le groupe parlementaire lui-même se sentait plus libre dans son attitude physique : c'est quand même beaucoup plus facile de critiquer un ministre lorsqu'on n'a pas de camarades collègues de ce ministre ; mais cette satisfaction, elle ne suffit pas à un Parti si l'on ne substitue pas une politique quelle qu'elle soit d'ailleurs, mais une politique définie à quelque chose qui jusqu'à présent est tout simplement un Etat d'esprit satisfait, mais seulement un Etat d'esprit.
Je vois un certain nombre de solutions. La première - ce n'est pas, rassurez-vous, pour vous la proposer - c'est le retour au gouvernement. Mais je ne crois pas qu'il en soit question pour l'instant. Où sont les interlocuteurs ? Qui nous a proposé quelque chose ? Quel est le Parti, l'homme, le groupement qui nous a dit : "Sur tel programme déterminé, vous devriez revenir" ? Je n'en ai pas encore entendu parler, mais enfin, je reconnais que le retour au gouvernement serait une politique, et alors, on pourrait rentrer dans ce que Ramadier appelait, au cours de la séance de nuit, la fatalité de la participation, qui est une expression que je

n'aime pas beaucoup, parce qu'il me permettra de lui dire avec amitié que pour moi il n'y a pas de fatalité ; quand il s'agit de l'action du Parti Socialiste, c'est le Parti Socialiste qui doit dominer les événements et fixer lui-même sa ligne de conduite.
(Applaudissements)
Il y a aussi une position qui, celle-là, serait encore plus simple, beaucoup plus simple que la première, c'est l'opposition, l'opposition systématique. On rejoindrait le Parti Communiste dans la critique systématique de tout ce qui est proposé, on ajouterait nos 98 voix à ses 182, je crois que l'arithmétique parlementaire purement républicaine n'y gagnerait certainement pas et je crois, camarades, que nous serions, nous, complètement et totalement battus sur le terrain de la démagogie et de la surenchère, parce que ce n'est pas dans notre tempérament et que nous ne voulons pas nous y aventurer au côté du Parti Communiste.
Je crois même que sur le plan strictement organique, le retour, dans une opposition purement systématique, aboutirait à la création soudaine de toute une catégorie de gens, les amis du rail, les amis de la métallurgie, les amis de toute une série de catégories tour à tour attaquées par la bourgeoisie, et je ne suis pas absolument convaincu qu'à ce chant de sirène réponde totalement le silence méprisant du Parti Socialiste. Je crois qu'il y aurait encore, çà et là, un certain nombre de camarades qui seraient prêts à tomber dans le piège et à aider le Parti Communiste dans cette sorte d'opposition dont notre organisation elle-même aurait, finalement, à souffrir.
Alors, il reste la politique de soutien, et il y en a au moins trois possibles.
Il y a la politique de soutien qu'on a appelée naguère la politique de soutien à éclipse et qui est celle la plus proche de l'opposition. Je crois que personne parmi nous n'est partisan de cette politique de soutien à éclipse, et je crois que personne n'est partisan de la deuxième manière qui est la politique de soutien inconditionnel. Ce n'est pas parce que nous savons que la vie du gouvernement dépend de nos voix que nous allons dire : "Nous voterons pour, quoi qu'il arrive".
Alors, nous arrivons au soutien contractuel ou conditionnel que je crois, pour ma part, être le meilleur. Mais on me permettra de dire, avec toute l'amitié que les souvenirs du Conseil national de la résistance qui me lient à Georges Bidault me permettent d'affirmer à cette tribune, on me permettra de dire que le soutien contractuel, ça ne consiste pas à apprendre les nouvelles par les journaux pour savoir ce que l'on fera en face d'un problème déterminé ! Ce n'est pas une consolation pour moi de savoir que Georges Bidault a appris par les journaux, en même temps que moi, le projet de Robert Schuman, ou que Robert Schuman a appris par les journaux, en même temps que moi, le projet de Georges Bidault. Je veux bien soutenir le gouvernement, mais je veux pouvoir l'influencer du dehors, comme auparavant nous savions l'influencer du dedans.
Et si je me rappelle les périodes de soutien des années qui précèdent la période que nous vivons, je sais bien qu'en 1924 et en 1925, un certain nombre de Socialistes se rendaient chez Edouard Herriot pour lui demander quels étaient

les projets gouvernementaux et pour tenter d'infléchir, dans le sens de la volonté du Parti Socialiste les projets du gouvernement de cartel, à direction radicale. Et je sais bien qu'en 1936 et en 1937, les représentants du Parti Communiste, qui soutenaient le gouvernement de Front Populaire, à direction Socialiste, sans y participer, se rendaient assez souvent Quai Bourbon pour exercer le même droit de contrôle légitime et constitutionnel à l'égard du gouvernement que présidait Léon Blum.

Je ne demande pas la résurrection d'une délégation des gauches, mais j'aimerais qu'officiellement, le gouvernement nous fit savoir à l'avance, parce que nous avons 98 bulletins en sa faveur éventuellement, quels sont ses grands projets, quels sont ses grands desseins, que nous ne soyons pas toujours placés devant le fait accompli, et ce que je dis, camarades, ne vaut pas seulement pour de grands problèmes internationaux dont la presse du monde entier peut s'emparer et discuter librement sur la place publique, ça vaut pour la liberté du cinéma, ça vaut pour la liberté de la radio, ça vaut pour le déplacement des préfets et des gouverneurs généraux de l'Union Française, ça vaut pour toute la vie administrative du pays.

(Applaudissements)

Cette politique de soutien sera, d'ailleurs, d'autant plus facile que nous aurons été prévenus d'un certain nombre de faits, de desseins par le chef du gouvernement ou par les ministres intéressant tel département ministériel.

J'ajoute d'ailleurs que la politique de soutien, et je demande à ceux qui ne sont pas parlementaires de ne pas prendre cela pour une boutade ou un paradoxe, la politique de soutien est d'autant plus facile, et d'autant plus facilement présentable par le groupe, et d'autant plus facilement acceptée par le Parti que, préalablement au vote en faveur du projet gouvernemental proprement dit, il y a eu un projet d'inspiration spécifiquement Socialiste, marquant l'autonomie et l'originalité de notre Parti en face de chacun des problèmes qui se posent à l'attention de la vie parlementaire ou à l'attention du pays.

(Applaudissements)

Et alors sur ce projet, nous avons 98 voix ou les voix de quelques républicains qui acceptent de voter avec nous. Ce n'est que comme position de repli, mais combien plus facile à la fois pour la vie de la nation et pour notre propre propagande, lorsque nous votons pour le projet gouvernemental en position de repli et après avoir marqué l'originalité et le sceau, et la marque du Socialisme !

La troisième difficulté consiste à savoir à qui désormais le Pati Socialiste va s'adresser.

Camarades, je n'ignore pas un certain nombre de difficultés, je sais bien qu'en particulier, vers l'année 1948 ou 1949, nous avons donné l'impression de négliger la classe ouvrière, mais ne tombons pas dans l'erreur inverse de la première : Ne donnons pas l'impression, pour l'avoir trop longtemps négligée, de ne plus nous intéresser exclusivement qu'à elle, et lorsque nous présentons des projets, qu'ils soient, naturellement, dans l'intérêt de la classe ouvrière ; mais ne perdons pas, sans espoir de les regagner, tous ceux qui se sont agglomérés au Socialisme depuis la libération, tous ceux dont on parle avec quelque mépris,

parce que nous savons bien, et nous avons raison, que ce n'est pas le moteur essentiel de l'action Socialiste, parce que le moteur de l'action Socialiste, c'est la classe ouvrière elle-même. Mais il y a cependant toute une série de gens, toute une catégorie de gens dont nous avons le devoir de dire que leur place est avec nous, au côté de la classe ouvrière, auxquels nous avons le devoir de fournir la preuve quotidienne que, quoi qu'ils en pensent eux-mêmes, leur place est à côté du prolétariat, parce qu'ils sont solidaires de la classe ouvrière.
Cela vaut pour l'intellectuel, cela vaut pour le petit commerçant, cela vaut pour le petit industriel, cela vaut pour toute une catégorie de gens que nous ne devons pas rebuter en présentant exclusivement des projets dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais à qui nous devons fournir la preuve que leurs intérêts sont connexes et solidaires de ceux de la classe ouvrière elle-même.
Et alors, une grande partie de ces difficultés est résolue, si nous nous refusons, comme l'a sagement demandé la fédération du Nord, à dire que le problème de la participation est posé, si nous nous contentons d'étudier les problèmes et de fournir les solutions qui sont les nôtres et si nous nous contentons, naturellement, en même temps que cela, de dire à nos interlocuteurs éventuels quels sont les problèmes qui pour nous sont au premier plan de nos préoccupations.
J'en vois tout de suite un qui s'appelle le plein emploi. Je ne veux pas reprendre les boutades que parfois Bracke nous adresse, et il a raison, mais enfin cette formule nouvelle de plein emploi, nous l'avons connue il y a longtemps, ça s'appelait la lutte contre le chômage, et ce n'est pas quelque chose de tellement nouveau.
La lutte contre le chômage ? Oui, mais d'abord, est-ce qu'il n'y a pas en France un chômage artificiel ?
Quelqu'un l'a dit hier à cette tribune, je crois que c'est André Philip : " nous n'acceptons pas l'idée qu'il y a en France une surproduction quelconque, il y a d'abord sous-consommation ; ce n'est pas la peine, n'est-ce pas, camarades du Nord, de reprendre la vieille image de Jules Guesde qui indiquait une boulangerie, dans la boulangerie, le boulanger avec les petits pains qui ont été faits normalement, pour la clientèle habituelle et puis, ce jour-là, la clientèle n'est pas venue et les pains sont demeurés dans la boutique. Eh bien, disait Jules Guesde, à l'intérieur de la boutique, il y a surproduction, mais les choses en resteraient là si de l'autre côté de la vitrine, il n'y avait pas la clientèle habituelle du boulanger qui ne peut pas acheter les pains, parce qu'elle n'a pas les moyens de le faire ; il y a bien surproduction à l'intérieur, mais il y a sous-consommation à l'extérieur " !
Nous n'acceptons pas l'idée de je ne sais quel chômage artificiel quand il y a des logements à construire, des écoles à construire, des régions dévastées entières.
(Applaudissements)
Et d'un autre côté, camarades, si on me fournit la preuve que ce chômage n'est pas artificiel, si on me fournit la preuve que tel ou tel changement, telle ou telle modernisation de la technique ou de l'équipement font que ce chômage est un chômage réel, alors nous devons ne pas hésiter à reprendre à notre compte, pour

lutter contre ce chômage, la vieille revendication, à la fois syndicale et Socialiste qui est la diminution des heures de travail sans diminution du salaire.
(Applaudissements)
Et c'est dans la mesure ou nous aurons fourni cette preuve et dans la mesure ou nous aurons réclamé cela, que nous aurons lutté efficacement pour ce que l'on appelle le plein emploi et en même temps - vous sentez combien je parle à bâtons rompus - nous ferons nôtres, naturellement, les propos tenus à la fois par Jules Moch et, avec quelques modifications, par Pineau, en ce qui concerne la politique de desserrement du crédit. Nous ferons nôtre la politique de défense de la main d'oeuvre défendue par Giraud ce matin sous toutes ses formes, défense de la formation professionnelle accélérée, même s'il y a encore un certain nombre d'abus, parce que c'est le seul moyen de défendre la promotion ouvrière de demain… (applaudissements)… la défense de l'apprentissage.
On a parlé de la sauvegarde de la sécurité sociale ; je crois, camarades, que la période de défense de la sécurité sociale à laquelle le Parti devrait être fier d'avoir attaché son nom, parce que c'est presque exclusivement son oeuvre à lui ; depuis le Georges Buisson de 1932 jusqu'au Dr Siegel de 1950, c'est nous qui avons été les véritables défenseurs, après en avoir été les promoteurs, d'un régime de sécurité sociale aujourd'hui presque déjà dépassé, et il faudra tenter de mettre dans la pratique, malgré les difficultés que j'ai indiquées au mois de juillet de l'année dernière à la tribune de l'Assemblée nationale, la création d'un véritable système d'assurance chômage couvert par le risque de la sécurité sociale.
Je connais les difficultés, je sais que ce n'est peut-être pas le moment sur le plan financier, mais, en tous cas, nous devons nous attacher à mettre dans les réformes, non pas seulement la défense, mais l'attaque, car le meilleur moyen de se défendre, c'est d'attaquer… (applaudissements)… c'est de prendre de l'avance. Nous ne devons pas nous contenter de défendre la sécurité sociale, mais nous devons penser en même temps à l'étude technique de l'assurance chômage.
Nous devons faire attention en matière ouvrière de ne pas répondre favorablement aux chants des sirènes qui nous disent que l'arbitrage obligatoire serait en ce moment utile pour la classe ouvrière. C'est vrai, je crois que l'arbitrage obligatoire en ce moment serait utile pour la classe ouvrière qui ne connaîtrait plus de grèves qui sont autant d'échecs et qui connaîtrait des augmentations de salaires, mais je sais que ce serait là un élément de circonstance sur lequel nous ne devons pas nous appesantir : L'arbitrage obligatoire, en matière de grève, c'est pratiquement la suppression du droit de grève, et nous ne devons pas accepter cette idée sous le fallacieux prétexte que, pendant quelques mois ou pendant quelques années peut-être, l'arbitrage obligatoire serait utile à la classe ouvrière.
J'ai parlé de grève, Camarades, je n'ai jamais été suspect d'être un ami du Parti Communiste à l'intérieur du Parti Socialiste, je vous dis que chaque excès de la classe ouvrière, même lorsqu'il s'agit d'une grève Communiste, chaque échec de grévistes même Communistes, est un échec pour la classe ouvrière tout entière… (applaudissements)… et, par conséquent, nous devons prendre un

certain nombre de mesures, en particulier veiller à la stricte application de la loi sur la liberté des salaires, veiller, comme un moyen d'augmentation de salaires, à l'intégration de toutes les primes qui constituent la rémunération globale ouvrière, à l'intérieur du salaire proprement dit. Les primes, si légitimes soient-elles, sont toujours des éléments de division de la classe ouvrière et en même temps, elles empêchent qu'on lutte pour la seule partie de la rémunération ouvrière qui vaille qu'on se batte pour elle, à savoir le salaire proprement dit, qui est la seule compensation et la seule contrepartie du travail.

En même temps, cette défense et cette amélioration du standard de la vie ouvrière devront s'accompagner d'une augmentation des bas salaires, et Jules Moch a eu raison dans l'exposé magistral qu'il a jeté en pâture au Congrès et qui devra servir de base à l'établissement d'un programme sur lequel nous devrons être unanimes, Jules Moch a eu raison hier matin de souligner que dans une période de pénurie, dans une période où l'on ne peut pas augmenter la totalité des produits dont on a besoin, il ne faut pas augmenter la totalité des salaires, mais seulement les salaires les plus bas.

Une organisation générale du marché agricole par la création d'un Front National de stabilisation des marchés, dont Tanguy-Prigent a été à l'origine le promoteur et que le groupe a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, comprenant une caisse de garantie du prix de vente, une caisse de garantie contre les calamités agricoles, un centre régulateur du marché pour chacune des catégories de produits qui serait assuré par la garantie des consommateurs, des producteurs et de l'Etat, fournit la preuve qu'on peut s'adresser, avec un tel projet, indistinctement aux travailleurs des campagnes et aux travailleurs des villes dont les intérêts sont indissolublement liés, et nous répondrons ainsi d'une part à la démagogie Communiste qui veut que l'on augmente le prix du blé à la campagne et qu'on diminue le prix du pain à la ville, et, d'autre part, à ceux qui tendent d'opposer artificiellement les travailleurs des villes et les travailleurs des campagnes.

Si nous faisons cela, camarades, nous aurons utilement travaillé pour le Parti, peut-être, mais, je m'en excuse cela m'intéresse dans la mesure où le Parti est à l'étiage de la nation, nous fournirons la preuve que nous avons utilement travaillé pour la Nation.

Pour cela, il faudra convaincre un certain nombre d'interlocuteurs, il faudra, en particulier, marquer que nous nous sommes trompés à la libération en mélangeant la notion de liberté politique et de liberté économique. Parce que nous nous étions battus pour la liberté, nous les avons toutes mélangées et nous n'avons pas suffisamment mis l'accent sur cette idée essentielle que pour permettre la véritable liberté politique pour la collectivité nationale, il faudrait peut-être supprimer certaines libertés économiques pour un certain nombre d'individus !... (applaudissements)… C'est là une idée suffisamment familière au Parti pour que je n'y insiste pas.

En faisant cela, c'est le meilleur moyen de lutter contre le Parti Communiste, mais pour ma part, je n'ai jamais accepté l'anticommunisme de la bourgeoisie et nous ne devons pas nous mêler à cet anticommunisme là ; c'est à l'intérieur de la

classe ouvrière que nous devons lutter contre la déviation bolchevique, et cela n'a rien à voir avec l'anticommunisme de la bourgeoisie… (applaudissements)… qui, demain, serait un antisocialisme, en attendant d'être la suppression pure et simple de la démocratie et de la république.

Sur un autre plan, camarades - je vais choquer un certain nombre d'entre vous - je désirerais que l'on puisse couper l'herbe sous le pied à une certaine propagande gaulliste, et si l'expression de révision de la constitution vous choque, prenez-en une autre pour exprimer les idées que je voudrais développer rapidement devant vous, avant d'en arriver à ma conclusion.

Je ne suis pas convaincu qu'après les prochaines élections, on pourra investir un Président du Conseil républicain avec 311 voix, et je voudrais couper l'herbe sous le pied à la propagande gaulliste de révision constitutionnelle et empêcher que, de dissolution en dissolution, on arrive à la victoire de tentatives dictatoriales. Je me demande alors dans quelle mesure le Parti Socialiste ne devrait pas lui-même - avant la campagne électorale et pour dégager la campagne électorale elle-même de tout ce qui ne serait pas programme, lutte d'idées, opposition sur des thèses et sur des formules générales - accepter l'idée d'une révision partielle de la constitution qui aboutirait à la suppression du système des 311 voix pour l'investiture, qui aboutirait, peut-être, à la résurrection du décret de clôture, qui aboutirait, enfin, - et ces points vous le sentez sont extrêmement limités et volontairement limités par moi, - à une navette supplémentaire entre le Conseil de la république et l'Assemblée Nationale, à la condition que dans un délai maximum de deux semaines, par exemple, l'Assemblée nationale soit saisie des nouveaux textes et qu'elle ait, en tout Etat de cause, toujours le dernier mot.

Ces points sont anodins, ils ne touchent pas au principe même du régime républicain, et c'est dans la mesure où nous aurons ainsi débarrassé de tous les miasmes de la révision constitutionnelle la prochaine campagne, que nous pourrons être plus armés et plus forts pour marquer que la révision gaulliste est, en réalité, une tentative de dictature.

Un journal a résumé, avec un pou d'ironie, ce qui sortira sans doute de ce Congrès en disant : "Alors, quoi ? Encore programme d'abord ?"

Eh bien, oui, camarades, et nous ne nous en excusons pas: programme d'abord. Ce doit être notre fierté et notre orgueil d'avoir lancé ce slogan à la tribune de l'assemblée consultative dès l'année 1945. Programme d'abord, parce qu'il est impossible, je l'ai dit à un Congrès de la fédération Socialiste du Lot, de détacher le problème de la participation de l'ensemble de ces problèmes et de l'ensemble du programme lui-même.

Si un jour la question se pose, le Conseil national se réunira, si un jour le Président de la République appelle un Socialiste ; peut-être qu'en attendant, la délégation des 46 pourrait suffire et que le Conseil national pourra entériner la décision de la délégation des 46, mais il est impossible aujourd'hui d'isoler le problème de la participation.

Un dernier mot, parce que je dois achever, sur l'action même du Parti.

Vous savez, vous nous demandez souvent de faire des comptes-rendus de mandat ; quand nous étions ministres, et puis quand nous sommes parlementaires, et peut-être davantage encore quand nous sommes du comité directeur, et a fortiori quand nous cumulons tout cela. Est-ce que vous avez fait votre propre compte-rendu de mandat, camarades ? Combien avez vous vendu de brochures ? Combien avez-vous créé de sections ? Combien avez-vous fait de réunions de propagande ? Combien de fois avez-vous expliqué les problèmes du jour ? Et, ce qui est plus difficile, mais ce qui devrait être élémentaire, combien de fois les avez-vous rattachés ces problèmes à la permanence de la doctrine Socialiste qui est le fanal que nous ne devrions jamais quitter des yeux ?

Je demande au Parti Socialiste de retrouver l'enthousiasme, et je vais employer un mot qui a parfois une consonance religieuse, de retrouver la foi, la foi Socialiste, non pas la foi mystique qui est l'abandon de l'homme et la négation de la raison, non pas la foi du Credo, non pas la foi qui inspire l'étalage de cadeaux à un quinquagénaire, si glorieux soit-il… (applaudissements)… qui est la triple négation de ce couplet de l'Internationale qui condamne à la fois Dieu, César et les tribuns, mais la foi qui est la forme supérieure de l'enthousiasme, qui est le levier de l'action.

Hier, camarades, à cette heure-ci, nous étions tous émus ensemble, les larmes coulaient de nos yeux, non pas des larmes, des pleurs qui auraient ressemblé à je ne sais quel mur des lamentations, mais des larmes presque salvatrices, parce qu'elles rappelaient une époque qui était l'époque de l'enthousiasme et de la foi Socialiste.

Les jeunes que nous avons vus sur cet écran, camarades, et qui formaient le service d'ordre impressionnant du Vel d'Hiv', il y a quinze ans, s'ils en avaient 20, ils en ont 35 maintenant, il faut les retrouver, il faut les ramener à nous, il faut leur dire que nous n'avons pas failli.

(Applaudissements)

Il ne faut pas se présenter devant eux en s'excusant ; nous devons être fiers de l'action passée, nous devons rappeler, comme ces images le rappelaient, que les congés payés, c'est nous, que les 40 heures, c'est nous, que les assurances sociales, c'est nous, que la reconnaissance du droit syndical, c'est nous, que la défense de la paix, c'est nous, que la défense du droit républicain, c'est nous, que la création du Conseil national de la résistance, c'est nous, que la lutte pour le bonheur demain, c'est encore nous !

Nous devons être fiers de cela, il ne s'agit pas d'ailleurs d'un bonheur imposé ou uniforme, du bonheur de la caserne, du bonheur du couvent, non pas non plus du bonheur proposé par ceux qui appellent symboliquement "cellule" le lieu où leur propagande appelle les hommes à se rencontrer, mais le bonheur individuel, créé par l'homme lui-même, à l'image de ses besoins et à l'image de ses désirs. Le bonheur qui se jauge au sourire des êtres, et non pas seulement à la réussite de je ne sais quel plan quinquennal, camarades.

Hier, à certains moments, vos applaudissements, oui les applaudissements du Congrès de 1950, se sont mêlés aux applaudissements du Conseil national du 10 mai 1936. Or, qu'est-ce que nous applaudissions ?

Fondation Jean Jaurès

C'était un homme ? C'était un discours ? C'était une idée ? C'était une victoire ? Oui, oui, peut-être tout cela, mais avant tout, c'était nous-mêmes qu'inconsciemment nous applaudissions. C'était le Parti lui-même, car le Conseil national victorieux de mai 1936, c'est vous, c'est nous, c'est le Parti tout entier.
Ce Parti il est fait de tous ces hommes merveilleux, plus merveilleux peut-être encore demain, puisque l'absence du pouvoir éloignera, heureusement, de nous tous les quémandeurs, tous ceux qui mettaient l'intérêt personnel, tous ceux qui mettaient la recherche du profit ou des faux honneurs, ou de la vanité de la boutonnière, bien souvent avant l'idéal salvateur.
(Vifs applaudissements)
Le Parti, il est fait de tous ces hommes merveilleux, de cette immense et pure richesse, de ces mille trésors enfouis, de ces acceptations allègres et presque joyeuses du sacrifice.
Il suffit que nous en prenions conscience pour que nous allions à la victoire, mais pour aller à la victoire, il faut avant tout accepter l'idée du combat victorieux.
(Très vifs applaudissements)

Le président - A vos raisons d'applaudir Daniel Mayer j'en ajouterai une, il a exactement utilisé son temps de parole, pas une seconde moins, pas une seconde de plus.
(Applaudissements)
La parole est à Léon Boutbien, du Comité directeur.

Léon Boutbien

Mes chers camarades, la première originalité de ce Congrès est d'être le premier, depuis la Libération, dans lequel il n'y a pas de Socialistes membres du gouvernement. Certains peuvent estimer que notre départ a été une erreur, je ne le crois pas. Je le crois de moins en moins, et j'en arrive à penser que la plus grande erreur a été de retarder cette nécessaire décision, et par là même de servir trop longtemps de caution à une politique qui n'était, qui n'est pas la nôtre.
Mais en même temps, je voudrais dissiper toute équivoque qui tendrait à nous présenter comme des idéalistes trop exigeants, ou comme des hommes qui recherchent des solutions extrêmes pour satisfaire quelques caprices intellectuels.
Si, depuis des mois et des mois, nous n'avons cessé de demander le départ des ministres du gouvernement, c'est parce que nous avons été profondément sensibles à la composition sociale de la majorité de cette assemblée, plus attachée à la défense d'un conservatisme républicain sans perspectives et sans avenir, qu'à la défense des conditions élémentaires de la vie, dans laquelle un mouvement Socialiste, en voulant s'y fondre, eût perdu son originalité.
Nous ne pouvons oublier que le tiers de cette assemblée s'est exclu volontairement du jeu démocratique parlementaire. C'est là un indice extrêmement grave, dont les citoyens de France devront être le plus rapidement possible les juges, car il ne peut être question de concevoir que l'on puisse

Fondation Jean Jaurès

envoyer, dans un Parlement digne de ce nom, digne de la démocratie, et digne des citoyens eux-mêmes, des députés occupant la tribune pendant des heures, soit pour y manger des sandwiches, soit pour se croire au prétoire d'un tribunal, avocats de la révision des procès des traitres et des collaborateurs, soit, il faut le dire, pour se soustraire aux intérêts généraux d'une communauté humaine à laquelle ils appartiennent, qu'ils le veuillent ou non, communauté qui, si elle a ses devoirs, a aussi ses droits, mérités par son passé, par sa civilisation, par sa culture et par les espérances humaines qu'elle porte en elle.

Si nous avons quitté le gouvernement Bidault, ce n'est pas parce que le Parti tout entier se refusait à être derrière les ministres Socialistes - et sur ce point je dirai à Jules Moch que j'apprécie son sens de la dignité démocratique lorsqu'il ne se contente pas de 55% des voix, comme le monarque belge, pour rester au pouvoir - ce n'est pas davantage parce que le Socialisme a peur des réalités, recule devant les difficultés, hésite à résoudre la complexité des problèmes.

Non. Le Socialisme revendique hautement, fièrement, les responsabilités du pouvoir, mais de tout le pouvoir.

Ce n'est pas davantage, je tiens à le dire, au moment où la calomnie s'est abattue sur notre Parti, parce que des hommes chargés par lui de le représenter au gouvernement avaient perdu sa confiance. Non. Les raisons sont tout autres.

Il est apparu clairement que notre présence au gouvernement était en contradiction formelle avec une politique la plus élémentaire au service des travailleurs. N'oubliez pas que lorsque Bidault refusait aux économiquement faibles la reconduction de la prime exceptionnelle d'attente, il tournait le dos à la fois aux exigences élémentaires d'une justice sociale, et en même temps à un des aspects fondamentaux de la lutte Socialiste pour la paix.

Si nous voulons gagner la guerre froide, si nous voulons épargner à ce pays l'expérience totalitaire, nous devons convaincre les masses ouvrières, toujours mais de moins en moins mystifiées par le Communisme, de leur erreur. Nous devons éviter que le fruit de la colère, mûri par la misère, par l'injustice, par le mensonge, ne soit cueilli par des mains étrangères au peuple français. Nous voulons éviter qu'il ne reste alors, aux démocrates sincères et aux Socialistes, que le choix entre une balle dans la nuque ou l'exil.

Voilà ce que le Parti avait profondément senti, avec un vigilant instinct populaire. Chasser la misère, c'est en même temps chasser le Communisme, puisque le gouvernement refusait de nous suivre dans cette voie, nous ne pouvions rester plus longtemps complices. Voilà ce qui n'est pas une erreur, camarades.

(Applaudissements)

Mais cette erreur, si erreur il y a, aura été au moins profitable, puisque maintenant que nous sommes dégagés des responsabilités du pouvoir, nous pouvons un peu repenser les problèmes de la doctrine.

L'analyse que Jules Moch a faite hier mériterait certes une très large controverse, que ne permet pas une intervention de Congrès. Sans vouloir vous accoler l'épithète, qui a pris un sens péjoratif, de "révisionniste", je n'ai pu m'empêcher de penser qu'il y a plus de 40 ans, une controverse s'engageait entre Bernstein et

Jaurès sur le même sujet, sur la question de la loi marxiste de la concentration capitaliste.
Vous avez apporté à cette thèse quelques chiffres, quelques expériences intéressantes. Jaurès répondait à cette époque que le mécanicien qui vendait des pièces de rechange restait l'ouvrier à domicile de la grande manufacture, qui fabrique les automobiles. Mais, ce que j'aurais aimé entendre de vous, ce sont les conclusions pratiques que vous dégagiez de cette analyse. En tirez-vous la conclusion pratique que le Socialisme doit s'attacher à exprimer les intérêts de nouvelles catégories sociales, et alors, lesquelles ? En tirez-vous la conclusion inverse, que le Socialisme est rendu impossible dans ce pays, du moins, si l'on résume d'une manière un peu schématique le Socialisme comme étant l'appropriation collective des moyens de production. Ne croyez-vous pas, au contraire, que ce n'est qu'un aspect particulier d'une évolution de la technique dans une période de vie ? De même qu'il était, au siècle passé, très difficile à l'artisan de s'approprier une machine à vapeur, ne croyez-vous pas qu'il sera possible demain, lorsque l'énergie atomique sera entrée dans le domaine industriel, de vérifier encore l'évolution de cette loi ?
Mais, même si elle devait être vérifiée, elle ne résoudrait aucune des questions qui nous sont posées. C'est que, dans le monde moderne, la part la plus importante du potentiel industriel est, au travers de la nationalisation, entre les mains de l'Etat. Le grand monopole capitaliste a trouvé son propre terme dans le cadre de cette économie, puisque, devenu à un certain stade de son développement un véritable service public, la société tout entière, sans se priver de sa nécessaire subsistance, ne pouvait accepter le malthusianisme économique pour garantir le profit.
Ce qui, au 19ème siècle, était l'analyse fondamentale ayant inspiré l'oeuvre marxiste, résultait de la contradiction entre le caractère privé de l'appropriation des moyens de production, et le caractère social de celle-ci. C'est devenu au 20ème siècle, à notre époque, la contradiction entre l'appropriation nationale des moyens de production, et le caractère mondial de celle-ci.
Aussi longtemps que ces économies nationales ne briseront pas leur cadre, nous verrons renaître toutes les expériences d'autarcie économique, litière du fascisme et génératrice de guerre. Plus que jamais, internationalisme et Socialisme sont inséparables.
(Applaudissements)
La deuxième remarque fondamentale que je voudrais faire sur le plan de la doctrine, est la méconnaissance profonde, dans l'oeuvre de Marx, du problème des nationalités. Le manifeste communiste publié trois mois avant la résolution de 48 est muet sur cette question. C'est qu'au fond Marx ne fait que transposer à cette époque, sur le plan ouvrier, l'optimisme des libre-échangistes quand il écrit : "Les démarcations et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes ". Je crois que l'histoire a apporté le plus cinglant démenti à cette affirmation, au moment où

l'on voit renaitre partout chauvinisme et nationalisme, et partout menaces de guerre. Toute la doctrine Socialiste contemporaine semble inspirée par ces deux observations fondamentales.
Du moins, si nous pensions que l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, la définition doctrinale a sa traduction directe dans les réalités quotidiennes. Il n'y a pas des militants qui soient des doctrinaires, des militants qui soient des politiques, des militants qui soient des activistes ; un Socialiste est tout à la fois ou il n'est pas.
Lorsque, sur le plan international, nous tirons comme première conséquence la nécessité première de définir un cadre valable pour le développement de l'expérience Socialiste, nous entendons dépasser à la fois les caractères de chaque économie particulière, et en même temps associer entre elles des économies qui portent en elles l'avenir de la civilisation industrielle.
Et c'est pourquoi nous pensons qu'une entente régionale, groupée autour de l'océan atlantique, est à la fois à l'échelle du monde moderne dans ses dimensions et dans les exigences de sa technique. Nous avions fait, en leur temps, les observations et les réserves sur le cadre européen occidental. Il est une mosaïque de particularismes qui exigent, pour aboutir, que 19 marchés soient fondus. Il suffit de rappeler, - comme vous le faisiez hier - les difficultés de l'union douanière franco-italienne, pour mesurer la difficulté de l'ensemble du problème.
Mais, ce qui est plus important, c'est que si l'Europe avait dû réussir comme cadre politique valable, il eût fallu quatre conditions qui n'ont pas été remplies : d'abord, l'adhésion immédiate et sans réserve de la Grande-Bretagne ; la solution du problème allemand et l'intégration d'une Allemagne occidentale dans ce cadre ; maintenir pacifiquement un *modus vivendi* entre l'Est et l'Ouest et enfin, atteindre rapidement un haut degré d'autonomie financière par rapport aux puissances extra-européennes. Aucune de ces conditions n'a été remplie.
Par ailleurs, dans l'Etat actuel de son développement démocratique et industriel, l'Europe n'est pas en mesure de rivaliser comme économie de puissance, avec les Américains et les Russes.
Dans ces conditions, si nous appuyons, en toutes circonstances, les efforts qui sont faits en vue d'aboutir à une planification plus complète de l'économie européenne, nous ne pouvons limiter le cadre de l'expérience Socialiste actuelle à l'Europe occidentale. Et c'est ici qu'intervient la deuxième notion doctrinale en ce qui concerne le principe des nationalités.
La contradiction la plus flagrante du monde moderne est qu'au fur et à mesure que les progrès de la technique diminuent les distances, le monde se cloisonne de plus en plus en deux groupes. Lorsque nous parlons d'antagonisme américano-russe, il vaudrait peut-être mieux parler d'antagonisme entre deux types de civilisation et de culture, entre lesquels les échanges de pensée semblent de plus en plus difficiles, car chacun donne un sens différent aux mots qu'il emploie.
Quand un capitaliste américain parle de la démocratie, c'est pour maintenir son profit. Quand un stalinien parle de démocratie, c'est pour mieux réduire les

peuples dans l'esclavage du panslavisme. Le Socialisme international reste donc en même temps le seul langage qui donne à la démocratie son sens réel, dans le respect de la dignité humaine et dans l'épanouissement de la liberté.
Deux communautés sont en voie de s'organiser, autour de deux universalismes profondément différents : l'une autour de l'universalisme chrétien, du rationalisme cartésien, du marxisme authentique, et l'autre autour d'un universalisme stalinien mystique, autoritaire, méconnaissant l'homme et sa dignité, sa liberté de conscience, sa liberté de pensée, en faisant l'esclave moderne d'un nouveau tyran.
C'est évidemment dans le cadre de la première communauté que le Socialisme démocratique a le plus de chance de trouver un développement valable. Il n'est pas question pour lui de se mettre, pour autant, à la remorque de l'impérialisme du dollar, mais lorsqu'on parle de l'Amérique, il ne faudrait pas davantage méconnaître la puissance du syndicalisme américain, de son orientation politique actuelle et des mots d'ordre qu'il développe.
Ecoutez cette déclaration de Walter Beuther, président du CIO, au Congrès constitutif de l'Internationale syndicale libre. Il déclare :
"Nous n'allons pas prendre parti dans une société internationale d'admiration mutuelle... Nous ne pouvons pas nous borner à être anticommunistes. Nous adhérons à la nouvelle Internationale syndicale parce que nous espérons qu'elle dégagera un programme agressif d'action sociale s'occupant des problèmes économiques fondamentaux. Les ouvriers n'ont pas à choisir entre Staline et la Standard Oil".
Et vous avez des déclarations analogues de Green (?), président de l'AFL, de King, président des travailleurs des transports. Ne nous laissons donc pas abuser par la propagande stalinienne, même lorsqu'elle veut méconnaître ou défigurer l'action ouvrière américaine.
Mais, direz-vous, pourquoi ces deux communautés, axées sur des modes de pensée différents, ne pourraient-elles coexister ? Il n'y a en effet rien d'immuable, rien d'éternel, et il faut maintenir de toutes nos forces les possibilités d'un modus Vivendi. Mais c'est aussi l'histoire du miracle de Lourdes ; il y a ceux qui croient aux miracles et ceux qui n'y croient pas. Ils peuvent vivre l'un et l'autre aussi longtemps que celui qui croit aux miracles ne veut pas imposer par la force sa croyance à celui qui la refuse, ou inversement.
C'est bien dans la recherche d'un modus Vivendi qu'il faut trouver une solution durable au problème allemand. C'est dans cette recherche que s'inscrit cet effort particulier que la presse internationale a qualifié de "bombe Schuman". Comme déjà Philip, Jules Moch, Léon Jouve, ont traité ce problème, je me permettrai de résumer brièvement mes propres observations :
Aussi longtemps que l'Allemagne sera divisée en deux, il ne pourra être question de parler de solution définitive du problème allemand. Le projet s'inscrit donc dans un combinat qui intéresse la République fédérale de Bonn, et pour l'instant, le gouvernement de la France. Cette proposition ne doit pas être uniquement étudiée sous un angle sentimental. A mon retour des camps de concentration, j'avais demandé au Parti de ne pas vouloir bâtir sur la haine la solution d'un tel

problème. Je pense toujours qu'on ne peut rien construire de valable sur la haine. Nous n'avons rien oublié des crimes allemands, mais nous savons ce qu'il en coûte, aujourd'hui, à une nation d'avoir voulu être à son tour la race élue, dont l'ambition était de dominer le monde.
Qu'avons-nous du reste fait, dans notre propre zone d'occupation militaire, pour accélérer la démocratisation de ce pays ? A côté d'une poignée de nos camarades qui ont mené un combat courageux, mais hélas trop souvent isolé, nous avons envoyé, pour représenter la France, des hommes de Vichy qui avaient besoin de s'éloigner de leur Patrie pour faire oublier leurs fautes.
Du reste, le duel franco-allemand qui avait provoqué trois guerres successives et trois invasions en trois générations, a cessé d'être à la hauteur des antagonismes du monde moderne, si l'on veut bien se pencher sur la situation actuelle de l'Allemagne occidentale.
La décision que l'on doit prendre est lourde de conséquences. La République fédérale de Bonn compte aujourd'hui 47 millions d'habitants et ne peut, avec ses propres ressources agricoles, nourrir la moitié de sa population. Elle compte 2 millions de chômeurs, elle connaît une sous-alimentation générale, et chaque jour, par centaines, des émigrés venus de la zone orientale aggravent encore les difficultés du ravitaillement et de la main d'œuvre.
Les Américains, jusqu'ici, ont fait un effort exceptionnel pour nourrir la population, mais cette aide, sur ce plan, sera supprimée ; et l'Allemagne, pour sortir de la misère, doit exporter. Or, ses exportations n'atteignent actuellement que 40% des chiffres d'avant guerre, alors que pour satisfaire ses besoins actuels, il faudrait qu'ils soient supérieurs à ceux de 1938. Où trouvera-t-elle ses débouchés ? Les impératifs de la politique russe font actuellement obstacle à l'utilisation des marchés de l'est européen. A l'Ouest alors ? Allons-nous laisser s'organiser, sans aucun contrôle des cartels capitalistes privés, allons-nous laisser se constituer des cartels qui, pour sauvegarder le profit capitaliste, vont réduire la production ?
Or, le marché européen, avec sa production actuelle en Angleterre et en France, connait déjà une surproduction relative, qui atteindra 8 raillions de tonnes en 1952. Sur un tel marché, les Allemands déverseront 11 millions et demi de tonnes, sans que l'on puisse affirmer aujourd'hui que ce chiffre sera maintenu, et qu'ils ne pourront l'augmenter, entrant ainsi en concurrence redoutable, du fait de la rationalisation et de la productivité plus grande de l'industrie lourde allemande, du taux des charges sociales qui est deux fois moins élevé qu'en France, et du fait aussi du dumping sur le double prix du charbon, entrant, dis-je, en concurrence redoutable, sur le marché occidental, avec l'Angleterre et avec la France.
En débordant l'économie nationale et en proposant la constitution d'un super organisme, il y a là, incontestablement - mais conçue par un planiste - une mesure profondément révolutionnaire. Nous ne sommes pas encore en mesure de dire quelles sont les intentions qui ont animé M. Schumann lorsqu' il s'est emparé de dette proposition.

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes unanimes dans le Parti pour dire qu'en aucun cas il ne peut être question de rendre à leurs anciens propriétaires, complices de Hitler, les mines de la Ruhr. Il n'est pas davantage pour nous question d'accepter le réarmement allemand. Il n'est pas question non plus d'y trouver un obstacle à l'extension des nationalisations. Il n'est pas question davantage de sacrifier l'autorité internationale de la Ruhr. Nous sommes tous d'accord pour souhaiter que l'Angleterre y adhère ; l'accueil que cette proposition a reçu dans les rangs travaillistes est sympathique. Je ne voudrais pas reprendre l'analyse détaillée de ce projet, mais quelle doit être notre réponse ?

Il est évident qu'une mesure de planification s'inscrit dans la perspective du Socialisme, surtout lorsqu'elle déborde le cadre de l'économie nationale pour essayer de constituer un véritable secteur public inter-européen. Refuser une telle planification en la subordonnant au mode d'appropriation des moyens de production me parait mériter une double observation : dans l'Etat actuel de l'Allemagne, la nationalisation des mines de la Ruhr, nationalisation remise entre les mains d'un Etat allemand, n'est pas sans danger, dans l'éventualité où cet Etat pourrait tomber entre les mains des Communistes. D'autre part, les modes de nationalisation sont différents selon les pays, et il serait difficile de se prononcer d'une façon acceptable pour tous sur le mode approprié. Au reste, à partir du moment où le super-organisme indépendant des Etats, comme des anciens propriétaires, aurait le contrôle sur l'usufruit, c'est-à-dire sur la production et la distribution, le caractère du mode d'appropriation perdrait de son importance. Ce n'est pas la première fois que l'on constate que l'utilisation collective du produit prend le pas sur le caractère de l'appropriation collective du moyen de production.

Par contre, un refus signifierait qu'on accepte le risque - c'est cela qui est grave, camarades, et j'attire votre attention là-dessus - de rejeter vers l'Est une Allemagne occidentale qui, pour survivre, serait nécessairement amenée à rejoindre le bloc oriental. Il n'est pas douteux non plus qu'une telle industrie lourde reste convertible en industrie d'armement et qu'à ce titre elle puisse être considérée comme une manière indirecte d'intégrer le potentiel économique de l'Allemagne occidentale dans la stratégie de l'Occident, d'où l'importance qu'il faut évidemment attacher au contrôle biannuel de l'ONU prévu dans la proposition. Et toutes ces difficultés, autour de la proposition Schuman, ne peuvent cependant faire oublier sa nécessité.

Mais la véritable préoccupation d'avenir, pour nous autres Socialistes, est ailleurs. Monsieur Schuman maintiendra-t-il son projet si l'Angleterre refuse de s'y associer ? C'est la réponse à cette question qui permettra sans doute de déceler ses intentions secrètes.

Jusqu'ici, le Socialisme était le seul à réclamer les larges mesures de planification pour briser le cadre national de l'économie et supprimer les conséquences dangereuses qui résultent de la rivalité d'économie d'Etat à économie d'Etat. Dans la voie de la planification, il a désormais un concurrent, le catholicisme social, qui, s'appuyant sur l'universalisme chrétien, a également intérêt à voir s'établir une communauté économique, ne serait-ce que pour éviter

à ses théologiens d'avoir à justifier que les hommes s'entretuent pour le même Dieu.
Il ne faudrait pas méconnaître l'évolution profonde de la politique vaticane, qui contrôle aujourd'hui les principaux pays de l'Europe occidentale, sauf l'Angleterre travailliste, et par surcroît anglicane. Mettre les Socialistes anglais, à la veille d'une consultation générale, devant une proposition qu'ils ne peuvent refuser sans se compromettre, qu'ils peuvent accepter sans tirer le bénéfice de 1'initiative, c'est incontestablement dire que le catholicisme social entre aujourd'hui en lutte avec le Socialisme sur son propre terrain.
Eh bien, le Socialisme attend le catholicisme sur son propre terrain. De même que le dirigisme, la planification ne sera Socialiste que dans la mesure où elle sera mise non pas au service d'une politique de puissance et de guerre, mais au service d'une politique de progrès social et de paix humaine. Les Socialistes n'ont donc rien à craindre à une confrontation de ce genre.
Il faut aller jusqu'au bout de la proposition Schuman, ouvrir largement les portes, exiger un contrôle populaire dans la direction de ce secteur public inter-européen. Et si les catholiques sociaux sont sincèrement attachés à la réalisation de cet objectif, nous pourrons faire avec eux un bout de chemin. Mais si, par contre, pour des raisons machiavéliques, le Vatican voulait utiliser la puissance économique pour porter atteinte à la liberté de conscience des citoyens d'Europe, à l'esprit laïque, si l'objectif de toute cette manoeuvre était de constituer, en Europe, un monastère où les hommes travailleraient pour la puissance de l'Eglise, alors nous démasquerions avec violence cette monstrueuse hypocrisie. Et si l'Europe devait en sortir encore plus affaiblie, le Vatican en porterait la plus lourde des responsabilités.
C'est en fonction de la réponse qui sera faite à notre question que nous définirons notre attitude, non pas sur un projet auquel nous souscrivons, mais sur l'usage qu'on lui destine et la façon dont nous le présenterons à l'opinion ouvrière de ce pays.
Jusqu'ici, mon exposé n'a visé qu'à définir le cadre de l'expérience, valable pour une expérience Socialiste. On a beaucoup déformé, dans le Parti, le sens et le contenu de l'adhésion à ce cadre. Nous ne craignons pas de dire qu'une communauté Atlantique, dans laquelle nous avons dû inscrire notre effort, comporte pour nous des tâches difficiles, y compris la tâche de nous défendre. Notre lutte ne cesse pas avec une adhésion. Le Pacte Atlantique lui-même n'est qu'une garantie de plus pour nous permettre de gagner le temps nécessaire à la construction d'un monde pacifié.
Mais à ceux qui le résument dans d'autres formules, et en particulier dans l'argument de la neutralité européenne, nous disons : de quoi s'agit-il exactement ? D'une neutralité désarmée ? Croyez-vous que le vide ainsi créé ne soit pas tentateur ? Croyez-vous que l'on peut lutter contre les oppresseurs totalitaires uniquement par la raison ? Hélas, je considère ce jeu dangereux.
S'agit-il alors d'une neutralité armée ? Mais alors, avez-vous calculé les charges militaires qui en résulteraient et que croyez-vous ? Croyez-vous que même si elles devaient écraser notre économie, elles seraient suffisantes ?

S'agit-il d'une neutralité garantie ? Une telle garantie ne pourrait résulter que d'un accord contractuel entre les américains et les russes ; si les deux puissances étaient capables de s'entendre sur la garantie à donner à la neutralité de l'Europe, il faut croire qu'alors le climat international serait différent et on peut dire que le problème serait déjà en partie résolu, ce qui n'est malheureusement pas le cas.
Quelle est, de toutes ces solutions, la seule qui reste possible aujourd'hui ? C'est bien à vous de l'apprécier maintenant et de peser, en quelque sorte, en dehors de quelques formules et de quelques slogans, l'importance du choix et la définition du cadre valable pour une expérience Socialiste.
Je ne m'étendrai pas sur l'ensemble du programme, je pense que je vais atteindre le terme de cet exposé. Je laisse à mon amie Claire le soin de développer la partie sur le programme.
Je voudrais maintenant vous parler, très brièvement, du problème de l'Indochine, en m'excusant en quelque sorte, de ne pas faire une transition que le temps ne me permet pas de respecter.
Le Parti n'a jamais cessé de dénoncer la guerre d'Indochine et ses conséquences funestes pour la France et l'Union française, mais on peut dire que la politique qui a été jusqu'ici suivie, malgré tous nos efforts, a conduit le problème dans une certaine impasse. Il est nécessaire de faire le point de la situation et des solutions possibles.
Je ne reprendrai pas l'analyse des responsabilités, elle mériterait à elle seule un long exposé et tous les camarades sont suffisamment renseignés pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'étendre. Par contre, essayons un peu de nous étendre sur les solutions.
L'antagonisme international a peu à peu classé ce champ de bataille dans sa stratégie ; depuis la ratification des accords du 8 Mars - que je regrette pour ma part - le conflit est devenu un conflit international. Les succès de Mao Tse Tung, en Chine, n'ont fait qu'accroître les difficultés et, aujourd'hui, le front de la guerre froide coupe l'Indochine en deux parties.
Notre volonté de paix, que nous avions exprimée unanimement au précédent Congrès et qui tendait à aboutir à un armistice, grâce à une médiation internationale garantissant toutes ses clauses et conditions par la présence d'observateurs de l'ONU acceptée par les parties, notre effort qui tendait à la recherche d'une trêve à l'occasion de Noël, toutes ces propositions sont restées sans écho. Si elles sont encore réalisables, il faut les tenter, et si j'étais convaincu qu'une intervention du Conseil de Sécurité de l'ONU, entre les mains duquel la France remettrait la solution du litige en s'engageant à en respecter les décisions, soit efficace, je crois qu'il faudrait d'urgence faire cette ultime démarche.
Mais il semble qu'aujourd'hui rien ne laisse espérer que la République démocratique du Vietnam n'accepte cette intervention, car la prolongation du conflit est directement liée aux objectifs stratégiques de la Russie. Et dans la mesure où la guerre est un facteur d'affaiblissement de l'Occident, dans la mesure où la guerre permet l'utilisation de l'hostilité générale du peuple français contre le gouvernement, on ne voit pas l'intérêt que la Russie aurait à perdre une carte aussi utile pour elle.

Et lorsqu'en Indochine, dans le cadre de cette stratégie internationale, nous voulons justifier la prolongation de la guerre au nom de la démocratie, contre le stalinisme, nous oublions déjà que démocratie occidentale et colonialisme ne font qu'un aux yeux du peuple Vietnamien, même si plus tard il doit se rendre compte qu'il a perdu au change.

Nous payons toutes les fautes accumulées au cours du 19ème siècle en Asie, et cela ne se répare pas en un jour. Il est bien évident qu'un échec de la politique démocratique occidentale sur un point du globe aura sa répercussion sur l'ensemble du front. Si le Communisme asiatique s'empare du Vietnam, c'est tout le Sud-Est asiatique qui sera menacé et plus particulièrement l'Hindoustan, la Birmanie, le Cambodge, le Laos et la Malaisie.

Mais il faut bien dire que le meilleur véhicule du communisme en Asie est 1'effroyable misère de la population, la sous alimentation, l'injustice flagrante entre les castes, l'exploitation honteuse des paysans par les usuriers et les propriétaires terriens, et que, dans ces conditions, on comprend mieux que Communistes et nationalistes soient confondus, étant donné que nous n'avons pas fait l'effort suffisant pour apporter plus de bien être dans ces pays.

Il faudrait du reste, aujourd'hui, des efforts gigantesques, possibles seulement par une coopération d'investissements sur le plan international, pour améliorer le standard de vie de ces populations. Ceux qui veulent aujourd'hui prolonger la guerre au nom des principes démocratiques ne mesurent pas assez la traduction que ces principes ont dans ces régions. Certes, le Socialisme démocratique n'a rien de commun avec cette forme de colonialisme, mais elle n'est pas, Hélas, une force suffisante pour imposer ses propres solutions.

Dans ces conditions, il nous faudra choisir entre deux alternatives : reconquérir brutalement, par la force, l'Indochine, ou évacuer l'Indochine.

Reconquérir par la force l'Indochine était, au fond, la politique du gouvernement français lorsqu'il cherchait appui auprès des Américains et des Anglais pour poursuivre cette politique, mais l'aide américaine est réticente, et l'expérience chinoise a profondément déconcerté les américains. Même lorsque la France a conclu des accords, comme celui de Mars dernier avec Bao Daï, elle ne les a pas appliqués, ou insuffisamment appliqués.

Dans ces conditions, la question est de savoir si nous continuerons à rester les gendarmes dans cette région du Pacifique, arec l'insuffisance des moyens dont nous disposons, et cette insuffisance de moyens a des conséquences criminelles, car c'est exposer des hommes, sans moyens réels de défense, à la mort.

(Applaudissements)

Je crois donc qu'il faut avoir le courage de renverser complètement cette politique erronée, et de proclamer notre volonté de paix, avec tous les éléments du peuple vietnamien sans aucune exclusive, pour rechercher les négociations avec Ho Chi Minh lui-même, et demander au Président de la République française la proclamation de l'indépendance réelle du Vietnam, et l'engagement de retirer les troupes lorsqu'un véritable gouvernement démocratique vietnamien, issu d'élections libres, dans tout le pays, en aura manifesté le désir.

Fondation Jean Jaurès

Je sais que cette solution heurtera l'opinion publique, du moins cette fraction de l'opinion publique qui ne mesure pas assez les conséquences des erreurs commises. Mais il ne me semble plus possible de justifier la prolongation de cette guerre, d'autant plus impossible que ceux-là mêmes qui entendent la poursuivre n'ont ni le courage de le déclarer, ni la possibilité matérielle de la rendre victorieuse.
Nous voulons sauver de la mort des milliers et des milliers de jeunes Français comme de jeunes Vietnamien. Nous ne pensons pas, aujourd'hui, qu'une obstination de la prolongation de la guerre serait comprise de la même manière que nous pouvions la concevoir en fonction de la stratégie occidentale.
Je ne méconnais pas les interférences qui peuvent exister entre les deux questions, mais je considère que, même dans l'éventualité d'un conflit mondial, qui nous attirerait de lourdes obligations, ce n'est pas avec une population révoltée que nous pourrions tenir l'Indochine. Nous risquerions à la fois de connaître encore le sort qui fut réservé aux troupes françaises lors de la mainmise japonaise ; par contre, si nous savons rendre à ce pays son indépendance réelle, si nous pouvons lui rendre ses libertés démocratiques, nous permettrons aux plus éclairés d'entre eux de déjouer la manoeuvre et l'exploitation honteuse de la misère faite par le stalinisme.
L'heure, camarades, viendra incontestablement de faire un choix. Il n'y a pas de possibilité d'échapper à ce choix et c'est évidemment en engageant cette responsabilité que je vous ai posé ce problème.
Ma conclusion, elle sera claire. Hier après-midi, nous étions réunis les uns et les autres pour revivre les heures glorieuses du Front Populaire. Léon Blum prononçait le serment d'oeuvrer de toutes ses forces à l'unité ouvrière de ce pays. Ce serment, si aujourd'hui les conditions de sa réalisation sont devenues radicalement différentes, nous devons continuer à le tenir. Oui, c'est autour du Socialisme démocratique, du Socialisme authentique, issu d'une longue tradition glorieuse du Mouvement ouvrier de notre pays, que la classe ouvrière, débarrassée de toutes les hypothèques étrangères, de tous les nationalismes, de toutes les mystifications doit se réunifier.
Et quand nous lisons cette formule : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous", vous sentez combien nous sommes loin de la réalisation de cette formule dans le monde moderne, et combien il nous faudra d'efforts, de patience, de persévérance, pour y parvenir.
Et c'est précisément à ce combat, qui aujourd'hui engage son offensive dans un cadre valable, c'est à ce combat que nous vous appelons. Aujourd'hui, l'heure est à l'offensive, demain, l'heure sera à la victoire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à la fédération du Pas-de-Calais.

Camille Delabre

Camarades, la fédération du Pas-de-Calais n'a pas oublié l'article 1er des statuts qui traite des principes, pas plus que l'article 6 qui rappelle que les membres du

Parti ont pour devoir d'appartenir aux organisations syndicales de leur profession.
Nous ne faisons pas de distinction entre les syndicalistes et les autres, pas plus que nous ne faisons l'injure à l'un des nôtres de supposer qu'il n'est pas un Socialiste authentique, et s'il s'en trouvait parmi nous qui ne connaissent ni les buts, ni les principes, c'est que nous aurions oublié d'accomplir notre tâche d'éducateurs et d'organisateurs.
Cette tâche est certainement moins facile que celle qui consiste à établir des textes excellents dans leur forme, mais laissés aux médiocres ou à ceux qui n'apportent rien au Parti ; elle est cependant celle qui nous procure les milliers d'adhérents ouvriers que l'on voudrait trouver partout.
La fédération du Pas-de-Calais aurait pu se rallier au texte signé Depreux, Philip, mais si elle ne l'a point fait, c'est qu'elle n'oublie pas que dans les Commissions de résolution, on s'est souvent aperçu que les mêmes mots n'avaient pas la même signification. Ainsi, le départ immédiat des ministres Socialistes réclamé par la motion Philip-Depreux lors du Congrès extraordinaire, était moins immédiat que ce que demandait le texte rapporté par Gazier et voté par la majorité.
Les débats de notre Congrès n'ont pas spécialement porté sur la participation ministérielle ; depuis février, les raisons de la démission ministérielle sont toujours valables et rien n'est venu militer en faveur de notre retour au gouvernement. Est-ce à dire que nous rentrerons dans une opposition systématique ? Dans ce cas, nous ne tiendrons pas compte des réalités et nous pourrons, avec la motion Boutbien, demander de nouvelles élections, c'est la suite logique d'une rentrée dans l'opposition. Nous ferions alors le jeu des adversaires du régime républicain dont le principal slogan, depuis trois ans, est la dissolution de l'Assemblée Nationale. Or, la IVème République a connu des heures difficiles, mais les adversaires reculent et leur défaite sera complète si l'Assemblée Nationale parvient au terme de son mandat.
Pour la défense de la République, nous apporterons toujours notre concours, préférant le donner avant qu'il ne soit trop tard plutôt que d'assister, par notre abstention, à l'installation d'un régime de dictature. Actuellement, ce n'est heureusement pas le cas, et nous devons envisager notre programme d'action.
Est-il besoin de rappeler toute la doctrine du Parti ? Faut-il faire un catalogue impressionnant de toutes nos revendications ? Nous ferions fausse route. Si nous ne devons pas envisager seulement le présent, nous devons, avant tout, tenir compte des réalités urgentes pour la classe ouvrière.
La classe ouvrière souffre, nous ne l'intéresserons aux grands problèmes que dans la limite où nous pourrons lui procurer du travail et une vie décente.
Le Parti a obtenu des résultats dans la bataille pour les crédits d'investissement. Nous devons continuer, mais parce que nous avons conscience des sacrifices demandés au pays, nous devons être les plus actifs pour réclamer le contrôle des crédits engagés.
Nous avons vu trop de chantiers abandonnés avant la fin des travaux, nous avons vu trop de dépenses somptuaires dans certaines entreprises nationalisées. Nous

avons vu trop d'inflation dans le personnel de maîtrise largement payé pendant que les travailleurs sont brimés et insuffisamment rémunérés.
(Applaudissements)
Les travailleurs constatent trop d'inégalités ; on tergiverse pour l'établissement d'un budget-type à cause des répercussions que cela provoquerait dans la hiérarchie des salaires, cela fausse toute revalorisation des salaires de base, parce que nous sommes dans une situation difficile ; il faudrait, avec courage, demander des sacrifices à ceux qui peuvent attendre. 3 000 frs pour un ouvrier à l'échelle 100 comptent davantage que pour les échelles supérieures !
Nous sommes à une époque où les conditions de vie ont évolué et il faut que les travailleurs puissent bénéficier de toutes les améliorations qui ne doivent pas aller qu'à une classe privilégiée.
Les travailleurs ne demandent pas le superflu, mais ils exigent des salaires décents.
Nous n'aurons pas accompli notre devoir si nous n'avons pas su promouvoir une politique de construction ; les jeunes ménages ne trouvent pas à se loger et dites-vous que ces jeunes qui ont de nombreuses raisons de récriminer iront vers ceux qui leur procureront un foyer, alors qu'actuellement ils prêtent l'oreille à ceux qui exploitent leur mécontentement.
(Applaudissements)
Les particuliers ne peuvent plus bâtir, les prix sont trop élevés ; toute la propagande faite actuellement par des organismes divers pour inciter les Français à construire avec les contrats les plus divers qui les feront propriétaires à l'âge de 65 ans, s'adresse davantage aux cadres qu'aux travailleurs. Or, le problème ne sera pas résolu uniquement par les grands projets, que seules les collectivités pourront entreprendre.
Les jeunes attendent des logements, mais ils voudraient aussi qu'à leur rentrée du service militaire, ils retrouvent leur emploi. Trop souvent, les patrons s'ingénient à tourner la loi lorsqu'il s'agit de les réembaucher.
Le problème de la défense laïque est pour nous important et nous ne pourrons admettre qu'un soutien soit accordé à un gouvernement qui ne respecterait pas les lois laïques.
Nous recherchons toujours plus de justice sociale, nous combattons la fraude fiscale et nous ne tolérerons pas que les prélats se fassent les protagonistes de la grève de l'impôt. L'école laïque est une victime de l'occupation ; les cléricaux regrettent Vichy et ses subventions, mais nous devons nous opposer à toute mesure qui porterait atteinte à l'école laïque.
Les problèmes économiques ne trouveront leur véritable solution qu'à l'échelle mondiale. Nous nous félicitons de l'action du Parti et nous sommes fiers de la place prépondérante prise par les militants pour la réalisation des Etats-Unis d'Europe. Cependant, le projet du gouvernement français sur le pool charbon-acier a fait naître des inquiétudes dans notre bassin minier, d'autant plus que nous avons déjà certains exemples sur le plan national qui n'ont pas servi les mineurs. Ainsi, de grands projets de modernisation ont été effectués, et des puits de mine ont été fermés ; cela a posé un problème humain très grand, parce qu'il a

fallu muter des ouvriers et, comme il est impossible de trouver des logements sur place, les ouvriers perdent plusieurs heures par jour pour leurs transports.
Le pool charbon-acier inquiète les mineurs, car ils ne méconnaissent pas que les gisements de la Ruhr sont importants et qu'ils permettent un rendement supérieur ; les mineurs savent aussi qu'ils possèdent un régime de sécurité sociale très développé et qui influe sur le prix de revient du charbon. Le prix de revient du charbon français est plus élevé aussi en raison des conditions d'exploitation des gisements et nous demandons que dans la discussion qui s'instituera, les dispositions soient prises pour sauvegarder les intérêts des mineurs de notre région.
Nous ne pouvons pas nous opposer au progrès, mais le progrès doit profiter aux travailleurs et non créer la misère.
Avec vous, nous réclamons une solution rapide du conflit d'Indochine qui serait déjà terminé si les propositions du Parti avaient été écoutées. Nous avons conscience que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs serait une duperie si elle n'était accompagnée du combat pour l'instauration de la paix ; nous demandons au Parti de stimuler les gouvernants, en vue de mettre toutes nos ressources au service des travailleurs.
La fédération du Pas-de-Calais vous présente ces diverses observations et souhaite qu'une large majorité se groupe sur un texte qui servira de plateforme pour la prochaine campagne électorale.
A la veille des batailles que nous allons livrer, les résolutions que nous prendrons n'auront de force que dans la mesure où nous saurons resserrer notre unité. Ne perdons pas de vue cette réalité.
Tout à l'heure, camarades, Daniel Mayer nous demandait : "Faites-vous votre devoir" ? Eh bien, oui, nous faisons notre devoir, les militants ouvriers viennent à nos sections et nous avons créé dix sections depuis un mois, camarades. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Camarades, je voudrais avant tout, comme Daniel l'a fait tout à l'heure, vous dire ma joie et mon orgueil. Je suis sûr que chacun de vous l'a ressenti depuis ces trois journées : nous vivons vraiment un grand, un très grand Congrès.
Après avoir été recueilli, grave, sérieux dans 1a recherche et toujours fraternel dans l'expression, notre débat, certainement, honore la pensée Socialiste et, on peut le dire, la pensée tout court.
Je crois que nous pouvons être confiants, camarades. Nous avons, les uns et les autres, tenu le serment qu'intérieurement nous nous étions fait et le Parti, j'en suis sûr, sera digne de tous ses grands anciens.
Maintenant, je voudrais, à mon tour, apporter ma contribution personnelle à l'effort qui a été tenté ici pour analyser la situation présente et fixer ensuite l'orientation générale de notre action.

Sans discuter de doctrine, préférant rappeler un but, je voudrais que nous ayons tous à l'esprit ce but qui figure dans ce qui est notre Charte, à savoir : le bonheur, c'est-à-dire le plein épanouissement de la personne humaine et sa libération de toutes les servitudes qui l'oppriment. Partant de là, nous allons très vite arriver au programme.

Si, en effet, on veut chercher quelles sont les servitudes essentielles qui accablent, qui menacent sans cesse l'homme en France et ailleurs, on trouve la dictature, qu'elle soit totale, à la fois physique et morale, comme dans les régimes totalitaires, ou partielle, dans certains cas actuellement, limitée au domaine moral, comme celle à laquelle tendent trop souvent les églises quelles qu'elles soient quand elles tendent à l'omnipotence et qu'elles revêtent la forme cynique de la violence ou même celle hypocrite du colonialisme, la misère, qu'elle soit physiologique, comme la maladie, ou qu'elle soit sociale, due à l'exploitation capitaliste, à la sous-rétribution, au chômage et à l'insécurité permanente, enfin et peut-être surtout la guerre, la guerre à la fois résultante et cause des deux autres.

A ces mesures de servitude, à ces menaces de servitude, qu'opposons-nous ? Notre volonté d'assurer en face de chacune d'elles la paix, la liberté et la justice sociale.

Si nous prenons bien conscience alors, en outre, que ces trois biens essentiels : liberté, paix, justice sociale, ne sont pas indépendants, que ces trois conditions du bonheur et de la libération de l'homme sont indissolublement liées et qu'en fait on ne fera jamais l'un sans l'autre, qu'on réfléchisse un instant et tout va s'éclairer quant à la politique que nous avons suivie depuis des années et à celle qui nous reste à faire.

Est-il possible de sauver la justice, la justice sociale et la liberté pendant la guerre ? La réponse est évidente ;

Est-il possible de sauver la justice sociale et la paix sous la dictature ? L'Histoire entière du monde est là pour répondre.

Et, enfin, nous tous, et nous plus que tous autres, les Socialistes, nous savons trop bien que la misère et l'oppression capitaliste appellent et la dictature et la guerre. C'est parce que ces problèmes sont liés que les problèmes pour nous sont difficiles.

Ayant ainsi présentes à l'esprit ces quelques données essentielles, notre but étant ainsi très clair, il ne nous reste plus, avant de fixer notre action et pour pouvoir la fixer, qu'à apprécier ce que sont les forces en présence actuellement dans le monde, et plus particulièrement en Europe, et je dirai plus particulièrement encore en France.

Ces forces ont pris des aspects nouveaux. Longtemps on ne put qu'opposer purement st simplement l'exploiteur à l'exploité.

Il y a une division chez les exploités, il y a des divisions chez les exploiteurs ; même si le but des uns et des autres reste commun, il leur est pour l'instant caché.

Les forces en présence, en Europe en particulier, si on les énumère sont :

- le fascisme, là où il subsiste, là où il menace encore,

- le bolchevisme, inutile de commenter,
- le capitalisme, qui a d'ailleurs des aspects différents, qui se présente parfois à nos yeux sous une forme de capitalisme prétendument libéral, car il subsiste des défenseurs du régime capitaliste attachés, disent-ils, au libéralisme ; ce sont des restes d'une période révolue, mais nous en connaissons même parmi ceux qui font figure de penseurs dans l'économie française actuelle et qui, parfois, parlent au nom de la France sans qu'ils y aient d'ailleurs été invités. Mais la forme la plus virulente du capitalisme actuel, c'est le capitalisme monopolisateur.
-Ensuite, certaines Eglises, quand elles ne se contentent pas du rôle qui est le leur dans le domaine spirituel, rôle sur lequel nous sommes d'accord, mais qu'au contraire elles prétendent élargir au temporel et c'est, il faut le dire, car c'est un des problèmes qui dominent la situation européenne actuelle, le cas de l'Eglise catholique romaine.
- Enfin, le Socialisme démocratique.
Ces forces sont inégales. Certaines d'entre elles sont en déclin, c'est le cas, je le disais il y a un instant, du capitalisme libéral. C'est le cas même du fascisme et, pour une part, en ce qui concerne le fascisme, c'st grâce à nous.
D'autres de ces forces se pénètrent mutuellement.
Le Socialisme, par exemple, a certainement influencé toute la vie politique et économique de notre siècle, même chez nos ennemis, et la situation actuelle est presque partout imprégnée d'action Socialiste alors même que nos adversaires ne l'auraient pas voulu.
D'autres formes se ressemblent tellement qu'il est parfois impossible de faire la différence. Quelle différence y a-t-il, au point de vue fondamental, entre le fascisme et le bolchevisme ? Quelle différence réelle entre des régimes qui, l'un comme l'autre, prétendent aboutir à imposer par la force, même s'ils ne sont qu'une minorité, leur conception de la vie au reste du monde ?
J'entends toujours avec quelque stupeur, en ce qui me concerne, des camarades parler de péril d'extrême droite et de péril d'extrême gauche. Hier soir, j'ai interrompu un camarade, qui s'est trouvé un instant gêné par cette interruption qu'il n'a pas comprise, parce qu'il parlait des gens qui sont à notre gauche. Qui ça, à notre gauche ? Où est la droite ? Où est la gauche ? Est-ce qu'entre les fascistes des régimes dictatoriaux et les fascistes du système bolchevik, il n'y a pas exactement les mêmes méthodes quant au fond ? La même utilisation du mensonge ? La même conviction que lorsqu'on est sûr de détenir la vérité, on a le droit de l'imposer aux autres par la force et la violence. Alors, d'où viendrait la différence ? Et là, je vais répondre à une autre objection qui a été faite ici même, à cette tribune, au cours de la journée :
Est-ce que la différence viendrait de la composition sociale ? Est-ce qu'un parti, quelles que soient ses méthodes, serait susceptible d'être appelé parti de gauche ou d'extrême gauche sous prétexte qu'il aurait dans ses rangs un nombre, fut-il important, d'ouvriers ?
Si vous en étiez là, camarades, alors est-ce qu'il suffirait que de Gaulle, demain, sur son programme, réussisse à grouper des milliers ou des centaines de milliers d'ouvriers pour que vous estimiez qu'il est devenu parti de gauche ?

Fondation Jean Jaurès

Est-ce qu'Hitler était à la tête d'un mouvement de gauche ? Est-ce que Mussolini était à la tête d'un mouvement de gauche ? Pas davantage.
Et les bolcheviks, dans le monde, à l'heure actuelle, même quand ils sont arrivés à tromper nombre d'ouvriers, n'ont pas le droit de se dire des hommes de gauche.
Non, camarades, il faut que nous perdions tous sans exception ce complexe d'infériorité.
On n'est pas de gauche quand on se dit de gauche, ou quand on obtient de siéger à la gauche ou à l'extrême gauche de telle Assemblée ! On est de gauche et on est parti ouvrier uniquement quand on a dans son rôle, dans son but, dans son but unique une seule ambition : celle de servir les ouvriers en tenant compte de leurs propres intérêts, en leur permettant de devenir pleinement, librement, joyeusement des hommes, sans qu'aucune considération d'un autre ordre extérieur quelconque puisse influencer votre action et votre décision.
C'est seulement dans ce cas-là qu'on peut se dire un parti de gauche.
Parmi les forces que j'ai évoquées, certaines autres se divisent ; c'est le cas de cette force que j'évoquais tout à l'heure de l'Eglise catholique romaine.
Dans ses cadres, elle a flirté et elle flirte avec tous les régimes, sans exception, à la fois avec celui qui est en place et avec celui qui est susceptible de lui succéder. Aujourd'hui encore, et beaucoup de données, sur le plan international, permettent de le penser, il est à craindre que, méconnaissant les intérêts supérieurs de la liberté humaine, elle ne serve davantage la cause du capitalisme que n'importe quelle autre cause.
Par contre, dans ses rangs, il est des catholiques et des chrétiens nombreux qui, eux, fidèles à leur foi, et je dirai très volontiers probablement parce qu'ils sont fidèles à leur foi, sont décidés à se battre à notre côté.
Alors, il faut que notre réponse soit simple ; nous, Socialistes, il faut que nous disions clairement à ces derniers qu'ils auront en nous des alliés sincères dans la mesure où, avec nous, ils seront décidés à se battre contre l'exploitation, contre la guerre, contre la misère, pour la liberté, pour la paix, pour la justice sociale. Alors, ils peuvent compter sur nous.
Mais, par contre, et sans une seconde de réserve ou de doute, que les autres sachent aussi clairement qu'ils ont en nous des ennemis irréductibles et qu'ils ne passeront pas.
Ayant ainsi analysé l'attitude et la situation des adversaires, je voudrais dire un mot rapide sur les nôtres, nous les Socialistes démocrates de France, d'Europe et même du monde car on oublie souvent qu'il en est un peu partout, dans le monde, parfois même quand ils n'ont pas encore pris nos étiquettes.
A la violence, nous n'opposons, nous, que notre confiance en l'homme. Nous avons raison quant au fond, malheureusement il arrive que les hommes, dans leur faiblesse normale, aient peur. Il est tellement plus facile d'avoir peur que d'être courageux ; et d'ailleurs, inversement, aussi facile de dire qu'on a été courageux quand on a eu peur et... que la peur est passée ;
Il arrive que beaucoup d'hommes aient peur, soient lâches, perdent alors toute confiance et se laissent aller à croire, eux aussi, à l'idée de la primauté de la force, et nous pouvons parfois perdre ceux-là.

A la foi aveugle des religions ou des papautés qui s'affrontent, nous n'opposons, nous, que notre confiance en la raison. Je crois que, là encore, nous sommes dans la bonne voie, mais à certaines conditions que je dirai dans un instant.
A l'obéissance passive, nous préférons la critique, la critique d'ailleurs parfois exagérée de notre propre action et qui est susceptible de n'être comprise que de ceux-là, qui sont dans l'action, qui peut gêner, par contre, la confiance de ceux qui ne participent pas à l'action quotidienne.
Au fond, dis-je, je suis sûr que nous sommes dans la bonne voie, mais un certain nombre de conditions se posent.
Nous avons raison de croire à l'homme ; nous avons tort de ne pas nous souvenir assez souvent que l'homme, quel qu'il soit, a besoin d'être renseigné, d'être éduqué, et l'un des griefs essentiels que l'on peut nous faire, que l'on peut se faire, que l'on doit se faire, que chacun de nous doit faire autour de lui, c'est que depuis des années, de nombreux camarades, quand ils sont convaincus eux-mêmes, et sont éduqués eux-mêmes, n'éprouvent pas le besoin d'être des éducateurs et que, à portée d'eux, trop nombreux sont ceux qui, pris dans l'action, n'éprouvent pas le besoin de continuer leur propre éducation.
On ne lit plus, chez nous. Tout à l'heure, j'entendais avec une joie immense notre camarade Bracke qui, en remettant à Debroucker un livre, lui disait : "et, d'abord, c'est un livre, ce sont des livres". Eh bien, chez nous, on ne sait plus ce que sont les livres, on ne sait plus assez ce que sont les brochures. Les brochures, non seulement ne s'achètent plus, mais quand on les envoie gratuitement aux sections, trop souvent on oublie de les lire.
On a toujours tort de critiquer les présents ; du fait même que vous êtes présents, c'est que vous n'êtes pas de ceux-là, et le reproche doit passer par dessus vos têtes pour être transmis à ceux qui le méritent, mais tout de même, souvenez-vous de l'époque où chacun d'entre vous s'imposait régulièrement le sacrifice nécessaire à l'achat des quelques brochures que le Parti mettait à votre disposition. Souvenez-vous que les tracts, on ne vous les envoyait pas ; on vous signalait le modèle et, l'ayant, vous commandiez le nombre de tracts que vous vouliez avoir.
Il faut regretter cette volonté de s'éduquer.
La raison, de la même façon, nous sommes sûrs qu'elle triomphera - et là je rejoins très volontiers, encore que moins éloquemment, l'appel que, tout-à-1'heure, vous lançait Daniel Mayer - mais seulement si on y croit.
Eh oui, les mots semblent jurer : de raison et de foi, et pourtant il y a des moments où on se demande si l'heure n'est pas venue où il nous faudrait aussi, à nous, faire de la raison une sorte de véritable religion, y croire, vouloir y croire et préparer des hommes qui soient capables d'être les prêtres de la raison et, si un jour c'était nécessaire, au besoin d'en être les martyrs.
Mais il faut absolument que, partout, nous réussissions à réanimer chez nos camarades cette confiance, cette certitude que c'est parce qu'ils ont raison qu'obligatoirement ils gagneront ; ne laissez jamais sur ce point entrer le doute dans leur esprit.

La critique, chez nous, non seulement est permise, mais sollicitée, à tel point que lorsqu'elle ne se fait pas trop sentir, on en souffre, à tel point qu'on en arrive à se dire : "Mais ce n'est pas bon signe, mais ce n'est pas sain", lorsque les camarades ne nous disent rien, à tel point que lors de la première journée de ce Congrès, ou de la première matinée, quand sur les rapports d'activité, vous n'étiez pas nombreux à nous dire, ou que nous nous étions trompés ou que nous n'avions pas assez bien fait, nous nous disions : "ce n'est pas bon signe". Nous voulons la critique mais, attention, camarades, la critique sincère, si elle est nécessaire, il faut toujours qu'elle soit tempérée par le souci d'une vérité totale, justement parce que nous sommes des hommes attachés à la raison et, là, je voudrais faire deux observations, amicales toutes les deux :

- l'une à un camarade dont je n'ai pas retenu le nom, qui par ailleurs a dit d'excellentes choses et qui d'ailleurs ne parlait pas en son nom. Il traduisait une crainte, il disait : "j'ai peur, quand on présente à nos camarades, un peu partout, l'appel de Stockholm, qu'on ne sache pas quoi répondre".

Vous n'avez pas le droit, camarades, de ne pas savoir quoi répondre ! Vous n'avez pas le droit, d'une part parce que, même si vous ne l'aviez pas lu ou entendu, vous auriez dû la trouver tout seul mais, en plus, parce que cela a été dit, parce que cela a été écrit et parce que - je m'excuse si je cite un nom entre d'autres - parce qu'il y a au moins un membre qui, dans l'organe central du Parti, a fait sur cette idée une réponse péremptoire, c'est notre camarade Leenhardt qui a indiqué à chacun de nous comment il est possible de démontrer la démagogie lamentable, scandaleuse des bolcheviks sur ce problème.

Alors, non, vous n'avez pas le droit de vous dérober, il faut qu'autour de vous vous fassiez ce travail de désintoxication.

L'appel de Stockholm, à cette tribune, et sans vous avoir consultés, je crois que je peux dire que les Socialistes le signeraient tous. Même mieux : à vous, les bolcheviks, qui m'entendrez demain et qui lirez ce que j'ai dit, si vous étiez capables d'accepter avec nous que le contrôle des armements, de tous les armements et, particulièrement, de celui dont vous parlez, de l'énergie atomique, puisse s'exercer librement, d'une manière indéfinie, permanente, illimitée, et que vous demandiez que tous les hommes libres du monde, que tous les hommes attachés à la paix dans le monde signent ça, je dis qu'il n'y a pas un Socialiste qui vous le refusera !

Ces mots ne sont pas de moi, je tiens à rendre à Leenhardt ce qui lui appartient, c'est lui qui, dans le "Populaire", vous a permis de dire tous la réponse que je viens de faire ici.

Je voudrais faire le même amical reproche - je le lui ai annoncé tout à l'heure - à notre ami André Philip.

Très fraternellement, d'ailleurs, mais enfin, André, je t'en ai voulu un peu d'avoir mis ton formidable talent au service d'une accusation qui comporte quelque chose de vrai mais que tu as exagérée : ce n'est pas vrai que les Partis Socialistes, là où ils ont pris le pouvoir, depuis la libération, soient devenus conservateurs.

Ah, ils ont commis des erreurs ! Ah, ils ont parfois perdu la conception suffisante de l'internationalisme nécessaire ! Au poste ou vous m'avez appelé, dans les missions internationales que vous m'avez confiées, je suis souvent appelé à le leur dire mais, tout de même, il faut se rendre compte de ce que chacun d'eux a fait.
Ah, que sur le plan de la lutte internationale, l'action ait été insuffisante, que j'aie demandé et que je renouvelle demain cette demande à notre camarade White de dire au Labour combien nous espérons qu'à Copenhague nous trouverons une position différente, d'accord ; mais tout de même, si leur attitude a été réticente internationalement, par contre, sur le plan de la lutte contre le capitalisme, contre la misère, comme ils se sont bien battus !
La théorie du plein emploi, vois-tu, Daniel, je crois que c'est un peu plus que la simple lutte contre le chômage.
Certes, c'est d'abord ça, c'est d'abord la suppression de la misère que représente le chômage mais - et les capitalistes le savent bien - c'est quelque chose de plus dangereux pour eux, c'est la suppression de l'armée de réserve dont ils ont besoin pour maintenir le travailleur asservi.
Or, nos camarades des partis anglais et scandinaves ont mis cela au premier plan de leurs préoccupations et, l'ayant fait, ils se trouvent aux prises - car il faut comprendre leurs raisons pour mieux les convaincre des nôtres - ils se trouvent aux prises avec tout ce qui les menace, travaillistes anglais, travaillistes scandinaves, et ceux-là surtout quand ils sont injustes à notre égard, car ceux d'entre vous qui lisent leurs écrits doivent parfois souffrir de ce qu'ils y trouvent. Mais ils ont trouvé autour d'eux toute l'offensive capitaliste, toute l'offensive soit libérale, soit partisante du monopole des cartels, du monopole privé. Ils ont senti l'offensive partout, ils se sont un peu refermés sur eux-mêmes. Alors, de toute notre foi, de toute notre bonne volonté, battons-nous pour les convaincre, mais aimons-les, aimons-les pour ce qu'ils ont fait, aimons-les pour ce qu'ils ont fait pour eux et pour nous, et, surtout, ne laissons jamais rien faire qui puisse leur porter atteinte.
Camarades, il pourrait sembler qu'après un départ de ce genre-là je sois loin de notre sujet. Je ne le crois pas, j'ai l'impression que nous sommes en plein dans ce sujet et que c'est de là qu'on doit aboutir non pas à l'établissement d'un programme - car là je suis d'accord pour dire que le programme est oeuvre de Commissions - mais des grandes lignes d'action.
Où en sommes-nous ?
Défense de la liberté ; Eh bien, nous avons le droit, aujourd'hui, de chanter notre victoire. Le fait même qu'on ait très peu parlé, dans ce Congrès, de menaces éventuelles contre la liberté, tout au moins en ce qui concerne les libertés démocratiques essentielles, les institutions républicaines, mais c'est à nous qu'on le doit, c'est au Parti Socialiste qu'on le doit !
Nous l'avons payé d'une suspension suffisamment douloureuse de notre lutte contre la misère, de notre lutte sur les autres plans pour que nous soyons assez fiers du fait qu'aujourd'hui il est possible de dire qu'en France, les institutions mêmes ne sont plus menacées ; pour qu'aujourd'hui, contrairement à ce que de

Fondation Jean Jaurès

nombreux d'entre nous n'auraient jamais osé pensé, il soit possible d'avoir en France, même sans nous et, parfois, mesures prises contre nous, un gouvernement contre lequel nous pouvons continuer à essayer de faire prévaloir nos propres points de vue, mais qui reste dans le cadre des institutions républicaines.
Nous avons le droit d'être fiers, camarades, de l'action de tous les Socialistes ; où qu'ils soient, c'est à eux qu'on doit cela.
Il reste les atteintes possibles à la liberté. Certaines, sur le plan national. S'il devait s'en produire, alors toute notre politique serait à réviser, à revoir, exactement comme nous l'avons fait aux heures ou il y a eu les mêmes menaces.
Et d'autres atteintes à la liberté peuvent venir des conflits extérieurs, des menaces éventuelles de conflits, s'il y en avait.
J'en arrive donc à la deuxième partie de notre combat, contre la guerre, et c'est alors l'ensemble des problèmes de politique extérieure qui se pose.
Il y a un certain problème que je voudrais voir trancher par le Parti comme problème d'orientation générale, car quand on a fixé les grandes lignes, on risque moins de se laisser entraîner et il est bon qu'elles soient fixées.
Le Parti est-il ou non partisan de la création, sur le plan international, d'une troisième force internationale ?
Il faut que ce soit clair, et pour nous et pour les autres.
Le Parti pense-t-il à une organisation zonale ?
Pense-t-il à s'insérer dans l'un ou l'autre des blocs en présence, à voir insérer, non pas lui, mais la France et l'Europe dans l'un des deux blocs en présence, ou au contraire croit-il nécessaire et possible la constitution, dans le monde, d'une troisième force internationale ? Il faut que ce soit dit.
En ce qui me concerne, je souhaite, de tout mon coeur, que ce soit unanimement que le Parti dise que la seule façon, sur le seul plan de la guerre menaçante, d'empêcher la guerre de venir, ce n'est par l'intégration à quelque bloc que ce soit, mais par l'organisation, entre les blocs, d'une troisième force internationale.
La démonstration en serait facile à faire ; il serait facile à démontrer comment l'un et l'autre des deux blocs à peur de l'autre et comment l'intégration à l'un des deux n'enlève pas la peur de l'autre mais au contraire l'accentue et comment, par contre, la présence entre les deux, s'il y a une troisième force suffisamment forte, comment cette présence, au contraire, peut lever la peur de chacun des deux.
J'essaie d'aller très vite mais c'est un développement que chacun de vous est susceptible de faire.
Ensuite, il est bien certain que le danger vient aussi de ce que les deux blocs sont arrivés au contact presque partout, et les développements sont à craindre. Certains des problèmes, à l'heure actuelle, doivent certainement donner à penser, à craindre aux hommes d'Etat de partout, ce que seront les problèmes de Berlin, l'hiver prochain, ce que seront les problèmes de Yougoslavie peut-être prochainement, ce que seront les problèmes d'Asie. Il y a partout matière à réflexion et à craintes.

Fondation Jean Jaurès

Il est bien certain que l'insertion entre ces blocs d'une troisième force qui les sépare et qui, comme le disait Léon Blum, soit susceptible de devenir, soit le trait d'union, soit, en d'autres cas, le tampon, est nécessaire.
Alors, il est absolument indispensable que nous sachions où nous voulons aller, parce que les décisions prises nous engagent, et je reprends ici quelque chose qu'un camarade a dit ce matin et que je voudrais appuyer.
Si nous réussissons à bâtir cette troisième force - je n'ai pas encore parlé de l'Europe pour l'instant - nous pouvons avoir la préoccupation constante qu'elle soit indépendante, mais pour être indépendante, je ne dis pas pour autant "neutre". La neutralité est une notion folle ; il arrive parfois même qu'avec certains de mes camarades de l'Internationale nous ayons à lutter contre cette interprétation, contre cette idée, et je pense à tel parti qui a eu la chance d'échapper au conflit et qui pense que c'est sa politique qui est la bonne. Mais personne ne peut douter que, dans l'Etat actuel, la neutralité n'est pas une possibilité.
Par contre, qui dit non-neutralité, dans l'hypothèse d'une agression, n'interdit absolument pas "indépendance" car l'indépendance, c'est au contraire l'accroissement, comme je l'ai dit tout à l'heure, de l'antagonisme entre les deux blocs.
Je souhaite de tout cœur que le Parti réponde à ces questions que je pose rapidement.
Que peut-être la troisième force ? Pas seulement l'Europe, camarades.
Certes, géographiquement, elle a beaucoup de chances de se limiter à une fraction de l'Europe ; pas seulement de l'Europe, d'ailleurs, mais de l'Europe et de ses sous-prolongements d'Outremer, mais sur le plan de l'idée, sur le plan de l'idée de la troisième force, elle s'élargit bien au-delà du continent européen ou de ce que certains appellent ; "leur" Afrique. Elle est bien au-delà.
Il est bien certain qu'aux Etats-Unis d'Amérique, ils sont nombreux les démocrates, les syndicalistes, les hommes libres qui, au fond, sont d'accord avec nous sur cette conception.
Il est même certain - encore que la preuve soit plus difficile à établir - parce que le rideau s'est baissé, qu'il est en Hongrie, qu'il est en Pologne, qu'il est en Roumanie, qu'il est en Bulgarie et plus encore surtout dans cette splendide et merveilleuse Tchécoslovaquie qu'on a étranglée, qu'il est de nombreux hommes d'accord avec nous pour ne pas accepter l'idée de l'intégration dans les deux blocs et d'accord sur l'idée d'une troisième force internationale.
Donc, c'est un fait vivant que la troisième Force,
Le tout est de savoir si on peut la bâtir, la faire vivre, et alors on se trouve limité à l'Europe.
Je voudrais très vite voir les problèmes qui sont posés à l'Europe.
Problème de défense, le premier, celui qu'on n'a pas le droit de négliger.
Pas de pacifisme européen après avoir fait, maladroitement, à certaines heures, du pacifisme national.
L'Europe a besoin d'être forte. Et comment et de quoi peut être faite se force ? Il lui faut d'abord s'unir, pour être forte. Il faut que chacun des pays d'Europe

Fondation Jean-Jaurès

abandonne un peu de sa souveraineté au bénéfice d'un organisme européen. Il lui faut être forte, même militairement.
Est-ce à dire pour autant qu'elle doit sacrifier une partie formidable du revenu européen à un budget militaire ? C'est de la folie et je suis d'accord avec les camarades qui sont venu dire combien cet effort financier pour aboutir à un armement européen, non seulement n'apporterait pas une force réelle sur le plan militaire à l'Europe, mais encore irait exactement à 1'encontre du but vers lequel prétendent tendre ceux qui veulent bâtir l'Europe.
Ah, vous aviez raison, Philip, Pineau, Jules Moch - j'indique les noms que j'ai retenus - lorsque vous nous indiquiez qu'un réarmement de l'Europe au prix de la misère européenne, c'était une aggravation des risques de guerre. Ce n'est pas du tout une chance de paix. Il faut que le Parti le dise en clair.
Et à ce sujet, je voudrais dire combien sur ce plan, comme sur des quantités d'autres, nous sommes souvent victimes, quand nous ne résistons pas, de la propagande et de l'action des bolchevistes ; comment, par une réaction qu'ils attendent, souvent nous finissons par entrer dans leur jeu et par faire leur jeu.
L'analyse bolchevique de la situation européenne et mondiale, elle est bien connue, ils ne la cachent pas. Ils ont des vues à long terme : ils sont convaincus que l'Europe divisée, que l'Europe s'épuisant à la fois dans le souci de sa reconstruction et le souci de sa défense, crevant sous ses disparités internes et ses contradictions internes, finira par être leur proie, comme ils sont convaincus qu'un jour il en sera de même des Etats-Unis d'Amérique.
Je ne sais pas ce que vaut le raisonnement. Il me paraît fou, mais dans la mesure où ils l'ont fait, ils agissent chaque jour.
Le drame c'est que, trop souvent, dans le monde, les hommes qui craignent la menace de dictature que cela représente, au lieu de se tracer, à eux aussi, une politique à long terme, se contentent de boucher quotidiennement les trous que les autres ont creusés.
C'est là le grand drame de l'heure.
A nous de définir une politique. Elle est facile, elle n'est pas difficile à définir ; elle est, par contre, difficile à appliquer.
Sur le plan de la défense, il faut le dire : d'abord, l'Europe seule.
Cette Europe, elle doit, pour s'organiser, sur le plan de la défense, coordonner ses efforts, se répartir les charges actuelles, avoir donc un autre organisme que 1'organisme actuel consultatif du Pacte de Bruxelles, cet organisme qui est en train de ne rien pouvoir faire parce qu'il est paralysé par le droit de veto, parce que si on ne se met pas unanimement d'accord personne ne fera rien ; et puis ensuite sur le plan plus large de la défense militaire, dire, et dire avec courage, que l'Europe peut y participer, selon ce qu'elle fait déjà : plus le standing de vie de la population sera remonté, mieux elle pourra empêcher l'agression interne à l'Europe.
Par contre, pour tout ce qui concerne le reste, dont nous avons le besoin le plus absolu, accepter, solliciter de l'extérieur car nous avons besoin de l'aide étrangère.

Et quand les bolcheviks, représentant la Russie des soviets, viennent nous dire que, par là même, on perd notre indépendance, nous avons le droit de leur dire : "Ce n'est pas vrai". Ce dont nous avons besoin, matériellement, pour défendre l'Europe contre une agression et non pas pour lui permettre de participer à une agression, ce dont nous avons besoin, nous sommes prêts à l'accepter, d'où que cela vienne.
Est-ce que, pour autant, est-ce que, eux, les Russes, pour avoir accepté pendant trois ans, quatre ans, cinq ans l'aide militaire américaine, auraient, pour autant, perdu leur indépendance ?
Ils considéreraient cela comme une calomnie si vous leur en faisiez l'injure.
Nous sommes capables d'accepter n'importe quelle aide, d'où qu'elle vienne, du moment qu'elle assurera à l'Europe unie la possibilité, soit de se défendre si elle est agressée, soit de représenter une défense suffisante de ses richesses internes que l'on peut souhaiter, défense suffisante pour que ça semble coûter trop cher que de vouloir les conquérir.
En ce qui concerne les problèmes économiques de l'Europe - sur lesquels je reviendrai dans un instant, à l'occasion de l'exposé de ma position sur le plan Schuman ou ce que l'on appelle ainsi - je voudrais dire simplement que, là encore, nous avons la même défaillance. Là aussi, il y a une organisation économique, un prétendu organisme européen qui s'appelle l'OECE.
L'OECE, lui aussi, est paralysé parce qu'il est également empêché de travailler par la même règle du veto qui, après avoir fait les ravages que l'on sait sur le plan mondial, empêche, de la même façon, l'immense majorité des organismes européens de fonctionner.
Et j'en arrive au problème politique.
Philip avait raison quand il parlait de "la nécessité de créer une autorité politique européenne", mais là je dois dire – et il sera satisfait, puisque lui-même, employant la boutade, nous a fait observer : "On me fait le reproche... on emploie la formule... "Je ne partage pas l'optimisme de Philip" - que je ne partage pas le pessimisme de Philip.
Tu as raison de vouloir fixer comme but à l'action Socialiste et, au-delà de l'action Socialiste, à l'action européenne, quelque chose de plus grand, de plus haut et de plus rapide que ce qui existe, mais il n'est pas vrai qu'on ait tellement piétiné. Il faut voir un peu d'où l'on est parti et ce que sont les difficultés.
Ceux qui suivent le problème ont pu lire les articles de notre camarade, ministre des Affaires Etrangères de Suède, Lanker (?) qui nous a dit : "Il y a toujours cette vieille différence entre les latins et les nordiques. Vous, les Latins - et André Philip passe pour être un de leurs représentants qualifiés aux yeux de nos amis nordiques - vous, les latins, vous voulez toujours bâtir des constitutions que vous faites belles, belles théoriquement, sans vous préoccuper de savoir ce que représente la vie ; vous verrez, après, si vous pouvez faire entrer la vie dedans. Nous, les anglo-saxons, les nordiques, nous voyons les choses différemment : nous ne faisons pas de constitutions ; nous prenons la vie comme elle est, nous essayons de la pousser autant que nous pouvons, nous prenons les organismes

qui existent et nous les faisons agir ; quant aux constitutions, elles finissent par se faire toutes seules".
Il y a là quelque chose de vrai, de très vrai.
C'est Jules Moch qui disait hier que "nous sommes arrivés souvent à faire des lois en avance sur les moeurs". C'est très vrai également et parfois on a éveillé - je pense à l'Union Française - des espoirs que notre force actuelle, à nous Socialistes, en France et en Europe, n'était pas en mesure de permettre de satisfaire, parce que les autres ne nous suivaient pas.
C'est vrai, ce reproche existe. C'est vrai qu'il n'y a pas de constitution écrite en Grande-Bretagne.
Mais, inversement, ce n'est pas vrai que cela puisse paralyser l'Europe, ce n'est pas vrai que cela puisse empêcher définitivement les choses d'avancer.
Ah ! ça va moins vite que nous le rêvons. Mais ça va plus vite que tu l'as dit !
Tu as évoqué le problème monétaire, mais il y a déjà une position anglaise nouvelle, il y a un progrès.
On évoquait tout à l'heure le plan Schuman. Mais, camarades, je veux saluer comme une chose remarquable qu'on n'ait vue depuis longtemps le fait que les représentants du Parti Socialiste, sans s'être concertés, avant de s'être concertés - puisque c'est seulement les 16, 17 et 18 juin prochains que nous sommes convoqués à Londres - aient fait les mêmes études, soient arrivés aux mêmes conclusions que celles qui vont être demain soir les nôtres.
C'est merveilleux et je dis que nous n'avons pas le droit de dire que cela n'avance pas.
Quant au plan politique même, strictement politique - nous disons plutôt organisationnel - il y a tout de même des progrès.
Strasbourg a éveillé un grand espoir.
Je suis d'accord avec toi pour dire que la prochaine assemblée sera définitive : ou bien cet espoir disparaîtra - et alors il eut mieux valu ne pas l'éveiller - ou bien nous ferons des progrès. Mais, pas d'illusions, nous ne ferons pas de progrès définitifs. Nous avons cependant une certitude déjà acquise : nous aurons avancé.
Il a fallu convaincre nos amis britanniques et nordiques, c'est vrai, mais regardez d'où nous sommes partis et regardez où nous sommes.
Il y avait une Assemblée. Elle était consultative, elle n'avait pas le droit de s'occuper de questions autres que celles mises à son ordre du jour ; elle n'avait pas de secrétariat personnel, on avait le droit de lui envoyer des membres nouveaux sans lui demander son avis.
Voilà pour l'Assemblée.
Il y avait un comité des ministres. Il n'avait qu'une seule autorité réelle, celle d'empêcher l'assemblée de faire quelque chose ; quant à lui, il n'avait aucune autorité vraie, car il était limité encore par la loi de veto et aussi, plus particulièrement, parce que les Ministres des Affaires Etrangères ont autre chose à faire et ne se réunissaient à peu près que deux fois par an.
Animé par les Socialistes, et plus spécialement par les Socialistes français, un mouvement s'est créé à l'assemblée.

Fondation Jean-Jaurès

Et où en sommes-nous ?
L'assemblée est maîtresse de son ordre du jour et le comité des ministres vient de l'accepter la semaine dernière.
L'assemblée aura un secrétariat particulier ; aucune admission nouvelle n'interviendra dans l'assemblée sans que la commission permanente, en attendant que ce soit l'assemblée, ait eu à en discuter.
C'est insuffisant, me direz-vous ? Bien sûr, mais quel changement !
En ce qui concerne le comité des ministres, il a été adopté, à l'unanimité, les propositions faites ici et acceptées par tous les Socialistes d'Europe et par tous les Européens, à savoir la création de ministres des Affaires européennes, avec la possibilité pour chacun de créer le département dans leur pays, de consacrer leur travail aux affaires européennes.
Modification du mode de votation dans le comité des ministres, supprimant la règle d'unanimité, ce qui permet à un représentant d'un gouvernement qui n'accepte pas de dire : "Je fais des réserves mais je ne m'oppose pas", de continuer à participer à toutes les discussions, ce qui empêche qu'une entente quelconque soit dirigée contre un pays participant.
Enfin, la dernière modification qui n'est pas encore adoptée, puisque nous nous réunissons la semaine prochaine, consistera à dire que toutes les propositions de l'assemblée seront obligatoirement renvoyées aux Parlements respectifs.
Ce n'est pas suffisant. Vous tous, camarades, qui attendiez mieux l'année dernière, vous devez être un peu déçus, mais quand on dit que ce sera cela ou rien, que nous aurons le choix entre le grand rêve, irréalisable, que l'on sent - mais que l'on sent comme une formule d'avenir - et, au contraire, le succès, mais pas à pas, par le combat, on peut dire, après avoir rencontré Bevin, la semaine dernière, auquel on se doit, les Socialistes français et les Socialistes de partout, même et surtout quand il y a des désaccords sur le plan de la rapidité dans l'action entre lui et nous, on se doit de tirer notre chapeau. A cette grande figure internationale, à cet homme qui, à l'heure actuelle, terriblement malade, est entré de nouveau à l'hôpital depuis trois jours et qui, cependant, a fait des efforts fantastiques pour venir avec nous, qui a fait vers nous un effort de compréhension gigantesque, on peut dire que, vraiment, l'entente entre les Socialistes internationaux, sur ces problèmes-là, peut nous permettre d'aller vite.
Alors, voyez-vous, camarades, je ne veux pas qu'on puisse dire que si nous ne faisons pas quelque chose de définitif, nous ne pourrons pas le faire - autrement, c'est une condamnation que vous prononcez - que si nous ne faisons pas quelque chose de total, nous serions dans deux ans dans la mesure d'en discuter dans des camps de concentration russes. Ce n'est pas vrai.
Nous n'allons pas aller aussi vite que vous le voulez ; nous allons nous hâter mais, selon la formule de l'autre, pour réussir... nous nous hâterons lentement. Et j'en viens à la proposition Schuman. Est-ce là seulement la solution du problème allemand - car c'est ainsi que c'est tout d'abord proposé ?
Je voudrais dire d'abord à notre ami Jules Moch, dont je comprends - et je n'en dirai pas plus - la position et les réserves, que tout le Parti, quant à la nuance près, est certainement d'accord avec lui pour ne rien pardonner et ne rien oublier

mais, ceci dit, je crois qu'il nous faut, en même temps, dire que tout doit être fait pour aider les démocrates allemands, je dis bien les démocrates allemands dignes de ce nom, pour les aider au maximum à mériter de nouveau leur place dans la démocratie européenne. Nous avons parmi nous notre camarade Heine, un de ceux dont nous pouvons saluer le courage dans la lutte contre l'hitlérisme.
C'est pour cela que nous pouvons lui demander d'être notre interprète auprès de nos camarades sociaux-démocrates allemands pour leur dire qu'il y a parfois, dans leur attitude et dans certains discours, des choses que nous ne pouvons pas accepter.
Ce n'est pas une méthode susceptible de renverser le courant nationaliste en Allemagne que de s'en faire - si peu que ce soit - le porte parole ou le prisonnier. Et il ne faut pas que soit vraie la boutade déjà répandue qui affirme : "Le problème n'est pas de savoir quelle politique sera faite en Allemagne, il est seulement de savoir qui la fera".
Nous ne pouvons accepter cela : il est bon que ce soit dit et que ce soit connu de nos amis allemands.
Mais, ceci posé, je voudrais dire à Pineau, plus encore à André Philip que, non pas tellement quant aux conclusions qui, au fond, sont les mêmes, mais quant à la tonalité, je me sentirais plus près des conclusions auxquelles arrive Jules Moch que de celles auxquelles vous arrivez.
C'est un problème que le Congrès devra trancher.
Votre crainte du transfert du commerce puis, après le commerce, des relations vers l'est, dans le cas où entre l'Allemagne et la France, ne se feraient pas les accords voulus, est sérieuse.
Le Parti a une position bien connue : nous sommes de ceux qui souhaitons que soient maintenus, et augmentés si possible, tous les échanges est-ouest, non pas que se trouvent ainsi résolus tous les problèmes que ces échanges peuvent soulever, mais parce que leur suppression ne pourrait qu'aggraver ces problèmes.
Mais, revenons à la question même : est-ce que, vraiment, nous en serions là ? Est-ce que, vraiment, le choix est déjà celui-ci ? Est-ce que c'est là tout ce qu'on peut attendre de la démocratie allemande ? Est-ce que nous en sommes à nous dire : la politique des Alliés, de tous les Alliés a été telle depuis la libération que les Allemands vont nous poser ce dilemme : avec vous ou contre vous ?
Il y a eu, dans l'intervention de Heine, une phrase que j'ai relevée avec plaisir - il n'en a pas été de même de toutes - c'est celle dans laquelle il a dit : "le Parti social démocrate est le seul auquel ne soit pas permis, d'après ses statuts mêmes, de jouer la carte orientale".
Il faut espérer qu'il en est de même de toute la démocratie allemande, ou alors c'est qu'il n'y aurait pas de démocratie allemande et qu'elle ne serait même pas en train de se reconstituer.
Mais, sans parler des Allemands eux-mêmes, est-ce que nous en serions là en ce qui concerne nos alliés ? Est-ce que, vraiment, nous serions enfermés dans ce dilemme : soit collaboration franco-allemande - c'est la formule de Pineau - vraisemblablement assez libérale, dans le sens que l'on donne au mot "libéral",

c'est-à-dire avec tous les dangers économiques que cela représente, soit collaboration germano-russe ?
Je ne crois pas, camarades, je suis convaincu qu'il est d'autres solutions et je vais me permettre de vous dire dans un instant la seule que les Socialistes puissent défendre.
Autre conclusion : faut-il, comme Philip, arriver à conclure au fond de son cœur - même s'il ne se l'avoue pas tout à fait et je voudrais qu'il me donnât un démenti si je me suis trompé - qu'il faut faire une Europe et qu'il vaudrait mieux une Europe capitaliste que pas d'Europe du tout ?
Je me suis posé la question personnellement, et vous avez le devoir de vous la poser chacun de vous, car c'est à ces questions que le Congrès actuel va devoir apporter des réponses.
Une Europe libérale, ou plus exactement l'embryon d'une Europe que représenterait le duo franco-allemand ! Je le dis comme je le pense : du point de vue simplement français - même pas du point de vue spécifiquement Socialiste - c'est une impossibilité et, du point de vue Socialiste, c'est quelque chose de pire encore que du point de vue français. Ce duo franco-allemand, c'est l'écrasement de celui des deux pays qui a cherché à donner le meilleur standing de vie à son prolétariat, même s'il n'a pas fait grand-chose de bon… (applaudissements) … c'est le dumping social certain, c'est l'avantage à celui qui, à l'heure actuelle, chez lui, fait travailler soixante ou soixante-dix heures et n'a pas de sécurité sociale.
C'est impossible ! Je ne considérerai jamais comme un progrès le fait de transférer en France les deux millions de chômeurs qu'il y a en Allemagne !
(Applaudissements)
La solution, c'est de supprimer les chômeurs allemands, la solution c'est d'amener l'Allemagne à se donner une situation différente pour employer tout son prolétariat, pour faire bénéficier chacun de son droit au travail, et non pas, pour sauver le capitalisme allemand et français, de permettre un transfert !
Il n'y a personne qui puisse y penser !
Depuis la libération, avant la libération même, dès que le Parti Socialiste a pris position sur la question allemande, il a dit : "Impossible de régler le problème allemand aussi longtemps qu'il se posera sur le plan des intérêts contradictoires des Etats intéressés". Donc, pas de question quant à ce duo.
En plus, ça voudrait dire quoi ? Une offensive contre la Grande-Bretagne ! Offensive contre la Grande-Bretagne pour deux raisons - et vous allez retrouver certainement des préoccupations que j'évoquais dès le début de mon intervention, qui ont pu étonner certains d'entre vous, lorsque j'évoquais les forces en présence mais j'avais des raisons de le faire - offensive contre la Grande-Bretagne, à la fois parce qu'elle est travailliste, qu'il y a le plein emploi, que le capitalisme a besoin d'empêcher la réussite du plein emploi étant donné qu'il a besoin, comme je le disais il y a un instant, de l'armée de réserve que représentent les chômeurs contre les travailleurs, et puis - et c'est cela qui est triste à dire - parce qu'elle est anglicane et que ce problème commence à se poser en Europe. Vous n'avez qu'à réfléchir à ce que sont les chefs des

gouvernements européens, à l'heure actuelle... c'est de la folie, une folie invraisemblable, mais enfin c'est un fait ! Alors, nous devons dire : "Non, nous n'accepterons pas cette offensive contre la Grande-Bretagne " !
Et je me suis posé le problème sous une autre forme :
Une Europe qui se constituerait libérale, selon le mot qu'on emploie ; encore qu'il soit faux car il n'y a plus de place pour un capitalisme libéral en Europe ; il y aura place pour un capitalisme planifié et, en Europe, le choix n'est pas entre le libéralisme et la planification Socialiste mais bien entre la planification Socialiste et la planification cartellisée par les intérêts privés… (applaudissements)… une Europe comportant une majorité de gouvernements conservateurs et capitalistes - je ne veux plus dire "libéraux" - et qui feraient l'Europe sans nous, contre nous, et sans que nous y apportions notre part de responsabilités ; je m'excuse, mais je pense tout haut… est-ce qu'au fond ce ne serait pas là une chance pour que, si l'évolution se fait normalement, dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans, un Socialisme européen puisse s'imposer ?

Dans la salle - Très bien !

Guy Mollet - Je me suis donc posé la question et je suis arrivé à la conclusion que non seulement ce n'était pas cela, mais que c'était justement le contraire.
Je vais vous dire pourquoi : il n'y a pas d'exemple de cette évolution, qu'on disait normale, du capitalisme monopolisateur vers le Socialisme.
Je pense encore à cet article de Léon Blum dans lequel il disait que " peut-être ce seraient les Etats-Unis d'Amérique qui connaîtraient le plus vite le Socialisme" et ce n'est pas impossible, loin de là, mais en Europe, il y a un problème différent : c'est qu'au lendemain même de la création de cette société européenne capitaliste dans le "laisser-faire", au lendemain même, c'est la misère ouvrière généralisée, c'est le malheur un peu partout.
Et croyez-vous qu'en Europe, là où nous sommes placés, c'est le Socialisme démocratique qui en serait bénéficiaire ? Je réponds "non". Au contraire c'est entrer exactement dans le jeu où veut nous enfermer le bolchevisme international, car les bénéficiaires, alors, ce seraient eux.
Vous avez le droit d'avoir pensé que ce pouvait être une solution, mais je pense que vous serez quasi unanimes à dire : "Non" à cette position.
Nous sommes nets - il faut que la réponse soit nette - "rien contre", et je vais plus loin, "rien sans la Grande Bretagne travailliste". J'ai été tellement heureux de l'entendre dire, à cette tribune, après quelques camarades du Parti français, par notre camarade White, parlant au nom du Parti anglais.
J'en arrive au plan Schumann, maintenant, et je m'excuse d'être long.
Le plan Schumann ! Quel est le problème posé ?
Je vais prendre un exemple et, pour ce faire, je retiendrai deux chiffres qui m'ont le plus frappé, dans l'exposé de Philip je crois : en 1952, la production européenne de tonnes d'acier sera d'environ 69 millions et le maximum de la consommation interne, plus l'exportation prévisible, atteindra 61 millions.
Voilà les deux chiffres : 69 - 61.

Il y a deux solutions : ou bien il y aura, avec notre accord - ou notre complicité - ou contre nous. Dans l'hypothèse où ça devrait se faire contre nous, il y aura un cartel franco-allemand, cartel d'intérêts privés, c'est-à-dire la réédition de ce qui a existé autrefois. Et quel sera le rôle de ce cartel ? Il va planifier, vous pouvez être tranquilles, mais en ramenant la production de 69 millions à 61 millions. C'est très simple : il va planifier en réduisant la production, car c'est la seule façon, pour lui, de maintenir les prix, ce qui est la préoccupation constante et unique des capitalistes dans le monde.
Autrement dit, cela signifie chômage, et comme il y a communauté à ce moment-là, vases communicants, cela signifie chômage pour le moins bien appelé à se défendre, c'est-à-dire plus particulièrement : chômage en France. Aucun bénéfice pour le prolétariat allemand, une perte formidable pour le prolétariat français et, en plus de cela, une diminution invraisemblable de la production !
C'est la première hypothèse.
Seconde hypothèse : une organisation européenne qui va avoir une seule préoccupation : le développement de la consommation de 61 millions de tonnes vers les 69 produites ; c'est d'ailleurs la préoccupation que Philip exprimait, que Moch exprimait, que Pineau exprimait. Mais qui la fera ? Les capitalistes privés de l'acier, eux qui bénéficient des investissements en ce moment ?
Non, il faut les priver de ces investissements pour les reporter sur les industries de transformation et de consommation.
Ils ne peuvent pas être d'accord avec nous là-dessus, ils seront obligatoirement nos adversaires !
Peut-on tendre à cette solution européenne ? Alors, oui, sans réserve, et c'est la raison peur laquelle les Socialistes français ont déjà répondu, dans un communiqué du Comité directeur - insuffisant, trop nuancé, nous étions trop près du Congrès et nous voulions que le Congrès fixe lui-même véritablement la politique du Parti sur un problème d'une telle gravité, problème qui va engager tout l'avenir, pour l'Europe et pour la France, puisque, ainsi que vous le savez, le reste de la politique française va dépendre de ce qui va être fait sur le plan européen - c'est pourquoi le Parti a dit : Il y a des avantages, bien sûr, cela crée un nouveau climat ; il est heureux que la France, la première, dise que les problèmes économiques doivent se traiter avec une autorité supranationale.
C'est là quelque chose de remarquable et c'est pourquoi on n'a pas le droit de dire "non", mais on doit dire aussi que si certaines conditions n'étaient pas remplies, notre "oui" ou notre "peut-être" se transformerait en un "non" énergique. C'est cela qu'il faut qu'on sache !
Quelles sont les conditions ?
J'en ai évoqué une : jamais contre et jamais sans la Grande Bretagne.
Ensuite, il faut fixer à cette autorité supranationale des moyens d'action. Il faut que l'autorité qu'on va créer ne se borne pas à un nombre de fonctionnaires sans pouvoirs ; il va donc falloir une législation appropriée, fixant les pouvoirs réels de cette autorité.
Troisième problème : devant qui sera responsable cette autorité ?

Il faudra qu'on le dise. Il faudra que ce soit, je ne dis pas devant le Conseil de l'Europe sous sa forme actuelle !... Mais devant un organisme émanant du Conseil de l'Europe, un contrôle parlementaire, un contrôle de l'opinion publique. Il faudra une participation des grandes organisations ouvrières.
Il y a un certain nombre de conditions absolument indispensables à faire respecter. Il faudra, en particulier - et là c'est une préoccupation commune avec les social-démocrates allemands avec lesquels je regrette qu'on n'ait pas davantage de préoccupations communes - qu'il soit impossible, comme ils le disaient, que cela gène la revendication allemande, le jour où ils seront devenus majoritaires en Allemagne, de socialisation des grands moyens de production de l'acier en Allemagne. Il faudra que cela ne gêne pas cette revendication mais empêche le retour aux postes de commande des anciens grands propriétaires allemands.
Camarades, voilà ce qu'il faut dire sur les problèmes internationaux.
Sur tous les problèmes : confiance.
Sur tous les problèmes : vigilance.
Sur tous les problèmes : action Socialiste internationale, dans toute la mesure du possible, sans illusions.
Je suis long. Je vais vraiment abréger maintenant et vous allez voir que je vais aller très vite sur la politique intérieure et sur la politique de l'Union française.
Sur l'Union Française, je n'ai rien à ajouter à ce qui a été merveilleusement dit par plusieurs camarades, notamment par Lamine Gueye et Bidet. Je ne vais pas entrer dans le fond du problème ; je dirai simplement ma conviction, après avoir entendu de nombreux camarades, au cours de conversations particulières, que jamais les chances du Socialisme n'ont été aussi grandes dans l'Union Française qu'elles le sont actuellement et, réciproquement, l'Union Française et ses représentants savent qu'à l'heure actuelle, il n'y a plus qu'un espoir pour eux ; c'est ce que représentent le Parti Socialiste et le Socialisme d'une façon beaucoup plus large.
(Applaudissements)
Sur la politique au Viêt-Nam, j'espère que vous avez tous présent à l'esprit ce qu'a été l'intervention de Deferre. Je crois qu'elle devrait tracer les lignes essentielles de la politique du Parti.
Sur la politique intérieure, je me félicite vraiment de ce qu'on ait accordé une part aussi petite dans nos débats à ce qui, à en croire les augures d'une certaine presse, devait être la partie importante... à savoir la participation.
Je me félicite que 1'immense majorité, la quasi unanimité du Congrès, donc du Parti, ait estimé que ce n'était pas un problème d'actualité, mais bien un problème fonction des circonstances et qu'il n'y avait pas de changement dans les circonstances, depuis notre départ, qui justifie que le problème se pose à nous.
Je n'insiste pas. Certains textes de motions dont j'ai eu connaissance, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine-et-Oise, etc.… disent là-dessus des choses excellentes qu'il suffira de renvoyer à la Commission des résolutions.

Fondation Jean-Jaurès

Sur le problème laïc, je dois dire que je me suis félicité des interventions de camarades, en particulier de Ramadier, de Deixonne et de notre camarade Giraud, du groupe Jaurès, mais, peut-être plus encore que de ces trois là qui, eux, ont dit ce que nous pensons tous et l'ont dit avec beaucoup de volonté, je me suis surtout félicité de ce que notre camarade Jules Moch, dans son intervention, a tenu a dire, car il a raison : on a exploité d'une façon terrible contre nous et contre notre conception de la laïcité cette affirmation loyale qu'il a faite un jour au nom du Parti "qu'en toute loyauté, certains problèmes pouvaient se discuter librement entre hommes sincères". Hélas, espérons que dans l'avenir cela changera, mais les réponses apportées jusqu'ici, l'utilisation que l'on a faite de ce propos nous ont prouvé que la sincérité, à l'occasion, était à sens unique...

Jules Moch - En le falsifiant !

Guy Mollet - "En le falsifiant", oui. Il est donc nécessaire que l'unité du Parti s'affirme sur ce point et je n'ai aucun doute, il le fera.
Et j'en arrive à la partie la plus importante, la seule sur laquelle je veuille dire quelques mots.
J'ai parlé, au début, de la défense de la liberté, puis de la défense de la paix et il semblerait que j'aie oublié le dernier passage : la lutte contre la misère.
Eh bien, camarades, c'est précisément si nous pensons strictement à ce dernier point : la défense de la misère, la lutte contre la misère, qu'il va devenir très facile d'établir notre programme, les lignes d'action de notre programme.
Il suffira d'affirmer un certain nombre de principes : le droit au travail - la notion de plein emploi s'y trouvera comprise - le droit à la santé, le droit à la sécurité sociale, le droit à l'habitat, le droit et la possibilité, à l'heure qu'il est, d'améliorer - et tous l'ont dit, je le répète - d'améliorer la condition humaine, d'améliorer le pouvoir d'achat. Il y a une démonstration à ce sujet que d'autres ont faite mais que j'ai trouvée particulièrement pertinente dans l'exposé de Pineau ; des raisons qui valent, à l'heure actuelle, pour justifier la possibilité d'augmenter les salaires, alors que ce n'était pas possible dans une période de pénurie.
Avec tout ça ramassé, tout ce qui a été dit par vous tous, camarades, tout ce qui sera apporté par les textes de résolutions que nous allons faire, je suis sûr qu'il sera très facile de bâtir la ligne générale d'action qui servira de base pour l'établissement de notre programme.
Il en est de même en ce qui concerne la nécessité, déjà soulignée par tous et reprise par moi, des investissements dans les industries de transformation - même si cela doit se traduire par une inflation du crédit - et, plus particulièrement, dans toutes celles qui touchent à la construction et à l'habitat sous toutes ses formes.
Il nous suffira de dire tout cela clairement, de faire comprendre, au pays d'abord, à nos amis étrangers ensuite, que là seulement, à notre avis, est le salut. Et il nous suffira de fixer vraiment "une politique offensive Socialiste" - et j'emploie là le mot employé par beaucoup.

Fondation Jean-Jaurès

Nous nous sommes trouvés trop longtemps obligés, parce que des atteintes immédiates se manifestaient contre la liberté, de dénoncer les menaces, de dénoncer les dangers, nous avons été contraints trop longtemps à faire essentiellement, pendant un moment, de l'antifascisme, et de l'antibolchevisme - je ne dis pas de l'anticommunisme. Camarades, 1'antifascisme, comme l'antibolchevisme, ce sont des nécessités de l'action, cela ne constitue pas pour autant un programme. Le programme, c'est ce qui a été présenté par les uns et par les autres, c'est ce qui ne consiste pas à "opposer", mais à "proposer". Nous pouvons ainsi définir notre propre politique.
J'en ai terminé, camarades, et je vais conclure, simplement, sans grandes phrases, par les mots même que j'employais au début de mon intervention :
Au nom du Parti, je vous dis que nous avons tous le droit d'être vraiment très heureux et très fiers. Fraternellement unis, tous, et probablement parce que nous avons été fraternellement unis, nous avons réussi à démontrer aujourd'hui notre volonté de conserver grand et fort un Parti qui sera digne de ceux qui l'ont créé et qui sera digne de la grande Maison, de la vieille Maison, et qui sera digne de la grande cause qu'il sert : le Socialisme démocratique.
(Vifs applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, il reste deux orateurs inscrits ; comme nous avons séance à 21 h et qu'un certain nombre d'orateurs ont renoncé à la parole, je me demande s'il ne serait pas plus sage, après l'intervention de Guy Mollet, de suspendre maintenant nos travaux et de les reprendre à 21 h précises.
Je vous rappelle, camarades, que pour le vote au Comité directeur et à la Commission féminine nationale, vous avez dès maintenant les bulletins de vote à votre disposition : le scrutin aura lieu de 21 h à 23 h.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
42ème congrès national des 25, 26, 27, 28 et 29 mai 1950

Séance du dimanche 28 mai 1950 (soirée)

La séance est présidée par Lamine Gueye, assisté de Tellier, Conquier et Guelde.

Pierre Commin - On demande au Bureau :
Les fédérations du Cantal, des Côtes-du-Nord, Drôme, Ille-et-Vilaine, Martinique, Gers, Belfort, Sénégal, Tarn, Vosges, sont priées de retirer leurs enveloppes et bulletins de vote à la table à droite de la tribune.

Le président (Lamine Gueye)
Chers Camarades, la séance est reprise.
La parole est à notre camarade Renaudel.

Coll. Fondation Jean Jaurès

M. Renaudel

Camarades, je ne voudrais retenir l'attention de ce Congrès que pendant quelques minutes, et je voudrais seulement préciser la position qu'un certain nombre de nos amis de la fédération de la Seine ont cru devoir prendre lors du dépôt de la motion que nous avons présentée au Congrès fédéral.

Nous voudrions tout de suite préciser que, comme le disait si justement un des orateurs de cet après-midi, la question de la participation gouvernementale ne se pose pas en effet pour le moment. Nous voulons aussi insister sur le fait que la politique de soutien que nous préconisons, ou plutôt que nous subissons à l'heure actuelle, est une politique que peut-être nous ne pouvons pas continuer. Et lorsque l'on examine les motions qui ont été présentées sur le plan national, on est déjà étonné de ne trouver dans le bulletin intérieur du Parti que les conceptions d'une minorité, la majorité n'ayant pas cru devoir exprimer par un texte, dans ce bulletin intérieur, (qui est pourtant un bulletin qui devrait servir aux fédérations pour prendre leurs décisions) clairement, les conceptions de la majorité.

Mais on trouve cependant des textes, et parmi ces textes on trouve ceux de camarades comme Depreux, Jacquet, Philip, Pivert, qui disent qu'ils sont précisément contre le retour des Socialistes à un gouvernement, quel qu'il soit, avant les prochaines élections ; mais qui précisent d'autre part, que néanmoins ils restent partisans du soutien à un gouvernement qui serait investi par la majorité parlementaire républicaine actuelle.

Et puis alors, il y a ceux qui, comme Boutbien, Roger Clair, de la fédération de la Seine, pensent - et qui le disent d'ailleurs, et qui l'écrivent par avance - que nous ne devons pas retourner au gouvernement, à un gouvernement quel qu'il soit, avant les prochaines élections, mais qui précisent tout de suite que le Parti Socialiste ne peut pas rester lié à la majorité républicaine actuelle et que par conséquent le Parti Socialiste ne peut pas apporter son soutien à un gouvernement, même présidé par M. Queuille ou par M. Bidault, ou d'autres.

Je sais bien, camarades, que les radicaux auxquels nous avons souvent affaire, ne sont pas tous pétris de la même farine. Je sais bien que les radicaux sont prêts à glisser sur la droite. Nous savons que M. Bidault n'est pas prêt à faire la politique du Parti Socialiste dans bien des domaines. Et c'est pour cela que, dans la Seine, nos camarades ont recherché en dehors du problème de la participation, les conditions que devrait remplir un gouvernement, si nous devions un jour de nouveau y participer avec lui. Et nous avons tenu à préciser, en ce qui nous concerne, qu'il se jouait à l'heure actuelle une espèce de partie politique, ressemblant à une partie d'échecs, avec devant nous des partenaires politiques, mais des partenaires politiques avertis. Et nous avons pensé que les camarades qui préconisent et qui écrivent à l'avance, et qui précisent par des textes la décision immuable que le Parti prendra prochainement, commettent une faute politique car nous pensons que le Parti doit rechercher surtout l'efficacité. Et l'efficacité ne réside pas dans des formules rigides, dont on se sert pour refuser systématiquement notre collaboration à une majorité républicaine gouvernementale, collaboration qui, cependant, serait possible selon la présence

de certains de nos amis ou de nos camarades au sein des gouvernements. Là, je voudrais dire tout de suite que je retrouve dans la motion de Depreux, Jacquet, la fin suivante qui précise que le Parti Socialiste peut maintenant affirmer hautement son indépendance totale à travers tout le pays, au Parlement, dans les réunions publiques et dans la presse.

Mais qu'est-ce que cela veut dire, camarades ? Est-ce que nous n'avons pas toujours été indépendants à travers tout le pays ? Au Parlement lui-même, et dans les réunions publiques, et dans la presse ? Et cela même quand nous avions des ministres Socialistes au gouvernement ?

Nous n'entendons pas être liés à l'existence d'un gouvernement, quel qu'il soit. Mais cette déclaration d'indépendance, que vaut-elle ? Est-ce que vous prenez réellement des camarades comme Ramadier, des camarades comme Jules Moch, des camarades comme Daniel Mayer, pour des domestiques de gouvernement ? Je vous le demande, lorsqu'il était présent au sein du gouvernement, est-ce que ce n'est pas Daniel Mayer lui-même qui précisément a mené au sein de ce gouvernement le combat en faveur des travailleurs ? Est-ce qu'il n'a pas réclamé ce qui compte à l'heure actuelle le plus pour la classe ouvrière, c'est-à-dire son bifteck ? N'a-t-il pas précisé que les salaires devaient être revalorisés ? Et alors devons-nous considérer précisément qu'il suffit de s'en aller du gouvernement, de fuir les responsabilités - car ce sont de grosses responsabilités lorsque l'on est ministre du travail et que l'agitation se fait dans le pays, ce sont de grosses responsabilités lorsqu'on est ministre de l'Intérieur et que le feu est en train de couver dans les puits de mines - est-ce que vous ne croyez pas que précisément le rôle de nos ministres est important dans ce cas-là et que leur présence se justifie pleinement dans ce cas-là ?

Jacquet nous dit : mais oui, nous pouvons participer, nous participerons mais dans certaines conditions, et nous pensons qu'il n'y a que deux conditions dans lesquelles nous puissions participer : celles où il y aurait un danger de putsch communiste ou un danger de coup d'Etat gaulliste.

Nous répondons : ce n'est pas dans ces conditions et dans ces circonstances seulement qu'il nous sera permis de participer au pouvoir. Voyons camarades, pensez-vous que le Comité central du Parti Communiste vous donnera un coup de téléphone la veille, le jour où précisément ce putsch communiste éclatera ? Ce n'est pas à ce moment-là qu'il faudra penser à avoir un ministre de l'Intérieur pour s'élever contre les instructions et contre l'insurrection armée dans Paris. Et à ce sujet je voudrais dire qu'il nous faut en effet tenir compte de la puissance du Parti Communiste lui-même, de cette puissance que certains d'entre nous qui sommes dans des administrations et dans des sociétés nationalisées, touchons de près tous les jours sur les lieux du travail. Et justement hier, notre camarade Rabier d'Oran est monté à la tribune de ce Congrès pour nous parler précisément de certains licenciements qui avaient lieu dans certaines grosses compagnies d'aviation.

Je voudrais dire tout de suite que, en tant que Socialistes, nous devons évidemment rechercher l'abaissement des prix de revient dans les entreprises nationalisées. Et ces prix de revient, en ce qui concerne cette compagnie,

comportent à la fois les frais directs et les frais indirects de vol, c'est-à-dire les frais qui sont faits au sol d'une part, et les frais sur lesquels on ne peut pas s'appesantir et qui sont immuables, touchant précisément le personnel navigant, les carburants, essence et huile, plus l'amortissement du matériel, plus les assurances portant sur la casse de ce matériel. Alors vous avez les frais indirects que vous devez amortir et qui sont les frais d'escale et les frais du Siège, les frais d'administration, et nous pensons en effet que ces frais doivent être réduits. Mais ce qui nous choque personnellement, ce n'est pas tellement que l'on s'intéresse depuis un certain temps à l'abaissement des prix de revient dans cette compagnie, surtout du prix de revient au kilomètre avion, ce qui nous choque c'est qu'une décentralisation ou plutôt une centralisation soit faite sur Orly.

Or, vous le savez camarades, nous avons un directeur général qui, à un moment donné, a cru devoir emplir Orly d'un certain nombre de spécialistes, et ces spécialistes n'avaient en somme qu'une seule valeur et une seule compétence : celle d'avoir leur carte du Parti Communiste dans la poche. Et je vous le dis ici, la centralisation sur Orly est une chose qui renforcera nécessairement la puissance communiste à Orly. Et là est le danger. Car d'abord en cas d'attaque, et pour des raisons de défense nationale, Rabier a raison de dire qu'il ne faut pas centraliser tout ; il ne faut pas que tous les avions soient basés à Orly mais qu'une partie soit en effet entretenue et révisée au centre d'Alger. Et voyez-vous - j'en ai fini - je voulais simplement attirer votre attention sur le fait que ces problèmes sont complexes, et que le comité d'entreprise qui aurait dû s'en occuper mais qui avait été surtout nommé sous l'égide de M. Charles Tillon, est un comité d'entreprise qui s'est surtout occupé des "comités patates" comme on les a appelés, qui, au lieu de faire le travail de surveillance de gestion de la compagnie s'est occupé de tout autre chose ; et c'est la raison pour laquelle nous pensons que les travailleurs de ce pays doivent prendre conscience de leur responsabilité dans ces comités d'entreprise.

C'est aussi la raison pour laquelle nous demandons qu'on revigore les groupes Socialistes d'entreprises de la région parisienne.

Ne vous y trompez pas : déjà le Parti Communiste a donné des instructions pour ses cellules d'usines.

Vous devez, vous, renforcer l'activité des groupes d'entreprises. Vous savez les difficultés rencontrées du fait de la fondation de FO, nos camarades pensant en effet que du fait de la création de Force Ouvrière il n'était plus nécessaire de maintenir la force ouvrière Socialiste dans les usines. Eh bien, je vous dis, camarades, que c'est une grosse erreur. Je m'adresse à cette tribune, plus qu'aux délégués du Congrès ; je leur dis : Camarades des usines, demain ressemblez autour de vous, unissez les travailleurs qui se trouvent dans ces usines, et alors peut-être arriverons-nous précisément à assurer une meilleure gestion de la société en assurant la gestion meilleure des entreprises nationalisées qui sont en somme le retour des propriétés qui n'auraient jamais dû quitter la nation. Je vous dis : ouvriers des usines, unissez-vous! Délégués de ce Congrès, au travail, pour l'ordre, contre le désordre du capitalisme, pour la solidarité internationale des peuples ! Et je suis certain qu'en disant cela, les travailleurs qui sont ici auront

compris qu'il est nécessaire une fois pour toutes de faire l'unité, l'unité ouvrière oui, mais pas derrière les mots d'ordre du Kominform mais derrière le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Les fédérations du Cantal, des Côtes-du-Nord et de Belfort sont priées de retirer leurs bulletins de vote à droite de la tribune.
La parole est à Leenhardt, pour vingt minutes.

Francis Leenhardt

Je ne sais pas, camarades, si vous avez lu la presse parisienne le matin de l'ouverture de notre Congrès, mais parmi les pronostics d'ailleurs erronés qu'elle avait faits annonçant que nous nous disputerions sur la participation, que tout le Congrès serait consacré à la réforme électorale ou aux empiétements sur la laïcité, il n'y a qu'une chose que la presse n'a pas pronostiquée et que je regrette, c'est qu'il pourrait sortir de ce Congrès un changement dans la politique économique du gouvernement que nous soutenons actuellement.
Et pourtant, c'est ce changement que tout le pays attend.
Je dispose d'un temps beaucoup trop court pour vous apporter ici des chiffres, des faits, sur le développement de la mévente dans le pays, sur l'accroissement du chômage, sur le ralentissement de la production dans certains domaines, ou sur l'amorce du malthusianisme du côté patronal. Mais d'ailleurs je me réfère à déjà plusieurs discours, notamment ceux de Pineau, ceux de Ramadier et ceux de Gullon qui ont fait Etat de cette amorce de crise économique qui est sensible surtout dans les grandes villes et qu'en tout cas nous ressentons particulièrement à Marseille.
On est, grosso modo, d'accord sur ce qui a déterminé ces premiers signes de dépression. Personne ne soutiendra, dans ce Congrès, que ce soit la surproduction qui soit cause de la mévente ou du chômage.
Daniel Mayer rappelait tout à l'heure qu'incontestablement cela était dû à la sous-consommation, puisque nous savons bien qu'il y a d'immenses besoins à satisfaire et que, s'ils ne sont pas satisfaits, c'est par suite de l'insuffisance du pouvoir d'achat. Mais ce que je voudrais souligner comme une vérité éclatante et évidente, c'est cet étonnant divorce qui existe actuellement, d'après les indices qui sont à notre disposition, entre la masse des produits disponibles pour la consommation et la masse monétaire qui est offerte pour l'achat.
Je me bornerai à rappeler simplement que, si notre production atteint actuellement environ 125% de ce qu'elle était en 1938, elle s'écoule à des prix qui sont vingt fois supérieurs à ceux de 1938. Au regard de cela, la circulation monétaire n'est actuellement qu'au coefficient 13 par rapport à 1938 ; les dépôts bancaires sont au coefficient 19, et les salaires au coefficient 15. Mais pour vous montrer à quel point la circulation monétaire est faible, je voudrais vous citer un chiffre qui a été calculé par la Banque de France, qui a donc un caractère éminemment officiel. La circulation monétaire en 1938 était de 112 milliards. Si nous calculons la circulation actuelle en francs de 1938, cette circulation ne

serait aujourd'hui que de 65 milliards, soit une circulation presque inférieure de moitié à ce qu'elle était en 1938.
Et alors, c'est précisément ce divorce considérable existant entre la masse des produits à consommer et les possibilités d'achat existant de l'autre côté, qui constitue le fait essentiellement anormal. Par contre ni l'amorce de mévente, ni le développement du chômage, ne sont anormaux en face d'indices tels que ceux que je viens de citer.
Comment en est-on arrivé là ? Je crois qu'il faut poser la question pour bien comprendre et tâcher de se trouver d'accord ensuite sur les remèdes.
Je crois que l'on est arrivé là parce que la lutte contre l'inflation a été très confuse et incohérente. Car on luttait contre une inflation qu'on négligeait de définir, et nous avons même négligé entre nous de la définir. Guillon disait hier que c'était à notre actif d'avoir réussi à juguler l'inflation. Eh bien je dis que c'est une pauvre victoire que celle qui a été obtenue si péniblement que pendant qu'on luttait contre l'inflation, les prix sont passés de 250 frs à 2 000 frs de 1944 à 1950. Je trouve que cette victoire est véritablement médiocre.
Si une telle glissade dans les prix a été possible ce n'est pas seulement parce qu'il y avait la CGT qui périodiquement déclanchait des grèves pour obtenir des secousses dans les salaires, extrêmement violentes, qui ont été de l'ordre de 25 et 40%, et qui entraînaient ensuite des hausses de prix ; ce n'est pas seulement pour cela ; c'est parce qu'on agissait surtout sur l'inflation des crédits, et on ne voulait pas reconnaître que - seuls des hommes comme Mendes-France et comme Nogareau, que j'ai cités longtemps, il y a un an et deux ans, l'ont dit - la véritable inflation, celle qui entraînait les autres, c'était l'inflation des prix prenant sa source dans la pénurie. Seul le gouvernement homogène de Léon Blum s'est véritablement attaqué à ce qui était la cause essentielle de l'inflation.
Le résultat c'est que, si aujourd'hui l'inflation est arrêtée, je crois que ce n'est pas parce que l'on s'est acharné à maintenir l'équilibre budgétaire mais parce qu'on a pu développer la production à un niveau suffisant, l'inflation a été jugulée en réalité par l'abondance.
Mais l'abondance retrouvée, les indices montrent ne que nous ne sommes pas restés dans le palier des stabilisations et que nous sommes déjà en pleine déflation.
Est-ce qu'on va laisser cet état de chose, ce désaccord subsiste entre la masse des produits et la masse du pouvoir d'achat ? Est-ce qu'on va continuer à appliquer les mêmes remèdes, la même médecine ? Aujourd'hui nous sommes dans la déflation alors que nous étions dans l'inflation. Ce serait véritablement développer dans ce pays l'asphyxie. J'ai expliqué cette situation devant l'Assemblée Nationale, le 28 mars, lorsque j'étais rapporteur d'une proposition radicale-socialiste ; faites attention, ce n'était pas une proposition émanant de chez nous que cette proposition Delbos tendant au desserrement des crédits ! Et nous avons demandé à l'unanimité, à l'Assemblée Nationale, que le gouvernement veuille bien prendre conscience de la nécessité de desserrer les crédits, notamment pour les petites et moyennes entreprises, et qu'en somme on

restitue au crédit ce qui est sa vocation naturelle, c'est-à-dire non pas de secourir la monnaie mais de favoriser l'activité économique.
Malgré que cette proposition ait été adoptée à l'unanimité, le gouvernement est resté aveugle et sourd dans une large mesure, et les discours ministériels laissent entendre qu'en réalité les chiffres que l'on observe ne permettent pas de dire que l'on soit déjà dans la déflation. C'est se mettre un bandeau sur les yeux !
Ce que je souhaiterais - et c'est là le sens de mon intervention - c'est que le Congrès prenne une position claire sur ce point, qu'il dénonce cette situation caractérisée par des magasins pleins en face de porte-monnaie vides, en face de besoins non satisfaits qui sont immenses, que le Congrès dénonce tout ce qu'a d'anormal cette coexistence de l'abondance et des privations.
Et pour cela je crois que nous devrions laisser de côté certaines résolutions de la Commission économique publiée il y a quelques semaines mais qui en réalité a été délibérée par la Commission économique du Parti il y a plus d'un an, dans une période où l'on croyait encore être menacés avant tout par les dangers de l'inflation. Je me souviens, avec quelques camarades, avoir voté déjà contre cette résolution il y a un an, mais il est regrettable qu'elle paraisse aujourd'hui car elle ne me paraît pas pouvoir être retenue comme base de discussion.
Les remèdes ? Eh bien, évidemment, c'est d'agir sur les divers indices que j'ai signalés tout à l'heure, pour réduire leur écart.
Mais nous sommes, camarades, tellement enfoncés dans cette ornière d'une crainte véritablement maladive de l'inflation, qu'il faut que nous fassions un véritable effort pour retrouver la tradition Socialiste et pour proposer les solutions assez audacieuses, sans avoir peur d'être immédiatement taxés d'inflationnistes.
D'ailleurs, je vais prendre mes précautions pour ne pas en être taxé. Je vais chercher la tradition Socialiste en face de la situation économique actuelle. Je vais la chercher là où elle est actuellement en pleine prospérité, chez nos camarades travaillistes. Je suis allé à Londres en février dernier, assister au sprint final des élections britanniques, et j'en ai rapporté le manuel qui est à la disposition de tous les candidats travaillistes. Ce manuel, qui est d'ailleurs tout à fait remarquable, contient le paragraphe suivant sur les moyens nécessaires pour prévenir le chômage, par conséquent les quelques lignes que je vais vous lire constituent la prise de position officielle du Parti Travailliste dans les dernières élections, sur ce qui était son thème central, réaliser le plein emploi, prévenir le chômage. Nous lisons :
" Trois moyens sont proposés :
- Pouvoir d'achat et production doivent marcher ensemble.
De même que nous avons visé à conserver le pouvoir d'achat dans certaines limites, au cours des dernières années quand nous n'avions pas assez de marchandise et trop de monnaie, de même nous sommes prêts à augmenter le pouvoir d'achat si le danger s'inversait et qu'il y ait insuffisance de monnaie et trop de marchandise.
Quand le besoin s'en fait sentir, le gouvernement doit être prêt à mettre davantage d'argent dans les poches et - écoutez ce dernier point - il peut être

nécessaire d'accepter un déficit temporaire du budget s'il y a insuffisance de pouvoir d'achat".
- Le second moyen proposé par les travaillistes pour prévenir le chômage est le suivant :
"Les finances doivent être au service de l'économie et non pas être les maîtres de la politique de l'emploi. La nationalisation de la Banque d'Angleterre a permis au gouvernement de contrôler la politique monétaire. Conformément à la volonté du Parlement nous prendrons toutes dispositions pour contrôler les forces financières, de telle sorte que nous maintenions le plein emploi et assurions le bien-être".
C'est l'affirmation que la fiscalité doit être au service de l'économie et non pas l'économie étouffée par les considérations budgétaires et fiscales comme c'est le cas dans notre pays.
- Le troisième point, je ne le développe pas : les entreprises publiques doivent être prêtes à augmenter leurs investissements quand la politique de l'emploi le rend nécessaire.
Voilà donc les trois points que nos camarades travaillistes définissent pour prévenir le chômage ; pousser les investissements publics, mettre la fiscalité au service de l'économie, et ne pas reculer devant le déficit budgétaire. Telles sont les propositions travaillistes.
Eh bien, je dis que notre Parti ne doit pas continuer à s'aligner davantage, ou à peu de chose près, sur l'orthodoxie financière des inspecteurs de la rue de Rivoli. Il faut qu'il ait le courage de dire que, si on engage des dépenses, si on accorde des crédits, notamment pour 1'équipement ou pour la reconstruction, dans l'Etat des indices actuels, on ne fait pas de l'inflation ; en réalité on comble un décalage qui est à l'origine de toutes nos difficultés économiques actuelles. Et d'ailleurs, comment pourrait-on soutenir à travers le pays, sans cette référence aux moyens proposés par nos camarades travaillistes, comment pourrait-on lancer et soutenir le slogan magnifique proposé hier par Jules Moch, "100 milliards pour les écoles et 1 000 milliards pour l'habitation", si l'on ne se référait pas aux positions audacieuses de nos camarades travaillistes ?
Je voudrais, pour ceux qui hésiteraient encore à s'engager dans cette voie, faire Etat, sans le nommer, d'une conversation que j'ai eue récemment avec un député radical, membre de la Commission des finances, ancien membre du gouvernement et qui alors que je lui disais précisément mon sentiment sur la nécessité d'envisager un déficit budgétaire, surtout pour le budget extraordinaire, me disait : " Dans quelques mois, sur le prochain budget, nous proposerons qu'il soit couvert seulement à 70% de son montant".
Ce déficit agira, bien entendu, sur la masse monétaire dont je vous ai montré à quel point elle est en retard sur les nécessités. Mais il faut aller plus loin, il faut restituer au crédit sa vocation naturelle qui est de favoriser l'activité économique. Il faudrait aussi - c'est une chose que je propose - pour le programme, que nous ayons précisément la vision de tous les besoins qu'il y a à satisfaire à travers ce pays, en préconisant un large crédit au consommateur, la création d'une vaste institution comme un Crédit National Populaire qui

permettrait, notamment aux jeunes ménages pour se lancer dans la vie, de bénéficier de prêts à tempérament, de prêts à long terme ; il y a dans ce sens-là où presque rien n'existe, un effort considérable et audacieux à faire, avec la garantie de l'Etat.
Il faudrait aussi organiser une expansion planifiée du crédit.
Mais ce que je veux simplement dire, parce qu'autrement cela m'entraînerait trop loin, c'est que cette nationalisation du crédit dont mon camarade Pineau disait, lorsque nous l'avons votée à l'assemblée il y a trois ou quatre ans, qu'elle devait dans notre esprit servir un plan de production avec un plan de crédit, cette nationalisation est restée jusqu'à présent en réalité un outil inutilisé et rouillé, dont tout le mécanisme reste à monter pour qu'il soit au service d'une production répondant aux besoins.
Pour agir sur l'indice des salaires, je me borne à énumérer comment nous pourrions le faire. Nous pourrions préconiser d'abord des conventions collectives à un échelon inférieur à celui auquel cela joue actuellement, préconiser les primes collectives, préconiser certains relèvements des salaires notamment, et à des époques correspondant aux prochains relèvements de loyers, et aussi une réforme qui aurait pu être inquiétante dans une phase autre de l'inflation mais qui aujourd'hui ne présente plus du tout les mêmes dangers : l'institution de l'échelle mobile qui, voyez-vous, serait le seul moyen d'obliger tout gouvernement quel qu'il soit à avoir toujours les yeux fixés sur les prix, ce qui serait le seul moyen de faire que les hausses de transports, les hausses de loyers, ne se traduisent pas par un affaiblissement du pouvoir d'achat, et ce qui serait aussi le seul moyen de surveiller que les efforts de réarmement que l'on cherche à nous imposer ne se traduisent pas ou ne se réalisent pas, ou qu'en tout cas le pouvoir d'achat soit sauvegardé, précisément parce que par l'échelle mobile on serait avertis de toutes les variations et on mettrait la classe travailleuse à l'abri de ces menaces.
Pour agir sur les indices de prix pour qu'ils soient moins élevés, il y a beaucoup de moyens. Le plus urgent c'est celui du vote de lois antitrust qui rétabliraient une concurrence qui a disparu dans beaucoup de domaines. On peut agir sur les prix aussi par le calcul du niveau de protection douanière à accorder ou à refuser, par les importations de stocks, par les libérations de contingents, par la fiscalité, soit par des détaxes dans certains produits essentiels à l'alimentation, soit au contraire par le jeu des subventions.
Il y a de multiples façons d'agir sur ces indices. Ce qu'il faut, c'est avoir une position activiste.
Enfin je voudrais signaler, parce que c'est un domaine entièrement neuf et dans lequel tout reste à faire, qu'il faudrait que nous n'acceptions pas de considérer que le chômage est une plaie constante ; il ne faudrait pas rester dans cette perspective qui est extrêmement décourageante. Nous savons bien qu'il est lié au régime capitaliste, mais nous devrions prendre conscience que le chômage est aussi le fruit nécessaire d'un développement du machinisme et que par conséquent il est l'aboutissement du perfectionnement et du progrès mécanique, et que dans ces conditions il importe de penser à créer pour les chômeurs un

niveau de vie sensiblement proche du niveau de celui qui travaille. Il faudrait qu'à cet égard il n'y ait plus ce spectre du chômage qui pèse, il faudrait que nous pensions la chose dans les termes envisagés par Daniel Mayer cet après-midi, c'est-à-dire qu'il existe une assurance technique du chômage valable ; car comment parler de sécurité sociale quand aujourd'hui des hommes qui sont privés du jour au lendemain de leur travail, se trouvent dans des conditions aussi pénibles, avec des indemnités aussi dérisoires, obtenues dans des conditions aussi difficiles que celles dans lesquelles se trouvent les hommes qui sont condamnés au chômage ?
A cet égard, tout est à faire et c'est là que véritablement notre action doit être concentrée tout de suite.
Pour cette action cohérente - et je vois que j'ai dépassé mon temps de parole, je vais donc abréger pour arriver à ma conclusion - je veux simplement dire que pour cette action cohérente il y a deux choses qui dans l'immédiat me paraissent nécessaires.
D'abord ne pas accepter la démolition du ministère de l'économie nationale qu'on est en train d'amorcer par les propositions de la Commission des économies. Rappelons que ce ministère a été créé par des Socialistes, que c'est le ministère qui étudie et prépare les interventions de l'Etat dans la vie économique, qu'une offensive patronale se déclanche et se sert du gouvernement pour tâcher de supprimer ce bastion de la conception et de l'élaboration des interventions économiques de l'Etat ; c'est normal, mais nous, nous ne pouvons pas en prendre notre parti ; car étant dans la majorité nous devons savoir sauvegarder cet outil avec vigueur pour des lendemains meilleurs.
Et enfin, il faut aussi penser pour que cette action soit cohérente, qu'il ne suffit pas de parler toujours de redistribuer le revenu national ; il faut encore qu'on sache quel est ce revenu national. Or, à l'heure actuelle, personne ne peut dire valablement, honnêtement, quel est le revenu national du pays.

Dans la salle - Très bien.

Francis Leenhardt - En 1947, c'est la seule année où il y ait eu publication du bilan national, on n'en a ni indiqué les sources ni les modes de calcul alors que nos instruments de statistiques sont extrêmement faibles, par conséquent ce bilan était sujet à caution.
En 1948 il n'a été calculé qu'officieusement. Les parlementaires ne l'ont même pas eu. Et en 1949, le calcul qui avait été fait par l'administration n'a même pas été distribué à tous les ministres. Il a été tiré à douze exemplaires, et lorsqu'on a évoqué ensuite dans la presse quel était le bilan du revenu national, on l'a situé à 6 milliards tandis que le calcul fait par le gouvernement se situait autour de 8 milliards.
Alors, cessons de discuter ou d'accepter de discuter d'un revenu national qui n'est pas officiellement, publiquement, contradictoirement calculé, car alors nous perdons notre temps et nous ne pouvons rien redistribuer.

Fondation Jean-Jaurès

Je dis qu'il appartient au groupe Socialiste de se dresser dans les semaines qui viennent, contre les propositions qui ont été faites par le gouvernement pour calculer le revenu national à travers toute une série de commissions qui pourraient aboutir finalement à présenter au Parlement un travail savamment remanié. Nous avons le droit de connaître la vérité : les premiers moyens pour redresser l'injustice sociale, c'est de pouvoir la définir et la faire reconnaître correctement et officiellement.
(Applaudissements)
Et je termine : avoir la peur de la démagogie, nous l'avons toujours, c'est bien ; mais avoir peur des solutions audacieuses cela m'inquiète énormément pour le Parti, et il faut que nous fassions attention à cette crainte excessive de l'inflation que nous conservons dans une période ou nous sommes déjà entrés dans la dépression.
Nous devons, je pense, dans les mois qui viennent et qui nous séparent des élections, nous devons reprendre la critique contre la déflation dans laquelle le Parti s'est illustré avant 1936, et qui a conduit le Front Populaire à la victoire. Nous devons dénoncer inlassablement l'indécence de la coexistence entre les ruines immenses à relever et le chômage, entre l'abondance et les privations que nous devons dénoncer. Nous devons dénoncer les crises du capitalisme, nous devons dénoncer le malthusianisme patronal, nous devons dénoncer l'immobilisme du gouvernement, nous devons ainsi montrer notre fidélité au Socialisme en secouant l'inertie, le scepticisme et la stagnation, et l'attester par des initiatives sans cesse plus audacieuses de l'éternelle jeunesse du Socialisme.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Jusqu'à maintenant, les camarades ayant été d'accord, il n'y aurait pas lieu à un vote indicatif quant à la composition de la Commission des résolutions.
On grouperait les camarades qui sont intervenus dans nos débats sous la forme le plus utile, et on y adjoindrait ceux d'entre vous que vous désireriez.
Voici les noms qui, sous réserve d'adjonction ou de suppression, me sont proposés : Alduy, Jules Moch, Philip, Boutbien, Daniel Mayer, Bidey, Lamine Gueye, Augustin Laurent, Tanguy, Soudan, Gustave Robert, Delattre, Gazier, Ferrat, Deferre, Métayer, Depreux, Jacquet, Roger Clair, Pineau, Piette, Humblot de la Marne, Guyon, Ramadier, Pécarat, Texome, Balot de Saône-et-Loire, Panier du Doubs, un camarade du Loiret qui n'a pas laissé son nom, Mosset de l'Isère, Marguerite du Calvados, Baranton, Gesque, Rosenfeld, Grumbach, Hénoque, Weil, et on propose Leenhardt.
Vous êtes d'accord ?

Dans la salle - Qui propose ces noms ?

Guy Mollet - Ces noms sont ceux des camarades qui ou bien sont intervenus dans les débats, ou bien ont demandé eux-mêmes à être inscrits pour la Commission des résolutions.

Fondation Jean Jaurès

Un membre - Ce n'est pas le secrétariat général qui propose cela ?

Guy Mollet - Absolument pas.

Le même membre - Très bien.

Guy Mollet - Enfin, je dois corriger : c'est le Secrétariat général qui les propose de la part du bureau du Congrès.
J'ajoute le nom de Leenhardt.

Dans la salle - Tanguy!

Guy Mollet - Je m'excuse si on ne l'a pas entendu, j'ai cité Tanguy.

Dans la salle - Giraud !

Guy Mollet - Giraud, volontiers.

Dans la salle - Guillet !

Guy Mollet - Bon.

Dans la salle – Marie.

Guy Mollet - Camarades, je vous demande de ne pas refaire le Congrès à la Commission des résolutions.
Alors j'ai entendu d'adjoindre les noms de : Leenhardt, Guillet et Giraud.
La liste ainsi close, personne n'a d'observations à présenter ?
Elle est close.
Les intéressés se réuniront aussitôt après la fin du débat, dans la salle des Commissions à droite de la salle.

Le président - La parole est à notre camarade Tanguy-Prigent.

François Tanguy-Prigent

La Commission nationale agricole du Parti a tenu jeudi dernier, de 9 heures du matin à minuit, trois séances de travail.
D'importantes questions ont été discutées avec sérieux.
Des rapports ont été exposés, complétés, et finalement adoptés à l'unanimité. Ces rapports seront publiés dans notre bulletin intérieur, et diffusés par ailleurs dans les Commissions agricoles fédérales, par la voie des bulletins que la Commission agricole fait imprimer périodiquement.
Enfin, les éléments de notre intervention et de notre participation aux travaux de la Commission des résolutions ont été déterminés.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Il m'est impossible, bien entendu, en quelques minutes, d'exposer le programme d'action que nous avons établi ou plutôt que les camarades ont établi, puisque les parlementaires étaient retenus jeudi à l'Assemblée nationale par la discussion du budget de l'agriculture. Il m'est impossible d'exposer ce programme en quelques minutes et je vais me borner pour l'instant, en attendant les travaux de la Commission des résolutions, à vous lire les titres de chapitres dont chacun sera d'ailleurs, par la suite, l'objet d'un bulletin spécial de la Commission agricole et d'un article de commentaires qui sera publié dans Le Populaire-Dimanche.

Voici donc la simple liste des problèmes traités :

I° - Politique de confort par l'hygiène, par la distribution d'énergie, l'habitat rural, l'électrification, l'adduction d'eau, les chemins ruraux.

2°- La pleine utilisation des richesses naturelles, c'est-à-dire : reprise des terres incultes et des fermes abandonnées, sous forme d'exploitation en fermage ou sous forme d'exploitation coopérative.

3° - Aide aux jeunes paysans, particulièrement par le développement et la démocratisation du crédit agricole mutuel par l'extension du prêt social, et la substitution de la garantie coopérative à la garantie individuelle.

Si j'avais disposé - je ne dis pas cela pour me plaindre, nous sommes tous logés à la même enseigne - si j'avais disposé d'un peu plus de temps, j'aurais expliqué très précisément ce que nous entendons par cette réforme qui consiste à substituer la garantie coopérative à la garantie individuelle, car aujourd'hui la caisse nationale de crédit agricole, par la force des choses d'ailleurs, ne peut en somme prêter qu'aux riches et aux demi-riches. Nous voudrions que les jeunes ménages, qui n'ont pas encore de capital en caution, puissent quand même obtenir des prêts d'établissement et d'équipement, mais avec la caution coopérative de leurs collègues, étant donné qu'aucune caisse au monde, sous aucun régime, aucune caisse de crédit ne peut prêter sans garantie.

4° - Élévation du niveau intellectuel et technique, par le développement et la coordination de l'enseignement agricole, à tous les stades, enseignement général, enseignement technique, expérimentation et vulgarisation des fermes pilotes, enseignement post-scolaire, etc.

5° - Remembrement.

Je ne dis pas cela pour le Congrès qui ne semble pas très ramassé en ce moment !

Remembrement, vote pratique de la proposition de loi Socialiste concernant le remembrement et le remembrement cultural.

Nous vous expliquerons aussi dans Le Populaire-Dimanche, en quoi consiste le groupement cultural qui est une formule de remembrement accéléré.

6° - La vie au village. Développement de foyers ruraux neutres, permettant d'organiser sainement les loisirs et d'assurer au village une vie intellectuelle appropriée, un mot sur lequel aussi nous vous donnerons des précisions ultérieurement.

7° - Prix de revient. Organisation des marchés industriels, entraînant 1a baisse du prix des denrées et machines qui constituent les prix de revient des produits agricoles.

Je dis ici en passant, qu'à part nos amis Jules Moch et Daniel Mayer, c'est une forme de l'esprit et de 1'expression de la pensée que dans les questions économiques on a facilement oubliée, ces questions rurales! Mais par contre, votre Commission agricole, lorsqu' elle siège, n'oublie pas qu'il ne suffit pas de stabiliser les prix agricoles mais qu'il faudrait aussi songer à organiser et à discipliner les prix industriels qui constituent les éléments principaux du prix de revient des produits agricoles et industriels.

8°- Péréquation des prix de transport, tant pour l'approvisionnement que pour l'expédition des produits agricoles.

Vous savez que lorsqu'un facteur de campagne porte une seule lettre avec un seul timbre de quinze francs, à un correspondant isolé, il coûte bien entendu à l'Etat plus cher qu'il ne rapporte. Tandis que le facteur de ville qui dans le même temps distribue des milliers de lettres également affranchies à quinze francs, rapporte plus qu'il ne coûte à l'Etat. Nous pensons aussi qu'il ne faut sanctionner ni les consommateurs ni les producteurs qui se trouvent loin des lieux de production, d'où cette revendication de la péréquation des prix de transport tant pour l'approvisionnement de l'agriculture que pour l'approvisionnement des centres de consommation.

9° - Sécurité sociale. Extension de la sécurité sociale totale à l'agriculture, avec égalité de prestations, ou pour employer un mot plus clair, d'avantages maladie-maternité-invalidité-décès-accidents du travail, allocations familiales, retraite aux vieux, et nous demandons à la Commission agricole que nos camarades spécialisés dans cette question de la sécurité sociale - qu' il s'agisse du système général de l'industrie ou du commerce, ou de l'agriculture - essaient de trouver le moyen de supprimer la différenciation entre salariés et non salariés, pour ne retenir que la nation de travailleur.

Là aussi, par un rapport joint que je n'ai pas le temps de vous lire, nous vous expliquerons exactement ce que nous proposons.

Financement équitable de cette sécurité sociale. Là aussi nous avons un système à proposer, en même temps équitable comme nous le disions et également efficace, c'est-à-dire un système qui tout en étant juste permet également de recouvrer la totalité des cotisations pour faire face ensuite aux dépenses entraînées par les prestations.

10° - Défense et assainissement de la coopération, avec orientation des équipements de manière à créer la chaîne entre les producteurs et les consommateurs. Il s'agit de stockage, conservation, transformation des produits agricoles, distribution, stock de sécurité, importations et exportations.

Je dis en passant que lorsque nous avons employé la formule "assainir la coopération", nous pensions d'une part aux fausses coopératives abritant souvent, quelquefois même avec la qualité de directeur, des commerçants faillis et des commerçants malhonnêtes. Et nous visons en plus, quand nous parlons d'assainissement de la coopération agricole, le gigantisme dans la coopération c'est-à-dire les coopératives-trusts qui en réalité n'ont de coopérative que le nom. Car, la coopération est un instrument économique mais aussi social et moral, et il est bien certain que les cultivateurs qui adhèrent à des coopératives à rayon

départemental ou interdépartemental, ne peuvent pas être de vrais coopérateurs, car ils sont incapables de participer à la vie de leur organisation coopérative.
11° - Motion pour la réunion du Comisco (?) à Copenhague, sur les aspects social, technique, économique, du problème mondial de l'agriculture et de 1'alimentation.
Voilà, camarades, la sèche énumération des sujets traités. Derrière cette sèche énumération il y a, je le répète, des rapports très complets qui nous inspireront à la Commission des résolutions, et dont vous aurez ensuite connaissance - enfin ceux d'entre vous qui sont sérieux, car tout à l'heure je vais dire aux secrétaires fédéraux que beaucoup de secrétaires fédéraux n'ont pas encore constitué leur Commission agricole fédérale - à travers le bulletin intérieur du Populaire-Dimanche et la publication de la Commission nationale agricole.
Après cette énumération, j'ai pour mandat de présenter quelques observations faites par la Commission agricole nationale.
Nous avons été heureux d'entendre dire que la Commission centrale avait fonctionné d'une façon satisfaisante. Elle a siégé depuis l'année dernière, à peu près tous les jeudis, et a travaillé pour aider nos camarades parlementaires, et pour étudier des problèmes de doctrine ou des problèmes tactiques ou des problèmes immédiats, pour renseigner nos camarades des fédérations.
Nous devons dire aussi que sous l'impulsion de la Commission agricole centrale dont je viens de dire qu'elle s'est réunie tous les jeudis - et réunie sans des Parlementaires - des camarades ruraux de passage à Paris ou de la banlieue parisienne et des camarades travaillant dans des organisations privées ou dans des administrations publiques, mais traitant plus particulièrement de l'agri culture, du crédit ou des activités diverses se rattachant à l'agriculture, y ont travaillé. Grâce à ce travail, l'équipe parlementaire des camarades qui s'occupent plus particulièrement des questions agricoles a donné de bons résultats, et la lecture des journaux ces jours derniers vous a montré qu'au cours de la discussion du budget de 1'agriculture, non seulement nous n'avons pas été absents mais nos amis ont fait des interventions en même temps fondées, sérieuses, justes et utiles.
Le Parti, de son côté, nous aide de son mieux. Il n'a pas de grands moyens et nous avons des difficultés d'ordre matériel, mais cela c'est notre lot commun. Je dois dire ici que si pendant quelques années, au moment où les grandes souffrances des masses ouvrières dans les villes faisaient que nos élus, après 46, étaient plus particulièrement préoccupés des problèmes touchant les consommateurs, en ce moment, au Parti comme au groupe parlementaire, les problèmes agricoles trouvent non seulement des échos satisfaisants mais aussi des camarades pour les exposer et défendre notre point de vue.
Et alors, et je m'en excuse, ce n'est pas du tout dans mon tempérament de faire le grognon, mais je dois dire qu'en ce moment nos reproches s'adressent aux fédérations, aux secrétaires fédéraux, aux responsables agricoles fédéraux - pas à tous bien entendu, car il y a des fédérations qui ont répondu magnifiquement à notre appel. Il y a de nombreuses fédérations où les Commissions agricoles fédérales fonctionnent. Il y a de nombreuses fédérations où les camarades

responsables de la Commission agricole fédérale nous écrivent régulièrement, nous envoient des avis, des observations, des suggestions, mais il y en a malheureusement beaucoup d'autres qui ne bougent pas.
Nous avons fait un gros travail depuis deux ans. Il y a plus d'un an, le 5 février 1949, nous avons envoyé un questionnaire dans toutes les fédérations, questionnaire complet. Nous avons mis un mois à le rédiger pour être bien certains que nous n'oubliions rien de ce qui intéresse l'agriculture et également, par répercussion, les consommateurs. Tant sur le problème social que sur le problème économique, sur le problème technique, sur le problème juridique et foncier, nous avons posé toutes les questions.
De nombreuses fédérations - mais "nombreuses" cela veut dire de douze à quinze - ont répondu soit à chacune des questions, soit à plusieurs des questions posées. D'autres sont restées muettes. Et la Commission agricole m'a demandé - elle n'a pas eu besoin d'ailleurs d'insister beaucoup - de vous dire amicalement, affectueusement mais fermement, qu'une telle attitude est intolérable. On n'oblige personne à accepter des responsabilités dans le cadre fédéral pas plus qu'aux autres échelons du Parti, mais quand on les accepte, eh bien il faut faire son travail. Car ce qui est grave, c'est que dans ce pays, depuis quelque temps, nous avions senti un certain découragement ; il y avait parmi les travailleurs, les paysans comme les ouvriers, les vieux comme les jeunes, beaucoup d'éléments qui ne demandaient qu'à marcher avec nous, mais il y a eu à un moment donné surtout un fléchissement dans la volonté des cadres, qui n'avaient plus le courage de défendre avec force le Parti Socialiste. Et, comme le disait Jules Moch hier matin, ils éprouvaient le besoin, avant de défendre les camarades et de défendre le Parti, de demander d'abord des explications, de demander d'abord s'il était vrai ou s'il n'était pas vrai qu'Untel avait failli à son devoir de Socialiste et d'honnête homme.
Eh bien sur le plan du travail technique, du travail méthodique, de nos Commissions agricoles fédérales, j'adresse donc ce reproche de notre Commission agricole centrale. Je n'adresse pas ce reproche à tous ; ceux qui n'ont pas fait ce qu'il fallait se reconnaîtront, j'en suis certain, et feront le nécessaire dès qu'ils seront rentrés chez eux.
Nous envoyons des bulletins d'information. Nous en sommes déjà au douzième. Dans chaque bulletin il y a des informations, des arguments de propagande, qui sont d'ailleurs repris par le bulletin de documentation rédigé par notre ami Commin, mais dans chaque bulletin de la Commission agricole il y a aussi des questions ; on n'a pas le droit de ne pas répondre à ces questions, dans un sens ou dans un autre, de manière à ce qu'il y ait un échange constant entre les camarades que votre confiance a placés dans ce qu'on appelle la sphère parisienne, et les camarades qui sont, si j'ose dire, sur le tas, qui sont dans nos départements, et qui sont au contact avec les difficultés pratiques de chaque jour.
D'autre part, je voudrais dire à ces camarades qu'à l'issue de ce Congrès qui a été en tous points un magnifique Congrès, il faut que l'on aille dire aux paysans comme aux ouvriers, comme à tous les travailleurs, que c'est le Parti Socialiste qui a fait le plus pour eux.

En ce qui nous concerne à la Commission agricole, nous avons fait le bilan l'autre jour. Les ouvriers agricoles, hélas, votent Communiste trop souvent parce que notre propagande était défaillante. C'est un ministre Socialiste qui, pour la première fois, a réalisé la parité en matière de salaires, de protection des conditions de travail et de lois sociales, avec les ouvriers d'industrie et plus particulièrement avec les ouvriers du bâtiment. Cette parité a été brisée depuis, malgré nos efforts ; mais cela ne doit pas faire oublier les efforts que nous avons fournis et ce qui serait notre ligne de conduite si les travailleurs français donnaient dans l'enthousiasme que nous avons évoqué hier, dans l'enthousiasme de 1936, la majorité à notre Parti.

Les fermiers, les métayers, savent très bien que la stabilité dans l'exploitation, que le droit à la plus-value, sont également des réalisations Socialistes, réalisations d'après la guerre 39-45 mais qui étaient depuis longtemps à notre programme puisque c'est Jaurès qui, en 1898, pour le première fois je crois, a fait à la tribune de la Chambre des députés de l'époque, proclamer la stabilité nécessaire à assurer aux fermiers de bonne foi et la plus-value aux fermiers obligés de quitter l'exploitation qu'ils avaient enrichie de leur travail.

En ce qui concerne le problème probablement essentiel de la défense des paysans contre l'exploitation capitaliste, on ne peut pas oublier la situation d'avant 1936, lorsque, à 60 frs, le quintal le blé ne trouvait pas preneur, qu'on le dénaturait, qu'on demandait aux contribuables, y compris aux chômeurs qui n'avaient pas le moyen de donner du pain à leur femme et à leurs enfants, de verser des contributions pour payer des primes de dénaturation. Et puis le gouvernement de notre grand Léon Blum est venu. On a fait l'Office du blé. Et depuis, la spéculation s'est vue interdire au moins un secteur de l'économie nationale, celui du blé. Et le jour où les démagogues et les traîtres, la réaction blanche, et l'affreuse réaction stalinienne et bolchévique, sont venus faire en période de pénurie cette affreuse démagogie au libéralisme, nous avons vu des paysans et quelquefois nous avons vu des militants oublier cela et commettre cet espèce de crime intellectuel qui consistait à oublier que si une organisation Socialiste des marchés doit défendre le paysan contre l'effondrement des cours, contre la spéculation qui joue à la baisse quand il y a abondance, la même organisation Socialiste des marchés doit protéger les consommateurs contre les hausses excessives quand il y a pénurie.

Eh bien, tout cela il faut le rappeler, et il faut également rappeler pour les jeunes que c'est nous qui avons, avant la guerre, lancé les foyers ruraux, les foyers paysans devenus après la libération des foyers ruraux parce que nous avons changé les termes, pensant qu' il n'était pas bon pour l'unité du village de créer deux sortes de foyers dans nos communes et nos chefs-lieux de canton, pensant que lorsqu'on fait un foyer rural dans une commune rurale même importante, il vaut mieux que les jeunes paysans et les jeunes paysannes et les enfants des artisans et des commerçants qui sont dans la même commune se réunissent au même foyer, d'où élargissement et transformation de l'expression "foyers paysans" en "foyers ruraux".

Tout cela est dénaturé, bien sur, par notre adversaire, par les Communistes ou les staliniens ou les bolcheviques, qui, lorsqu'une réalisation nous est favorable, prétendent que cette réalisation leur appartient. Et quelque fois, dans d'autres secteurs en ville ou même dans notre région, comme pour le statut du fermage et du métayage, lorsqu'ils estiment qu'une nouvelle réalisation n'est pas bien vue du corps électoral, alors il est bien entendu qu'ils s'empressent de dire qu'ils n'y sont pour rien, que cela a été fait malgré eux.

Et puis nous voyons renaître le fascisme de droite, le fascisme dorgériste, et je voudrais qu'avec moi ici, avec la Commission agricole, nos camarades manifestent leur sympathie, qu'ils ont d'ailleurs presque toujours manifestée déjà à titre individuel à nos camarades conseillers de la République, Chauchois et Durieux du Pas-de-Calais... (applaudissements)... qui ont été abominablement attaqués par les hommes de Dorgères. Et puis il y a, derrière, le capitalisme, ou plutôt il y a deux choses maintenant derrière les activités de nos adversaires et leurs mensonges, il y a les desseins de l'impérialisme ou du capitalisme d'Etat Russe dont la cinquième colonne s'acharne à démolir matériellement, techniquement, économiquement, moralement et intellectuellement la France. Et puis, il y a le capitalisme classique qui est derrière Dorgère et maintenant derrière le RPR, et aussi derrière les gens qui, sous prétexte de se dire plus libres que les autres, adoptent l'étiquette d'indépendants. Nous le voyons bien dans le journal. Notre ami Vincent, député de l'Aude, avec Durieux et quelques autres camarades, ont déposé une proposition de loi tendant à mettre fin au scandale de la dictature des gens de l'alcool, des industriels de la betterave ; je ne parle pas des producteurs, des paysans, mais des grands capitalistes, des industriels de l'alcool.

La proposition de loi déposée par les Socialistes et plus particulièrement par nos amis Vincent, Durieux et quelques autres camarades ainsi que les gens intéressés, a déjà provoqué de la part du capitalisme et plus particulièrement des seigneurs de l'alcool, des réactions violentes.

Et quant à notre proposition de loi d'organisation générale des marchés, elle a également soulevé la colère de tous les tenants de la spéculation capitaliste.

Au Parlement aussi, la résistance de nos adversaires est très forte, et là aussi nous combattons sur deux fronts. Tenez ! Un exemple dont j'avais parlé à notre ami Texome - l'autre jour il était présent par conséquent je ne lui apprends rien - je faisais allusion à son discours d'hier ou de ce matin, mais j'oubliais qu'il était avec nous là-bas : nous avons, au cours de la discussion du budget de l'agriculture, protesté contre le fait que 27 millions étaient inscrits au budget dans un chapitre avec une dénomination très vague : "Subventions aux oeuvres culturelles de la jeunesse rurale".

L'année dernière, un même crédit ou à peu près, 30 millions, avait été voté au titre d'un chapitre avec le même libellé. La moitié de ce crédit a été dépensée pour subventionner des foyers ruraux, dont les statuts exigent la neutralité totale sur le plan politique, idéologique, religieux. Mais l'autre moitié est allée alimenter les groupements patronés par les cahiers d'action catholique et

alimenter les mouvements que vous connaissez bien : ceux des Jeunesses Agricoles Catholiques.
Nous ne disons pas que des activités privées, dans une République libre, ne peuvent pas se manifester, seulement quand on veut vraiment rester libre et indépendant on doit assurer son propre financement. Mais l'argent de l'Etat, c'est-à-dire l'argent de tous les contribuables sans distinction d'opinions, ne doit aller qu'aux organisations parfaitement neutres, assurant ainsi, quand il s'agit des foyers ruraux, l'unité des enfants et des adolescents dans le cadre du village.
Je disais à la Chambre, l'autre jour, que les adultes hélas, ont assez tendance eux à se battre et à se détester. Au moins que l'on n'aille pas - et ce que je disais là est vrai également pour l'école, et je le disais à propos des foyers ruraux - au moins qu'on n'aille pas subventionner des groupements rivaux, ennemis dans le village, créant ainsi la guerre entre les enfants et entre les adolescents! Un vote a eu lieu, et nous avons eu la stupeur de constater que non seulement la droite et aussi le MPR votaient contre nous, que les radicaux ne choisissaient pas et se retiraient pour faire une proposition tout à fait nègre-blanc, et que les Communistes se sont abstenus. Au moment où ils devaient affirmer, en ce qui concerne la jeunesse rurale, une position de véritable laïcité, ils n'avaient pas d'opinion, et c'est ainsi par la défection radicale et par la défection des staliniens, que nous avons été battus sur ce point. Nous savons que nos amis du Conseil de la République essaieront de rattraper cela mais nous ne sommes pas du tout certains de gagner sur ce point comme sur tant d'autres.
Et j'en arrive alors maintenant, en m'excusant et en demandant de vouloir bien me laisser encore quelques minutes la parole, à traiter de deux problèmes d'ordre économique.
Tout d'abord un mot du problème du blé.
Je crois que la radio a donné du discours de notre ami Jules Moch un compte-rendu probablement trop ramassé, trop sommaire, pour traduire exactement sa pensée.
En effet, la radio et la presse d'hier soir disaient que notre ami Jules Moch avait déclaré que s'il y avait une grande récolte, le prix du blé baisserait en France cette année.

Jules Moch - Si vous le permettez, une précision devant les déformations de la radio : je me suis élevé contre une formule peut-être faussement produite elle aussi, le ministre de l'agriculture disant qu'en aucun cas il n'y aurait de baisse du blé.
J'ai simplement indiqué que si le rendement était suffisant, les formules appliquées entraîneraient une baisse du prix du blé.

François Tanguy Prigent - Je remercie notre ami Jules Moch de ses précisions. Je savais déjà d'ailleurs, pour l'avoir écouté et aussi pour avoir eu une conversation avec lui aujourd'hui, que nous étions d'accord. Il y a eu sans doute, j'en suis certain, dans l'information une erreur. On a dit en effet que notre ami déclarait qu'en cas de bonne récolte, le prix du blé diminuerait cette année.

Et il est exact que la presse a également indiqué que M. Valey, ministre de l'agriculture, avait assuré qu'en aucun cas le blé ne pouvait baisser cette année.
Or il ne s'agit pas de cela, et Jules Moch vient de le rappeler, en parlant du mécanisme du calcul du prix du blé.
En réalité, nous avons fixé dans le cadre des lois Socialistes de 1936 et de 1947, un système de calcul des frais généraux, c'est-à-dire du coût de production de l'hectare de blé.
On détermine donc là le dividende. Et puis, lorsqu'on connaît la récolte, on détermine le rendement moyen et on trouve le diviseur, et on fixe le prix du blé en divisant le premier chiffre par le deuxième.
Mais ces chiffres sont mobiles tous les deux. Si les engrais, les semences, les salaires, les charges sociales, etc. montent, le dividende augmente. Si les rendements augmentent, le diviseur augmente aussi ; s'ils sont faibles, il baisse.
Par conséquent, cette année il y avait une très bonne récolte, le rendement moyen étant très fort, le diviseur étant plus élevé, le prix du blé pourrait baisser au cas où les éléments constitutifs du prix de revient n'auraient point augmenté depuis l'année dernière. Ce qui n'est pas vrai d'ailleurs.
Par conséquent, personne - et surtout nous qui devons être respectueux des engagements pris puisqu'il s'agit d'une théorie Socialiste et d'un point du programme Socialiste - personne plus que nous ne peut être plus attaché à défendre le système de calcul équitable du prix du blé et exiger du gouvernement qu'il soit fidèle aux engagements pris. C'est ainsi que nous lui demanderons d'abroger les décrets du 30 avril dernier qui modifient profondément et arbitrairement et injustement le cadre de calcul du prix du blé.
Par conséquent, nous n'avons pas à dire si le prix du blé doit augmenter ou baisser ; nous avons à dire que, fidèles à nos propres réalisations et aux textes que nous avons fait voter, le moment venu, loyalement, sans détours, sans falsification et sans trituration des chiffres ou des résultats, nous diviserons les frais honnêtes à l'hectare par le rendement moyen à l'hectare honnêtement calculé, et ainsi nous fixerons automatiquement le prix du blé.
Mais nous ne pouvons pas aujourd'hui, alors que nous sommes encore à plusieurs semaines de la récolte, dire si ce prix sera le même que l'année dernière ou s'il se fixera en hausse ou en baisse. En tout cas nous affirmons très fort que, nous Socialistes, nous exigerons l'application loyale, intégrale et totale, du mécanisme que nous avons établi, permettant ainsi sans arbitraire et sans injustice, de fixer le prix du blé.
(Applaudissements)
Et alors maintenant un mot sur la proposition de loi Socialiste sur l'organisation des marchés.
Je voudrais, camarades, malgré votre désir de bavarder un petit peu - bien sûr, on ne se voit qu'une fois par an - vous dire qu'il est peut-être satisfaisant que vos Commissions techniques spécialisées tiennent compte de vos résolutions de Congrès.
Il y aura bientôt un an, au mois de Juillet 1949, nous tenions ici même un Congrès, et à la Commission des résolutions, nous avions rédigé ce passage de

texte que vous avez adopté : "La libéralisation des échanges intereuropéens doit être subordonnée à l'application de textes législatifs ou réglementaires assurant le plein emploi des travailleurs des villes et des campagnes, par une politique active de lutte contre le chômage, par l'organisation de la production et de la distribution des produits agricoles, garantissant aux producteurs et aux consommateurs des prix normaux et stables, soustraits à la spéculation".

C'était un paragraphe assez court d'une résolution du Congrès. Votre Commission agricole l'a transformé en une proposition de loi, très complète, dont je tiendrai d'ailleurs tout à l'heure quelques exemplaires à votre disposition, et cette proposition de loi est d'une importance extrême. Cet après-midi Daniel Mayer vous l'a analysée rapidement mais excellemment. Je n'insiste donc que pour vous dire que cette proposition de loi Socialiste peut entraîner : l'adhésion enthousiaste non seulement des paysans, mais aussi des ouvriers des villes parce qu'en effet, elle vise à stabiliser à des taux normaux le pouvoir d'achat des travailleurs des campagnes et des travailleurs des villes.

Nous disons qu'il faut d'abord que l'agriculture travaille pour satisfaire les besoins réels et complets de la population. Ce ne doit pas être le but spéculatif qui détermine l'effort de l'agriculteur. Il doit apporter à la société ce que, bien sûr, la terre est le plus apte à produire, mais aussi des produits dont la population française et européenne et demain mondiale, a besoin pour assurer une nutrition convenable en qualité et en quantité.

Nous apportons, comme pour le blé en 1936, la garantie du prix normal et nous ajoutons – c'est là une idée nouvelle qui fait que nous allons bien au-delà de l'office du blé de 1936 - la notion de la stabilité non seulement du prix unitaire mais aussi du revenu général par l'assurance contre les calamités agricoles.

Seulement - et c'est ici que je demande à nos camarades, peut-être plus particulièrement à nos camarades citadins, de nous suivre - nous avons dit courageusement que si demain nous assurons aux agriculteurs pour tous leurs produits un prix unitaire normal et un revenu stable, il serait parfaitement injuste qu'ils se contentent, étant donné précisément cette garantie de prix de vente normal, de ramasser l'argent c'est-à-dire de multiplier le prix unitaire normal et favorable par un gros nombre d'unités données par la bonne récolte, et puis en temps de pénurie de demander au consommateur ou au contribuable de payer la différence.

C'est ce qui serait arrivé cette année pour la betterave et le sucre si nous avions fixé le prix de la betterave, étant donné la très mauvaise récolte en quantité et surtout en teneur de sucre, à un prix permettant d'assurer au planteur le même revenu que l'année dernière. Nous aurions été entraînés à multiplier le prix du sucre par le coefficient trois ou quatre, écrasant ainsi le consommateur. Ou bien nous aurions été entraînés à voter des subventions économiques au détriment des contribuables, ou bien on aurait fait un mélange des deux, on aurait frappé simultanément le consommateur et le contribuable.

Or cela n'est pas possible, ni pour des raisons morales, ni pour des raisons de possibilité, d'efficacité, ni pour des raisons d'ordre, d'équilibre économique et monétaire. Et c'est pour cela que nous avons imaginé, à la Commission agricole,

ce système de péréquation dans le temps, péréquation d'entre les bonnes et les mauvaises années. Nous disons aux agriculteurs : oui, si vous acceptez avec discipline de produire ce dont le pays a besoin, en tenant compte bien entendu du climat et de la nature du sol, on vous garantit en retour un prix qui vous paie vos frais généraux et qui en même temps vous paie l'amortissement de votre capital d'exploitation et vous assure une rémunération normale. Seulement ce système de garantie va bien entendu vous être éminemment et plus particulièrement favorable en années excédentaires; alors, en années excédentaires, par une espèce d'assurance, par une cotisation qui peut d'ailleurs être progressive suivant le volume de denrées commercialisées, vous allez alimenter un fonds de péréquation permettant de faire une politique d'étalement sur plusieurs années, de transformer la dent de scie ou le jeu de la spéculation capitaliste, en une règle plate. Vous allez, en bonnes années, alimenter votre fonds de compensation, constituer des stocks qui seront une garantie contre la famine aussi, pour les travailleurs des villes en années déficitaires. Et puis, lorsque vous aurez une mauvaise récolte, ce fonds de compensation vous permettra de garder un revenu normal sans que nous soyons obligés de procéder à une augmentation du coût de la vie pour les travailleurs des villes, ou sans que nous soyons obligés, par les subventions économiques, de frapper les contribuables, et aussi par les stocks de sécurité sans que les travailleurs des villes soient menacés de famine.

Ce que nous disons là est valable pour la France mais est aussi valable pour l'Europe ; c'est d'ailleurs une idée que nous avons défendue à la FAO sur le plan mondial. Aujourd'hui hélas, devant le drame international, nous savons qu'il ne faut pas aller trop vite et qu'il faut d'abord penser à l'Europe et ensuite extrapoler pour arriver à étendre un même système sur le plan mondial. Nous proposons là, pour les producteurs et les consommateurs, des moyens de mettre fin à ce que nos adversaires osent appeler le libéralisme et qui n'est que le dirigisme affreux de la spéculation capitaliste. Nous leur donnons aussi le moyen d'échapper à la tentation de s'engager dans un système Etatique et policier qui nous amènerait à la dictature. C'est la voie de l'organisation interprofessionnelle et à base coopérative, comme nous le disait ce matin ou cet après-midi notre ami Louis Debroucker.

Je vais en terminer plus rapidement que je ne l'avais prévu parce que j'ai été trop long dans le début. Je veux dire à nos camarades qu'ils ont le devoir d'aller crier cela partout devant les auditeurs ouvriers, et devant les auditoires campagnards, devant tous les travailleurs. Il faut leur dire qu'en ce moment les événements appellent le Socialisme et que ce serait une faillite épouvantable que l'histoire ne nous pardonnerait pas, que d'avoir été au-dessous de notre tâche au moment où l'évolution des choses sur le plan économique, technique, social et humain, montre que ceux qui nous ont précédés avaient eu à peu près totalement raison.

Nous disons à nos camarades des fédérations : reprenez la propagande, renversez ce complexe d'infériorité qui a pesé, hélas, sur certains de nos camarades responsables, pendant quelques années ! Voyez-vous, nous devons aujourd'hui dire aux travailleurs qu'après la pénurie et les menaces de famine,

nous arrivons devant une autre absurdité du régime capitaliste : le danger de la misère dans l'abondance en France, en Europe et dans le monde. Nous arrivons à cette situation abominable dont Gustave Rodrigue disait qu'elle condamnait les travailleurs à mourir de faim devant un tas de blé, et à mourir de froid devant un tas de charbon.

J'ai été un moment un peu pessimiste malgré mon naturel - et ici alors, en terminant, c'est le nouveau secrétaire fédéral Socialiste du ministère qui parle, quittant le domaine du rapporteur de la Commission agricole - j'ai été un peu pessimiste car je me suis dit : "est-ce que, en raison du décalage dans notre recrutement, et en raison (et j'ai écouté Daniel Mayer avec plaisir et émotion cet après-midi) du fait que le pouvoir arrive parfois à ramollir, même sur le plan moral, quelques-uns de nos militants (et je ne parle pas de nos ministres mais de ceux qui ont une formation de caractère, une formation de Socialiste assez insuffisante), est-ce, lorsqu'on est au pouvoir, eh bien, après, les réformes et les récompenses arrivent" ? Ce n'est pas vrai, et un Socialiste n'attend point de récompense ! Je me suis demandé pendant deux ou trois ans : "est-ce qu'il n'y a pas dans le Parti Socialiste trop d'hommes qui ont renoncé - oh! La mort dans l'âme bien entendu, mais qui ont renoncé - une fois pour toutes à reconquérir les jeunes et à reconquérir les travailleurs entraînés par le mensonge bolchevique" ?

Eh bien, dimanche dernier, dans la petite ville de Chateaulin dans le Finistère, notre fédération a tenu son plus beau Congrès depuis celui de 1945. Et ici, après l'inoubliable après-midi d'hier et 1'émouvante après-midi d'aujourd'hui, j'ai l'impression également que nous sommes en train de remonter le courant d'une façon puissante sur le plan de la propagande, du travail, et aussi sur le plan de la confiance et sur le plan de l'enthousiasme.

Eh bien, nous vous demandons donc - et la fédération du Finistère se sent en ce moment pleine également d'enthousiasme comme tout le Parti - nous vous demandons de croire que la magnifique démonstration d'hier, ce splendide, cet émouvant défilé des jeunesses Socialistes si nombreuses au Vélodrome d'Hiver en 1936, cette situation nous pouvons la recréer dans les mois qui viennent, à la condition que tous ensemble nous le voulions d'une façon absolument résolue, nous tous qui sommes ici, parce que nous pourrons toucher d'autres camarades demain, à la condition que nous en prenions la résolution, que nous en fassions le serment. Si nous sommes suffisamment confiants, enthousiastes et résolus, dans un an nous aurons des électeurs plus nombreux que jamais et surtout des adhérents plus nombreux que jamais, des jeunes, et nous les aiderons dans l'enthousiasme, et ainsi nous contribuerons d'une façon puissante à faire une Europe Socialiste et libre et un monde pacifié.

(Applaudissements).

Le président - Camarades, je rappelle que le scrutin pour l'élection du Comité directeur sera clos dans dix minutes.

Au moment où cette communication a été faite il restait encore une trentaine de fédérations qui n'avaient pas pris part au vote.

Je rappelle également que le scrutin est ouvert pour la Commission féminine.

Enfin je rappelle à nos camarades qui prendront la parole, que notre temps a été organisé de manière à permettre la clôture de la discussion générale à I heure I5. Nous ne pourrons y arriver qu'à la condition que chaque camarade fasse un effort pour se limiter au maximum.
Cela étant dit, je donne la parole à notre camarade Benoit pour dix minutes. Ensuite Gazier aura la parole.
Camarades, Gazier a la parole, à la place de Benoit, absent.

Albert Gazier

Camarades, les différents camarades qui sont intervenus hier et aujourd'hui sur les questions économiques, ont eu raison de dire que les situations changeaient vite, que nous ne sommes nullement aujourd'hui dans des conditions semblables à celles de l'année dernière, et que notre politique doit sans cesse s'adapter à ces situations changeantes.
Je pense néanmoins qu'il faut, dans cette matière comme dans toutes, garder une certaine mesure et ne pas trop anticiper sur des situations qui ne sont pas encore celles d'aujourd'hui.
Certains camarades nous ont dit qu'il fallait complètement renverser notre politique économique devant une crise de mévente et de chômage, qu'il ne fallait pas hésiter à augmenter très largement le crédit, à augmenter le volume de la masse monétaire et à pratiquer une politique d'équilibre budgétaire beaucoup moins rigoureuse.
Bien des choses sont justes dans cette constatation, mais il ne faut pas aller trop loin dans cette voie.
Il n'est pas exact de dire que l'inflation est en France un risque définitivement écarté. L'équilibre du budget français est approximatif. Au moment même où nous demandons l'élargissement des crédits bancaires, il augmente. Et de plus nous devons penser à compenser par des ressources intérieures les fonds que le plan Marshall apporte actuellement à notre budget et qui disparaîtront à une échéance prochaine. D'autre part, l'ouverture prochaine d'une campagne électorale peut être aussi considérée comme un risque d'inflation supplémentaire.
On nous a dit qu'il était ridicule de se promener au mois d'août avec un manteau d'hiver, mais il est très dangereux pour la santé de sortir en short ou en maillot de bain au premier soleil du mois de mars.
Or, camarades, à l'heure présente, c'est vrai qu'il est inadmissible et scandaleux que des entreprises soient obligées de freiner leur production lorsqu'elles répondent à des besoins certains qui ne sont pas satisfaits parce qu'ils ne sont pas solvables. Mais il est naturel que celles des entreprises qui se sont organisées souvent très mal, au cours de la période de facilité où les dirigeants pouvaient réaliser des profits considérables sans s'occuper de l'amélioration de leurs productions et de la production au moindre coût, il est naturel que ces entreprises manquent de clients. Et si elles continuent à survivre, grevant la production et la vente de frais considérables et souvent inutiles, jamais nous n'obtiendrons des prix permettant une augmentation réelle du pouvoir d'achat,

même si nous multiplions les billets de banque dans les poches de chaque citoyen.
Et c'est vrai aussi que le régime capitaliste tel qu'il existe à l'heure actuelle n'opère pas le discrimination nécessaire entre les premières entreprises et les secondes, qu'il frappe indistinctement les bonnes comme les mauvaises, et que souvent dans une branche d'activité, les entreprises les mieux outillées comme les autres ralentissent leur production et diminuent les heures de travail.
C'est pourquoi, si une extension du crédit est nécessaire, nous ne devons jamais employer cette expression sans le correctif que Jules Moch a indiqué hier : extension " planifiée " du crédit, complément indispensable à la première notion d'extension du crédit, pas pour tout le monde, pour ceux qui réussissent et qui font l'effort suffisant pour adapter leur production à des conditions normales de distribution et de vente.
Or, Leenhardt a eu raison de dire que la plus décevante des nationalisations était la nationalisation du crédit, non pas qu'elle ait été inutile, sur le plan politique elle a certainement dégagé l'Etat des pressions financières dont certains gouvernements - vous le savez - ont été victimes. Mais sur le plan économique peu de choses ont été changées ; il y a peu de différence entre la gestion des anciennes banques privées et l'actuelle gestion des sociétés nationales de crédit.
Et c'est pourquoi il est nécessaire d'introduire dans la distribution du crédit non pas la vieille notion de rentabilité financière, non pas la vieille notion des garanties compensant exactement les risques, mais de mettre comme l'ont demandé plusieurs camarades, le crédit au service de l'économie, surtout quand il est nationalisé.
Mais ce n'est là qu'un aspect du problème. L'essentiel, nous le sentons bien tous, c'est de gagner la confiance de la classe ouvrière. Or, il n'existe aucune fatalité qui écarte la classe ouvrière du Socialisme dans la période présente. Les exemples de pays étrangers, nombreux, montrent le contraire. Mais aujourd'hui, bien des travailleurs qui ont des idées très attachées à la défense des libertés humaines qu'incontestablement le Parti Socialiste a défendues avec succès, ne nous suivent pas cependant parce qu'ils doutent de nos capacités à améliorer leur sort et de notre aptitude à construire une société nouvelle.
Il serait dangereux d'agir comme si nous devions exiger de la classe ouvrière, avant d'essayer de faire triompher ses revendications, qu'elle quitte les autres partis ou se détache d'eux. Il est impossible de retarder un certain nombre de réformes nécessaires, sous prétexte que le Parti Communiste peut les utiliser à son profit. Nous ne nous attacherons au contraire la classe ouvrière qu'en lui montrant qu'en plus des réalisations sociales que nous sommes plus capables que les autres de faire triompher, nous lui apportons la garantie du maintien de ses libertés.
Or, à l'heure présente, le problème des salaires se pose certainement dans des termes plus complexes qu'il n'apparaît dans notre propagande ou dans nos affirmations. Il est impossible, il n'est pas souhaitable, de revenir à la situation prix-salaires de 1938. Même si la part qui revient à la classe ouvrière, du revenu national, était proportionnellement égale à celle d'avant-guerre, le problème ne

serait nullement résolu. Il est possible que cette part soit très prochainement semblable à celle d'autrefois, mais nous n'aurons en rien amélioré la situation présente parce que la structure des salaires et des revenus sociaux n'a rien à voir avec celle d'avant-guerre.

Un certain nombre de travailleurs ont vu leurs revenus augmenter dans une proportion égale, et parfois supérieure, à l'augmentation des prix. Mais il s'agit des catégories qui se trouvaient tellement bas dans l'échelle de leur rémunération, que de multiplier celle-ci par vingt ou vingt-cinq ne les place nullement actuellement dans une situation satisfaisante. Le vieux travailleur, à 65 ans, a aujourd'hui 45 000 frs dans la plupart des communes de France. C'est une somme évidemment terriblement insuffisante, mais il avait zéro en 1938.

Les salaires des femmes avaient un écart avec les salaires masculins de 25%, 30% et parfois davantage ; les salaires des femmes ont été ajustés dans des proportions beaucoup plus fortes. Et ce qui est vrai pour les salaires des femmes est vrai pour une très grande partie des salaires agricoles, et est vrai pour les allocations familiales elles-mêmes.

Et lorsque les réactionnaires sont prêts à rétablir la situation d'avant la guerre, c'est en rétablissant aussi la structure d'avant-guerre qui était une structure rétrograde.

L'ouvrière dentellière dont l'exemple a été souvent cité ces derniers temps et qui gagnait 1,50 frs de l'heure en 1939, rétablie dans sa situation d'avant-guerre gagnerait à peine 30 frs aujourd'hui, alors que, même avec l'insuffisance notable des salaires, elle gagne évidemment davantage.

Donc si nous voulons rétablir les plus défavorisés dans leur situation d'avant-guerre sans rien supprimer de ces modifications de structure qui sont intervenues dans la répartition des salaires, c'est beaucoup de la proportion de 1938 qui doit actuellement être attribué à l'ensemble de la classe salariée. Et le plus grave c'est ceux qui, relativement ont eu des augmentations plus fortes que les autres, ou parfois égales à celles des prix ; personne ne peut exiger d'eux qu'ils soient satisfaits de ces améliorations relatives, puisqu'elles les placent encore dans une situation très défavorisée et que la plupart du temps, il leur est impossible de faire la comparaison.

Le malade d'aujourd'hui est mieux traité dans ses prestations et dans le remboursement de ses indemnités journalières que celui de 1938, mais ce n'est pas souvent le même.

Le vieillard d'aujourd'hui reçoit une pension très faible, mais supérieure au néant de 1938, mais ce n'est pas le même.

Le père de cinq enfants aujourd'hui, dont les allocations familiales ont augmenté beaucoup plus que le salaire, ce n'est pas lui qui avait cinq enfants en 1938. Il est donc impossible de faire la comparaison entre sa situation d'avant-guerre et sa situation d'aujourd'hui. Et le vieillard, lorsque vous lui direz que s'il ne touche que 45 000 frs, aujourd'hui s'il ne peut s'acheter qu'un peu de lait et un peu de pain, il serait mort sous le régime de 1938, vous ne pourrez pas par cette constatation tirer de lui un signe de satisfaction quelconque.

Il est donc impossible de faire comprendre que les progrès actuels compensent dans une certaine mesure les reculs d'aujourd'hui, et d'ailleurs il ne serait pas juste de demander qu'on le comprenne. Dire au marié sans enfants dont le salaire est au coefficient dix que son pouvoir d'achat est inférieur de 37% à ce qu'il était en 1938, mais que la femme de son voisin touche l'allocation de salaire unique et est ainsi partiellement payée pour ses tâches ménagères, et que la collectivité paie la nourriture et l'habillement de ses enfants, lui dire cela et essayer d'en tirer un signe d'approbation de se part, serait un signe certain d'inconscience ou un manque total de réalisme.

Mes camarades, si nous voulons donc, pour répondre aux aspirations légitimes de la classe ouvrière, arracher en sa faveur un revenu national en proportion plus grand qu'avant la guerre - ce qui est possible puisque l'exemple de l'Angleterre est là pour nous le montrer, car dans ce pays la sécurité sociale n'a pas été prélevée sur les salaires des travailleurs, elle s'est ajoutée à eux, elle a constitué un avantage net - et non pas la répartition d'une somme sensiblement égale ou même inférieure, croyez-vous que ce prélèvement plus fort peut être obtenu par le libre fonctionnement des mécanismes libéraux ? Ou même par la libre confrontation des forces entre les organisations ouvrières et les organisations patronales ?

Impossible ! C'est tout un ensemble de moyens qui doivent être conjugués les uns avec les autres, en même temps les uns et les autres, pour essayer d'aboutir à ce résultat.

Il y a des moyens dont nous devons bien savoir que nous ne pourrons pas obtenir la résurrection. C'est vrai dans la presque totalité du secteur des prix, qui a été libéré, et il serait chimérique de penser que l'on peut revenir, en dehors de quelques exceptions peut-être importantes, à un contrôle généralisé, à une taxation généralisée des prix. Mais si la fixation des prix par l'Etat est en grande partie abandonnée, et si nous ne pouvons pas revenir sur ce point, il nous est possible au moins de tenter d'empêcher que les pouvoirs que l'Etat abandonne ne soient pas repris et confisqués par les organisations professionnelles à leur propre profit. Il nous est possible de lutter contre la substitution chaque jour plus flagrante du dirigisme des professions organisées, à l'ancien dirigisme d'Etat.

Et c'est pourquoi il ne faut pas s'étonner si le Parti Socialiste est naturellement conduit à déposer des projets qui ne sont peut-être pas entièrement indiscutables du point de vue de la doctrine, notamment les projets concernant les ententes professionnelles. On va nous dire : vous vous faites les défenseurs de la liberté économique que vous condamnez ! Où sont le Socialisme et son organisation professionnelle dans des textes de ce genre ?

Il nous est facile, je crois, de répondre que là où l'organisation publique, dans l'intérêt public, est défaillante nous aimons encore mieux une certaine concurrence avec toutes ses imperfections et tous ses risques que la constitution de trusts dirigistes qui tournent le dos à l'intérêt public et à l'intérêt des travailleurs.

(Applaudissements)

Mais dans d'autres domaines il est possible de faire jouer un certain nombre de mécanismes efficaces. Il est certain que les conventions collectives ont leur rôle à jouer dans cette action pour la revalorisation du pouvoir d'achat ouvrier. Nous avons actuellement un texte qui ne fait qu'enlever des barrages, qui ne fait que couper les liens qui ligotaient les organisations ouvrières, mais qui par son existence même ne leur confère aucun surcroît de force et de possibilité d'action. Sur ce texte, on peut dire sans crainte d'être démenti par personne, que si ses imperfections et si ses insuffisances sont nombreuses, il n'en est pas moins incontestable que sur de nombreux points il améliore considérablement toute la législation antérieure sur les conventions collectives, loi de 1936 comprise, que sur d'autres il reproduit les dispositions des lois anciennes, mais que sur aucun point, même de détail, la loi sur les conventions collectives de 1950 ne constitue le moindre recul sur les lois qui l'ont précédée.

Mais si cette institution de la libération des salaires permet aux organisations ouvrières les mieux constituées d'essayer de récupérer une portion du profit patronal, on ne peut pas sur les conventions collectives seules établir un système de revalorisation du pouvoir d'achat.

Un certain nombre de réserves ont été faites dans le Parti, vous le savez bien, au sujet de l'efficacité des conventions collectives que personne n'a considérée comme nulle, mais dont certains camarades pensaient qu'il fallait mettre en garde les bénéficiaires mêmes de cette législation contre des illusions excessives.

Encore faut-il constater que l'on ne peut pas actuellement juger de l'efficacité réelle de cette institution nouvelle puisque, par une coalition entre l'Etat et le patronat, pratiquement les conventions collectives ne sont pas encore aujourd'hui entrées en vigueur. Et c'est la raison pour laquelle ce qui, dans la législation nouvelle, n'est pas de la liberté des salaires mais est encore de la réglementation des salaires, par exemple la fixation d'un salaire professionnel garanti, doit rester dans notre conception l'un des moyens les plus essentiels de l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier.

Mais là encore, cette combinaison entre la réglementation et la liberté est parfaitement insuffisante si elle ne s'accompagne de moyens économiques et financiers tendant au même but. La politique des investissements n'est pas seulement destinée à donner à notre pays l'outillage qui lui permettra de développer sa production, mais est encore un moyen d'absorber le chômage que crée inévitablement une distinction, mal ou bien faite, entre les entreprises utiles et les entreprises excédentaires. Et je ne crois pas que l'on puisse dire que l'un des reproches à formuler contre la politique d'investissement qui a été suivie jusqu'à présent, soit d'avoir suréquipé certaines branches de notre économie nationale.

J'ai entendu dire tout à l'heure que la sidérurgie française avait été suréquipée dans notre pays. Suréquipée ! Alors que pour être tout de suite en mesure de combattre, avec des prix égaux, la sidérurgie allemande, dans les conditions actuelles de prix, de salaires, il faudrait 500 ou 600 milliards d'investissements nouveaux dans cette industrie.

Et puis, aucun progrès social n'a jamais été accompli, dans aucun pays, sans être complété par une législation fiscale qui permette de prélever sur les profits excédentaires de quoi compenser les autres. Il ne s'agit nullement d'augmenter les taux énormes des impôts actuels, mais il s'agit d'augmenter leur masse et de changer leur répartition. Et tout cela, camarades, même si nous étions en mesure de l'appliquer demain, resterait insuffisant et inefficace si nous ne savions, par le travail quotidien de nos sections, de notre fédération et de notre Parti, nous attacher à l'élévation continue de l'éducation Socialiste et ouvrière des travailleurs français. Le mouvement ouvrier, sur n'importe quel plan, est né dans l'éducation sociale, c'est par les bibliothèques, par les discussions entre camarades, que sont dans notre pays nés les premiers progrès de la libération humaine.
Eh bien, si nous faisions chacun le compte-rendu de mandat auquel nous a invités Daniel Mayer, nous aurions certainement bien des réserves à émettre chacun sur notre propre action. Nous sommes au mois de mai actuellement ; dans combien de sections en France a-t-on profité de ce mois pour organiser des discussions et des exposés sur l'histoire de la Commune de Paris dont, avant guerre, tant de camarades tiraient des enseignements pour les appliquer à la situation présente ?
(Applaudissements)
Je pense que c'est une des besognes qui doit être menée de front avec les autres comme étant aussi importante que les autres. Bien des progrès sociaux ne seraient pas tombés partiellement en désuétude s'ils avaient été utilisés avec la formation et l'éducation ouvrières et Socialistes nécessaires à leur plein rendement, car ce n'est qu'en utilisant à plein les droits qui ont été donnés que l'on peut les compléter par des droits nouveaux.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Notebart pour quinze minutes.

Arthur Notebart

Camarades, la fédération du Nord n'aurait pas pensé mettre un deuxième orateur dans le débat si des prises de position de différents camarades ne nous obligeaient à préciser notre position concernant le problème de la participation, à la suite du discours de Daniel Mayer.
D'autre part, l'attitude de nos autres camarades dans le débat nous oblige aussi à faire quelques concentrations, à tirer quelques conclusions et à demander au Parti de s'en souvenir pour l'avenir.
Trois problèmes principaux dominent le débat de politique générale.
D'abord la participation et nous aurions cru, dans la fédération du Nord, que la question ne se posait pas. Elle ne se pose pas, car personne ne nous a demandé de participe, personne n'a offert au Parti de rentrer dans le gouvernement. Et je dis à Daniel Mayer qu'il est dangereux de demander la participation conditionnée, informée, car c'est de cette façon que j'appelle son intervention. Si nous acceptions, camarades, une participation conditionnée, informée, nous

aurions mis déjà dans l'ornière de la participation nos premiers pas et engagé le Parti.
Je demande à Daniel Mayer de se rappeler, là, que la fédération du Nord tient à rappeler qu'au Congrès national dernier nous avions dit ceci : "cet appui parlementaire du Parti cessera sans qu'il renonce à son indépendance, sans qu'aucun pacte permanent ne le lie à un autre parti ou à un gouvernement lui-même".

Daniel Mayer - Je m'excuse, ce doit être un malentendu.

Arthur Notebart - Tant mieux!

Daniel Mayer - Mais je n'ai à aucun moment, et je prends le Congrès à témoin - ou tout au moins la partie du Congrès qui a bien voulu me faire l'amitié de m'entendre - je n'ai à aucun moment réclamé la participation conditionnée, informée.

Arthur Notebart - Le soutien.

Daniel Mayer - Le soutien est une toute autre histoire et je demande de remplacer le mot "participation".

Arthur Notebart - Alors je demande à Daniel s'il serait éventuellement pour un soutien informé et conditionné.

Daniel Mayer - Je crois qu'un soutien pour lequel nous aurions effectivement posé un certain nombre de conditions, et en particulier celui d'être informé, non pas seulement sur les grandes questions, mais même sur les détails de l'administration courante, et jusqu'à la fin de la législature, m'apparaît être le meilleur.
Je ne veux pas profiter de l'interruption que m'accorde notre camarade Notebart pour me permettre de mettre les choses au point, pour faire un second discours, mais j'avouerai franchement - et je m'excuse de le dévoiler devant le Congrès - j'en prends les parlementaires à témoin, que lorsque le groupe se réunit par exemple le mardi à 14 heures, et qu'on nous annonce à 14 heures 50 que dans les dix minutes suivantes on devra avoir pris position sur un problème dont on ignore à le fois le détail, les aboutissements et les perspectives, je préfèrerais pour ma part être informé préalablement, et du problème et de ses détails. Parce que si on continue comme cela, on arrivera à ce que, presque sur tous les problèmes, un certain nombre de camarades au moment de prendre position, étant à l'intérieur du groupe pour une question ou contre une question, mais désireux de ne pas gêner le gouvernement, et par conséquent ayant une autre position, vont se mettre d'accord sur la position la plus simple, la plus élémentaire qui est l'abstention. J'aimerais bien qu'on ne multiplie pas les scrutins d'abstention jusqu'aux prochaines élections.

Fondation Jean-Jaurès

Par conséquent, soutien oui, à la condition d'être informé, sous réserve qu'il soit conditionné. Mais par cela même, et par ces deux seuls adjectifs joints au mot de soutien, cela signifie que le soutien peut cesser lorsque l'information est erronée ou est fragmentaire et lorsque les conditions ne sont pas remplies.
(Applaudissements)

Arthur Notebart - Eh bien je pense, camarades, que la question n'était pas inutile, et raison de plus pour confirmer la position des Socialistes du Nord et pour dire à Daniel Mayer, et pour dire au Parti, que si nous acceptions des informations à caractère personnel de la part de M. Bidault ou de son gouvernement, nous aurions très rapidement demain un enseignement complémentaire qui serait le suivant : si vous désirez des renseignements plus utiles et mieux informés, eh bien, regagnez la maison gouvernementale et vous aurez ainsi toutes les informations nécessaires !
Voilà la question que je voulais soulever. Et nous disons ceci : nous avons décidé unanimement de conserver notre indépendance. Et les Socialistes du Nord ont tenu, dans leur motion, à indiquer ceci : "attachant une importance primordiale au relèvement du niveau de vie des travailleurs, qui se présente comme une nécessité absolue, il soutiendra cette cause de toute son énergie. Non seulement il mettra tout en oeuvre pour son compte afin de la faire triompher, mais il apportera son entier concours à tout ce qui ira dans ce sens. C'est notamment en fonction de cette considération seule qu'il réglera son attitude vis à vis du gouvernement quelles que soient les informations. Mais aux actes, et pas à autre chose" !
Sur ce premier point, et pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, nous avons également tenu à indiquer dans la fédération du Nord qu'une chose serait dangereuse pour le Parti : c'est qu'après avoir été atteint de je ne sais quelle maladie de vouloir quitter le gouvernement, de la hantise de le quitter pour certains, il ne faudrait tout de même pas que le Parti aujourd'hui soit atteint d'une nouvelle maladie qui consisterait à espérer ou à souhaiter, ou à avoir peur d'y retourner, dans quelles conditions et quel jour.
Pour bien définir notre position, la question ne se pose pas, et en cas de discussion au sein de l'Assemblée nationale, nous exigerons que seul un Congrès national ou un Conseil national décide sur cette question la position du Parti.
(Applaudissements)
Voilà sur la question du gouvernement.
Sur la question tactique, nous venons de l'aborder en ce qui concerne la question du programme. Je dis au Congrès que la fédération du Nord accepte la position de notre ami Jules Moch, mais rappelle qu'il serait quand même dangereux de publier un an auparavant le programme du Parti pour les élections générales, car si nous voulions examiner ici les uns et les autres les différents points, les différentes positions…

Jules Moch - Un mot seulement : je me suis gardé de demander qu'on publie le programme un an à l'avance. J'ai précisé que les grandes lignes devaient être

arrêtées puis que des Commissions devaient travailler, et que le résultat devait être soumis soit à un Congrès extraordinaire, soit à un Conseil national ayant pouvoir de Congrès. Ce qui vous donne par avance satisfaction.

Arthur Notebart - Nous sommes entièrement d'accord mais j'en arrivais à dire - et c'est là que Jules Moch m'a interrompu - que si chacun voulait défendre chaque point, et avec une longueur aussi grande que Tanguy Prigent, en respectant si peu la discipline du Congrès, nous serions ici encore dans quelques jours et peut-être même dans quelques semaines, et par conséquent, il serait dangereux de publier par avance une quantité de détails.
Mais la deuxième raison pour laquelle nous avons estimé devoir revenir à cette tribune, c'est pour demander aussi au Parti de changer un peu certaines mauvaises habitudes.
Nous ne pourrons, camarades, retrouver les victoires d'hier, nous ne pourrons avec vigueur nous battre que dans la mesure où nous sommes décidés à vouloir nous battre, à savoir : perdre un peu cette habitude dans le Parti, de venir toujours aux tribunes du Congrès, tantôt le calomnier, tantôt le considérer comme insuffisant, comme conformiste et comme impuissant. Et je pense à certains camarades qui à cette tribune, hier et aujourd'hui, ont tenu certain langage de pessimisme et en même temps regretté que les travailleurs ne soient plus dans le Parti.
Je ne pose qu'une seule question à ceux qui disent que les travailleurs nous quittent : croyez-vous, si un seul partisan s'était trouvé dans cette salle écoutant vos discours pessimistes, que c'était le moyen de le faire entrer dans nos sections et dans nos fédérations ?
Voilà aussi un point sur lequel nous voulions attirer l'attention du Congrès et également indiquer à notre camarade du Doubs ; si le Parti compte des généraux en quantité et très peu d'adjudants de semaine, je pense qu'il a oublié une autre catégorie qui s'appelle les médecins du Parti. Ne soyons pas non plus le Parti du malade imaginaire, n'ayons pas trop l'habitude de cataloguer de tous les maux et de toutes les maladies. Nous avons peut-être besoin de docteurs, mais certainement moins de docteurs que de militants.
Eh bien, camarades, si nous voulons retrouver les batailles de 1936, si nous voulons retrouver la foi et l'ardeur et remporter des victoires nouvelles, il faut alors arriver à savoir avoir dans ce Parti un peu plus d'unité, un peu plus de fraternité, un peu plus de camaraderie, et surtout une volonté de se battre et d'aller en avant vers la victoire du Socialisme.
Voilà les quelques mots qui sont quand même indispensables à dire à cette tribune du Parti. Au moins le départ des ministres aura permis de tenir aujourd'hui un Congrès un peu plus sage qu'hier, un peu plus raisonnable, et au lieu d'assister au dénigrement systématique tantôt de nos parlementaires, tantôt de nos ministres, on arrive aujourd'hui à ne presque plus critiquer personne, espérant que dans les jours qui viennent nous réserverons nos flèches à la tribune des Congrès, pour nos adversaires, et non pas dans une intervention inutile dans laquelle nous perdons notre temps.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Roger Clair pour quinze minutes.

Roger Clair

Camarades, dans ce Congrès il y a une chose qui me frappe, c'est l'énumération d'un grand nombre de problèmes à résoudre, mais ce n'est pas l'énumération des moyens qu'il y a lieu d'employer pour les résoudre.

Parmi ces moyens il en est un d'une importance capitale pour un Parti politique, qui consiste dans les modes d'organisation qu'il y a lieu d'employer pour appliquer ce que les congressistes décident.

J'ai constaté avec beaucoup de satisfaction que maintenant dans le Congrès on a des préoccupations de renouvellement doctrinal. Je ne vais pas entamer une discussion sur son contenu, je crois que la qualité principale d'un doctrinaire c'est de vivre pratiquement sa doctrine. Et pour y parvenir et pour juger la valeur d'une doctrine, à l'échelle humaine, il faut que chacun de nous fasse savoir dans les fédérations quelle est la nature de son expérience pratique, quelle est la nature des difficultés qu'il rencontre, quelles sont les formes d'organisation qui se sont avérées les meilleures pour mettre en application les décisions, de façon à ce que le Parti dans son ensemble soit un élément général de transformation sociale et pas seulement d'activité parlementaire.

Car il est remarquable de constater que l'ensemble des problèmes généraux qui ont été traités et dont nous ne méconnaissons nullement l'importance, n'ont cependant pas une importance exclusive. Il eût été très important, très intéressant, d'entendre les camarades des fédérations parler de leurs expériences sur terrains pratiques et directs.

On a notamment exprimé la nécessité d'apporter des solutions pratiques au problème de la reconstruction. Quelle est la nature des difficultés que l'on rencontre dans ce domaine ? Oh ! Je ne vais pas traiter ce problème, mais il serait tout de même intéressant de connaître le prix de l'urbanisme en France, il serait tout de même intéressant de savoir combien a coûté l'édification de plans pour construire la France sur le papier.

Quelle est la nature des interventions que l'on peut faire d'une façon pratique ? J'essaie de parler à l'échelle humaine, à l'échelle du commun des mortels qui vit dans les conditions journalières de l'existence. Je ne peux évidemment pas traiter des problèmes de cette envergure à cette heure-ci, seulement la chose sur laquelle j'insiste encore une fois, c'est que ce ne sont point des problèmes qui relèvent des Commissions parlementaires mais du travail direct et quotidien pour bouleverser la nature des difficultés que l'on rencontre dans la vie pratique.

Camarades, je vais vous parler d'un sujet plus exclusif, qui est en rapport direct avec la question notamment posée par notre camarade Guy Mollet.

Je pratique, moi, le patronat français dans les milieux industriels. Et je le connais assez bien. Il importe tout de même de souligner quelle est la nature de son attitude que l'on oublie un peu trop facilement. On a maintes et maintes fois

souligné que la France était un pays à industrie retardataire sur le plan économique.
C'est exact. Mais il ne faut pas oublier tout de même que le principal responsable de ce retard industriel et technique, a été dans une très grande mesure le capitalisme privé et le patronat actuel. S'il est actuellement en décadence, ce patronat s'est très bien accommodé pendant l'occupation des bénéfices très substantiels que cette occupation lui a procurés, et on a même vu la majorité du grand patronat français entrer dans la structure économique allemande volontairement, avec la garantie politique de l'hitlérisme.
Eh bien, cinq ans après la libération, c'est ce même patronat - à part une minorité sincèrement soucieuse d'apporter des renouvellements dans l'équipement français - c'est ce même patronat qui au nom des intérêts supérieurs de la nation qu'il représentait si mal, se refuse à payer le personnel qu'il emploie. Et c'est au nom de ces intérêts supérieurs de la nation qu'il convie les travailleurs à des sacrifices auxquels il se refuse de participer. Et malheureusement une telle politique systématique d'opposition, à l'égard de l'élévation du pouvoir d'achat notamment, reçoit l'appui avoué et confirmé publiquement du gouvernement de la République.
Ce sont des faits qu'il ne faut pas craindre de souligner pour en tirer certains enseignements politiques. Ce patronat, vis à vis des nationalisations, il a une idée très particulière ; il sait très bien qu'il est tenu économiquement d'en admettre un certain nombre, mais tout son effort tend à utiliser la nationalisation à l'aménagement de ses intérêts privés. Alors que nous, Socialistes, nous voyons dans la nationalisation et son contenu social et d'organisation, au moins la possibilité d'amorcer une transformation économique profonde.
L'issue de ce combat dépendra beaucoup de facteurs politiques, plus que de facteurs économiques. C'est ainsi que souvent, en négligeant le contenu social et humain des problèmes économiques, on arrive à confondre la nationalisation avec la socialisation, car en fait les problèmes de planification économique sont absolument inséparables de leur contenu humain, pour des Socialistes.
Et c'est ainsi que la majorité du patronat français actuel, soit par incompétence, soit par calcul politique, se refuse à promouvoir une transformation profonde de l'équipement français.
Oh ! Il y a des raisons très simples à cela. Il est assez difficile de demander au patronat d'être lui-même son propre fossoyeur et, en précipitant la transformation de la structure économique, de créer les conditions matérielles de sa propre disparition en renforçant notamment las organisations ouvrières grâce à de nouveaux modes de liaison des travailleurs dans les usines.
Alors camarades, on arrive à cette redoutable conjoncture en France : c'est que nous avons d'une part un capitalisme privé, qui par calcul politique se refuse systématiquement à faire élever le pouvoir d'achat et à renouveler le matériel, ce qui a pour résultat de réalimenter, de recréer sans cesse la base sociale sur laquelle le stalinisme travaille en exploitant des mécontentements pleinement justifiés.

Et on arrive en France à cette redoutable conjoncture qui s'exprime sous d'autres formes et à une autre époque, mais qui est celle que l'on a déjà connue avant la guerre et qui a été un des facteurs principaux de la défaite militaire, politique et économique de 1940.
Alors camarades, évidemment le calcul de ce patronat est assez complexe et contradictoire parce que, refusant de se suicider par son propre effort, il fournit en réalité les éléments de sa destruction en facilitant sans le vouloir la naissance d'une société stalinienne.
Quelle est la position des Socialistes ?
Mais la position des Socialistes, c'est de le liquider par des moyens qui leur sont propres, par les travailleurs et pour les travailleurs au lieu d'édifier une société stalinienne par les travailleurs mais contre les travailleurs.
Il est évidemment essentiel que les Socialistes ne méconnaissent pas ce problème capital.
Et alors ceci nous pose un problème politique redoutable qui est directement lié à la question que notre camarade Guy Mollet posait sur la troisième force. Nous nous trouvons, nous, d'une part, devant la nécessité de défendre les institutions républicaines. Or, la majorité du patronat est républicaine, à la condition cependant que la République ne s'attaque pas à ses privilèges essentiels. Le patronat n'est pas particulièrement chaud pour une aventure politique. Il ne croit d'ailleurs pas à la capacité politique du gaullisme, capacité politique qui lui apparaît comme très douteuse, et il aime beaucoup mieux défendre ses privilèges en restant immobile, par le maintien des institutions politiques.
Mais alors pour nous, Socialistes, cela pose un problème que vraiment je ne veux pas résoudre ce soir : c'est l'alliance nécessaire, par exemple pour la création d'une majorité parlementaire, avec des éléments qui sont représentatifs de ces intérêts économiques et qui sont absolument décidés à ne pas faire l'effort nécessaire pour renouveler l'équipement d'une part, et qui n'apporteraient pas leur propre effort à une transformation sociale que nous considérons, nous, au contraire, comme capitale.
Alors, on aboutit à la troisième Force. Obligés de contracter des alliances politiques avec les représentants de cet immobilisme économique, nous arrivons nous-mêmes à nous associer à cet immobilisme, et un des traits caractéristiques de la politique française c'est précisément de considérer comme l'expression supérieure de la sagesse politique, de ne rien bouleverser, et par conséquent de ne rien faire d'essentiel.
Je termine, camarades, parce qu'il me faudrait examiner la mise en application de la politique de la troisième Force sur le plan international et en particulier sur le plan européen et au travers de l'expérience fédéraliste, et on ferait tout de même des constatations intéressantes : lorsque l'on voit, par exemple, au Congrès fédéraliste de La Haye figurer côte à côte les représentants de ce capitalisme décadent, avec des Socialistes notoires, dans une fraction qui s'appelait à l'époque "la fraction nationale".

Je n'insiste donc pas. Je me permets simplement en terminant de vous énumérer quelques formules concernant un programme ; et si le président me le permet, je vais prendre quand même une minute.
Je crois que dans l'actualité il y a deux formules possibles : ou véritablement on s'associe à un effort progressiste de renouvellement économique, et on pose un problème de lutte contre le chômage découlant de la diminution des heures de salaire, ou - deuxième formule - on s'obstine à s'opposer à ce renouvellement économique et on répartit le travail dont on dispose entre le plus grand nombre de producteurs en diminuant la productivité moyenne. C'est la pratique qui existe actuellement, pratique erronée, car dans de nombreuses entreprises qui ont un carnet de commandes suffisant on assiste au phénomène suivant : c'est que les ouvriers, étant donné la médiocrité des salaires, sont obligés de recourir eux-mêmes à la demande ou au maintien d'heures supplémentaires, et chacun sait par expérience que lorsqu'on commence à réaliser un salaire par des heures supplémentaires majorées, on contribue à diminuer le salaire de base du travail normal.
Et c'est ainsi que les ouvriers, directement liés évidemment à des intérêts quotidiens, ont en réalité une activité qui finalement se retourne contre eux.
Je termine donc, camarades, en vous disant qu'il y a des problèmes de structure politique qui doivent se poser à l'attention du Parti car on ne peut pas modifier fondamentalement les institutions économiques sans poser en même temps le problème des institutions politiques qui leur correspondent.
Et il n'est pas possible que les institutions politiques qui étaient celles de l'économie libérale demeurent sans changement des institutions économiques planifiées. En terminant je vous dis : il y a une chose capitale dont le Parti devra se saisir, c'est que si l'Histoire se fait sans nous, elle se fera contre nous.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, le bureau a été saisi d'une protestation de notre camarade Benoit de la fédération des Vosges qui s'élève contre la radiation de son nom de la liste des orateurs inscrits.
Or, je tiens à indiquer que Benoit est effectivement inscrit et qu'il a été appelé immédiatement après Tanguy-Prigent, mais qu'il était absent lorsqu'il a été appelé.
Il est autorisé à prendre la parole pour les dix minutes qui lui étaient imparties.
La parole est à Benoit.

Benoit

Camarades, j'aurais renoncé à la parole si un problème, capital à mon sens, avait été traité avec toute l'ampleur qu'il mérite.
J'aurais également renoncé à la parole, si ce problème ne présentait pas pour nos jeunes camarades, les étudiants Socialistes, une importance capitale également.
C'est le problème de la paix.
Il est certain qu'à l'heure actuelle toutes nos préoccupations, tous nos efforts pour la recherche d'un mieux être pour la classe ouvrière, l'évolution même

économique, sociale, culturelle de tous les peuples, la sauvegarde de la civilisation, et la permanence même de l'humanité, sont étroitement liés au maintien et à la consolidation de la paix. Cette question pèse lourdement sur les consciences, sur les esprits de tous les citoyens, plus peut-être que les revendications même les plus urgentes et les plus pressantes.
Il est odieux que cette inquiétude, ce désarroi, puissent être exploités comme ils le sont, de la façon la plus équivoque, par un Parti et pour des fins qui n'ont aucun rapport avec la recherche d'une paix véritable et définitive.
Je ne sais si l'on se rend compte exactement de la malfaisance d'une formule qui superficiellement, paraît acceptable, et semble même répondre aux voeux les plus justifiés et les plus humains.
Chacun sait la place que tient en ce moment dans la propagande Communiste, cette véritable mobilisation poursuivie dans tous les milieux, à l'occasion de tous les rassemblements, dans nos écoles, dans nos foyers, sous le pavillon des combattants de la paix et par le moyen de 1'appel de Stockholm. Cela est d'autant plus grave qu'à la faveur de l'étiquette qui couvre la marchandise, il est parfois difficile de refuser sa signature et son adhésion sans risquer d'être catalogué comme belliciste à la solde, naturellement, de l'Amérique.
Il est absolument indispensable de mettre un terme à cette action, d'opposer à une formule qui est une duperie monstrueuse, la véritable et seule formule qui réponde à la raison et qui est seule susceptible de conduire dans les voies de la paix universelle. C'est dans ces conditions que nos camarades Socialistes, au Conseil général des Vosges, ont fait adopter par l'unanimité de l'assemblée, une motion qui traduit exactement les données du problème, ses solutions, et qui pourrait être la base d'un texte qui fixerait la position officielle du Parti.
Cette motion a été reprise, sans en changer un mot, par notre Congrès départemental. Je l'ai fait accepter d'enthousiasme au Congrès de la fédération des vieux travailleurs sur laquelle s'exerce l'influence Communiste, et cela malgré une proposition d'adhésion collective au mouvement des combattants de la paix.
Je l'ai fait accepter dans les mêmes conditions au meeting du 1er Mai. Je la ferai accepter également au Congrès des combattants républicains, dans quinze jours.
Je me suis rendu compte que j'avais touché juste, par les réactions violentes et haineuses dont la presse Communiste a accueilli mes initiatives. J'ai répondu en exigeant les rectifications dont la non insertion a été remplacée par des injures. Cela sera sanctionné en correctionnelle, et en autant d'exemplaires que l'entêtement et la mauvaise foi du Parti Communiste le rendra nécessaire.
J'entends avoir le dernier mot dans l'épreuve de force qui veut une nouvelle fois s'imposer. La seule neutralisation de l'action équivoque du Parti Communiste suffirait à motiver une riposte de notre Parti, et la confrontation de notre doctrine à la tactique de nos adversaires.
Mais il est un autre facteur qui me paraît plus déterminant encore. J'ai entendu à cette tribune des opinions qui ont une singulière idée Socialiste, et que je retrouve dans une motion dont je donne les dernières phrases, les derniers paragraphes.

Dans cette motion nous trouvons : "on estime que la meilleure défense de la paix est l'organisation d'une sécurité collective, appuyée sur la volonté de résistance commune et sur des forces militaires mises en commun".
On estime que la meilleure politique à l'heure actuelle est de resserrer les liens entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le France, dans le cadre du Pacte atlantique.
Autrement dit, c'est à nouveau la formule qui a abouti à tant de faillites sanglantes : si tu veux la paix, prépares la guerre !
Cela est peut-être une opinion ; en tout cas ce n'est pas, à mon sens, une opinion Socialiste.
Comment pourrons-nous sérieusement combattre la nocivité de la formule Communiste si, à une idéologie inhumaine nous répondons par des solutions de même caractère ? Comment des Socialistes peuvent-ils trouver des garanties de sécurité par des moyens qui ont tant de faillites à leur actif ?
Que le réel nous impose momentanément ses lois, c'est possible. Notre règle et notre doctrine doivent continuer à tendre vers un idéal qui reste notre impératif. C'est cet impératif qu'il conviendrait de fixer pour mettre fin à l'équivoque et nous armer contre cette forme particulièrement odieuse de la démagogie Communiste.
Cette formule qui fixerait une fois pour toutes notre position devrait être, comme le font les Communistes, diffusée ; elle devrait en toutes circonstances et à toutes occasions montrer l'action néfaste dont vous connaissez tous les résultats.
Je vous donne simplement pour terminer, les grandes lignes de la motion votée par le Conseil général des Vosges et reprise par la fédération des Vosges.
Je passe sur les préambules et je vous indique simplement ceci :
"Faisant table rase des formules qui traduisent des oppositions idéologiques et intéressées, ne prétendant qu'à fixer unilatéralement des lois et moyens de la guerre, donc à en reconnaître la légitimité, et à amener la monstrueuse survivance de la primauté de la force sur le droit, donne son adhésion raisonnée, totale et inconditionnée aux seuls principes qui répondent naturellement au développement de la société, s'inspirant exclusivement de l'intérêt général et du respect de la personne humaine, de ses libertés et de sa dignité".
A la suite d'un examen rapide chronologique de toutes les guerres dans leurs diverses formes, on arrive à la conclusion :
"Il est hors de doute que la montée foudroyante du progrès en ascension vertigineuse depuis quelques lustres, donne à tous les hommes sans distinction de rang, de race ou de couleur, des virtualités illimitées d'épanouissement total dans la paix et l'harmonie.
Dans ces conditions naturellement, des guerres ne peuvent plus être considérées que comme des aberrations et le fait de gens qui n'ayant rien oublié persistent à croire qu'ils feront durer un régime qui est définitivement condamné".
Pour en finir nous disons :
"Qu'à subir à nouveau les formules fallacieuses et périmées qui ont toujours abouti dans le passé à des banqueroutes retentissantes, on va fatalement et inexorablement à de nouveaux désastres et l'on faillit volontairement à la paix.

Qu'à prétendre assurer de son côté celle-ci par des armements, quelque soit le caractère qu'on leur prête, c'est préparer la guerre, avec des moyens tels que l'effondrement de la civilisation peut en être l'effroyable conséquence.
C'est pourquoi nous dénonçons nettement et sans équivoque l'hypocrisie monstrueuse et la duperie meurtrière dont se rendent sciemment coupables, contre toute vraisemblance, malgré les expériences tragiques, ceux qui prétendent humaniser la guerre en lui fixent ses lois et en limitant ses moyens, et qui ne font en réalité que poursuivre le désarmement de leur adversaire éventuel. S'assurer une primauté dans la violence au service de la force resterait vraisemblablement la redoutable expression".
Et nous ajoutons, en regard de cette formule, la nôtre :
"Il proclame avec force que les seules possibilités de paix, donc de salut commun, reposent dans le désarmement moral et matériel progressif et contrôlé de tous les peuples".
C'est cela la formule Socialiste, et c'est celle-là que nous devons opposer à la formule de la condamnation de la bombe atomique, alors que, comme je l'ai dit, on en a fait des gorges chaudes; on a trouvé à cela prétexte à ridicule. Que voulez-vous que cela me fasse d'être assassiné par une bombe atomique ou par un lance-pierres ?
(Applaudissements)
Et dans le même temps nous soulignons, avec toute le gravité que la situation commande, l'écrasante responsabilité de ceux qui restent attachés à des privilèges d'un autre temps, qui sont la négation des principes d'égalité entre les hommes et de respect de la dignité humaine, constituant ainsi l'obstacle le plus redoutable au retour nécessaire des classes laborieuses à la confiance et à leur incorporation effective et totale dans les activités d'un monde rénové dans le sens le plus humain et le plus noble.
Nous terminons en reconnaissant que cette croisade, à laquelle nous appelons tous les hommes de bonne volonté, réunira, dans une hostilité commune, la réaction intéressée des uns, l'inertie, la défaillance et la lâcheté des autres. Notre confiance cependant en la paix n'en est pas émoussée car nous savons qu'en heures troubles, pour de semblables enjeux, notre pays, fidèle à sa tradition, a étonné le monde.
C'était cette motion que je voulais déposer et c'est cette motion que je voudrais voir à la base d'une motion spéciale qui fixe notre position sur le problème de la paix, contre la position Communiste, de façon que partout où nous nous trouverons en présence de ces formules-là nous puissions dire : voilà la vraie formule !
Partout, malgré la présence de gens qui avaient proposé de telles formules, j'ai enlevé une adhésion totale, enthousiaste même.
C'est cela qu'il faut que nous fassions. Et je vous dis que c'est là où le bât les blesse, je l'ai vu. Mais il est certain qu'ils n'auront pas le dernier mot et que les rectifications que je leur adresse sans me faire aucune illusion et qui me valent de nouvelles injures, leur vaudront à eux des poursuites en Correctionnelle. Quand ils en auront assez, ils s'arrêteront.

Fondation Jean Jaurès

Je ne fais pas de profession d'anticommunisme mais j'estime qu'au moment où nous sommes, notre silence - qui était compréhensible parce que nous ne voulions pas donner à la classe ouvrière qui se trouve dans le désarroi le plus complet, le spectacle d'une division et nous avons sacrifié bien des choses - notre silence continu sur ce terrain-là, en acceptant de nouvelles attaques, serait une complicité. Nous ne serons pas complices. Chacun prendra ses responsabilités. Les ponts sont coupés !
(Applaudissements)

Le président - camarades, la parole est à Guy Mollet pour une communication.

Guy Mollet

Camarades, un deuil vient de frapper certains de ceux qui ne sont pas toujours de nos amis, mais un de ceux qui, lui, a été souvent de nos amis.
Une dépêche AFP nous apprend que Marc Sangnier vient de mourir.
Marc Sangnier, cela rappelle quelque chose certainement à presque tous parmi vous : le fondateur du "Sillon", un des créateurs du Socialisme chrétien ou du catholicisme social - nous n'avons pas toujours fait exactement la différence - un de ceux qui avaient su opposer la conception chrétienne du Socialisme à l'attitude politique du catholicisme militant, ce qui lui avait même valu la dissolution du "Sillon" et un désaveu de l'église militante. Marc Sangnier, par la suite, avait fondé la ligue de la jeune République, puis était devenu président d'honneur du MRP qui comptait un certain nombre de ceux qui lui avaient été fidèles.
Je crois que parce qu'il a été un homme attaché, comme nous, à la défense de la paix, à la lutte contre la misère, et à une certaine forme d'indépendance à l'égard du cléricalisme ou de tout ce qu'il peut représenter, il était un petit peu un des nôtres. Et par ailleurs, en dehors de cette attitude partisane, c'était incontestablement un homme digne de ce nom-là, un de ceux qui il y a quelques semaines étaient à côté de nous pour pleurer notre mort.
Je crois que ce soir il est légitime qu'à notre Congrès nous lui rendions un hommage. Je vous invite à bien vouloir observer une minute de silence.
(Minute de silence)
Je vous remercie, camarades. Une délégation des nôtres sera l'interprète des Socialistes auprès des siens.

Le président - La parole est à Weil-Reynal pour trente minutes.

Sarah Weil-Reynal

Camarades, lorsque vous avez entendu présenter ce programme si précis et si complet qui a été élaboré par Jules Moch, et d'autre part le programme si bien adapté aux nécessités rurales que vous a développé Tanguy Prigent, une pensée vous est peut-être venue : ce programme, comment sera-t-il accueilli ?

Fondation Jean Jaurès

Dans le passé, nous avions nous aussi élaboré des programmes convenant à la situation. Le programme du Comité national de la résistance était en grande partie notre œuvre ; aux élections de Juin 1946, après le ministère Gouin, sous la direction de Philip et de Gazier, nous présentions au peuple de France non seulement un programme mais des résultats. Et pourtant, vous le savez, nous avons subi une série de défaites.

Et alors, on peut se demander : est-ce que cela va continuer ?

Nous ne le pensons pas, parce que la cause profonde qui a amené nos échecs a disparu. Cette cause, c'était la pénurie.

En effet, devant une situation de restriction des produits, il aurait été de l'intérêt de la classe ouvrière de maintenir le dirigisme; et c'était l'intérêt de tous ceux qui possédaient les produits, de le démolir.

Or, on a fait croire à la classe ouvrière que c'était le dirigisme qui empêchait l'abondance. On a pris les faits pour la cause, et à vouloir défendre malgré elle la classe ouvrière, le Parti Socialiste a sacrifié sa popularité.

Nous pensons aujourd'hui que cette cause a disparu. La situation politique va changer. En effet, nous retrouvons les problèmes d'avant la guerre, non pas sous la même forme mais sous une forme analogue. C'est l'abondance qui va maintenant montrer les contradictions du capitalisme, et vous vous rappelez que c'était précisément ces contradictions qui dans les années 1934 et 1935 avaient révolté les esprits et amené l'opinion publique au Socialisme.

Il est probable que nous pouvons et devons espérer que les mêmes causes produiront des effets analogues.

Je dis "analogues" et non pas "semblables", parce que la situation n'est tout de même pas semblable complètement à celle d'avant la guerre. La société de 1950 n'est pas celle de 1936. Nous ne sommes plus en période de plein capitalisme. Nous sommes dans une période de transition car malgré tout, nous Socialistes, nous ne pouvons et nous ne devons pas sous-estimer l'importance considérable des nationalisations qui ont été opérées à notre demande. Il y a aujourd'hui un secteur d'Etat qui compte ; par conséquent nous ne sommes plus en plein capitalisme, nous sommes sur la voie d'une économie d'Etat.

Et en face de ce secteur d'Etat étendu, nous ne retrouvons plus complètement un capitalisme analogue à l'avant-guerre ; en un sens, il est plus fort. Car les ententes professionnelles qui existaient déjà se sont renforcées pendant la période de pénurie, de sorte que nous avons d'un côté une économie d'Etat plus étendue, et d'autre part un capitalisme à certains égards plus fort.

Qu'arriverait-il si on laissait en présence, sans intervention du peuple, ces deux forces antagonistes ?

Il est très probable que, de crise en crise, on arriverait au Socialisme. Mais à quel Socialisme ? Il dépend en grande partie de l'attitude que l'opinion publique prendra à cet égard. Nous avons déjà aujourd'hui en présence quatre attitudes différentes. Il faut bien dire que l'attitude de la plupart est une attitude de passivité : ils laissent faire les événements. Si cela est ainsi, on peut prévoir que de crise en crise, accompagnées peut-être de conflit extérieur, nous arriverions à un régime de Socialisme autoritaire.

Il y a une seconde attitude, c'est celle que prend la bourgeoisie actuellement, c'est-à-dire celle d'empêcher cette évolution. Et ainsi, voulant éviter un régime totalitaire, par ses résistances aux revendications les plus légitimes de la classe ouvrière, elle produit au contraire dans les esprits une tendance à une explosion violente, de sorte que par sa faute et par son fait elle risque d'amener précisément le régime dont elle ne voudrait pas.

Ce régime, il y a un certain nombre de gens qui le désirent, mais je crois que, malgré les apparences, c'est une minorité. Je suis persuadé que la plupart des Communistes, s'ils produisaient le régime qu'en apparence ils désirent, seraient les premiers à le repousser ; mais il serait alors trop tard. Et en réalité nous pouvons, nous, montrer que le Socialisme répond aux aspirations des masses, qu'il est le seul Parti, la seule doctrine, qui concilie l'organisation des choses et la liberté humaine.

Mais il ne suffit pas de présenter un programme. Il faut dissocier les intérêts de ceux qui s'y opposent et les regrouper pour la marche au Socialisme. Et c'est pourquoi il semble qu'une analyse des classes est nécessaire pour inspirer le programme que nous devons présenter.

Il y a d'abord la masse considérable des salariés, qui comprend tout naturellement, à côté d'un nombre relativement petit d'ouvriers agricoles, la grande masse des ouvriers de l'industrie et du commerce. Mais si cette masse a été assez homogène pendant que l'Etat disposait des salaires, aujourd'hui que l'on revient à la liberté des conventions collectives, il risque d'y avoir des intérêts antagonistes.

Nous trouvons d'autre part la masse des fonctionnaires qui ont un statut particulier. Mais l'on remarque que malgré ce statut particulier, aujourd'hui, de plus en plus leurs aspirations se confondent avec celles de l'ensemble des salariés, et l'on peut dire que certaines catégories d'entre eux, comme par exemple les cantonniers ou les postiers, se sentent tout près des ouvriers, et que par conséquent les rapprochements sont possibles. Et surtout, il y a entre les fonctionnaires et les ouvriers de l'industrie et du commerce les ouvriers et employés de ce secteur public, et ils ont dans la transformation de la société un très grand rôle à jouer.

Voilà l'ensemble de la classe des salariés. Nous voyons que leurs intérêts sont divers, mais que tout de même quand on regarde la situation dans son ensemble - et à cet égard l'exposé de Gazier me permet d'aller beaucoup plus vite - on remarque que dans l'ensemble du revenu national, si en apparence la proportion du revenu allant aux salariés est restée la même, c'est que les avantages indirects ne se sont pas ajoutés aux avantages directs mais ont pris sur eux, et que si, dans l'ensemble, la part du salaire ouvrier dans l'ensemble du revenu national est restée la même, leur nombre a augmenté. La durée du travail est plus grande. Par conséquent, en réalité leur situation a diminué.

En face des salariés, nous avons ceux que l'on peut appeler les économiquement forts. C'étaient, autrefois, surtout les grandes sociétés capitalistes. Elles subsistent mais il y a un fait nouveau qu'il faut signaler : c'est la part plus importante que représentent ceux qui ne sont pas en sociétés, qui possèdent à la

fois le capital et le travail, ceux qui ont des revenus mixtes. Et on considère que dans l'ensemble du revenu national leur part est passée de 34% à 42%. Il y a là un fait important, c'est qu'alors qu'avant guerre on considérait comme les capitalistes par excellence ceux qui détenaient l'argent, aujourd'hui ce sont surtout ceux qui détiennent les produits. Leur prépondérance s'est établie au temps de la pénurie ; ils ont essayé de la prolonger, et aujourd'hui ce sont eux surtout qui essaient de s'opposer à la marche au Socialisme.

En face des économiquement forts, il y a les économiquement faibles, c'est-à-dire non seulement les anciens salariés parvenus à l'âge de la retraite, mais parmi eux surtout ceux qui ne sont même pas d'anciens salariés ou qui ne bénéficient pas de la retraite des vieux, et c'est là où l'on trouve les pires misères. Par conséquent vous voyez qu'il y a là une classe particulièrement importante à laquelle notre programme doit penser.

Et puis, ce qui montre les transformations qui se sont produites depuis la guerre, c'est qu'il existe une catégorie qui s'est vue diminuée : c'est l'ensemble des propriétaires de loyers et de revenus mobiliers, dont la part dans le revenu national a diminué. De sorte que parmi ceux que l'on considérait comme les capitalistes par excellence, il y en a dont les revenus se sont tellement amenuisés qu'ils comptent aujourd'hui dans les économiquement faibles.

Puis il y a toute la catégorie si importante des producteurs indépendants, des agriculteurs, des artisans, des commerçants. Ceux-là, on doit se demander à quelle classe ils se rattachent. Pendant la période de pénurie, ils ont cru que leur intérêt était lié à ceux des gros, aujourd'hui, ils s'aperçoivent qu'ils ne sont que des petits. Il y a parmi eux les agriculteurs dont le cas est particulièrement caractéristique ; pendant la période de pénurie ils ont cru qu'il était de leur intérêt de vendre leurs denrées le plus cher possible et que la liberté les favorisait. Ils s'aperçoivent aujourd'hui que, alors que les denrées qui étaient dans le secteur taxé étaient celles qui ne montaient pas le plus, aujourd'hui c'est cette protection qui fait que cette série de produits est à l'abri tandis que ceux qui sont dans la liberté s'effondrent.

De même, les commerçants ont cru, eux aussi, qu'ils pourraient profiter indéfiniment de la période de pénurie. Ils s'aperçoivent que leurs intérêts sont liés à ceux de leur clientèle naturelle, c'est-à-dire des travailleurs, et que au chômage commencent à correspondre des faillites, et que par conséquent leurs intérêts sont liés à ceux le la classe ouvrière.

Voilà une revue très rapide des classes sociales d'aujourd'hui. Et c'est en tenant compte de cette évolution que nous devons établir notre programme. On s'aperçoit que tous ces intérêts entre eux sont antagonistes et que l'on pense surtout dans notre pays à ce que l'on gagnera ; on pense à sa rémunération sans se demander quel usage on en fera, et on s'aperçoit ainsi que ce que l'on a gagné comme producteur on le perd ensuite comme consommateur, et que parmi tous ces intérêts antagonistes il y a un intérêt commun qui est celui des consommateurs.

Nous pensons que c'est dans ce sens que nous devons orienter notre programme.

Fondation Jean Jaurès

Dans le passé c'était bien ainsi qu'étaient axées les doctrines classiques, seulement elles pensaient servir les intérêts des consommateurs par la course aux prix dont la concurrence, disait-on, devait amener l'abaissement des prix. L'expérience a tranché : nous ne sommes plus dans un régime de capitalisme concurrentiel, nous sommes dans un régime d'entente et nous voyons que ces ententes ne jouent plus au profit des consommateurs.

Par conséquent, aujourd'hui, si l'ouvrier est exploité en tant que producteur, il l'est peut-être encore davantage en tant que consommateur.

Dans le passé, lorsqu'il y avait la stabilité de la monnaie et des prix, la résistance des patrons se portait surtout sur le salaire. Elle n'a pas cessé, mais ils céderaient plus volontiers sur le salaire s'ils avaient la liberté d'augmenter leurs prix ; et nous l'avons bien vu en 1946, à la suite de la conférence du Palais-Royal où les patrons ont accepté assez facilement d'augmenter les salaires parce qu'ils savaient qu'ils se rattraperaient, et au-delà, par l'augmentation des prix.

Une autre observation va dans le même sens. Voici les ouvriers du secteur public. Ils demandent une augmentation de leur rémunération. Sur quoi peut-on la prendre ? Pas sur le profit puisque précisément ces exploitations ne font pas de profit et que souvent leur déficit tient à ce que les tarifs ont été maintenus bas dans l'intérêt de la consommation.

Par conséquent, la solution du problème que posent les justes revendications des ouvriers et employés du secteur public, ne peut pas trouver satisfaction dans ces entreprises mêmes, mais au dehors, dans l'ensemble de la société.

Et il y a un dernier exemple qui nous est offert par le régime de l'URSS. Là il n'y a plus de capitalisme privé puisque l'Etat est le seul patron. Bien plus, il est le seul répartiteur des produits. Et pourtant, le niveau de l'ensemble des travailleurs russes reste bas. Oh ! Nous savons bien que cela tient à l'Etat très arriéré où la révolution russe a trouvé le pays. Nous savons que cela tient également aux destructions effroyables subies par la Russie au cours de la guerre. Il reste néanmoins que ce niveau est bas et cela tient essentiellement à ce fait : c'est que l'économie russe n'est pas tournée exclusivement vers le bien-être des travailleurs mais vers la satisfaction des intérêts de la puissance politique de la Russie en temps de guerre.

Et il y a là, mes chers camarades, un exemple particulièrement frappant de ce que, au régime capitaliste qu'avait critiqué Marx, peut succéder un autre régime qui n'est pas le Socialisme. Un des points les plus importants de la critique marxiste avait été de montrer la contradiction entre le caractère social universel de la production et l'accaparement privé des moyens et des résultats de la production. L'exemple de la Russie montre qu'à cette contradiction en a succédé une autre, car le caractère social de la production s'est encore accentué, et il y a un accaparement national de la production ; il y a là une contradiction fondamentale que les Socialistes peuvent montrer aux Communistes, c'est qu'à la contradiction qu'avait dénoncée Marx en a succédé une autre, et que le régime Russe n'est pas un régime Socialiste.

C'est sur ce point que Léon Blum, dans cette lettre admirable qui est en quelque sorte son testament doctrinal, et qui a été publiée dans le Populaire dimanche du

5 Mars, dans cette lettre aux anglais écrite quelques semaines avant les élections, avait montré que deux expériences s'offraient à nous ; l'expérience Russe et l'expérience anglaise. Que l'expérience Russe avait montré ce fait qu'aucun marxiste n'aurait imaginé il y a cinquante ans, c'est que l'on pouvait détruire complètement la propriété capitaliste et pourtant ne pas établir un régime Socialiste.
Voilà, camarades, ce que nous pouvons avoir présent à l'esprit, lorsque nous établirons et lorsque nous défendrons notre programme. Cela nous permettra de montrer au peuple de France que le programme que nous présentons non seulement répond à leur intérêt mais va dans le sens même de l'évolution de la société. Er ainsi nous pourrons inspirer confiance aux autres parce que nous aurons repris confiance en nous-mêmes.
(Applaudissements)

Le président - la parole est à Weitz pour quinze minutes. C'est le dernier orateur inscrit.

Weitz

Il faut bien, camarades, qu'il y ait un dernier, et je m'excuse de mon entêtement. J'aurais abandonné la parole si je n'avais pas été à peu près le seul à défendre le point de vue que je veux brièvement vous exposer et pour lequel je suis fermement mandaté.
Il y a au moins un point sur lequel se manifeste, dans le Congrès, une unanimité. Il est nécessaire, dit-on de toutes parts, et d'urgence, de relever sensiblement le niveau de vie des masses travailleuses.
Selon Ramadier, il faut vaincre aussi la peur de l'inflation, et ne plus exercer la contrainte dont seuls les salariés sont victimes.
C'est Jules Moch qui arrive aux mêmes conclusions, en déclarant que le niveau de vie des masses est actuellement les 7/l0èmes de celui qu'il était en 1938 et qu'il ne peut être maintenu dans ces conditions, et que l'on doit en outre s'engager dans une politique d'investissements sociaux, qu'il résume par le slogan "Mille milliards pour les maisons, Cent milliards pour les écoles".
Mais en vérité, c'est André Philip qui semble avoir posé le véritable problème, sans toutefois nous offrir une solution logique, lorsqu'il a exprimé son inquiétude à propos des récents accords de Londres qui prévoient un accroissement des dépenses militaires et une véritable mobilisation industrielle, ayant pour conséquence le strict maintien des conditions et du standard de vie des masses.
Si le niveau de vie des travailleurs n'est pas élevé, on livrera définitivement ces masses à l'emprise du Parti Communiste, et en particulier les couches les plus défavorisées de ces travailleurs. Philip et Jules Moch ont fait cette constatation d'évidence, mais ni l'un ni l'autre n'ont dit que l'avalisation de la politique dite atlantique, ne laisse pas d'autre issue.
En effet, quelques chiffres suffisent à le démontrer.

Collection Jean-Jaurès

Un calcul qui a été publié par le journal financier "La vie financière", nous indique que pour équiper trente divisions il faudrait investir, en cinq années, 2 600 milliards.
Si à cette somme on ajoute les chiffres lancés par Jules Moch pour l'équipement social, on atteint le total de 3 700 milliards, en plus des dépenses ordinaires qui, selon notre expert Guyon, dépassent déjà largement les recettes.
Il ne faut pas craindre l'inflation, nous a dit Ramadier. Mais j'ai l'impression, camarades, que dans ce cas il ne s'agirait plus d'une crainte mais véritablement d'une certitude, d'une certitude de culbute dans l'aventure, de culbute dans la misère la plus sombre.
Aussi affirmons-nous qu'il est nécessaire et inévitable de faire un choix entre deux politiques qui s'opposent.
Si l'on accepte les accords de Londres, dernière illustration de la politique atlantique, le choix est fait, camarades, il faut en accepter les conséquences contre lesquelles pourtant, ce Congrès et le Parti tout entier semblent prêts à se dresser.
Au surplus, camarades, ces accords de Londres, quels sont-ils ? Quelle structure politico-militaire mettent-ils en place, réduisant le Conseil et l'Assemblée de l'Europe à une super-fiction ?
Il s'agit d'un organisme, un de plus, présidé par un représentant américain qui s'appuie sur un conseil d'experts, choisis par lui, supervisant les ministres européens de l'économie nationale et de la Défense nationale, et décidant finalement de tout tout seul.
En fait, camarades, avec plus de forme et beaucoup plus de tact, nous sommes invités à subir le contrôle et la volonté qu'un Korokowsky fait subir, beaucoup plus outrageusement, à la Pologne.
Camarades, nous considérons qu'il est encore temps de réfléchir. Quand on est dans une impasse - un de nos experts de la politique internationale n'a-t-il pas dit récemment que le Socialisme et la paix étaient dans une impasse ? - on rebrousse chemin sans hésiter ; ce qui ne signifie pas pour nous que ce soit extrêmement facile !
Permettez-moi à mon tour, à ce sujet, de citer notre camarade Léon Blum. Synthétisant la démarche intellectuelle de Stendhal, il écrivait : "Dès qu'une tactique appropriée nous débarrasse de son emprise, le bonheur - et nous pourrions dire aujourd'hui pour nous, la paix - ne tient plus qu'à notre lucidité et à notre courage. Il faut voir clair. Il faut oser".
Eh bien oui, il faut oser revenir à une tradition encore affirmée il y a peu de temps dans le Parti, une tradition d'indépendance politique et économique, abandonnée plus ou moins ouvertement depuis l'apparition du Pacte atlantique et de ses séquelles.
Guy Mollet, encore tout à l'heure, évoquait l'urgence de la constitution d'une troisième force internationale, mais en même temps il vouait aux gémonies ceux qui osent parler d'une neutralité.
S'agit-il, camarades, d'une simple peur des mots ? Ou d'une subtilité qui, pour nous, nous échappe ?

Collection Jean Daniel

Car nous, nous osons ; oui, nous osons affirmer que si le Parti en appelle à la conscience politique des travailleurs du monde entier pour constituer cette troisième force indépendante des deux blocs, impérialistes chacun à leur manière, cet appel transposé sur le plan politique pratique c'est-à-dire sur le plan des problèmes que doivent résoudre les gouvernements en Europe, cet appel doit se traduire par l'affirmation d'une politique européenne de neutralité qui n'exclut pas à l'avenir toute possibilité de défense mais qui assure surtout, en tout cas dans l'immédiat, notre puissance contre tout danger d'agression intérieure de la part des Communistes.
Nos contradicteurs les plus objectifs nous diront : "Mais la neutralité est impossible" !
Examinons brièvement ce problème.
La neutralité diminuerait-elle nos possibilités de défense ?
N'est-il pas, camarades, évident que même avec l'aide américaine, nous ne pourrions pas dans les années qui viennent, résister à l'invasion russe si elle se produisait ?
Nos camarades Suédois ont fait, eux aussi, un calcul, et ils pensent que pour armer l'Europe il faudrait 27 milliards de dollars.
Or, vous n'ignorez pas que les Etats-Unis, pour l'instant, n'ont envisagé le versement que d'une annuité de 2 milliards de dollars, ce qui demanderait un délai de quatorze années pour armer l'Europe et la rendre invulnérable, dit-on, contre une attaque soviétique.
D'autre part, une invasion russe ne peut être freinée que par la crainte d'une réaction immédiate américaine.
Or, avec ou sans le Pacte atlantique, cette réaction américaine est inscrite dans les faits. Le capitalisme américain ne pourra pas réagir contre une expansion de l'impérialisme russe, et cette réaction, camarades, n'est en réalité fonction que de la distance qui sépare Brest de New-York et non pas de l'attitude de l'Europe occidentale.
Mais au surplus, l'invasion russe, possible en cas d'un conflit entre les deux blocs, n'est pas non plus certaine. La Russie a intérêt à retarder le plus longtemps possible le contact entre ses armées et l'occident, d'autant plus que ses armées auraient beaucoup plus à faire, dans l'immédiat, d'un conflit au Proche-Orient pour essayer d'atteindre les points les plus vulnérables de la puissance capitaliste américaine.
C'est aussi, camarades, l'opinion du "Herald Bradley" et de M. Daladier - je vous concède volontiers que nous, nous pensons que c'est caution - mais c'est aussi, il me semble, l'opinion de notre camarade Guy Mollet qui aujourd'hui n'a pas semblé craindre cette invasion russe dans l'immédiat.
Mais il y a surtout une autre considération qui nous confirme que cette invasion surprise ne nous menace pas dans l'immédiat et que donc la politique de provocations militaires et d'armement intensif n'a pas aujourd'hui sa raison d'être, c'est que le capitalisme américain ne souffrirait pas le luxe de remettre sur pied, comme il le fait aujourd'hui, l'arsenal de la Ruhr située à 200 kilomètres de

la frontière actuelle de l'Union Soviétique, pour demain l'abandonner au profit de son ennemi qui pourrait en tirer des avantages considérables.
Mais la neutralité, camarades, surtout - et là je me répète - nous assurerait une plus grande sécurité intérieure car l'issue momentanée d'une guerre moderne n'est plus seulement une question de rapports de forces militaires et économiques, c'est aussi une question de rapports de forces sociales. Et la propagande Communiste en cas d'une politique de neutralité, ne suffirait certainement plus à maintenir sous son influence néfaste les masses ouvrières qui auraient trouvé, grâce à une saine politique économique de paix, les satisfactions matérielles sans lesquelles elles sont en désespoir de cause sous l'emprise du stalinisme.
Tout ceci, camarades, nous amène à affirmer que l'Europe, à laquelle les Socialistes ont raison de vouer tous leurs efforts, l'essentiel de ces efforts de pensée et d'action, ne pourra se constituer que si elle s'affirme avant tout indépendante des deux blocs et plus précisément neutre.
Une Europe capitaliste - celle dans laquelle nous vivons - une Europe soviétique - c'est celle dont on nous menace - elles ne peuvent certes pas être neutres. Dans ces deux cas l'Europe ne peut être qu'un arsenal et une réserve de chair humaine vouée à la plus terrible destruction.
L'originalité d'une Europe Socialiste, camarades, résiderait donc seulement dans cette neutralité.
Aussi ne mettrons-nous jamais trop en garde le Congrès contre les illusions d'une politique européenne toute faite de bons et de généreux sentiments, appuyée sur une très grande éloquence. A ce propos le plan Schuman doit nous servir de thèse. Nos camarades anglais et allemands ont exprimé des réserves extrêmement sages, qui confirment que dans le cadre du capitalisme toute démarche telle que la constitution d'une Europe, nécessite de notre part une constante différenciation entre la forme et le fond. A-t-on assez envisagé - et notre camarade Jules Moch a dit sur ce point des choses très pertinentes - a-t-on assez envisagé que le plan Schuman, pour se réaliser, dans le cadre actuel et selon les voeux de ses initiateurs et de ses inspirateurs, conduirait à des mesures que le Socialisme ne peut pas prendre pour son propre compte ?
Non seulement les nationalisations présentes courraient un grand risque, mais les nationalisations que les Socialistes réclament, tant en France qu'en Angleterre, qu'en Allemagne, devraient être définitivement abandonnées.
Mais aussi les différences, avec ou sans les nationalisations, les différences entre les niveaux de vie des différents prolétariats, les différences entre les taux de productivité des différentes industries concernées, nous conduiraient en fait à des transferts de chômage ou bien à des transferts de populations qui ne pourraient pas se faire sans la coercition que nous connaissons en Union Soviétique ou que nous avons connue sous le régime nazi. Et tout cela finalement ne ferait que signifier un accroissement de la misère et un accroissement des injustices.
En conclusion, camarades, qu'il s'agisse des problèmes militaires ou économiques, si le Parti veut être conséquent, s'il veut reconquérir un peu du

Fondation Jean-Jaurès

crédit sur les masses ouvrières qu'il a perdues au profit du Parti Communiste, s'il veut véritablement défendre une paix nécessaire au triomphe de ses doctrines et de son action, le Parti qui proclame l'urgence d'abord d'apporter aux travailleurs un mieux-être réel, doit se préparer avant toute chose à affronter la crise dont notre camarade Ramadier annonçait hier les premières manifestations.
Mais alors, faudra-t-il que le Parti rejette les responsabilités que jusqu'alors il a, bon gré, mal gré, accepté de partager avec le capitalisme ? Alors faudra-t-il que refusant de participer à la guerre froide actuelle, il n'accepte pas les conditions d'une sécurité nationale et européenne acquise eu prix d'un renoncement dramatique des droits et des espoirs du monde des travailleurs ?
(Applaudissements)

Le président - La prochaine réunion du Congrès aura lieu demain à 15 heures.
Le président sera Gazier, assisté de : MM. Alduy, Rairon et Symphorien.
La séance est levée et renvoyée demain à 15 heures.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
42ème congrès national des 25, 26, 27, 28 et 29 mai 1950

Séance du lundi 29 mai (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de M. Gazier, assisté de M.M. Alduy (UF), Rairon (Loire) et Symphorien (Martinique).

Le président (Albert Gazier)
Camarades, la séance est ouverte. La Commission des résolutions qui a été désignée hier soir par le Congrès a fait comme vous le jugerez un travail extrêmement important. Plusieurs de ses rapports sont actuellement adoptés. Nous allons procéder à leur examen, et pendant ce temps elle finira de mettre au point deux autres rapports.
Je veux vous rappeler les dispositions du règlement intérieur du Congrès concernant la dernière séance. Elles sont les suivantes :
"En cas de désaccord au sein des Commissions chargées de rapporter sur les questions figurant à l'ordre du jour du Congrès, celles-ci nommeront les rapporteurs pour présenter les différents points de vue. Les temps de parole de chacun des rapporteurs seront fixés par la Commission.
Cinq à dix minutes sont accordées aux délégués désireux d'apporter un amendement au rapport présenté. Les rapporteurs peuvent seuls répondre à l'auteur de l'amendement. Ils disposent à cet effet de cinq minutes chacun".
Cela veut dire que ne peuvent prendre la parole dans le débat d'aujourd'hui que les rapporteurs ou les camarades qui ont un amendement écrit à déposer sur les rapports qui leur sont présentés. Les votes auront lieu à main levée, ou par mandat chaque fois que la demande en sera faite par le dixième des délégués. Je

Fondation Jean-Jaurès

crois que l'on peut décider que le dixième des délégués sera 40. Il y a un peu moins de 400 délégués.
Avant de commencer l'examen des rapports, j'ai une communication à faire :
Par circulaire du 21 avril parue dans le bulletin intérieur, le Secrétariat a avisé les fédérations qu'il envisageait cette année de reprendre l'édition en brochure des comptes rendus sténographiques du Congrès. Cette édition ne peut être assurée que si la commande globale est d'au moins mille exemplaires. Les commandes reçues à ce jour ne s'élèvent qu'à 170 exemplaires. Les fédérations sont invitées à faire connaître très rapidement au Secrétariat le nombre de brochures qu'elles désirent recevoir.
Je donne maintenant la parole à la camarade Berthe Fouchère, pour dix minutes, pour rapporter sur les travaux de la conférence nationale des femmes.

Berthe Fouchère

Camarades, le Congrès tiendra gré aux femmes de n'avoir pas encombré pendant ces derniers jours la tribune, et j'espère qu'il écoutera avec patience les résultats du travail d'une Commission qui a fait ce qu'elle a pu pendant cette année.
La conférence que nous avons tenue jeudi dernier, qui a été extrêmement indicative, a prouvé une fois de plus que le Parti Socialiste possédait des cadres féminins excellents, malheureusement peu nombreux. Nous avons dans les fédérations des femmes qui souvent, si elles étaient mieux épaulées, encouragées, rendraient au Parti d'appréciables services dans son travail de recrutement et d'éducation.
(Applaudissements)
Nous avons étudié des problèmes d'actualité à cette conférence qui intéressent l'opinion publique et sur lesquels le Parti doit préciser sa position. Betty Brunswick a rapporté sur l'enfance délinquante, analysé les causes de la délinquance juvénile qui sont dans le régime lui-même, dans la misère, dans les taudis, dans l'alcoolisme et la lourde hérédité que des parents tarés transmettent parfois à leurs enfants.
Elle a montré que la création d'une éducation surveillée au ministère de la justice réalisée par l'ordonnance du 1er septembre 1945 et qui peut être considérée comme une rupture avec la tradition répressive dans le redressement de l'enfance délinquante devrait, en liaison avec les ministères sociaux de l'Education nationale, de la Santé publique, du Travail, de la Sécurité sociale, aboutir à une protection plus efficace de l'enfance en danger moral.
Et en fonction de la nécessité impérative de protéger efficacement l'enfance - car la protection de l'enfance, sa sauvegarde doit être considérée comme la base de l'édifice d'une politique sociale vraiment efficace - nous avons demandé, et nos conclusions ont été transmises à la Commission des résolutions, que le Parti défende avec force une politique du pouvoir d'achat, une politique de l'habitat, car les enfants sont souvent victimes des conditions invraisemblables d'existence dans lesquelles vivent leurs parents.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons également demandé une répression sévère et efficace de l'alcoolisme, sur laquelle a insisté avec beaucoup de raison notre camarade Marguerite Binaud.
Et enfin sur la suggestion de Rachel Lempereur, nous avons réclamé la création d'un grand ministère de l'Education nationale, groupant dans son activité toutes les oeuvres d'instruction, d'éducation, de maisons d'enfants, d'internats scolaires, de protection et de rééducation.
(Applaudissements]
Sarah Weill-Reynal a traité des hôtels et foyers maternels, des aides familiales dont le service doit être sérieusement organisé s'il veut être efficace et répondre au but d'aide et de solidarité pour lequel il a été créé. Elle a insisté d'autre part sur la nécessité de coordonner, de planifier tous les services sociaux et, en attendant cette planification, de tout faire pour empêcher qu'une place prépondérante ne soit laissée aux oeuvres privées, et qu'en conséquence le groupe parlementaire fasse le maximum d'efforts pour faire voter la proposition du Conseil de la République sur la coordination des services sociaux dans l'ordre départemental.
Rachel Lempereur a rapporté sur l'organisation de l'apprentissage féminin, la nécessité de maintenir les centres existant et d'en créer au besoin de nouveaux, car dans ces centres d'apprentissage la jeune fille fait l'apprentissage de la vie, elle apprend un métier qui lui assure l'indépendance matérielle et l'indépendance morale, qui est une des conditions de la libération de l'être humain.
Les centres d'apprentissages sont des organismes, vous le savez, de formation professionnelle, d'éducation humaine. Ils contribuent à faire de la femme une productrice dans le domaine industriel, et la cheville ouvrière de toute la vie familiale, de la vie ouvrière et sociale.
A cette conférence, nous avons aussi examiné les méthodes les plus propres à faire pénétrer dans les masses féminines la propagande Socialiste, et à ce sujet je dois dire - et des camarades m'ont chargée de le dire - que certaines responsables fédérales se plaignent amèrement de ne pas toujours trouver auprès des secrétaires fédéraux ou d'autres camarades responsables tout l'appui qu'elles pourraient escompter.
J'espère que nos camarades ne commettent pas l'erreur de considérer ces militantes comme des concurrentes, mais ce que je sais, et certaines lettres l'attestent, c'est qu'un certain nombre de nos camarades persistent à voir en nous une organisation séparatiste à l'intérieur du Parti.
L'année dernière avec Georges Brucker, cette année avec Pierre Commin, nous nous sommes efforcées de dissiper ce malentendu. Malheureusement, il existe toujours. Nous ne sommes pas, et je le répète, une organisation à l'intérieur du Parti, mais seulement une Commission d'étude, une Commission de propagande et d'action chargée d'adapter la propagande Socialiste dans les milieux féminins, d'amener à nous les ménagères, les ouvrières, les employées, les intellectuelles dont la collaboration est indispensable, disait dans sa préface à la brochure que nous venons de publier le Secrétaire général de notre Parti : "dont la

collaboration avec les Partis Socialistes est indispensable au rayonnement de ces Partis et au développement de leur propagande".
D'autres camarades - et je m'excuse mais il faut dissiper un certain nombre de malentendus - voient en nous un organisme superfétatoire. Les femmes, disent-ils, font leur éducation dans les sections. Nous sommes parfaitement d'accord. La plupart du temps ce sont en effet dans les sections que les femmes font leur éducation. Nous prenons même une part très active parfois à la vie intérieure du Parti.
Dans ce Parti les femmes ont souvent des activités multiples. C'est ainsi que la plupart du temps, ce sont elles qui inspirent ou qui animent les Commissions d'entraide sociale que le Parti a constituées. Mais il y a des problèmes que l'évolution sociale, que le régime capitaliste posent pour la femme et auxquels il est indispensable que le Socialisme propose des solutions.
Il y a le travail féminin, l'aménagement rationnel du foyer, le problème de l'enfance, de la famille, de la maternité considérée comme fonction sociale, etc. Ce sont des problèmes qui se posent dans la vie quotidienne et les femmes attendent des solutions à ces problèmes.
Et je suis stupéfaite que des camarades ne comprennent pas cela. Cependant d'illustres camarades vous ont tracé la voie : Guesde, Suzanne Buisson, Bracke, Léon Blum qui dans un discours magnifique prononcé en 1945 à la Journée internationale des femmes soulignait les tâches spéciales auxquelles les femmes doivent s'atteler dans le mouvement Socialiste international. Pierre Commin, Daniel Mayer évoquaient également ces problèmes à Asnières dernièrement, quand nous avons célébré la Journée internationale de la femme.
Il y a un problème de la femme 1950 qui est appelée à jouer dans la vie économique, dans la vie sociale, un rôle de plus en plus grand, et qui ne peut pas participer autant qu'elle le voudrait au grand mouvement des idées et des choses, qui ne peut pas épanouir autant qu'il serait désirable sa personnalité sur le plan intellectuel et sur le plan moral parce que d'une part elle subit l'oppression des moeurs, des traditions de la morale bourgeoise, et d'autre part parce qu'elle est opprimée en tant que ménagère et en tant que salariée.
Le Socialisme, voulez-vous me le dire, ne devrait-il pas penser sérieusement à ces problèmes ? Et nous comptons sur un appui total moral de la part du Parti. En Allemagne il y a chaque année des tournées de masse pour le recrutement féminin. Le Parti Social-démocrate met à la disposition des militantes tout son appareil de propagande depuis la base jusqu'au sommet.
Et en Autriche, est-ce que vous pensez que c'est par l'effet d'une baguette magique qu'il y a dans un Parti de 650 000 membres 250 000 femmes ? Et notre camarade White que vous avez applaudie hier nous disait également quel rôle important jouent les femmes dans le Labour Party et quel appui total elles reçoivent de ce Parti.
Tous les mois ce sont des camions de centaines de militants qui partent avec le matériel de propagande indispensable, les tracts, les brochures, les journaux, qui défrichent les campagnes, qui posent les questions, qui les suscitent, et qui répondent. Elles jouent un rôle décisif. Pendant une campagne électorale, lors

des vingt derniers jours qui précèdent le scrutin, elles vont de maison en maison distribuer les tracts et faire de la propagande. Leur rôle est peut-être décisif et très apprécié par le Parti.
Nous allons entrer dans une période électorale. Or, le Parti a besoin d'électrices. Souvent on nous dit, et nous entendons dire : "Mais les femmes votent comme les maris". Cela est faux ! Et il est du reste désirable que ce soit faux, car la femme n'a pas à être le reflet de l'homme. Elle a une personnalité qui doit s'affirmer. Et même si cela était, il y a en dehors de ces femmes mariées des quantités de célibataires qui doivent se prononcer en toute indépendance.
Notre Commission fera le maximum d'efforts au cours des mois qui vont venir pour essayer d'attirer dans la sphère d'influence du Parti le plus grand nombre possible de femmes. Nous avons rédigé des tracts. Nous avons un journal pour lequel Madeleine Bras dépense beaucoup d'efforts, que nous nous efforçons de rendre attrayant, complet, et qui est véritablement le seul journal féminin sérieux existant.
Nous venons d'éditer une brochure, sur le résultat des travaux de la Commission internationale de Creil, qui sont le résumé de tout ce qui a été accompli sur le plan social par les démocraties Scandinaves et par la Grande-Bretagne. Nous n'avons pas pu faire davantage, car nous avons été limitées par les faibles moyens financiers dont dispose le Parti.
Mais nous avons cependant la certitude que nous avons intéressé à notre action au cours de cette année un plus grand nombre de femmes que l'année précédente. Nous continuerons avec persévérance, et avec la volonté tenace de faire du Parti Socialiste non pas seulement le Parti des hommes, mais aussi le Parti des femmes.
Je demande aux fédérations de bien vouloir se conformer à une décision antérieure de nos Congrès, à savoir constituer partout ces Commissions fédérales féminines de propagande, de recherche, d'étude et d'action, qui donneront l'impulsion à la propagande féminine dans leur milieu, qui diffuseront notre matériel de propagande, et qui s'efforceront, j'en suis persuadée, de travailler avec efficacité au rayonnement du Parti.
Le Socialisme - et ce sera ma conclusion - n'est pas seulement la transformation économique de la société. Le Socialisme c'est autre chose de plus, c'est une morale nouvelle, c'est une éthique nouvelle, c'est une civilisation nouvelle, et pour l'avènement du Socialisme l'appoint féminin est indispensable. (Applaudissements)

Le président - Notre ami Lamine Gueye m'informe que trois éminents représentants de la fédération du Sénégal sont présents dans la salle, étant venus à Paris à l'occasion du Congrès des anciens combattants. Il s'agit des camarades Ibra-Amdia-Gaté, Momar-Bai, Abdom-Salam-Bassé, tous trois grands mutilés de guerre, Légion d'Honneur, Médaille militaire et Croix de guerre. Je les salue au nom du Congrès, et je les invite à se placer à la tribune.
(La salle, debout, applaudit ces trois personnalités et chante l'Internationale)

Je donne maintenant la parole à Pierre Commin qui va vous donner connaissance des résultats pour les élections du Comité directeur.
Pierre Commin donne lecture :
- des résultats des élections pour la Commission nationale féminine ;
- des résultats des élections pour le Comité directeur.

Le président - La parole est à Cordonnier pour le compte rendu de la Conférence des élus municipaux et cantonaux.

Cordonnier

Camarades, la Conférence nationale des élus municipaux et cantonaux s'est réunie jeudi dernier. Elle avait à son programme deux questions extrêmement importantes : le problème de l'habitat, et celui des constructions scolaires.
Comme l'ont déjà signalé à cette tribune d'une part André Philip, d'autre part Jules Moch et un certain nombre de camarades, le problème de l'habitat devra incontestablement figurer en tête de notre programme de politique intérieure sociale, car il est à l'heure actuelle incontestablement le premier problème social à envisager.
La Conférence nationale des élus a entendu le rapport, le très beau rapport qui a été rédigé par notre camarade Coutrot, et nous nous proposons d'ailleurs dans les semaines qui vont suivre de publier intégralement les travaux de cette conférence, et les interventions d'un certain nombre de parlementaires, en même temps élus municipaux, qui ont bien voulu participer à notre conférence.
La conférence a considéré tout d'abord qu'il n'était plus possible de laisser se perpétuer la politique capitaliste actuelle du logement et de laisser le soin de la construction française uniquement à l'initiative privée. Elle a considéré d'autre part que le manque de rentabilité des habitations ne permet pas au capital privé d'être mis à la disposition de la construction.
Enfin, elle a estimé que dans ces conditions, il appartient aux collectivités locales d'engager dans le plus bref délai possible toute action utile pour mettre à la disposition des citoyens de notre pays le logement absolument indispensable à la dignité des familles françaises.
En conséquence, je vais vous lire la motion qui a été rédigée à la fin de cette conférence, motion qui a été soumise à la Commission des résolutions, et qui a été adoptée, je le souligne, à l'unanimité de cette conférence :
"La Conférence soumet les voeux suivants au Congrès du Parti :
Que soit rapidement étudiée une nouvelle politique de crédit... (lecture du texte)... aux fins d'accélérer pour les collectivités la possibilité d'une politique foncière".
Voilà, mes chers camarades, les résultats de la Conférence nationale des élus municipaux et cantonaux. Nous avons estimé que c'est en s'appuyant sur les sept points que je viens de vous indiquer que nous serions capables de construire demain notre nouvelle politique du logement, politique du logement qui sera à base Socialiste, politique qui luttera avec efficacité contre les moyens capitalistes actuellement mis à la disposition de certains organismes, politique

du logement qui aura pour but de contribuer à l'allocation logement. Car si les allocations familiales sont indispensables pour le maintien et le bien-être des familles, il est incontestable que l'allocation logement est absolument indispensable si nous voulons faire sortir les Français de leurs taudis.
(Applaudissements)
Nous demandons donc au Congrès de bien vouloir accepter les sept points de cette résolution, et nous demanderons ensuite au Comité directeur de bien vouloir publier ces sept points. Nous demanderons enfin au Comité directeur de donner toutes les indications nécessaires pour la publication à travers tout le Parti de ce que nous appelons notre nouvelle politique du logement français.
(Applaudissements)

Le président - Cette motion est renvoyée au Comité directeur. Je donne la parole à Courtois pour le rapport de la Commission de réintégration.

Courtois

Camarades, il y a trois ans, au Congrès de Lyon, je jouais le rôle d'accusateur et je demandais au Congrès d'entériner la décision unanime de la Commission nationale des conflits, qui avait exclu du Parti un certain nombre de membres du bureau national des jeunesses Socialistes.
Je viens aujourd'hui, au nom de la Commission de réintégration, faire une partie du travail contraire, et regagner un peu du terrain perdu. Je viens vous demander de réintégrer celui qui était, en titre du moins sinon en fait, le chef de file des dissidents de la jeunesse Socialiste, Marcel Rousseau.
(Mouvements dans la salle, quelques applaudissements)
Je vous demande de ne pas applaudir, car je veux tout de même rappeler rapidement les circonstances dans lesquelles a été exclu Marcel Rousseau avec ses compagnons, et dire que s'il est vrai que ces camarades ont eu des circonstances atténuantes, en ce sens que l'un d'eux tout au moins était doué de qualités qui sont exceptionnelles, et mises au service d'un Parti qui n'est pas le notre aux crochets duquel il vivait - j'ai cité Dunoyer - si également il y avait, à la place qu'occupe aujourd'hui dans le Parti Brutel, le nommé Dechézel que nous avons exclu depuis aussi, et dont je puis bien dire que si Brutel avait été à la place de Dechézel au Comité directeur élu en 1946 il n'y aurait jamais eu de scission au Mouvement des jeunesses Socialistes.
(Applaudissements, mouvements divers, quelques cris)
Je veux dire à ceux qui interpellent et qui sont d'une fédération qui n'a pas de leçon à donner en matière d'organisation ni des adultes, ni des jeunesses...
(Applaudissements et cris divers)

Le président - Allons ! Cela ne sert à rien ! A rien du tout !

Courtois - … je tiens à leur dire...

Dans la salle – Il y a tout de même un peu d'abus !

Le président – Si vous n'aviez pas interrompu, vous n'auriez pas provoqué la riposte. Laissez parler Courtois. On ne vous entend pas, c'est absolument inutile ! Vous ne mettez que du désarroi ! Courtois, continue !

Courtois - Je ne serai pas plus impressionné aujourd'hui qu'il y a trois ans...

Le président - Ecoutez en silence !

Courtois - … et je maintiens qu'il y avait au-dessus des jeunes des adultes qui portent la responsabilité de la scission du Mouvement des jeunesses Socialistes. (Applaudissements)
Ce sont là les circonstances atténuantes que peut avoir un camarade comme Rousseau. Je veux dire que Rousseau n'avait pas non plus l'excuse de la jeunesse. Il avait 28 ans à ce moment-là. Il était instituteur, et par conséquent avait une formation intellectuelle certaine. Il avait également une certaine maturité d'esprit. Il avait une formation doctrinale solide. Et puis, il était le Secrétaire national de l'organisation, et à ce titre il avait des responsabilités supérieures à tous les autres membres de l'organisation.
Je demande au Congrès de ne pas oublier non plus le mal qui a été fait au Parti à ce moment-là, et que pendant un certain nombre de semaines et de mois, le journal dont Marcel Rousseau était le gérant traînait dans la boue nos camarades comme Ramadier, comme Marius Mouttet, et d'autres, ceux-là plus particulièrement car ils occupaient des postes de combat. Cela a jeté dans le mouvement des jeunesses un trouble dont il reste encore quelques séquelles qui subsistent chez les adultes de certaines fédérations.
Mais malgré tout cela voyez-vous, puisque Rousseau a demandé à rentrer dans le Parti, et parce que je connais bien Marcel Rousseau, parce que je sais qu'il a eu incontestablement un passage à vide, qu'il a subi pendant un temps de mauvaises influences, qu'il a été mal patronné, parce qu'aujourd'hui il demande à rentrer au Parti, je veux considérer cette demande comme la reconnaissance par lui-même des erreurs qu'il a pu commettre. Et je demande au Congrès de le réintégrer pour donner à Rousseau l'occasion de réparer les fautes qu'il a pu commettre et pour regagner et nous aider à regagner un peu du terrain qu'il nous a fait perdre.
Pourtant, la Commission de réintégration m'a demandé de dire à sa fédération que nous ne réintégrons pas Marcel Rousseau par acclamations, que nous le réintégrons dans le sentiment que j'ai défini, et que dans sa fédération son ancienneté dans le Parti commence à partir de ce jour. Par conséquent, les responsabilités qu'on pourra lui confier devront être conformes aux statuts du Parti quant au délai que l'on impose à tous les membres du Parti pour occuper certaines fonctions.
En particulier et surtout, la Commission de réintégration souhaite que la fédération de Saône-et-Loire ne confie pas à Rousseau des fonctions qui pourraient l'amener à diriger les jeunes dans sa fédération.

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je veux conclure, par dessus la tête de Rousseau dont vous aller voter, je le souhaite, la réintégration tout à l'heure, en m'adressant à tous ceux, jeunes ou moins jeunes, qui demandent à entrer au Parti qu'ils ne doivent pas venir, comme le disait Daniel Mayer en 1944, pour se servir du Parti, mais pour servir le Parti à tous les instants !
(Applaudissements)
Je veux demander à ceux qui à l'heure actuelle, à l'instar de Rousseau et de ses camarades en 1947, ont parfois des doutes sur la politique du Parti, s'ils ont parfois une faiblesse - car ce n'est pas la doctrine Socialiste qui faiblit mais ce sont les individus qui ne sont pas assez forts pour l'appliquer contre ses adversaires - … (applaudissements)… je veux dire à ceux-là qu'ils n'ont pas le droit, parce qu'ils faiblissent, parce qu'ils s'en vont, d'en profiter pour salir le Parti qu'ils quittent, pour le trahir !
Je leur demande, à ceux-là, de regarder les exemples vivants que sont des camarades comme Bracke, ou comme Debroucker, qui tout au long de leur vie de militant ont connu eux aussi des heures difficiles, mais qui n'ont jamais interrompu leur combat. Je leur demande surtout de penser qu'il en est d'autres qui sont tombés, dernièrement, d'autres comme Brossolette, comme Marx Dormoy, comme Roger Salengro, et comme Jaurès, qui auraient souhaité continuer longtemps le combat et dont le combat a été interrompu.
On n'a pas le droit de trahir le Parti quand on a chez les vivants et chez les morts de pareils exemples à méditer.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, avant de mettre aux voix les conclusions de la Commission de réintégration, je demande si un délégué a des observations à faire. Je donne la parole à Mireille Ausmain, pour un maximum de dix minutes.

Mireille Ausmain

Camarades, je n'ai aucunement l'intention d'intervenir sur la question de la réintégration ou non de Rousseau. J'interviens simplement sur un incident qui vient de se produire.
Notre camarade Courtois a exposé les raisons pour lesquelles la Commission s'est prononcée sur le cas de Rousseau. Un camarade est intervenu, et notre camarade Courtois a cru devoir mettre en cause une fédération. Sans doute le président m'a indiqué que la fédération qui était mise en cause n'avait pas été nommée, seulement il est des regards qui désignent les fédérations, puisque nous sommes placés les uns et les autres par ordre alphabétique, et il est facile de repérer la fédération dont il est question.
J'interviendrai simplement pour indiquer que la fédération de la Seine ne veut pas sur la question des jeunesses recevoir de leçons de quiconque.
(Applaudissements, bravos)
La fédération de la Seine, c'est entendu, a eu des difficultés avec ses jeunesses. La Commission de la fédération de la Seine a pris une décision vis-à-vis de ses

jeunesses. La fédération de la Seine a nommé une Commission de réorganisation de ses jeunesses.
Elle tient à continuer la bataille qu'elle a menée en toute liberté d'esprit, et elle tient à indiquer à tous les camarades qui sont ici qu'il est des militants dans la fédération de la Seine, sans doute parfois ardents, des militants qui se lancent dans la bataille politique avec tout leur enthousiasme, mais qu'il y a dans la fédération de la Seine des militants particulièrement sincères et attachés au Parti Socialiste et au Socialisme.
Sans doute, avec notre passion, la fédération de la Seine se lance dans tous les débats qui sont à l'ordre du jour du Parti. Mais la fédération de la Seine a montré au Parti - et vous avez pu le voir par les films qui ont passé l'autre jour ici - qu'elle savait également remplir sa tâche.
(Applaudissements)
Vous avez pu le voir, et c'est Mayer qui rendait un hommage légitime aux jeunesses Socialistes de 1936. Il s'agissait en l'occurrence des jeunesses Socialistes de la Seine.
(Applaudissements)
Ce que nous tenons à vous affirmer, c'est que la fédération de la Seine a le désir, en réorganisant ses jeunesses Socialistes, de vous donner dans un avenir extrêmement proche les mêmes cohortes enthousiastes et ardentes que vous avez vu défiler.
La fédération de la Seine n'accepte pas du tout de Courtois l'attaque qu'il a pu faire. Je ne veux pas en dire plus, car nous ne voulons pas du tout mettre la discussion sur le terrain particulier. Mais je vous indique que nous avons été profondément émus d'entendre une fois de plus notre fédération attaquée.
(Applaudissements)

Le président - Pour clore cet incident, je crois qu'il suffit de constater qu'il s'agissait d'une riposte à une interruption, et qu'elle ne comportait évidemment aucun jugement qui serait profondément immérité à l'égard de la fédération dont il s'agit. Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Ballot (Saône-et-Loire)

Camarades, après les conclusions de la Commission de réintégration désignée par ce Congrès pour statuer sur le cas Rousseau, Commission qui s'était prononcée à l'unanimité pour cette réintégration, j'ai peur, quelques instants avant le vote, qu'un incident qui n'a pas été recherché, dont certains camarades ont pu à juste titre être émus, ne détourne l'attention du Congrès du véritable objet qui lui est présenté, en l'occurrence la réintégration de Marcel Rousseau.
Sa fédération, comme l'a rapporté Courtois, a voté à l'unanimité sa réintégration, après un avis favorable de son ancienne section de Châlons-sur-Saône.
Lors de son exclusion, Rousseau avait pris des positions strictement personnelles, pour lesquelles et sur lesquelles nous n'étions pas d'accord avec lui au sein de notre fédération. Mais son exclusion nous a été particulièrement sensible, car malgré le passage à vide que signalait Courtois, Rousseau était d'un

Fondation Jean Jaurès

grand secours dans cette fédération, qui, je ne cesse de le répéter souvent à la tribune de nos Congrès, a été une de celles qui au lendemain de la libération ont été les plus touchées.
Je voudrais que vous considériez la question sous ce seul angle : nul, dans ce Parti profondément attaché à la démocratie, ne peut être taxé d'infaillibilité absolue. L'erreur est humaine. Persévérer est diabolique, sans doute. Mais nous devons considérer que si Rousseau avait fait une erreur, il n'a pas persévéré et au contraire, de son propre chef, sans aucune sollicitation de notre part, Rousseau a demandé sa réintégration.
Cela seul compte pour nous. Nous voyons revenir en lui un camarade qui a reconnu ses erreurs, et qui demande à faire amende honorable pour se vouer à nouveau à la cause du Socialisme et à la cause du Parti Socialiste.
C'est en ce sens que je fais un appel devant le Congrès pour que suivant les décisions et le rapport de la Commission de réintégration vous accordiez à l'unanimité la réintégration de Marcel Rousseau, et la fédération de Saône-et-Loire vous en sera reconnaissante et vous en remercie à l'avance. (Applaudissements)

Le président - Pas d'autre observation ? Je mets aux voix le rapport de la Commission de réintégration et ses conclusions.
Le vote a lieu à main levée, avec cartes roses. Les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité moins 5 voix, sans abstention.
La parole est à Brutel, sur le renouvellement de la Commission nationale de Contrôle.

Georges Brutel - Mes chers camarades, vous savez que chaque année pour éviter deux votes nous présentons la liste des camarades sortants de la Commission nationale des conflits et de la Commission nationale de contrôle, et que nous reprenons pour ces deux Commissions, très importantes d'ailleurs dans la vie de l'organisme central du Parti, les camarades qui ne soulèvent aucune objection dans le Congrès.
Tout camarade dont le nom soulève une objection quelconque est immédiatement abandonné et remplacé par un candidat suivant.
Je crois que la méthode est bonne et qu'il convient de continuer selon cette habitude pour la Commission de contrôle et la Commission des conflits.
Pour la Commission de Contrôle, la liste sortante était la suivante :
"Titulaires : Angousset (Seine), etc. (Lecture de la liste)".
Cette année, nous sommes saisis de deux démissions ; notre camarade Bastia, de la Seine, n'est plus candidat, et notre camarade Belvé n'est plus candidat non plus. Nous vous proposons donc la liste suivante :
"Angousset, Barbier, etc. (Lecture)… et comme suppléants les deux nouveaux candidats : Weil et Renaudet".

Le président - Y a-t-il des objections à la liste proposée par Brutel ?

Fondation Jean Jaurès

Angousset - Je fais remarquer au camarade Brutel que la candidature de Bastia n'est pas du tout retirée, il n'est pas démissionnaire. Il est sortant, mais il se représente cette année, sa candidature a été proposée.

Georges Brutel - On me le dit à l'instant. Il y a une rature sur le côté de la feuille, et c'est pourquoi j'ai fait une erreur. C'est entendu, Bastia est candidat.

Le président - Pas d'autre observation ? Y a-t-il des contestations sur la liste de Brutel ? Pas de contestation ? Je la considère comme adoptée.

Georges Brutel - Je vous signale à cette occasion la mort de notre camarade Mivrier qui depuis longtemps avait rendu de grands services à la Commission de contrôle, qui en était l'animateur et le responsable. Il est remplacé cette année par le camarade Angousset.

Le président - La parole reste à Brutel sur le renouvellement de la Commission nationale des conflits.

Georges Brutel - Selon la même méthode, je vous donne la liste sortante :
"Titulaires : Rémy Sicard (Seine), etc. (Lecture de la liste)".
La fédération du Calvados émet une objection en ce qui concerne Rofet, qui est originaire de cette fédération. Par ailleurs nos camarades Madeleine Lagrange et Chazet qui ont des difficultés à suivre régulièrement les travaux de la Commission ne sont plus candidats cette année.
Je vous propose donc de remplacer le camarade Rofet par notre camarade Etienne Bécart, qui était suppléant et qui est candidat à un poste de titulaire. Je vous propose en outre de remplacer nos camarades Madeleine Lagrange et Chazet respectivement par nos camarades Chariot, député du Var, et Dassot, député du Puy-de-Dôme.
Vous remarquerez en effet que dans la Commission telle qu'elle est composée…

Dans la salle - Nous avons remarqué, en effet !

Georges Brutel - ... il n'y a aucun camarade parlementaire. Je crois que dans le cas où des problèmes sont soulevés concernant les rapports de parlementaires avec leurs fédérations...
(Mouvements dans la salle)

Le président - Vous aurez la parole tout à l'heure, laissez Brute1 s'expliquer.

Georges Brutel - ... il serait utile qu'un camarade Conseiller de la République et qu'un camarade de l'Assemblée Nationale soient présents à la Commission. C'est une règle qui autrefois a toujours été respectée dans la composition de la Commission nationale des conflits.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je donne la parole à notre camarade Marceau-Pivert.
(Vifs applaudissements)
Je veux profiter de ta venue à cette tribune, et des manifestations de sympathie qui viennent de t'être adressées, pour être l'interprète de l'ensemble du Congrès pour exprimer notre satisfaction de te voir en si bonne santé parmi nous, et toujours combattif au service du Parti.
(Applaudissements)

Marceau-Pivert

Mes chers camarades, j'ai tout à l'heure en rencontrant notre ami Sicart indiqué qu'il y aurait peut-être quelque inconvénient à modifier la composition de la Commission nationale des conflits, alors que notre fédération à l'unanimité lui a envoyé depuis un certain temps un dossier dont nous sommes persuadés que cette Commission l'a examiné avec beaucoup de soin.
Il nous serait même très agréable qu'une décision soit prise rapidement pour qu'on n'en parle plus. Et j'ai été surpris de constater que cette observation n'avait pas été prise en considération. Je crains que si des modifications sont effectuées dans la composition de la Commission nationale des conflits au cours de l'instruction de cette affaire, une interprétation disons malveillante puisse s'emparer de ces modifications.
Dans l'intérêt du Parti, je considère que s'il y a des titulaires qui, en effet, comme Madeleine Lagrange qui en raison de son éloignement ne peut pas venir et demande à être remplacée, ou comme Rofet qui est remplacé également, ne font plus partie de la Commission, l'habitude - je considère, mon cher Georges, cela aussi comme une habitude - dans le Parti est de prendre les suppléants qui ont travaillé constamment, qui connaissent les choses puisqu'ils sont convoqués aux réunions, et de leur donner le titre de titulaire.
La liste a été établie avant que ce dossier difficile ne soit soumis à l'examen de la juridiction du Parti. Il n'y a qu'à prendre les suppléants pour combler les défaillances, et remplacer les titulaires qui ne peuvent pas venir. Et ainsi, à l'intérieur du Parti, à l'extérieur du Parti, et pour la fédération que j'ai l'honneur de représenter et dans laquelle je continue à militer, ce sera une satisfaction, j'en suis persuadé.
On aura confiance dans la justice du Parti parce que des camarades choisis un peu au hasard mais grâce à leur compétence et à leur probité continueront à examiner un dossier en cours sans que rien soit modifié à la composition de la Commission. C'est pourquoi j'insiste - de manière à ce que le Congrès refuse l'introduction de nouveaux membres, en cours d'instruction d'un dossier important que nous souhaitons voir rapidement liquidé - pour qu'en en finisse avec ce genre de situation.
Nous supplions la Commission nationale des conflits, qui depuis déjà de longs mois s'est penchée sur ce dossier, de nous faire connaître sa décision. Nous supplions le Congrès de ne pas modifier la composition de la Commission nationale des conflits. Je le répète, c'est dans l'intérêt de la justice et dans l'intérêt du Parti.

La justice du Parti elle-même doit montrer qu'elle est rapide, et qu'elle ne cherche pas à donner l'impression que quelque chose a retardé la décision et qu'une modification de la dernière heure a pu changer le sens du jugement.
Je demande donc au Congrès de repousser les propositions qui sont faites et de compléter les postes des titulaires qui ne peuvent plus remplir leur fonction avec les suppléants à la suite. Je ne les connais pas, je ne sais pas qui ils sont, mais je leur fais confiance pour remplir la tâche de justice que le Parti leur a confiée. (Applaudissements)

Le président - Y a-t-il d'autres observations sur le rapport de Brutel ? La parole est à Rachel Lempereur.

Rachel Lempereur

Mes chers camarades, je m'excuse mais je ne suis pas d'accord avec la proposition de Marceau-Pivert ; et je vais vous dire tout de suite pourquoi.
J'ai l'impression que nous nous engageons là dans un précédent extrêmement dangereux. Nous sommes en Congrès national, le Congrès national a coutume de renouveler chaque année ces organismes centraux. Il s'agit aujourd'hui de la Commission des conflits. Il est bien certain qu'au moment d'un Congrès national, la Commission des conflits ne doit pas pour cela avoir automatiquement terminé les travaux qu'elle a en cours.
Il s'agit aujourd'hui d'une affaire, demain d'une autre, mais il est bien évident que toujours on pourra se trouver devant une proposition de ce genre, c'est-à-dire qu'en réalité on aurait une Commission des conflits absolument "tabou" qui ne serait jamais plus renouvelée. Je crois qu'on risquerait par conséquent de s'engager sur un terrain dangereux, de créer un précédent extrêmement grave.
Je ne sais pas de quoi il s'agit, je ne suis pas du tout au courant de la question, mais je me place sur le plan des principes. Je demande à Marceau de réviser sa position, de ne pas insister dans le soutien d'une telle proposition. Je crois que par principe nous devons être fidèles lors d'un Congrès national au renouvellement de nos organismes centraux. Voilà ce que j'avais à dire sur la question.
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il d'autres observations ? La parole est à Brutel pour répondre.

Georges Brutel

Mes chers camarades, je vous assure qu'en matière de Commission nationale des conflits, mon seul souci en faisant des propositions est d'obtenir une Commission nationale des conflits qui ne soit pas du tout discutée dans le Parti.
Le rôle de la Commission nationale des conflits est capital. En cours d'année jamais le Secrétariat du Parti n'a à intervenir dans un cas de conflit, sinon pour le soumettre à la Commission et c'est très bien ainsi. Je crois qu'il est salutaire que

Fondation Jean Jaurès

l'organisme exécutif du Parti n'ait jamais à intervenir dans les conflits qui se produisent dans les fédérations ou entre des camarades de diverses fédérations.
Aussi, en faisant des propositions, je n'ai aucunement le souci d'influencer la Commission nationale des conflits par une composition qui serait plus ou moins favorable au Secrétariat. Ce que je recherche, c'est que vraiment nous continuions à avoir dans le domaine des conflits l'indépendance totale et la tranquillité totale pour l'organisme exécutif du Parti. C'est pourquoi je cherche une solution qui puisse convenir à l'ensemble du Congrès.
Lorsqu'il s'agit d'introduire des parlementaires, je ferai remarquer que nous avions deux camarades qui étaient parlementaires, Rofet et Madeleine Lagrange. Ils n'ont pas été réélus. Autrefois, la Commission des conflits comportait un tiers de parlementaires. Je crois qu'il serait assez légitime que nous ayons deux parlementaires dans cette Commission aujourd'hui.
(Bruit dans la salle)
Vous avez le droit d'avoir votre opinion, bien entendu - et je m'adresse aux camarades qui font quelques manifestations dans le fond de la salle - mais je vous assure qu'en de telles matières il vaut mieux s'expliquer tranquillement et rechercher une solution qui puisse convenir à tous.
Je vous donne mon point de vue, vous avez absolument le droit d'en avoir un autre, mais nous devons rechercher ensemble la bonne solution.
En ce qui concerne le remplacement de l'un des membres sortants et non candidat par notre camarade Bécart mon souci a été le suivant : j'aurais pu prendre le premier suppléant et le proposer au Congrès. Si je ne l'ai pas fait, c'est que j'ai remarqué que dans la Commission nationale des conflits, il y avait un grand nombre de camarades de la fédération de la Seine. Je ne veux faire aucun grief particulier à la fédération de la Seine, mais je dis que dans l'intérêt général du Parti il serait souhaitable qu'il y ait aussi dans la Commission nationale des conflits un peu plus de camarades d'autres fédérations. Puisque notre camarade Bécart peut être présent aux réunions, j'ai pensé tout naturellement à lui, pour le proposer comme membre titulaire.
Voilà exactement l'état d'esprit dans lequel j'ai agi et dans ces conditions, je crois que les propositions que j'ai faites tout à l'heure restent raisonnables.
Je suis d'accord avec Rachel Lempereur. Parce qu'il y a un dossier en instance, on reconduirait la Commission des conflits de l'année dernière ? Mais, camarades, chaque année il reste des dossiers en instance et nous serions obligés, dans ces conditions, de maintenir une Commission nationale des conflits permanente. Cela ne tient pas, même s'il s'agit d'un cas qui tient à coeur à certains camarades dans le Congrès.
Et dans ces conditions, personnellement je maintiens les propositions que j'ai faites tout à l'heure, à moins que des camarades de la Seine, qui font des objections, ne soient capables de venir avec moi proposer au Congrès une solution qui recueille l'unanimité.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Les conclusions de Brutel doivent être maintenant mises aux voix. Marceau-Pivert a posé la question d'une façon très claire, c'est-à-dire qu'il demande que dans le vote sur ces propositions on vote contre les conclusions de Brutel. C'est bien ainsi que la question a été posée. Je vais donc mettre aux voix les propositions qui viennent de vous être lues par Georges Brutel.

Marceau-Pivert - Si on peut obtenir un vote unanime, c'est ce que nous recherchons dans l'intérêt du Parti.

Le président - Est-ce que le Congrès ne pourrait pas retarder le vote sur cette question, et le reporter un peu plus tard dans l'ordre du jour, de façon à permettre aux camarades intéressés d'essayer de trouver une solution commune sur ce point ?

Dans la salle - Oui ! Oui !

Le président - Nous sommes d'accord ?
Il en est ainsi décidé.
Je continue l'ordre du jour. La parole est à Commin pour rapport des motions diverses, au nom de la Commission des résolutions, ensuite les rapports sur les questions d'Indochine et de l'union Française, et sur les questions de laïcité. Puis, les problèmes intérieurs, et les problèmes internationaux.
La parole est à Commin pour les motions diverses.

Pierre Commin

Avant de vous donner connaissance des motions à renvoyer soit au Comité directeur, soit au groupe parlementaire, je demande à deux camarades de la fédération de la Seine de se mettre en contact avec Georges Brutel pour régler la question dont nous avons parlé à l'instant.
La Commission des résolutions a été saisie d'un certain nombre de motions diverses. Elle a décidé de les renvoyer soit au Comité directeur, soit au groupe parlementaire. Il s'agit notamment de la motion sur la politique du logement dont notre ami Cordonnier vous a donné lecture tout à l'heure. Il s'agit également des résolutions adoptées par la conférence nationale féminine qui est renvoyée au groupe parlementaire, pour exécution.
Il s'agit également d'un certain nombre de résolutions visant la liste des groupements auxquels les membres du Parti ne peuvent pas appartenir. Je tiens à rappeler qu'il y a deux ans déjà, une décision du Parti interdisait aux membres de notre organisation d'adhérer aux combattants de la paix et de la liberté. Pour la liste de ces groupements auxquels ne pourraient pas appartenir les membres de notre Parti, nous vous proposons le renvoi au Comité directeur pour instructions à donner aux fédérations et pour le règlement de certains cas particuliers.
Il s'agit notamment des suggestions émises au Congrès concernant une éventuelle modification partielle sur quelques points de détail du

Fondation Jean-Jaurès

fonctionnement constitutionnel, et que nous vous proposons de renvoyer à l'étude du Comité directeur qui en délibérera.
Toutes les autres résolutions concernant soit la politique générale, soit le programme, font l'objet des délibérations de la Commission des résolutions, et pour toutes les autres résolutions qui concernent des problèmes particuliers nous vous proposons le renvoi au Comité directeur.

Le président - Y a-t-il des observations sur les propositions de Commin ? Il n'y en a pas ? Que ceux qui sont d'avis d'adopter ces conclusions lèvent la main.
Le vote a lieu à main levée, avec cartes roses. Les conclusions sont adoptées à l'unanimité.
Nous passons au rapport sur l'Indochine. La parole est à Deferre, rapporteur unique de la Commission des résolutions à ce sujet.

Gaston Defferre

Camarades, la Commission des résolutions s'est mise d'accord à l'unanimité sur le texte dont je vous donne lecture, et que je commenterai très brièvement ensuite :
"Le Congrès constate que la guerre d'Indochine menace de se transformer en conflit international... etc. (lecture du texte)... mettre enfin un terme à la guerre d'Indochine".
Ce texte, comme je vous l'ai dit, a été adopté à l'unanimité et mon commentaire, qui sera très bref, ne portera que sur les éléments nouveaux que ce texte apporte si on le compare aux textes que nous avons précédemment votés dans nos Conseils nationaux ou dans nos Congrès antérieurs".
Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit l'autre soir, l'évolution du caractère du conflit empruntant maintenant le caractère d'un conflit international. Je veux insister simplement sur le fait que le Parti, dans cette motion, non seulement demande de façon solennelle, publique, que le gouvernement français saisisse le Conseil de sécurité du problème indochinois, mais encore et surtout il demande qu'au même moment le gouvernement français, en même temps qu'il s'adressera à l'ONU, prenne publiquement et solennellement l'engagement dès que la paix sera rétablie de reconnaître l'indépendance réelle du Vietnam et de retirer ses troupes à la demande d'un gouvernement vietnamien issu de libres élections.
C'est là le point nouveau, car jusqu'à maintenant, si l'on a pu dire que la France avait accordé un certain nombre de libertés au Vietnam, ces accords sont intervenus entre la France et certains représentants plus ou moins qualifiés du Vietnam, entre la France et un ex-souverain sur la qualité duquel le groupe Socialiste a fait par ma bouche à l'Assemblée Nationale un certain nombre de réserves.
Si bien qu'on pouvait penser que le peuple vietnamien n'avait pas, dans les propositions qui étaient formulées par la France, une confiance totale et complète, et que quand nous nous adressions aux adversaires en présence en leur demandant de cesser les hostilités, certains d'entre eux pouvaient nous répondre

qu'ils ne croyaient pas dans des promesses faites sous cette forme ou à ces interlocuteurs.
Aujourd'hui, nous faisons un pas de plus, et nous demandons que le gouvernement français s'adresse maintenant à l'Organisation internationale, et que ce soit vis-à-vis d'elle qu'il s'engage dès que la paix sera rétablie à reconnaître l'indépendance réelle du Vietnam et par voie de conséquence si un gouvernement démocratique librement élu le lui demande, à retirer les troupes françaises de ce territoire.
Voilà le fait nouveau important qui ressort des délibérations de la Commission des résolutions, et sur lequel j'avais le devoir d'attirer l'attention du Congrès.
Et maintenant, camarades, je veux très rapidement conclure, et pour ce faire je voudrais me permettre de rappeler un souvenir personnel, un des rares souvenirs personnels qui me permettent d'évoquer la mémoire de Léon Blum.
Au mois de décembre 1946, certains de ceux qui sont ici se rappellent peut-être que quand on apprit en France et particulièrement à l'Assemblée Nationale que la guerre avait éclaté en Indochine, une émotion intense s'est emparée du Parlement. Léon Blum était à l'époque le chef du gouvernement provisoire de la République, gouvernement Socialiste homogène dans lequel Marius Mouttet était ministre de la France d'Outremer, et dans lequel j'occupais moi-même la place de sous-secrétaire d'état.
J'ai pu à cette occasion mesurer, je n'ose pas dire toute la valeur morale, car elle est depuis longtemps reconnue, mais tout le courage et toute la franchise politique de Léon Blum. Dans l'Assemblée un vent de fièvre avait passé. Des interpellations étaient déposées, contre ce gouvernement dirigé par un Socialiste. On pensait dans les couloirs que peut-être le gouvernement de Léon Blum ne disposant que de cent voix environ dans l'Assemblée sur six cents allait être renversé à l'occasion de cet événement important.
Léon Blum est monté à la tribune, et là il a fait une déclaration à la fois courageuse et clairvoyante. Il ne s'est pas contenté de dire, comme il aurait pu le faire pour rassurer la majorité de l'Assemblée, que le Gouvernement allait prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux Français qui se battaient là-bas, il a ajouté dès ce moment-là, dans l'atmosphère de fièvre politique, au risque de se voir renversé, que pour tous les Républicains, la colonisation ne se justifiait pas par la conquête, qu'elle n'était pas une fin en soi.
Et il a dit au moment même où cette guerre éclatait, où toute la droite de l'Assemblée lui réclamait des explications, que pour lui, le but à atteindre c'était le rétablissement de la paix et l'indépendance du Vietnam.
Aujourd'hui, en vous présentant ce texte, en vous demandant malgré les difficultés internationales devant lesquelles nous ne restons ni aveugles ni sourds, de suggérer au gouvernement de s'adresser à l'ONU pour déclarer solennellement que la France, malgré les difficultés internationales, entend avant tout et surtout obtenir le rétablissement de la paix et de l'indépendance du Vietnam, que la France entend permettre à ce peuple de choisir librement ses institutions et ses dirigeants ; en vous demandant cela nous sommes fidèles au souvenir de Léon Blum.

(Applaudissements)

Le président - Y-a-t-il un amendement au rapport Deferre ? Mazier a un amendement.

Antoine Mazier

Mes chers camarades, j'en ai pour une minute, mon amendement est extrêmement bref. Je propose qu'on ajoute à cette résolution la phrase suivante :
"Le Congrès charge le groupe parlementaire d'agir sans délai auprès du gouvernement, soit par une démarche directe, soit par voie d'interpellation, pour faire passer cette résolution dans les faits".
Il est incontestable en effet que la guerre d'Indochine est à l'heure actuelle une des plaies dans l'histoire de notre pays, et qu'elle a des conséquences à la fois d'ordre matériel et d'ordre psychologique qui sont absolument désastreuses. Il n'est sans doute pas une autre question qui intéresse l'opinion davantage que celle-là.
Or, c'est un fait que depuis que cette malheureuse guerre a éclaté, tous nos Congrès et tous nos Conseils nationaux ont voté un certain nombre de motions ou de résolutions qui étaient toutes excellentes, mais qui n'ont jamais revêtu la précision de celle qui nous est proposée aujourd'hui. Toutes ces motions et toutes ces résolutions, nous pouvons bien dire qu'elles n'ont eu pratiquement aucun résultat. Il serait infiniment regrettable que celle qui vient de nous être soumise aujourd'hui ait le même sort.
La presse d'aujourd'hui, et tous les délégués, je crois, s'accordent à reconnaître que le Congrès de cette année a eu une autre tonalité que les Congrès des années précédentes, et que le Parti semble vouloir s'engager cette fois dans une action vraiment résolue.
Je suis persuadé que si l'action du Parti et l'action du groupe parlementaire permettaient d'orienter la politique française en Indochine dans une autre voie, et dans une voie qui nous conduirait à la paix, on ne pourrait pas rendre de service plus grand dans l'immédiat à notre pays, et au Parti Socialiste. (Applaudissements)

Le président - Y a-t-il d'autres amendements ? La parole est au délégué de la Cochinchine.

Le délégué de la Cochinchine

Chers camarades, je m'excuse de prendre la parole maintenant. Je félicite Gaston Deferre et le camarade Mazier. Je n'ai pas pu les voir avant, jeudi j'étais encore à Saigon, je suis arrivé vendredi, mais la Commission d'études avait déjà fait son travail, et je n'ai pas pu dire ce que je voulais dire.
Comme le disait le camarade Mazier, ce qu'il faut c'est que les résolutions que vous prendrez ici passent dans les faits, car jusqu'à présent, dans tous nos Congrès depuis 1945 nous avons toujours eu une position sur la question de

Fondation Jean Jaurès

l'Indochine, mais en Indochine on a toujours fait le contraire de ce qu'on disait ici.
(Applaudissements)
Je ne vous donnerai pas beaucoup de nouvelles de Saigon, vous les connaissez. Le stade des conversations, des entretiens est dépassé. Ce n'est plus une affaire franco-vietnamienne, c'est une affaire internationale, vous savez tout cela.
Ce que je veux dire, c'est ceci : la position du Parti Socialiste a diminué en Indochine. En 1936 il y avait un Parti Socialiste qui était fort, en 1945 il y avait un Parti Socialiste qui était fort, maintenant, il n'existe presque plus. Il n'y a plus de Vietnamiens. Ceux qui l'étaient il y a quelques temps, c'est-à-dire l'année dernière, étaient des Ho-Chi-Ministes.
Et pourtant, je peux vous assurer qu'il y a beaucoup de Vietnamiens qui ont des idées Socialistes, mais ils ne viennent pas au Parti. Nous autres, les quelques Français qui sommes là-bas, nous avons beau faire, nous ne pouvons pas arriver à les amener à nous. Ils nous disent : "Le Parti Socialiste ? Oui ! C'est très beau ! De belles paroles, mais c'est tout ! Et nous qui sommes au maquis - parce que presque tous ces Socialistes sont au maquis - nous ne pouvons pas quitter le maquis pour venir avec vous, parce que si nous venons, il faut que nous réussissions, et nous avons l'impression, comme vous l'avez vous-mêmes, que la France ne fait rien du tout pour donner l'indépendance à l'Indochine".
Et cela, je peux vous le dire : là-bas, on fait tout le contraire de ce que nous disons ici. L'application des accords, c'est très beau. Ils le disent, mais aussi bien le gouvernement français que le gouvernement vietnamien sont d'accord pour ne pas appliquer les accords.
Voilà ce que j'avais à vous dire, chers camarades. Donc ce qu'il faudrait, et je vous assure que l'opinion publique vietnamienne - française un peu moins peut-être - serait heureuse de le savoir, c'est que le Parti Socialiste soit décidé à ne plus se laisser faire dans ce domaine.
Par conséquent, comme le demandait le camarade Mazier, je demanderai qu'une délégation se rende auprès du gouvernement pour l'aviser que nous sommes fermement décidés au Parti à ne pas le suivre sur ce point s'il ne change pas de politique.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marceau-Pivert, qui a un amendement à proposer.

Marceau-Pivert - Je pose au rapporteur la question suivante, pour la clarté de la décision que prend le Congrès :
Il est bien entendu, étant donné et les discours et les résolutions qui sont maintenant proposés, que le groupe parlementaire n'est pas autorisé à voter encore une fois les crédits militaires pour la guerre d'Indochine si le gouvernement ne tient aucun compte des propositions du Parti Socialiste ? Réponse du rapporteur !
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il d'autres amendements ? S'il n'y a pas d'autres amendements, la parole est à Deferre.

Gaston Defferre

Camarades, je vais répondre aussi clairement que possible à Mazier et à Marceau-Pivert, et en même temps je répondrai au camarade qui est venu de Cochinchine et qui n'a fait que développer l'amendement de Mazier.
En ce qui concerne l'amendement de Mazier, je l'accueille avec grand plaisir, mais je lui demanderai tout de même de le retirer, et je lui expliquerai pourquoi. Je l'accueille avec grand plaisir, car dans l'exposé que j'ai fait l'autre soir ici, j'ai moi-même demandé au Congrès de se prononcer sur cette question, et de donner un mandat précis au groupe parlementaire pour les débats à venir concernant le problème de l'Indochine.
Mais quand, à la sous-commission de l'Indochine, qui était une sous-commission de la Commission des résolutions, j'ai posé la question que Mazier a résumée dans son amendement, il a été répondu que Guy Mollet - et cela a été confirmé tout à l'heure par la Commission des résolutions - viendrait tout à l'heure à cette tribune pour exposer aux camarades comment le Parti entendait appliquer dans la pratique les décisions qui seraient prises par le Congrès.
Il nous a été demandé de ne pas proposer de procédure spéciale pour telle ou telle question particulière, de façon que les instances du Parti puissent, conformément aux décisions qui seront prises tout à l'heure, après les propositions de Guy Mollet, s'appliquer à toutes les décisions du Congrès.
Je demande donc à Mazier soit de bien vouloir retirer son amendement, soit s'il Le président le maintient de bien vouloir le reporter au moment où tout à l'heure la question viendra en discussion quand le problème pratique de l'exécution des décisions du Congrès sera porté à la tribune par Guy Mollet lui-même.

Antoine Mazier - Je retirerai mon amendement si les déclarations de Guy Mollet me donnent satisfaction.

Gaston Deferre - En ce qui concerne la question posée par Marceau-Pivert qui m'a demandé - et je me faisais un peu l'impression d'être un élève auquel on pose une colle - si le groupe parlementaire refuserait de voter les crédits militaires pour la guerre d'Indochine si le gouvernement ne tenait pas compte de la motion qui vous a été proposée, à Marceau-Pivert je répondrai que dans le passé - et je suis sûr qu'il en sera de même dans l'avenir - le groupe parlementaire a fait preuve d'un grand esprit de discipline.
Il s'est incliné chaque fois avec beaucoup de bonne grâce soit devant les décisions du Comité directeur chargé d'appliquer les décisions du Congrès, soit devant les décisions du Comité des 46, notre dernière création, chargé de mettre lui aussi en application en cette matière les décisions du Congrès. Et je suis donc certain que le groupe parlementaire - que je ne suis pas chargé de représenter et dont je ne suis qu'un des modestes membres - cette fois encore fera preuve du même esprit de discipline.

Le président - Je suis donc saisi d'une proposition de modification émanant de Mazier et qui ne visait pas à modifier le rapport mais à le compléter par un moyen d'exécution. Est-ce que j'ai bien compris en pensant que Mazier réserve sa position, et envisage de reprendre avec le rapport de politique intérieure le texte qu'il vient de développer, mais pour l'instant ne le maintient pas dans le rapport particulier de l'Indochine ? C'est bien cela ?

Antoine Mazier - C'est cela sans être cela. Si dans le rapport de politique intérieure il est fait allusion à la façon de mettre la motion en application, s'il est question des moyens d'exécution permettant de réaliser cette motion, je veux bien retirer mon amendement, ne pas demander qu'on l'ajoute à cette motion. Mais est-ce qu'il en sera question ? Je voudrais bien le savoir.

Le président - Tu réserves donc tes droits pour tout à l'heure.

Antoine Mazier - Oui.

Le président - Alors, je mets aux voix le rapport de Déferre tel qu'il a été lu.
(Protestations dans la salle)
Il s'agit des moyens d'application d'un texte. Je pense qu'il est de meilleur travail de fixer les buts des motions particulières qui vous sont proposées, et de fixer ensuite dans les motions générales les moyens d'appliquer l'ensemble des décisions.

Jean Charlot

Camarades, je demande le renvoi du vote jusqu'après le moment où nous aurons décidé des moyens d'action du Congrès sur le groupe parlementaire. Je ne suis en effet moi aussi qu'un humble membre du groupe parlementaire. Nous nous trouvons là en face d'une question dont chacun de vous comprend l'importance, et sur laquelle nous sommes obligés à maintes reprises de nous prononcer par des votes qui vont quelquefois à 1'encontre de nos sentiments personnels.
Par conséquent, pour résumer ma pensée je voudrais dire que je ne suis pas en opposition avec le rapport que nous a présenté tout à l'heure notre camarade Deferre, mais je voudrais que lorsque le Congrès aura pris position d'une façon nette et précise sur cette question, il donne à son groupe parlementaire un mandat très précis.
Je dirai même à Mazier en toute amitié que le procédé qui consiste à demander une interpellation n'est pas à mon avis suffisant. Je pense que le Congrès après s'être prononcé d'une façon formelle sur cette question doit donner à son groupe parlementaire un mandat précis, et dire que si ces propositions ne peuvent pas être acceptées par le gouvernement, le groupe parlementaire devra voter contre lui, en quelque occasion que ce soit.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Le camarade Charlot et d'autres camarades demandent que l'on remette à plus tard le vote sur le rapport de l'Indochine.
Je fais observer que personne n'a proposé de modification sur le fond même du rapport Deferre, mais uniquement sur les procédés d'application. Cette question peut se reposer à l'occasion de n'importe quel autre des rapports qui vont vous être lus, et il serait certainement de meilleure méthode de proposer une adjonction à la motion de politique générale qui viendra en dernier dans la discussion et dans les débats de ce Congrès et qui visera les procédés d'application pour la motion de l'Indochine comme pour les autres motions.
C'est à ce moment-là que cette discussion doit venir, ou sans cela vous risquez de renvoyer tout systématiquement. C'est déjà le deuxième rapport que nous renvoyons. Je demande si on maintient la proposition de renvoi du vote ?

Jules Moch - Il y a dans la motion de politique générale intérieure actuellement à la frappe une phrase qui, je pense, rassurera beaucoup nos camarades, et qui en substance dit que le Parti se considère comme indépendant, et ne déterminera son action tant au Parlement que dans le Pays que par le seul intérêt des travailleurs.

Dans la salle - Cela ne suffit pas.

Le président - Camarades, nous n'avons pas maintenant à engager un débat sur une formule de rapport ultérieur. Les camarades qui pensent que la formule qui vient d'être citée par Jules Moch n'est pas satisfaisante proposeront des modifications à cette formule lorsqu'elle viendra en discussion.
Est-ce que la proposition de renvoi à plus tard du vote sur le rapport d'Indochine est maintenue ?

Dans la salle - Oui !

Le président - Je la mets aux voix. Que ceux qui sont partisans de voter immédiatement le rapport de l'Indochine, c'est-à-dire de repousser la proposition de renvoi le manifestent en levant la main.
- le vote a lieu à main levée. Le vote immédiat est adopté à la majorité.
Je mets donc aux voix le rapport Deferre. Que ceux qui sont partisans de l'adopter veuillent bien lever la main.
- Le vote a lieu à main levée. Le rapport est adopté à 1'unanimité moins 1 voix et 7 abstentions.

Le président - L'ordre du jour appelle maintenant le rapport sur l'union française. Rapporteur unique de la Commission : Alduy.

Paul Alduy

Camarades, l'année 1950 marque une date dans l'histoire du monde colonial, car pour la première fois les colonies de la Couronne Britannique ont cessé d'exister.

Fondation Jean Jaurès

Partout des gouvernements autonomes surgissent dans le monde entier. C'est une des raisons pour lesquelles les journées d'étude de l'union française se devaient d'étudier particulièrement les problèmes des territoires d'Outre-mer. Mais elles ont pensé qu'un tel examen méritait davantage d'attention encore que les années précédentes, et méritait qu'un Conseil national spécial lui soit consacré.

Le président - Camarades, c'est très bien, comme tout à l'heure, d'avoir salué de vos acclamations des représentants de l'union française, mais c'est très bien aussi d'écouter dans le silence les questions qui les passionnent à juste titre ! (Applaudissements)

Paul Alduy - Camarades, je vous remercie de bien vouloir m'écouter. Ce que je veux dire, c'est qu'il est indispensable que le Parti entre en prise directe avec les problèmes d'Outremer, y compris ceux de l'Afrique occidentale et équatoriale, et parce que nous demandons un Conseil national spécial sur cette question, nous estimons qu'il est inutile d'établir un programme détaillé.
C'est la raison pour laquelle je vais vous présenter un texte extrêmement concis qui ne prétend pas innover, qui ne prétend pas contenir des affirmations originales ou extraordinairement nouvelles, mais qui sera une indication pour le prochain Conseil national, et aussi un encouragement pour nos camarades d'Outremer. Voici ce texte :
"Le Parti Socialiste rappelle que toutes les conquêtes politiques... etc. (lecture du texte)... de l'équipement de la production agricole et industrielle".
Camarades, voici en quelques lignes le texte qui est soumis à votre agrément. Je le répète, il n'a pas d'autre valeur qu'une valeur d'indication et d'encouragement donné à nos camarades d'Outremer, car comme l'a dit hier Guy Mollet, jamais les chances du Socialisme n'ont été aussi grandes dans les pays d'Outremer.
Seul, le Socialisme est en mesure de permettre l'émancipation des populations d'Outremer. Cela, il faut que nous le disions, et que nous le répétions. Il faut que nos camarades de l'Afrique occidentale sentent que nous sommes à leurs côtés. Il faut qu'ils sentent que ce texte est un hommage à leur action, et je pense en particulier à Lamine-Gueye qui porte sur ses épaules le poids de tout le Socialisme en Afrique occidentale. Je pense également aux camarades de la Côte d'Ivoire qui mènent un combat énergique contre les forces dissolvantes du Communisme et qui ont réussi en deux ans à conquérir trente à quarante mille adhérents.
Ceci, camarades, j'ai tenu à vous le dire. Encore une fois, ce n'est pas seulement par idéologie ou par idéal que nous défendons cette thèse, mais parce que nous sommes convaincus qu'Outremer et spécialement chez les Africains le Socialisme s'identifie avec l'âme de la France, avec ce qu'il peut y avoir dans notre nature un peu tourmentée de plus noble et de plus généreux : c'est l'âme de la France qui vivra Outremer par notre action, l'âme de la liberté, de notre liberté.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Y a-t-il des amendements au texte du rapport lu par Alduy ? Il n'y en a pas ? Je mets le rapport aux voix.
- Le vote a lieu à main levée. Le rapport est adopté à l'unanimité -
La parole est maintenant à Bidet sur le rapport concernant la Tunisie.

André Bidet

Camarades, je pense que vous étiez tous là hier matin lorsque j'ai exposé le problème. J'espère que vous n'avez pas tout à fait oublié cet exposé et cela me dispensera de longues considérations.
Je veux seulement mettre l'accent sur les deux raisons qui nous ont déterminés à vous présenter la résolution que je vais vous lire tout à l'heure. D'abord, nous avons reconnu unanimement la nécessité de réformes profondes. L'heure des "réformettes" est passée. Il faut cesser d'appliquer les réformes là-bas à doses infinitésimales pesées sur la plus sensible des balances pharmaceutiques.
En second lieu, nous avons pensé également qu'il fallait porter une condamnation définitive contre la politique d'immobilisme, et c'est précisément dans la mesure où le Résident général actuel apparaît comme un Résident général réformateur que nous sommes décidés, nous Socialistes, à le soutenir. Nous y sommes d'autant plus décidés que l'heure est opportune, nous ne cédons pas à une contrainte, nous obéissons seulement à notre esprit de justice. Voici donc le texte que nous vous proposons :
"Le Congrès fait sienne la motion votée le 11 décembre 1949 Par la fédération de Tunisie... etc. (lecture du texte)... au Président du Conseil, pour l'informer dé la "volonté du Parti". Camarades, cette résolution n'est pas un texte improvisé. Il résulte d'un travail de longs mois, poursuivi devant la Commission spéciale des pays de Protectorat, Commission qui comprenait des camarades habitués à ces questions et étant allés puiser leur connaissance dans le pays même.
Cette résolution a été adoptée à l'unanimité par la sous-Commission, elle a été adoptée par l'assemblée plénière des deux journées d'études consacrées à l'union Française. Ce matin elle a été soumise à l'examen approfondi de la Commission des résolutions, et tout à l'heure elle a été adoptée à l'unanimité par cette Commission.
Je forme le voeu qu'à son tour le Congrès l'adopte à l'unanimité, pour que nous établissions en Tunisie une véritable amitié franco-tunisienne fondée à la fois sur l'harmonisation des intérêts et sur la communion des esprits dans la paix des coeurs.

Le président - Y'a-il des amendements à la motion proposée par Bidet ? Il n'y en a pas ? Je mets donc le rapport aux voix.
- Le vote a lieu à main levée. Le rapport est adopté à l'unanimité -
La parole reste à Bidet pour son rapport sur le Maroc.

André Bidet - Camarades, je serai très bref. Là aussi nous avons étudié la situation au cours des deux journées d'études. Nous l'avons encore considérée ce matin, et maintenant nous vous présentons la résolution suivante :

"Le Congrès, considérant qu'il existe au Maroc un problème particulier... etc. (lecture du texte)... à transformer le pays en un état moderne et démocratique".

Le président - Y a-t-il des propositions d'amendement ? Il n'y en a pas ? Je mets le rapport aux voix.
- Le vote a lieu à main levée. Le rapport est adopté à l'unanimité -
La parole est maintenant à Deixonne pour le rapport sur la laïcité, mais auparavant je tiens à vous lire une lettre qui a été adressée au Secrétaire général du Parti par la Confédération générale des oeuvres laïques :
"Monsieur le Secrétaire général et cher camarade, au moment où siège le Congrès national du Parti Socialiste, le comité exécutif permanent des états généraux de la France laïque croit devoir attirer toute votre attention... etc. (lecture du texte)... Mais nous estimons que si des menaces de ce genre avaient pour effet la capitulation des pouvoirs publics, c'en serait fait de la République et de la démocratie".
Signé : Lavergne, Labrusse, Durand et Bayet.
(Applaudissements)
Il est inutile d'ajouter, camarades, qu'une des premières tâches du comité directeur du Parti sera de répondre à la confédération générale des oeuvres laïques pour lui manifester l'importance que nous attachons aux problèmes qui sont exposés dans sa lettre.
(Applaudissements)
La parole est à Deixonne dans un premier rapport concernant les économies proposées sur le budget de l'Education nationale.

Maurice Deixonne

Camarades, il ne vous a pas échappé que la lettre que vient de nous lire notre président en tête de la "confédération générale des oeuvres laïques" émane en fait du comité exécutif permanent des états généraux de la France laïque, c'est-à-dire d'une collectivité d'organisations laïques qui représentent véritablement tout ce qui intéresse l'école dans notre pays.
Nous avons déjà élaboré un projet de réponse extrêmement détaillée et substantielle, mais comme vous le dit Gazier ce texte a été renvoyé au Comité directeur, et je pense que nos amis de la presse nous en seront reconnaissants, car étant donné le nombre de textes qui vont déjà sortir de nos assises, il est bon que dans quelques jours ils connaissent à fond notre position sur ces questions.
D'autre part, j'ai deux communications à vous faire : La première c'est que notre organisation de travail serait désireuse d'avoir dans chaque fédération des groupes Jean-Jaurès ou des comités de travail de l'éducation nationale - quel que soit le nom qu'il vous plaise d'employer - qui soient des correspondants.
Nous avons la prétention d'être suffisamment bien organisés pour vous envoyer une documentation substantielle et nous serons naturellement très heureux de recueillir celle que vous pourrez nous faire tenir. Déjà par exemple dans les seize fédérations de l'Ouest il y a une organisation super-fédérale de tous les Socialistes s'intéressant au problème de l'école.

Fondation Jean-Jaurès

Camarades, nous avons étudié en détail les motions qui nous ont été proposées. La Sarthe, agissant par exemple au nom des seize fédérations, nous réclame des textes d'une extrême minutie. Je viens de vous dire pour quelle raison, dans le but d'alléger nos débats, nous avons renvoyé un certain nombre de questions à la lettre qui sera envoyée à M. Albert Bayet.
D'autre part, dans les motions de la Sarthe et de l'Eure-et-Loir, on se prononce nettement contre les subventions à l'école privée. J'ai à peine besoin de vous dire que des textes très précis sortiront également de ces assises.
Grève de l'impôt, protestation de l'Eure-et-Loir et du Calvados : accord intégral.
Nationalisation de l'enseignement, grand ministère de l'Education nationale : ces deux idées sont lancées respectivement par la Sarthe et par les femmes Socialistes. Nous avons essayé de leur faire un sort dans le texte qui va vous être présenté.
La Sarthe nous propose l'extension de nos législations laïques aux départements alsaciens et mosellans.
(Applaudissements)
Quelques phrases ou plutôt une allusion très claire vous rappellera notre position inchangée sur ce problème.
Enfin, la Sarthe, les femmes Socialistes, le Nord, 1'Eure-et-Loir et le Calvados protestent contre les réductions de crédit de l'Education nationale, et nous engagent à faire une politique de construction et de reconstruction scolaire. Ce texte, comme vient de vous le dire Gazier, va faire l'objet d'une motion à part dont je vous donnerai connaissance.
J'ajoute simplement par scrupule que la Sarthe et le Calvados nous ont parlé là de l'abrogation de la loi Falloux et de l'amélioration du statut scolaire. Les chiffres que nous avons donnés l'autre jour - 107 voix laïques dans le dernier débat - vous montrent qu'il ne faut peut-être pas nous proposer des objectifs que nous serions incapables d'atteindre.
D'ailleurs, l'abrogation de la loi Falloux est tout un problème, car il y a tout de même dans la loi Falloux des limites aux subventions en faveur de l'enseignement secondaire privé, et une abrogation pure et simple aurait bien entendu pour effet de supprimer toute limitation. Il faut donc y regarder à deux fois.
La Sarthe nous parle de la "règle d'or de Jules Ferry". Je vous prie de réfléchir, camarades, qu'au temps de Jules Ferry il n'y avait ni nationalisations, ni sécurité sociale pour gonfler nos crédits budgétaires. Par conséquent ce sixième des crédits que l'on pouvait revendiquer à l'époque est peut-être un gros morceau à revendiquer à l'heure actuelle.
Quant à la réforme de l'enseignement à débattre dans les milieux de l'enseignement - motion de l'Eure-et-Loir - elle a satisfaction par la procédure même qui est employée : consultation de la Commission paritaire et discussion devant le conseil supérieur de l'Education nationale.
Je vous prie maintenant, camarades, d'écouter ce texte de haute actualité contre les économies, d'autant plus que le groupe parlementaire, vous le savez, a pris le premier au moins quatre initiatives à ce sujet, le jour même de la rentrée

parlementaire, et je ne crois pas forcer la note en ajoutant que sa victoire est déjà virtuellement remportée.
Voici donc le texte :
"Le Parti Socialiste, considérant les menaces de compression budgétaire qui pèsent encore sur le budget du ministère de l'Education nationale... etc. (lecture du texte)... la place de choix qui doit lui revenir dans les activités de la nation".
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il des propositions de modification ou des amendements ? S'il n'y a pas d'amendement, je mets le texte aux voix.
- Le vote a lieu à main levée. La résolution est adoptée à l'unanimité.
Avant de donner une seconde fois la parole à Deixonne, je veux signaler au Congrès la présence dans cette salle du ministre travailliste des pensions, notre camarade Markent, que j'invite à prendre place à cette tribune, et je tiens à lui dire au nom du Congrès combien le Parti Socialiste français admire et envie les magnifiques réalisations du gouvernement du Labour-Party, combien il envie aussi les difficultés qu'il rencontre actuellement, et combien il suit avec passion le déroulement de cette magnifique action pour instaurer le Socialisme en Grande-Bretagne.
Camarade Markent, voulez-vous prendre place à cette tribune ?
(La salle, debout, applaudit M. Markent et chante l'Internationale)
La parole est à Deixonne pour le rapport concernant la laïcité.

Maurice Deixonne - Camarades, après une discussion qui n'a d'ailleurs révélé, croyez-le, aucune opposition de principe au sein de la Commission des résolutions, nous vous apportons un texte bref, je le répète, d'une page, parce que toutes les précisions seront données à l'occasion d'un second document qui sera diffusé dans quelques jours, et d'autre part parce que, comme on vous l'a déjà dit à cette tribune, le Comité directeur devra aller exposer entre autres choses au Président du Conseil notre position énergique sur les différents problèmes qui pèsent et qui peuvent être soulevés à l'occasion de ce texte.
Voici la motion sur la laïcité :
"Devant les attaques de plus en plus audacieuses dirigées contre la laïcité de l'état... etc. (lecture du texte)... et qui demeure une des bases essentielles du maintien de notre unité nationale".
(Applaudissements)

Le président - Il n'y a pas d'amendements ? Je mets le texte aux voix.
- Le vote a lieu à main levée. La motion est adoptée à l'unanimité -
Il nous reste maintenant deux rapports à examiner, camarades, l'un sur la politique internationale et l'autre sur la politique intérieure et la politique générale. Dans le rapport sur la politique internationale, la parole est au rapporteur, André Philip.

André Philip - Camarades, nous avons, à la Commission des résolutions, fait un très grand effort de rapprochement des points de vue parfois assez différents qui s'étaient exprimés hier au cours de la discussion générale. Et nous avons pu être assez heureux d'arriver à un texte sur lequel presque tous se sont trouvés d'accord. La seule réserve a été faite par notre camarade Weill, soutenu par un autre camarade, qui viendra tout à l'heure présenter un amendement sur le problème de l'indépendance et de la neutralité européenne.
En dehors de cette différence qui a subsisté avec un camarade, l'ensemble des autres membres de la Commission des résolutions ont réussi à se mettre d'accord sur un texte unique. Je ne vais pas vous refaire sur la politique internationale un nouveau discours, et je voudrais simplement vous donner lecture du texte :
"Le Parti Socialiste tient à réaffirmer sa volonté de préserver et pour cela d'organiser la paix. Celle-ci ne peut être durable... etc. (lecture du texte)... et participera efficacement à la création d'une Europe vraiment démocratique".
(Applaudissements)

Weill

Camarades, je ne prends pas la parole sans une certaine émotion, car minoritaire au sein de la Commission des résolutions, bien des camarades m'ont dit que ma proposition risquait d'aller à l'encontre des intérêts du Parti.
Il ne faut pas croire que cet argument pouvait me laisser indifférent, mais je pense que si nous tenons à affirmer que notre Parti reste, en opposition au Parti Communiste, un Parti démocratique, c'est qu'avant tout il a la volonté dans le domaine des idées et de la recherche de la meilleure politique à suivre, d'assurer à tous la liberté d'opinion et d'apporter aux militants la matière à réflexion et à décision.
Camarades, on m'a demandé, et je n'en abuserai pas, de bien vouloir expliquer un peu le texte que j'ai déposé. Et puisque la plupart d'entre vous n'étiez pas présents hier soir, lorsqu'à 1 heure du matin j'étais à la tribune pour défendre cette position, je reprendrai un certain nombre de mes arguments.

Dans la salle - On va refaire un Congrès !

Le président - Dans le cadre du temps qui est imparti à notre camarade, il a la possibilité de s'exprimer.

Weill - Je ne le dépasserai pas. Donc, le texte que je présente répond en quelque sorte non pas à l'ensemble de la motion qui a été présentée par notre camarade André Philip mais surtout à un de ses passages qui concerne la communauté atlantique et l'indépendance européenne, ainsi que les problèmes européens en général. Voici le texte que je propose :
"Le Parti constate avec regret que la situation créée par l'antagonisme des USA et de l'URSS, aggravé par une périlleuse guerre froide, empêche 1'instauration d'une économie de paix, seule susceptible d'améliorer la condition sociale des classes laborieuses européennes.

Fondation Jean-Jaurès

Les problèmes militaires dominent l'ensemble des délibérations qui président à la constitution de l'Europe, constitution rendue ainsi de plus en plus illusoire.
La pression du capitalisme américain, camouflé sous le vocable de "communauté atlantique" risque de ruiner tout espoir d'une organisation progressive dans le sens du Socialisme d'une communauté européenne, et renforce la pression qu'exerce sur les travailleurs, par l'intermédiaire de ses Partis Communistes, l'Union Soviétique.
Le Parti dénonce tous les actes qui entretiennent la peur et les risques d'un nouveau et prochain conflit armé, en particulier il déclare ne pas pouvoir ratifier les récents accords de Londres qui consacrent la prééminence des problèmes militaires, l'intervention du capitalisme américain, et font de l'Europe occidentale en la maintenant dans la misère une proie facile pour l'impérialisme soviétique.
Le Parti proclame de nouveau son indépendance et souhaite celle de l'Europe à l'égard des deux blocs. Il pense que la reprise des relations économiques entre l'Est et l'Ouest ne peut être que facilitée par la proclamation d'une neutralité européenne.
En effet, le Parti considère que cette neutralité n'ajouterait rien au risque que l'Europe courrait en cas de conflit mondial, mais qu'au surplus elle lui permettrait de réunir progressivement les conditions d'une véritable sécurité intérieure sociale et économique.
Il lance au prolétariat du monde entier un appel solennel pour la constitution d'une force internationale indépendante qui devra trouver son expression militante dans la constitution d'une future nouvelle Internationale Socialiste".
Camarades, on nous dit : "Cette neutralité que vous demandez est impossible". et on nous oppose à la notion de neutralité celle d'indépendance. Mais, camarades, il faut voir les choses pratiquement, et ce que je reproche à la position de notre camarade Philip, ce n'est pas son approbation de la politique américaine - ce n'est pas vrai, ce n'est pas cela - mais j'estime que la position défendue dans cette motion est une position qui voudrait pouvoir concilier un certain nombre d'inconciliables.
Camarades, il est indéniable que l'objectif de la politique américaine est exactement le même que celui qu'a réalisé depuis quelques années la politique soviétique à l'égard de l'Europe orientale.
Faisons-nous le jeu du Parti Communiste - et je ne pense pas que nos militants soient désarmés à ce moment là - qui prétend que nous sommes liés au capitalisme américain ? Mais ils ont belle mine, puisqu'eux-mêmes sont liés à l'impérialisme russe.
Mais nous, si nous voulons pouvoir lutter contre cette attitude du Parti Communiste qui en même temps exploite tous les sentiments pacifistes, tous les sentiments de peur contre une guerre future, si nous voulons vraiment pouvoir lutter efficacement contre le Parti Communiste et sa propagande, il faut que sans équivoque nous définissions bien notre attitude sur la politique internationale, à l'égard de la pression américaine.

Or, nous prétendons que les accords de Londres, par exemple, qui consacrent l'autorité supérieure, sous prétexte de coordination militaire, d'un général américain sur l'ensemble des forces militaires et économiques européennes, ne nous permettent pas, nous Socialistes, de conserver notre indépendance.
Or, la neutralité, camarades, ne diminuerait en rien les possibilités européennes de défense, les possibilités européennes d'indépendance à l'égard du bloc russe.
D'ailleurs, si l'on examine les possibilités de défense de l'Europe, quelles sont-elles ? Nos camarades Suédois qui eux n'ont pas approuvé le pacte atlantique ont fait le calcul suivant - et je suis obligé de reprendre mes arguments d'hier soir - il faudrait pour armer l'Europe efficacement contre les forces soviétiques - forces supputées de l'URSS - 27 milliards de dollars. Or, vous savez qu'actuellement l'Amérique ne fournit dans le cadre du pacte atlantique qu'un crédit annuel de 2 milliards.
Il est évident qu'en cas de conflit immédiat ou proche - ce que je ne crois pas, ce que nous ne croyons pas dans l'ensemble de ce Congrès - l'Europe occidentale serait, avec ou sans le pacte atlantique, avec ou sans l'Amérique, occupée, envahie par l'Union Soviétique.
Il est évident aussi qu'avec ou sans le pacte atlantique, car c'est écrit dans l'Histoire, l'intervention américaine serait immédiate ou du moins certaine. Or, en compensation, nous devons bien comprendre que cette neutralité qui nous permettrait à l'intérieur, en luttant efficacement contre le faux pacifisme du Parti Communiste, de reconquérir des masses et de combattre la cinquième colonne qui s'organise et qui représente peut-être un danger tout aussi grand que les forces militaires soviétiques, de remonter un courant dans lequel aujourd'hui nous risquons d'être entraînés alors que nous ne savons pas où il peut nous conduire, cette neutralité est indispensable.
Puisque mon temps de parole est très limité, je dirai ce que j'ai dit en particulier à notre camarade André Philip. Nous prenons date aujourd'hui sur cette question. J'estime que dans quelques mois, ou notre camarade André Philip et l'ensemble du Parti devront accepter, ce que je ne crois pas, toutes les conditions qu'impose le capitalisme américain duquel nous ne pouvons du point de vue Socialiste espérer rien de bon pour notre cause, ou bien devront affirmer que finalement l'indépendance européenne dont ils parlent tout en voulant préserver cette idée purement militaire qui nous mène inéluctablement à la guerre de la communauté atlantique, est nécessaire.
Le Parti devra revenir sur cette position de neutralité, position qui en réalité dans la perspective d'une paix qui peut se prolonger si l'ONU réussit à rétablir son autorité dans les relations internationales, permettra seule de reconstruire l'Europe, de reconstruire la France et l'Europe, et d'orienter cette construction européenne vers le Socialisme et non pas vers des formes économiques que soutiennent aujourd'hui les Américains en Allemagne, qui vont à 1'encontre de notre politique Socialiste, et qui empêchent la constitution de notre Internationale et un accord plein et entier entre tous les Partis Socialistes de l'Europe.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Dans la salle - Je voudrais demander à Philip de bien vouloir relire une ligne de sa motion, qui concerne la reconnaissance par le gouvernement français du gouvernement de la Chine.

Le président - Montez à la tribune avec un texte, une proposition précise de modification. Je ne peux accepter d'interpellations autrement.

André Philip - Si j'ai bien compris, le camarade demande la lecture de la phrase sur la reconnaissance du gouvernement de Chine. La phrase est la suivante : "Le Parti déplore 1'impasse à laquelle l'ONU est acculée en grande partie par suite des abus du droit de veto qui ont jusqu'ici rendu impossible l'arbitrage international et paralysé le Conseil de sécurité.
Il espère que le voyage de M. Trygvie Lie dans les différentes capitales permettra d'ouvrir la voie à des négociations nouvelles. Il estime nécessaire d'admettre au sein de "l'ONU le gouvernement qui se trouve aujourd'hui présider en fait aux destinées de la Chine".

Le président - Y a-t-il d'autres propositions de modification que celle du Camarade Weill ? Il n'y en a pas ?
Je donne la parole à André Philip pour répondre.

André Philip

Camarades, je voudrais répondre brièvement aux observations du camarade Weill et lui dire pourquoi il ne m'a pas convaincu.
C'est que d'une part sur certains points il me semble qu'il a fait des présuppositions, et que sur d'autres je crois qu'il n'a pas analysé avec exactitude la situation.
Il a fait des présuppositions car dans son texte il proteste contre les "récents accords de Londres". S'il les connaît dans le détail, c'est qu'il a des sources très précieuses d'information, car pour ma part je ne les connais pas encore. Ils n'ont pas encore été soumis au Parlement, et ce que nous avons lu dans la presse est encore extrêmement imprécis. Je ne suis pas même tout à fait certain qu'il y ait sur les points auxquels il a fait allusion des accords nouveaux et précis qui aient été conclus à Londres.
En fait, d'après le contexte, il semble qu'il ait protesté surtout contre l'idée d'une organisation militaire entre l'ensemble de l'Europe et les Etats-unis. Cette coordination date tout de même d'assez longtemps car il y a près de dix-huit mois sinon deux ans qu'on en essaye la réalisation, sans que je sois tout à fait certain non plus qu'on y soit jusqu'ici parvenu.
En tous cas, le groupe parlementaire, lorsqu'il sera saisi d'accords sera entièrement libre dans le jugement qu'il portera d'après le contenu de ces accords, et nous avons tenu dans cette motion à apporter immédiatement un cri d'alarme et à dire que nous sommes partisans de la coordination la plus poussée des moyens militaires existant, mais que nous n'accepterons à aucun prix une

Fondation Jean Jaurès

augmentation des charges militaires qui n'atteindraient point leur but, car le seul résultat serait, à l'heure présente, en ralentissant ou en faisant obstacle au relèvement économique, de détruire la sécurité même que l'on prétendrait atteindre.
Je crois que cela devait être dit, mais que l'ayant dit c'est sur ce point suffisant.
Je reprocherai aussi au camarade Weill lorsqu'il parle de l'Amérique d'employer des termes qui se raccrochent à une période de l'histoire économique et sociale dépassée. Il parle du "capitalisme américain" comme si les Etats-unis étaient le symbole et l'incarnation du paradis capitaliste comme cela l'a été dans le passé.
Mais depuis il y a eu un "New Deal" de Roosevelt, il y a eu et il y a aujourd'hui un "Fair Deal" de M. Truman, qui a battu aux élections les représentants directs du capitalisme américain !
Il y a une politique agricole de soutien des prix agricoles dont nos camarades Socialistes paysans voudraient bien, je pense, qu'elle soit intégralement appliquée en France, car ce serait un progrès sérieux dans la voie du Socialisme chez nous ! Et il y a 15 millions de travailleurs syndiqués dans la fédération américaine du travail… (applaudissements)… des camarades avec lesquels nous sommes en contact, car c'est comme cela qu'on lutte contre le capitalisme américain, c'est avec les travailleurs américains… (applaudissements)… avec les travailleurs des organisations syndicales qui sur les problèmes de sécurité sociale ont quelquefois des points de vue différents des nôtres et dont je ne suis pas sûr qu'ils ne soient pas en avance peut-être sur nos conception sur bien des points, et qui en tous cas se battent, luttent avec courage et avec énergie.
Je reprochais hier dans mon intervention au Parti d'avoir quelquefois un peu des réactions de crainte ou de peur. Je vous garantis que les travailleurs américains, en tous cas, ne l'ont pas. Ils se battent sans arrêt. Ils nous donnent souvent d'admirables exemples de lutte ouvrière qui pèse de plus en plus lourdement sur l'évolution de la politique de ce pays. Alors, ne simplifions pas une réalité si complexe. Là-bas comme ici il y a une lutte de classe, là-bas comme ici il y a un capitalisme et le nôtre est plus réactionnaire, plus retardé et plus féroce que le leur !
(Applaudissements)
Là-bas comme ici il y a une lutte ouvrière, mais comme il n'y a pas de Communisme, il y a une lutte ouvrière indépendante, libre et forte, capable de peser davantage que la nôtre sur les destinées du pays !
(Applaudissements)
D'autre part, je ne crois pas que l'on puisse accepter que notre camarade vienne nous dire ensuite que l'objectif des Etats-unis est exactement le même que celui de l'impérialisme soviétique. J'ai eu quelque expérience dans les conférences internationales de négociation avec les Américains. Je me suis battu avec des délégations américaines, et il m'est même arrivé quelquefois de les battre. J'ai trouvé des gens ayant le sens démocratique, qui lorsqu'ils n'avaient pas la majorité s'inclinaient devant une majorité faite par un ensemble d'autres nations.
(Applaudissements)
Ce n'est pas exactement la même chose !

Je me rappelle dans ces conférences internationales l'attitude effroyable des malheureux représentants de ceux qui sont devenus les pays satellites de la Russie ! Je me rappelle à la première réunion de la conférence économique de Genève, lorsque pour la première fois le Russe M. Zoryn a lancé l'offensive contre le plan Marshall et que je lui avais répondu, mon vieil ami Jan Masaryk prenant la parole pour soutenir la thèse russe.
Et après, je le vois dans les couloirs de l'Assemblée, près d'une fenêtre, rouge écarlate. Je m'approche de lui et je lui dis : "Qu'est-ce qu'il y a ? Vous êtes fatigué" ? Et il me répondit : "Oui, je suis fatigué ! Je suis fatigué de toujours dire le contraire de ce que je pense… (applaudissements)… car tout ce que vous avez dit était vrai, et tout ce que j'ai dit était faux. J'ai menti de la première à la dernière phrase ! Mais mon pauvre pays est comme un petit moineau entre les mains de l'ogre et s'il tente le moindre battement d'aile, le pouce de l'ogre suffira à l'étouffer. Mais je n'en peux plus ! Je ne peux pas continuer à vivre en disant tous les jours le contraire de ce que je pense" !
Ce sont les dernières paroles que j'ai entendues de Jan Masaryk qui est mort dans les conditions que vous savez quatre mois plus tard.
Et l'année dernière encore, à Genève, à cette même Commission économique, nous avons poursuivi comme nous allons poursuivre encore malgré tout l'effort entrepris pour rétablir de façon organisée des liens commerciaux entre l'Est et l'Ouest. J'avais, avec la délégation suédoise, fait une proposition de création d'une Commission spéciale pour le développement des échanges qui avait été accueillie avec enthousiasme par quelques représentants des pays satellites, le Bulgare, le Polonais, et le Tchèque.
Aujourd'hui, le Bulgare est condamné à 20 ans de travaux forcés, le Polonais, lui, est révoqué, et le Tchèque est malade. Je ne sais pas pendant combien de temps durera cette maladie. Est-ce que c'est exactement la même chose dans l'Europe de l'Ouest ?
(Applaudissements)
Non ! Il faut tout de même regarder la réalité en face, et quand nous la regardons chez nous, tout de même notre malheureuse Europe est constituée de toute une série de peuples qui sortent d'une très grave maladie, qui sont à peine convalescents, et au moment où nous faisons nos premiers pas dans la voie de la santé, d'un côté il y a ceux qui systématiquement essayent de saboter notre effort de réorganisation, et de l'autre il y a ceux qui avec le plan Marshall tout de même essayent de nous venir en aide. Est-ce que c'est exactement la même chose, entre celui qui m'envoie des virus pour me rendre malade et celui qui m'envoie la pénicilline ? Ma foi ! J'aime mieux le médecin que le microbe !
(Applaudissements)
Seulement, mon désir est de liquider les microbes suffisamment vite pour ne plus avoir besoin du médecin… (applaudissements)… voilà le problème ! Et voilà toute la différence entre la neutralité et l'indépendance, neutralité actuellement impossible à la France, à l'Angleterre, même si nous étions unifiés actuellement impossible à l'Europe.

Fondation Jean Jaurès

J'ai essayé de vous le montrer simplement par des chiffres. En cas de conflit, l'Amérique pourrait respecter une neutralité européenne, elle n'a pas besoin de notre charbon et de notre acier. La Russie ne le pourrait pas. Elle serait, en cas de conflit, absolument contrainte par raison vitale à mettre immédiatement la main sur l'Europe occidentale. Alors, à quoi sert de dire que nous voudrions bien être neutres ! Ce n'est pas nous qui le décidons, ce sont les autres dont nous savons qu'ils ne pourront pas respecter cette neutralité !
(Applaudissements)
Et alors, plus tard, le jour où l'Europe existerait, le jour où elle aurait des fondements économiques industriels le problème pourrait se poser - je n'en sais rien - seulement alors je vous ferai remarquer qu'une neutralité capable de se faire respecter engagerait infiniment plus de dépenses militaires que ce que l'on essaye de faire par la coordination atlantique actuelle !
Alors, non ! Regardons la réalité en face, et disons ce que nous avons dit dans notre texte, que ce que nous voulons c'est tous ensemble, Européens, nous réunir pour que dans cette réalité de fait qu'est aujourd'hui la communauté atlantique, nous n'allions pas en ordre dispersé et qu'en face des Américains nous puissions vraiment traiter d'égal à égal, parce que nous serons unis et que vis-à-vis d'eux alors nous aurons une indépendance fraternelle mais réelle.
(Applaudissements)

Le président – Puisqu'il n'y a qu'un amendement présenté par notre camarade Weill, je mets aux voix cet amendement.
- Le vote a lieu à main levée. Par 6 voix pour et 2 abstentions, la majorité du Congrès repousse l'amendement Weill -
Je mets maintenant aux voix le rapport présenté par notre camarade Philip.
- Le vote a lieu à main levée. Le rapport est adopté à l'unanimité moins 1 voix et 1 abstention.
(Applaudissements)

Le président - L'ordre du jour appelle maintenant le débat sur le rapport concernant la politique intérieure et la politique générale. Sur ce texte, il y a deux rapporteurs, le camarade Barenton qui est rapporteur de la minorité, et Jules Moch au nom de la majorité de la Commission des résolutions.
La parole est à notre camarade Barenton.

Barenton

Camarades, à la Commission des résolutions nous avons cru un moment pouvoir faire l'unanimité. Nous avons fait des concessions sur bien des points, mais sur deux d'entre eux la conciliation s'est révélée impossible :
1° sur un point du programme,
2° sur l'attitude à avoir au cours de cette législature envers le gouvernement de M. Bidault.
La minorité a donc rédigé une courte motion exprimant son sentiment, que je me permets de vous lire:

Fondation Jean Jaurès

"Au moment où un patronat et un état de classe s'épaulent pour refuser aux travailleurs la part qui leur revient dans la production nationale, le Parti de la classe ouvrière rappelle son opposition traditionnelle au régime de propriété privée des moyens de production et d'échange et l'exploitation de l'homme par l'homme qu'elle entraîne.
La réduction constante et inhumaine du pouvoir d'achat des travailleurs, malgré les progrès présents de la productivité ne peut que consolider la néfaste influence du stalinisme sur la classe ouvrière. Cette politique criminelle, à la fois sur le plan humain et sur le plan national ne permet plus au Parti Socialiste de discerner entre les divers éléments de la majorité bourgeoise qui va du MRP au gaullisme aucune différence suffisante pour justifier une politique de soutien du gouvernement formé par une fraction de cette majorité.
Le Parti Socialiste déclare hautement qu'il ne saurait s'agir pour lui de retraite dans une tour d'ivoire. Il est prêt à prendre toutes les responsabilités gouvernementales pour commencer à réaliser la socialisation des monopoles de fait qui seule peut sauver le pays du chaos capitaliste et la classe ouvrière de la misère.
Il demande au pays travailleur de lui fournir la puissance qui lui permettra d'agir.
A cet effet, le Congrès donne mandat à la Commission chargée d'élaborer le programme du Parti Socialiste pour les prochaines élections d'insister d'abord sur son programme de socialisation des moyens de production et d'échange, et ensuite subsidiairement de reproduire le programme de réforme à réaliser dans le cadre du régime actuel si les Socialistes demeurent en majorité dans la prochaine législature.
Fidèle à ses glorieuses traditions, le Parti appelle la classe ouvrière à se regrouper autour de son parti de classe pour livrer avec foi le combat pour le Socialisme, le combat qui sauvera définitivement la République en la rendant sociale ".
Camarades, sur le point le moins important mais qui est néanmoins essentiel, du programme je me borne à rappeler en quelques mots que tous les anciens chefs des partis ouvriers avant l'unité, et ensuite après 1905, de 1905 à 1919, le Parti de Guesde et de Jaurès notamment, ont toujours fait précéder leur programme de réforme minimum de l'indication des buts essentiels du Socialisme.
C'est ainsi par exemple qu'en 1906 Jaurès demande "l'union des travailleurs pour abattre le capitalisme oppresseur... pour les socialisations et le retour à la Nation des monopoles de fait en attendant la transformation sociale complète ".
De même en 1910, en 1914, 1919, car le Parti subissait encore la grande influence de Guesde et de Jaurès.
1924 : le cartel des gauches. Pourquoi ? Pour ne pas effrayer probablement nos alliés radicaux, le programme ne comporte plus qu'un programme minimum.
Vous avez admiré, camarades, la combativité de nos anciens, vous avez admiré sur l'écran l'allure de nos anciennes jeunesses Socialistes d'avant la participation au pouvoir. Ce n'était pas une création spontanée. Une propagande Socialiste d'une richesse révolutionnaire unique au monde, sauf peut-être la propagande révolutionnaire en Allemagne, avait préparé ce terrain.

Collection Jean Jaurès

Vous ne trouverez pas une jeunesse, vous ne créerez pas un renouveau de la mystique Socialiste par un programme minimum. Nous pensons qu'il faut faire connaître nettement nos vues, nos buts, tous nos buts, avec noblesse, avec franchise, avec fierté. C'est à cette seule condition que nous pourrons dans les petites choses quotidiennes nous montrer dignes de notre idéal.

Le point essentiel qui nous séparait était surtout la politique à adopter vis-à-vis du gouvernement de M. Bidault. Je vous ai dit au cours de mon exposé précédent qu'il fallait absolument passionnément rechercher le regroupement de la classe ouvrière. Nous ne pensons pas que le Parti puisse conserver la politique du soutien.

Le problème des salaires et des prix est en permanence sur la scène politique. Le gouvernement est de plus en plus tenté de le résoudre par la force, c'est-à-dire au bénéfice de l'état et du patronat. Après le dirigisme qui ne favorisait que les classes possédantes, on en est revenu au libéralisme avec les conventions collectives qui, de l'avis même de M. Bacon, ministre du travail, sont un échec à peu près complet.

D'autre part, la comédie s'éternise autour de la fixation du salaire minimum et du minimum vital. La volonté du gouvernement Bidault de faire payer à la classe ouvrière les frais de la stabilisation économique est évidente. Il n'a fait aucun geste en faveur des grévistes, pas même celui du gouvernement Herriot de 1924 qui avait fait voter une subvention pour les grévistes de Douarnenez.

Dans tous les entretiens que les délégués des grévistes de la fonction publique et de la sécurité sociale ont eus avec le gouvernement, il a toujours refusé la prime provisionnelle de 3 000 frs en disant qu'il ne voulait pas par son exemple contraindre le patronat à une augmentation générale.

Des centaines de milliers de travailleurs sont rentrés vaincus sans avoir obtenu le moindre avantage. La grève de Michelin est une honte de plus au palmarès victorieux du patronat. Mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Tout compte fait, elle augmente la puissance du stalinisme : un patronat stupide scie lui-même la branche sur laquelle il est à califourchon.

Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière doit être pour un Parti Socialiste la préoccupation dominante. Le chômage menace car s'il faut produire pour consommer il faut aussi consommer pour pouvoir produire et écouler la production. L'action de classe du gouvernement refusant l'augmentation provisionnelle de 3 000 fr apparaît donc sous son véritable jour. Elle est directement contraire à l'intérêt de la classe ouvrière et nous entraîne dans le circuit infernal du chômage créant la sous-consommation qui crée de nouveau le chômage.

Le Parti Socialiste ne peut pas continuer à cautionner une telle folie. Il doit exiger pour les travailleurs la part à laquelle ils ont droit dans la productivité. Une telle politique hostile à la classe ouvrière fait le jeu de la CGT et renforce l'emprise stalinienne sur la classe ouvrière. Le Parti Socialiste doit s'en séparer d'une façon nette, indiscutable.

Le syndicalisme de la CGT est plus dangereux que la propagande spécifiquement stalinienne. Partout, c'est la complicité des syndicats politisés

qui ont amené la classe ouvrière à l'esclavage, comme en Tchécoslovaquie, dont on parlait tout à l'heure, où les chefs de la CGT trahirent une fois de plus : c'est la formidable manifestation syndicale de Prague qui amena la chute du gouvernement démocrate. Et une fois de plus les chefs de la CGT se servaient du syndicalisme pour des fins politiques.
Au lieu de constituer un gouvernement populaire, ils remirent le pouvoir aux staliniens représentant 13% de la population, et depuis la classe ouvrière, là aussi, est enchaînée, esclave, avec des salaires aux pièces, l'interdiction du droit de grève sous peine de mort, la suppression de la liberté syndicale.
Avec la complicité des chefs cégétistes la classe ouvrière de huit pays est déjà réduite en esclavage. Ce calvaire de la classe ouvrière va-t-il continuer ? Est-ce que cela ne suffit pas ? Certains s'abandonnent à un vandalisme désespérant. D'autres prennent des positions diverses. Les premiers s'installent dans une vie quotidienne dont ils acceptent implicitement l'adoucissement stupide, les seconds dépensent en vain une précieuse énergie sans tenir compte des possibilités de réaction d'une société lancée vers le gouffre.
Il s'agit de choisir : ou s'abandonner au courant, ou bien opposer la force internationale ouvrière au délire collectif. Il faut regrouper une classe ouvrière internationale. Tout doit être tenté pour séparer la classe ouvrière du stalinisme. Nous n'avons pas à craindre actuellement d'entraîner le pays dans une crise de régime car à différentes reprises et notamment sur la proposition de Defferre pour l'Indochine, la majorité bourgeoise du MRP au gaullisme s'est trouvée rassemblée. Il est certain qu'elle se trouverait réunie comme toujours si le Parti Socialiste engageait contre elle sa bataille de classe.
Même si les élections devaient être rapprochées, ne voyez-vous pas, camarades, combien la résistance de Daniel Mayer devant le gouvernement se trouverait soutenue, combien la position du Parti s'en trouverait raffermie. Nous sommes persuadés quant à nous que si le Parti Socialiste reprend énergiquement une position de classe contre le gouvernement Bidault, nous verrons affluer autour de nous les masses ferventes qui escortaient Jaurès. Avant les élections de 1951 nous aurons regagné la majorité de la classe ouvrière, dégoûtée du stalinisme et qui ne demande qu'à avoir la possibilité morale de se grouper derrière les travaux d'un autre parti de combat.
Camarades, notre petit groupe de camarades se trompe peut-être. Ah ! Comme nous souhaitons nous tromper ! Mais nous sommes convaincus en nous-mêmes de l'urgence d'arracher la classe ouvrière au stalinisme. Nous n'avons peut-être qu'un an ou deux pour accomplir cette tâche immense, et c'est tout de suite qu'il faut reprendre la classe ouvrière en luttant contre Bidault pour arriver à arracher à la majorité des conditions de vie décentes pour la classe ouvrière.
C'est tout de suite que le Parti doit se faire le haut-parleur de ces misères, c'est tout de suite que le Socialisme doit redevenir la grande espérance des malheureux et des souffrants. Défendre la République n'est pas maintenir et essayer de sauver un gouvernement inhumain, c'est grouper autour du Parti une classe ouvrière combattive qui constituera l'armée de réserve de la République, et qui sauvera la République en la rendant sociale.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch, rapporteur de la majorité de la Commission des résolutions.

Jules Moch

Mes chers camarades, je reprends les paroles de notre camarade lorsqu'il disait : "Notre petit groupe se trompe peut-être".
Oui, il se trompe, en toute honnêteté, je le dis à Barenton, en toute sympathie. Il se trompe d'abord en confondant une doctrine qui a toujours été nôtre, qui reste nôtre, celle de la socialisation des moyens de production et d'échange, avec un programme que j'appelais l'autre jour stratégique, c'est-à-dire s'étendant sur la période d'une législature.
Il se trompe lorsqu'il indique qu'une alliance est possible entre le MRP et le RPF. On sait l'acuité de la lutte qui les divise. Quand bien même il y aurait eu une fois ou deux des rencontres occasionnelles de bulletins, il se trompe je crois lorsqu'il ne fait aucune différence entre le MRP et les gaullistes.
Et puisqu'il évoquait tout à l'heure Jaurès, je regrette bien de ne pas avoir intégralement cette admirable citation de Jaurès évoquant les luttes dans les âpres montagnes des Cévennes, et disant : "Lorsque je suis assailli, matériellement assailli, au coin d'une haie ou à l'orée d'une forêt par les hommes du château qui sont aussi les hommes de la cure et les hommes de la mine, et que je suis délivré par les petits radicaux de village, par le médecin, le notaire et leurs amis, alors je ne dis pas que je ne fais pas de différence entre les hommes du château et les petits radicaux du village".
Il se trompe je crois en déclarant que le Parti doit pratiquer une politique d'opposition systématique. Vous verrez tout à l'heure que dans notre motion nous indiquons que l'attitude du Parti doit être guidée par le seul intérêt des travailleurs. Cela ne veut pas dire le soutien contractuel ni même le soutien habituel, mais cela ne veut pas dire non plus l'opposition systématique qui, elle, étant donné notre force, pourrait rapidement entraîner une crise de régime.
C'est tout ce que je veux lui répondre, en demandant au Congrès de se rallier à la motion de la majorité que je résumerai rapidement avant de vous la lire. Elle se divise en quatre parties :
- Une partie évoque l'oeuvre accomplie et qui est nécessaire pour donner des armes à nos militants dans la bataille qu'ils vont engager tous les jours avec plus d'énergie,
- une autre intéresse les circonstances de notre départ que nous intitulerons "la condition des travailleurs",
- une vue de l'avenir,
- et un appel aux militants.
Les uns diront qu'elle est trop longue : je leur réponds par avance qu'il a été décidé que le nouveau Comité directeur en prendrait les formules essentielles, en retirerait tout ce qu'il peut y avoir de trop technique, la condenserait pour en

faire un appel aux travailleurs. Ici, il s'agit essentiellement d'un appel aux militants.
Les autres diront qu'elle est trop courte, que le programme doit être encore étudié et que nous ne traitons pas un sujet abordé ici même par Daniel Mayer relatif aux révisions éventuelles de certains points de la Constitution.
Nous n'en méconnaissons nullement l'intérêt mais nous avons pensé qu'étant donné les complications que cela peut entraîner il y avait lieu de faire une étude complète de la question, et le Comité directeur s'en chargera avant de transmettre son sentiment au groupe parlementaire.
Ces explications données, je vous lis la motion :
"Le Parti adresse à tous les travailleurs de France un appel solennel et leur demande de rejoindre ses rangs sans tarder. La classe ouvrière... etc. (lecture du texte)...
Telles sont les conditions de la victoire que le Socialisme doit remporter dans l'intérêt de la France, de la République et de la paix".
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole aux auteurs d'amendements, je veux vous faire deux communications. Tout d'abord les membres du Comité directeur sont invités à se réunir immédiatement après la clôture des travaux dans la salle des Commissions.
D'autre part, le Congrès tout à l'heure a renvoyé la question de la composition de la Commission nationale des conflits, et les camarades qui ont examiné le problème se sont mis d'accord sur un point, à savoir que cette Commission nationale des conflits devait être composée à la suite d'un vote secret émis par le Congrès.
Des bulletins de vote vont vous être distribués. Vous devez élire neuf titulaires, et par conséquent rayer cinq noms sur la liste qui vous est remise. Les neuf candidats qui recueilleront le plus grand nombre de suffrages seront titulaires, les derniers auront la qualité de suppléants. Il sera fait appel à eux selon les besoins et en fonction du nombre des suffrages recueillis.
Les enveloppes contenant ces bulletins de vote vont vous être distribuées sur vos tables, et je propose comme bureau de vote, au nom du Bureau, les camarades Marcel Bertrand, du Nord, Gustave, du Pas-de-Calais, et Lancel, de la Seine. Pas d'objection ? Ce bureau de vote entrera donc en fonction. Les votes seront déposés à la table du secrétariat administratif, le vote commencera dès la fin du débat, et sera clos une demi-heure après. Les résultats, si vous le voulez bien et pour ne pas faire rester les camarades trop tard, seront publiés dans "Le Populaire".
- Il en est ainsi décidé-
Nous reprenons maintenant la discussion sur les rapports des résolutions de politique intérieure. Je donne la parole à Boutbien, pour un amendement.

Fondation Jean-Jaurès

Léon Boutbien

Camarades, au terme de longs et passionnés débats, j'ai une confidence à vous faire et cette confidence, je crois que la plupart d'entre vous l'avez déjà devinée : le Parti sort de ce Congrès plus uni, plus confiant et plus fort que jamais.

(Applaudissements)

C'est qu'en effet nous sommes arrivés dans cette Commission des résolutions à un vote de quasi unanimité sur toutes les questions, et je voudrais dire que cette unanimité n'est pas factice, elle n'est pas artificielle. Nous avons étudié les problèmes en eux-mêmes, sans aucune espèce de recherche de démagogie, sans aucune espèce de recherche de surenchère inutile. Et c'est ainsi que nous avons pu rapprocher des points de vue, car l'effort que nous avons fait nous-mêmes pour participer à cette majorité, d'autres l'ont fait dans des sens différents, et tous ont contribué ainsi à démontrer aux adversaires du Socialisme qu'une fois de plus ils seront déçus s'ils espèrent nous diviser de l'extérieur.

(Applaudissements)

L'amendement que je propose est un amendement qui, aux termes stricts de la législation du Parti n'en est pas un. Nous avons adopté le texte proposé par Jules Moch. Nous voulions simplement vous dire que nous faisions des réserves quant à l'analyse du passé. Mais nous n'avons pas estimé qu'il était nécessaire, au moment où le Parti doit s'engager vers l'avenir et vers le combat, de ne pas le diviser sur une critique du passé.

(Applaudissements)

Ce n'est pas en effet sur la critique de l'appréciation du passé que l'on peut rédiger des motions d'avenir. Nous pensons au contraire profondément que c'est dans l'action militante que le Parti démontrera lui-même sa volonté d'appliquer ce qui est maintenant le programme du Parti.

Je voudrais dire que sur les points essentiels, l'accord a pu se réaliser. Sur le problème de l'Indochine si l'accord a pu se réaliser c'est que tous les Socialistes sans distinction veulent la paix, et lorsqu'ils parlent de la paix en Indochine, ce n'est pas pour utiliser cette guerre à une propagande partisane. Ce n'est pas non plus pour demander le sabotage, mais c'est au contraire pour aller véritablement faire cesser les hostilités dans ce pays, et par là même, dans l'effort sincère de la recherche d'une solution de paix, il y a une possibilité d'entente. Et cette motion, je vous le répète, est très importante car elle est d'un contenu très précis et qui, je l'espère, se traduira le plus rapidement possible dans les actes.

En matière de politique extérieure, nous avons fait le même effort, et ne croyez pas que nous soyons arrivés à un "nègre-blanc" entre les tendances que nous avons vu s'exprimer séparément à cette tribune, la motion qui vous a été lue par notre camarade A. Philip et qui a été rapportée par lui contenait l'essentiel des préoccupations qui animent le Socialisme contemporain, quand tous les Socialistes, sans distinction, veulent lutter pour la paix par le désarmement général, par la sécurité collective, et par l'organisation même de cette paix. Nous n'avons pas limité le cadre, nous avons donné une perspective d'avenir assez large et assez souple pour que précisément des hypothèses qui peuvent planer sur l'avenir puissent s'y inscrire.

Mais sur les problèmes de la politique intérieure, il est bien évident que là aussi nous pouvons constater avec beaucoup de plaisir que ce Congrès a été profondément réconfortant. Il y a un éveil vers des nouveaux problèmes, vers l'étude même des aspects doctrinaux du Socialisme. Il y a actuellement un effort de recherche et nous sentons chez tous les militants une volonté réelle de combat.
Il n'est pas possible dans ces conditions d'exprimer en quelque sorte un vote distinctif uniquement sur une appréciation du passé. Pour notre part, nous disons que l'essentiel dans les circonstances présentes est que le Parti retrouve son enthousiasme, sa volonté de créer, et qu'il reprenne de plus en plus confiance en lui-même.
Nous sommes appelés à des luttes difficiles. Ce Congrès a été placé dans l'atmosphère d'une manifestation du souvenir de celui qui était présent constamment parmi nous. Fidèles à sa pensée, et fidèles aux paroles de Labrousse à l'ouverture de ce Congrès, lorsqu'il disait : "On ne remplacera pas Léon Blum, c'est le Parti tout entier qui le remplacera". Nous n'avons pas voulu nous soustraire à cet effort collectif, et nous estimons aujourd'hui que c'est en effet le Parti tout entier qui doit faire un effort sur lui-même pour s'orienter vers l'avenir et pour travailler.
C'est pourquoi, préoccupés que nous sommes d'être plus des pionniers que des historiens, nous avons accepté d'enthousiasme de nous associer à un effort en vue de la majorité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mosse pour un amendement.

Mosse

Camarades, je crois interpréter fidèlement la pensée des camarades de la fédération de l'Isère en disant que tous, unanimement, nous approuvons très chaleureusement la motion de politique intérieure qui vous a été présentée et qui constitue certainement une contribution majeure à l'avenir du Socialisme.
Mais cette motion appelle des réserves sur un point précis de la politique économique, je veux dire sur la question des investissements dans les industries de base. J'avais déposé une motion s'exprimant nettement sur ce point, et qui vous a été distribuée. Et je reprends maintenant vingt lignes de cette motion, que je vais vous lire, sous forme d'amendement.
"Dans l'immédiat, la première tâche du Parti doit être de passer au crible d'une critique sévère le programme d'investissement qui a malheureusement été entrepris sans que le Parlement ait eu des moyens suffisants d'investigation et de contrôle sur son élaboration et son exécution.
Le Parti Socialiste ne peut accepter la théorie spécieuse et inexacte suivant laquelle ce serait le volume des investissements qui déterminerait le volume du revenu national et de l'emploi. Il dénonce au contraire cette accumulation capitaliste qui multiplie abusivement le profit de quelques grandes sociétés vivant en parasites sur les sociétés nationalisées, qui préparent la surproduction,

Fondation Jean Jaurès

la crise et le chômage, qui mettent en danger les finances publiques, qui aggravent le danger d'inflation, entraînent une fiscalité excessive.
Il exigé que les grands travaux inopportuns - électrification des chemins de fer, laminoirs, etc. - soient ralentis et si possible arrêtés. Il demande que la contrepartie des livraisons Marshall soit affectée à des travaux d'utilité sociale incontestable : construction de logements, équipement rural, équipement touristique, constructions scolaires.
Des mesures appropriées devront être prises pour assurer le transfert des travailleurs sans perte de revenu pour eux à des travaux d'intérêt social ".
Camarades, je ne veux pas redire au Congrès maintenant ce que j'ai déjà dit hier à ce sujet. Je dirai seulement que la question est très grave, car des investissements excessifs et mal orientés sont la cause profonde ou l'une des causes les plus importantes de l'abaissement du niveau de vie des travailleurs, de la lourde fiscalité, et du chômage.
On ne peut pas avoir tout simultanément. C'est une question d'arithmétique. Si l'on a des ressources qui sont égales à 100, on peut avoir 70 + 30, on peut avoir 60 + 40 mais on ne peut pas avoir 70 + 70. Il faut savoir que lorsqu'on électrifie les chemins de fer, par exemple, on condamne par là même des millions de familles à vivre dans des taudis.
Il faut que le Parti Socialiste choisisse et il doit choisir en faveur du niveau de vie des travailleurs, et non pas en faveur de profits capitalistes ou de construction de travaux qui sont souvent d'une utilité très contestable.
En dépit de cette réserve, je tiens à dire en conclusion - car je le pense très profondément - que ce Congrès a été un grand Congrès, qui donnera certainement un nouvel élan, et un élan décisif dans la marche vers un Socialisme démocratique et humain.
(Applaudissements)

Le président -Y a-t-il d'autres propositions d'amendement ?
Il n'y en a pas d'autre. Je donne la parole à Moch, pour répondre.

Jules Moch

Je voudrais répondre, très brièvement, à Mosse, que la divergence essentielle entre son texte et le nôtre est la suivante : il propose un transfert d'investissements d'une zone vers une autre, nous proposons le maintien des programmes d'investissements en cours et de nouveaux investissements financés par des moyens de crédit. Nous en proposons donc plus que lui.
La question que je ne développerai pas à cette heure est de savoir si ceux qui sont en cours sont utiles ou nuisibles. Je lui dirai que les exemples qu'il a pris ne me convainquent pas, qu'en matière de laminoirs nous sommes en retard, que lorsque le premier grand laminoir sera terminé l'année prochaine, nous serons encore en retard pour le laminage de tôles minces, et qu'en ce qui concerne les tôles épaisses, nous sommes encore bien plus en retard sur l'industrie allemande, et que c'est là une des raisons essentielles de la cherté de nos produits.

En ce qui concerne 1'électrification des chemins de fer, elle est utile sur toutes les lignes à forte pente, à fort trafic, parce que la même machine remorque plus économiquement par la traction électrique sur les lignes à forte pente, parce qu'on récupère à la descente une grande partie de l'énergie dépensée à la montée.
Je ne veux pas entrer dans les détails ; j'ajoute, cependant, que l'accumulation capitaliste à laquelle il est fait allusion, pour 80 %, est faite en faveur de sociétés nationales.
Je sais bien qu'il pourra me répondre que l'électricité de France ou la SNCF passent des commandes à des entrepreneurs privés, mais, néanmoins, on pourrait continuer l'exemple, et dire qu'en fin de compte, ces entrepreneurs eux-mêmes paient des salaires, et qu'une non augmentation des investissements, dans l'état actuel de la France, comme il le propose, serait génératrice de chômage.
Je lui demande donc instamment, après avoir développé son amendement, de bien vouloir le retirer, pour simplifier le vote final aussi unanime que possible.
Je voudrais ensuite remercier Boutbien de la contribution qu'il apporte à l'effort d'unanimité de ce Congrès qui a été un grand et beau Congrès.
(Applaudissements)
Vous me permettrez, camarades, de vous dire en terminant, toute ma tristesse. Si nous étions encore l'an passé, le rapporteur de la motion, sitôt celle-ci votée, se serait précipité au téléphone, pour la lire à Léon Blum, pour solliciter son avis, pour avoir l'espoir qu'il aurait été satisfait du travail.
Pendant que je la lisais, je me posais la question : Aurait-il été satisfait de ce travail, qu'il ne connaîtra pas ?
Je vous dis sincèrement que je crois que oui.
(Applaudissements)
L'ayant connu, comme certains d'entre nous, tous peut-être, l'ont connu, nous pouvons avoir l'assurance que cet effort de clarification de la situation et de synthèse tout à la fois, est un effort qu'il aurait aimé voir tenter par les militants du Parti.
Alors, je vous demande le vote le plus massif possible, unanime si possible, et qu'ensuite, suivant ses leçons, nous passions tous à l'action, pour populariser ce programme et le faire triompher.
(Applaudissements).

Le président - Est-ce que Mosse maintient l'amendement qu'il a déposé ?

Mosse - Dans l'intérêt de l'unité, je retire mon amendement. (Applaudissements)

Le président - Est-ce que Barenton maintient la proposition qu'il a faite au Congrès ?

Barenton - Je ne puis pas la retirer.

Le président - Nous allons donc voter.
Pour : ce sera l'approbation du rapport présenté par Jules Moch.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Contre : ce sera le rapport Barenton.
Troisième vote : abstentions.
Vous êtes d'accord sur cette façon de voter ?
- Quelqu'un demande le vote par mandats -
Le vote par mandats est de droit si 40 délégués le demandent. Je vais donc procéder à cette consultation. Le vote par mandats aura lieu si 40 délégués porteurs de cartes roses demandent le vote par mandats.
Que ceux qui veulent le vote par mandats lèvent la main avec la carte rose.
Il n'y a pas 40 camarades demandant le vote par mandats ; le vote va donc avoir lieu à main levée.
Il y a un règlement du Congrès qui prévoit le dixième des délégués ; le dixième des délégués ne le demande pas ; si les camarades ne sont pas satisfaits ils déposeront une demande de rectification du règlement du Congrès.

Un délégué - (dans la salle) Dans l'intérêt précisément de l'effort d'unification, d'unité Socialiste, qui vient d'être tenté, je demande qu'il y ait un vote par mandats.

Le président - Je refais la consultation ; s'il y a 40 délégués qui demandent le vote par mandats, il aura lieu.
Quels sont ceux qui désirent le vote par mandats ?
(Vote à main levée)
Alors, camarades, on va procéder à l'appel des fédérations.
Je vous demande un peu de silence ; c'est une opération toujours très pénible, parce qu'elle se passe toujours dans une certaine confusion.
Je vous demande de faire une exception à cette tradition, et que le vote ait lieu dans le silence qui en accentuera la rapidité.

Guy Mollet - Camarades, je veux vous dire un mot, sur un point précis, pendant le vote par mandats, afin de faire gagner du temps, j'invite les membres du Comité directeur à se réunir immédiatement à gauche de la tribune.

Le président - On me demande de rappeler de quelle façon on vote :
Pour : c'est le rapport Jules Moch, contre : c'est le rapport Barenton, troisième position : abstention.
(Appel des Fédérations)
Une communication : dans le scrutin pour l'élection de la Commission nationale des conflits, plusieurs fédérations n'ont pas pris part au vote, alors que le scrutin sera clos prochainement.
Ce sont les fédérations suivantes :
Allier, Bouches-du-Rhône, Cantal, Gabon, Gers, Madagascar, Moselle, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Savoie, Haute-Savoie, Tarn et Garonne, Tonkin, Tunisie, Vendée.
La séance est suspendue pendant une dizaine de minutes, de façon à permettre le dépouillement du vote qui vient d'avoir lieu sur la résolution générale.

Fondation Jean Jaurès

Suspension de séance

Reprise de séance

Le président

La séance est reprise.
Cinq fédérations n'ont pas encore voté dans le scrutin sur l'élection des membres de la Commission Nationale des conflits, ce sont les fédérations suivantes :
Cantal, Gers, Puy-de-Dôme, Savoie, Tonkin ; elles doivent voter dans la pièce qui se trouve à gauche de la tribune.
Voici les résultats du vote sur la motion de politique générale :
Votants : 4 093 mandats.
Motion rapportée par Jules Moch : 3 851
Motion Barenton : 102
Abstentions : 83
Absents : 57
(Applaudissements)
J'indique au Congrès que, pendant la suspension qui vient d'avoir lieu, le Comité directeur s'est réuni afin de procéder à la désignation de son Bureau, qui doit diriger la délégation se rendant demain à Copenhague ; à l'unanimité, le Comité directeur a renouvelé l'intégralité du Bureau sortant et m'a chargé de vous l'annoncer immédiatement.
(Applaudissements).
Les travaux du 42ème Congrès du Parti sont maintenant terminés.
J'aurais voulu que le dernier mot qui sera prononcé ici soit à la hauteur des débats de tout ce Congrès, et c'est pourquoi j'avais demandé à notre grand ami Braque de bien vouloir le prononcer. Il m'a dit : "Ce n'est pas régulier, c'est un précédent qu'il ne faut pas créer".
C'est pourquoi je dois prononcer, en le regrettant, l'allocution de clôture.
L'Histoire du Socialisme dira si ce Congrès méritera les qualificatifs d'important Congrès, de grand Congrès, et quel rôle il aura joué dans l'histoire politique de notre pays.
Mais ce que l'on peut dire maintenant, c'est que les délégués qui ont assisté à ces séances de travail, partiront contents. Ils partiront réconfortés. Ils partiront plus confiants que jamais dans le destin de notre Parti.
On connaît mal le Parti Socialiste, dans certains milieux, et le fait d'avoir pu penser que la presque totalité de nos débats serait consacrée à une question que dans sa hiérarchie, Jules Moch a placée parmi les questions de tactique quotidienne, venant après toutes les autres, c'est-à-dire la question de participation ministérielle, prouve qu'on le connaît mal ; ils nous connaissent bien mal ceux qui pensent que ces questions absorberaient la plus grande partie de nos débats.
Ils nous connaissent bien mal, ils n'ont pas toujours d'excuse à cette erreur, car combien de fois les Congrès du Parti n'ont-ils pas répété que la participation ou

Fondation Jean-Jaurès

la non participation ne sont pas les buts de notre action, ce sont des moyens qui dépendent des circonstances et des possibilités, ce sont des moyens pour atteindre le seul but que nous voulions poursuivre, et que nous atteindrons, c'est-à-dire la transformation de cette société, libérant l'homme de toutes les servitudes sociales qui pèsent sur elle et qui pourraient être supprimées dès maintenant, si la force des habitudes ou la pression des intérêts ne s'opposait pas ou ne cherchait pas à ralentir cette évolution, cette révolution absolument inévitable, puisqu'elle est inscrite même dans le développement de notre société moderne.

(Applaudissements)

C'est parce que le Parti a, pendant plusieurs années, sur le plan de l'économie, comme sur le plan des institutions, assuré les bases de la démocratie politique, au prix des sacrifices nécessaires, que nous avons consenti à cette première tâche, c'est parce qu'il a su le faire qu'il a pu, dès maintenant, avec plus de sérénité, s'attacher à sa mission essentielle, qui est de compléter la démocratie politique par une véritable démocratie sociale.

Un Parti qui a su, au cours de ces journées de Congrès, traiter des grands problèmes qui se posent à lui, avec tant d'élévation dans la totalité des interventions qui ont eu lieu ici, en écartant toutes les petites choses, toutes les petites mesquineries, un Parti qui a manifesté une unité, non seulement ferme et grande, mais encore naturelle, car personne, après les avoir lues, ne pourra prétendre que les motions que vous avez votées sont des motions chèvre et chou, des motions de compromis, des motions de conciliation, est un Parti qui a réalisé une unité naturelle, vivante, qui doit entraîner les espoirs les plus considérables dans notre action immédiate, comme dans notre action lointaine.

Maintenant, les délégués vont retourner dans leurs départements, dans leurs fédérations, dans leurs sections. Un autre travail recommence pour eux, c'est de dire à tous les adhérents du Parti, à tous les amis du Parti, comme aux indifférents, ou aux adversaires, de quelle façon exactement les débats se sont déroulés ici.

Si la Salle de la Mutualité avait pu contenir les représentants de toutes nos sections locales, vous savez que dès demain c'est un nouveau courant d'enthousiasme qui parcourrait nos rangs ; c'est à vous de leur dire sur place ce que vous avez vu ici.

Vous êtes des représentants, vous avez des mandats à rendre, et certainement aucun mandat n'est plus agréable à rendre que celui de délégué des travaux qui s'achèvent maintenant.

C'est de cette façon, je crois, que se manifeste le plus amplement l'immense fidélité à la mémoire de Léon Blum, fidélité qui se traduit dans les manifestations comme celles auxquelles vous assistez, mais qui se traduit bien davantage encore dans l'action, dans la confiance, dans l'optimisme, dans le succès de nos actes.

"Les sceptiques sont des spectateurs", disait souvent Léon Blum. Nous ne sommes pas des sceptiques, nous ne sommes pas des spectateurs, nous sommes des acteurs du drame politique et social qui doit mener à la libération humaine.

Fondation Jean Jaurès

C'est sur des paroles d'espoir, des paroles de confiance, des paroles d'optimisme et de promesse d'action que se clôt la dernière séance du 42ème Congrès du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

La séance est levée à 20 heures 30.

Coll. Fondation Jean-Jaurès